

apériodique régulier

RÉCITS,  
ANALYSES &  
CRITIQUES

# TIMULT

N°10

mars  
2018



## MUTUALISATIONS

**Ce qui nous oblige  
à faire ensemble**  
page 122

**VIVRE SANS RIEN**  
page 20

**S'outiller**  
page 98

**La joie rebelle** page 90

prix libre / prix libraire 4,50 €

## PANORAMA À LA JUELLE



Guichet/cuisine	4
Comment faire comment	6
Esprit mutualiste, histoire d'un sabotage	8
1968, un service municipal en lutte	14
Appuyez sur la touche étoile	18

## LAC ET PETITE CUEILLÈRE

Vivre sans rien	20
Tectonique de salon	26
Une histoire de lutte à la sécu	36
Sentir l'impuissance	50
Plutôt fille de pute que fille de Keuf !	56



## EMBARCATIONS ET COQUILLETTES

Un camion benne avec remorque	58
Tant qu'il y aura des mortEs	64
Morts de rue, rendre visible...	68
Peuple amibe	74
Je suis inconcevable à leurs yeux	76
La joie, cette imposture ?	90



## CERF-VOLANTS

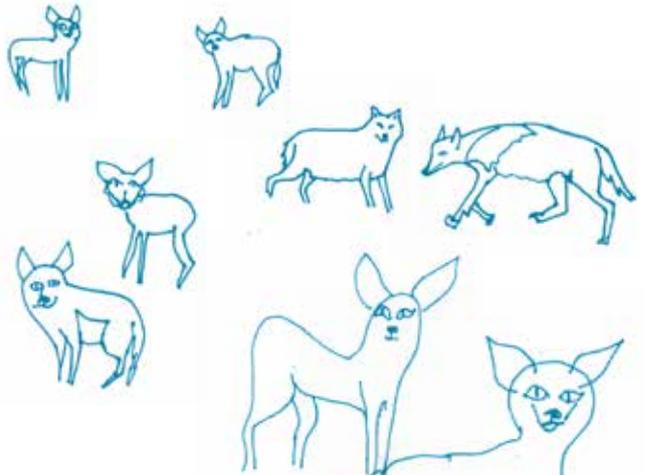
S'outiller	98
Piqueteras, chômeuses en lutte	102
Les jambes délassées	112
La Logeuse, fabrique ton service publique !	116
Ce qui nous oblige à faire ensemble	122



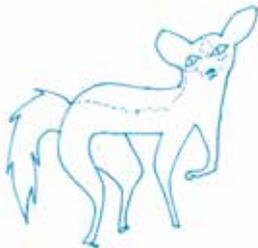
## BRÈVES ET NOTES

134

7h12. Le grésil recouvre les paysages. Le téléphone sonne : les anti-nucléaires de Bure sont attaqués par 500 gendarmes mobiles. Ordonnances macron, lois sur l'immigration, acharnement contre le peuple kurde, néocolonialisme omniprésent, montée des extrêmes droites. Notre horizon se resserre. La répression, partout. Épuisement. Mutualiser, mettre en commun, partager, collectiviser... On a décidé d'en faire le thème de ce numéro 10.



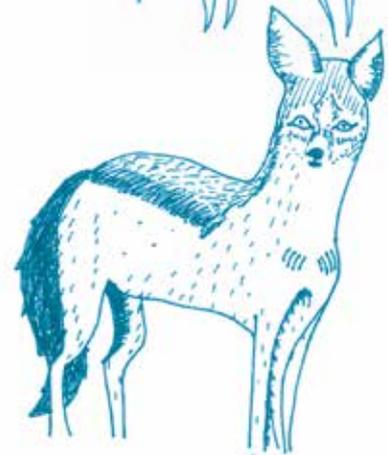
Où en sommes-nous ?  
Un PANORAMA À LA JUMELLE nous révèle quelques éléments significatifs... Le paysage est peu hospitalier mais on n'a pas l'intention de baisser les bras. Alors on s'y jette !



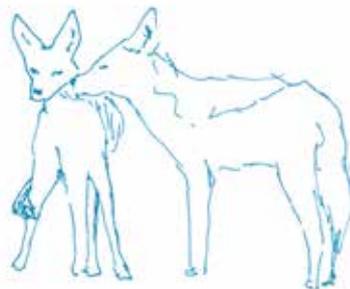
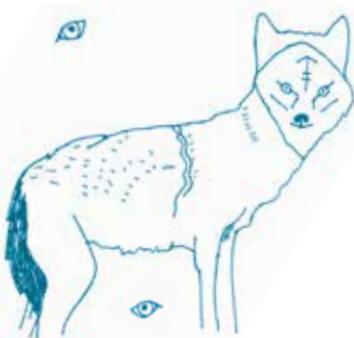
On avance, on patauge.  
Face au LAC.  
PETITE CUILLÈRE en main.  
On se débat, on essaie mais ça résiste. Inégalités criantes. Ça passe pas. On ne videra pas ce lac à la petite cuillère. L'eau monte encore. Nous faisons une pause. Admettre l'impuissance. Se situer à partir de là, être attentiv-es à ce monde.



Si on ne peut pas d'emblée le rendre accueillant, on peut du moins se construire des EMBARCATIONS à notre mesure. Exister malgré tout. Le système en place pue, mais on peut tenter d'éviter l'asphyxie, ne pas se plier aux options proposées. Exister dans les marges et les failles. À défaut de pouvoir renverser ce modèle immédiatement, s'entraîner à être joyeuses.



Et à partir de là, persister, y croire. À dos de CERFS-VOLANTS, décoller. Ne plus choisir entre la survie, le plaisir et la lutte. Savourer d'occasionnelles victoires. Mutualiser pour être plus fort-es ensemble. Mutualiser parce qu'en face ils sont organisés et armés. Mutualiser pour créer, rire et être vivant-es. Se rappeler qu'inventer des manières de faire ensemble, même si c'est compliqué, c'est aussi une joie et une force !



... les cartes postales,  
c'est cadeau.

# PANORAMA

# GUICHET

des centaines  
des milliers de guichets

une cuisine,  
ensemble.



après avoir été longtemps seul·e,  
une chaise devant une table,  
nous voilà 3, ou 8, ou 15,  
avec les chaises qu'on trouve, ou qu'on déplie,  
dans la cuisine ou le jardin.

des milliers de fonctionnaires

ce soir-là, nous sommes 3.  
je viens d'arriver.  
paralysé·e par des mois de questions insolubles,  
de vie inadmissible.

des dizaines de milliers de personnes qui attendent

nous sommes 3.  
elles sont 2.  
elles m'expliquent l'organisation des différentes caisses  
de mise en commun de la maison : alimentation,  
charges diverses... parmi ces caisses, une caisse de  
solidarité.  
chacun·e, de la maison ou d'ailleurs, donne ce qu'elle  
veut. chacun·e, de la maison ou d'ailleurs, prend ce  
dont ille estime avoir besoin.

des dizaines de milliers de personnes qui justifient de leurs droits

la lumière est jaune  
les volets sont fermés  
c'est l'hiver.

depuis longtemps, seul·e avec ma position de  
priviliégié·e, mon argent injustement gagné, mon refus  
d'être en position de générosité : être félicité·e et  
valorisé·e de partager ce qui m'est, sans raison, donné.



# À LA JUMELLE

## CUISINE

et sur la table écaillée, tout simple, le petit carnet de comptes. une rangée pour la date, une rangée pour les entrées, une rangée pour les sorties. que des sommes d'argent. aucun nom.

un si gros problème.  
une si petite solution...



des dizaines de milliers de personnes qui rentrent chez elles chercher de nouvelles pièces justificatives indispensables à l'édification de leur dossier

nous rangeons le cahier  
nous déchirons du pain  
le trempions dans du houmos

enfin nous pouvons manger ensemble  
enfin je ne vis pas au détriment de  
enfin nous ne sommes pas condamnées à être  
ennemi-es, concurrent-es  
enfin mon existence cesse d'être un scandale

ce n'est qu'un premier pas  
mais je sens qu'il m'allège

le houmos a goût de victoire

des centaines de milliers d'opérations sur des  
dizaines de milliers de dossiers informatiques

les distinctions que l'état pose et impose,  
les cartes qu'il distribue selon ses critères,  
nous les rebattons et les redistribuons  
pour pouvoir jouer ensemble  
pour cesser de dépendre de ce qui nous  
opprime et nous divise

sous la lumière jaune, sur la  
table écaillée,  
le houmos a goût de victoire.







MARKÉ DE RÉUSSITE SOCIALE  
PURETÉ POLITIQUE  
LE MEUX POUR MES ENFANTS  
FAIRE COMME TOUT LE MONDE  
SE FAIRE PLAISIR  
SE SIMPLIFIER  
LA VIE

IPHONE 6  
OU  
COQUILLETTES

PARFOIS,  
PAS BESOIN  
DE SE  
JUSTIFIER  
!

CONTRÔLE SOCIAL  
Qui (re) distribue?  
Au nom de  
quelles valeurs?  
Qui juge de  
ce qui est  
publitaire  
pour qui?

PRIORITÉS  
PERSONNELLES  
CONFLICTUELLES

ÉGOÏSME  
Et si ça se  
résument à  
l'aménagement  
d'un confort  
personnel...

Est vraiment  
ou latte fluff? que de  
se replier et de se laisser  
d'espérer?

Enfin, c'est vraiment  
grand si on s'amuse?

C'est  
quelques  
minutes...

FAIRE ? FAIRE  
COMMENT  
COMMENT  
COMMENT  
COMMENT  
AVEC CE MONDE ?  
POURRI ?  
DIFFICILE  
MOCHE ?  
CONTRE LE BROUILLAD MENTAL  
CONTRE LA PARALYSIE COMMENT FAIRE

COMMENT FAIRE  
POUR VIVRE  
SURVIVRE  
REFUSER  
S'INSURGER  
S'ARRÊTER  
LUTTER  
POUR SOI  
POUR NOUS  
POUR QUI POUR QUOI  
COMMENT  
FAIRE ?

ANONYMAT  
DES SOUTIENS  
DES SOUTENU-E-S

MAIS RI GA  
rien de  
dépendances  
et des dominations?

Et si la valorisation  
de ces postures de  
"générosité"  
valorisait encore  
une fois  
les privilégiés?

REINVENTION  
D'UN  
QUOTIDIEN  
ENSEMBLE  
CANTINES  
FÊTES  
LISTES TÉLÉPHONIQUES  
D'URGENCE  
JEUX  
RECUP' DE BONBES  
CAÏSES DE  
SOLIDARITÉ  
REDISTRIBUTION  
PARTAGE  
OCCUPATIONS  
DE MAÏSONS

ENTRAÏDE

RISQUE DE  
DÉPOLITISATION

ON N'ATTEND  
PAS LE GRAND  
VIVRE  
MIEUX

PETITE  
ÉCHELLE?  
Ce bridages  
ne sont pas  
accessibles à  
tout le  
monde...

Comment restructure-t-on  
dans ces réseaux?

Aménager le  
système pour  
le rendre vivable?  
Et supporter les  
détournés?  
La culpabilisation?  
L'impunité?  
Le contrôle?

Des droits?  
Pas appliqués?  
Ou pas pour  
tout le monde?  
C'est jamais acquis  
pour tout le  
monde...

BRICOLER

À CÔTÉ

LOGEMENT  
ASILE  
SECURITE SOCIALE  
LONGES PAYÉS  
RETRAITE  
SE CONFRONTER

POUR L'ACQUISITION  
DE NOUVEAUX  
DROITS  
AU SEIN  
DES  
INSTITUTIONS  
LUTE  
RAPPORTS  
DE FORCE  
GRANDS  
SOIRS  
TOUR  
BRÛLER  
SE VENGER  
RENNER  
LE SYSTEME  
TOUT FAIRE  
PÊTER  
LENDEMAINS  
QUI  
CHANTERAIENT  
NOUS  
VOULONS  
TOUT!  
Comment  
qu'on ne  
d'adhérer pas le  
système pour  
reproduire?

ABANDON PAR BEAUCOUP  
DE LEURS DROITS

RÉGRESSION  
DES DROITS

# ESPRIT MUTUALISTE, HISTOIRE D'UN SABOTAGE

Avant 1936, on n'avait ni retraite ni assurance. Les personnes mouraient à la tâche, elles travaillaient jusqu'à la mort. Elles étaient peu malades, elles allaient rarement chez le médecin, et quand elles se soignaient, elles payaient tout. Elles étaient obligées de faire des emprunts, qu'elles avaient du mal à rembourser ensuite. Les *remèdes de grand-mère* n'étaient pas là pour rien ! Aujourd'hui on dit que les gens ne se soignent plus... Ça a déjà été le cas avant ! Les dents partaient en morceaux, on mourait du diabète sans même savoir qu'on avait le diabète... Bien sûr il n'y avait pas de congé maladie, et quand le mari tombait malade c'était la catastrophe ! C'était la femme, ou la famille, qui allaient travailler. On peut souligner que malgré tout, beaucoup de médecins appliquaient le serment d'Hippocrate et ne faisaient pas payer les pauvres.

En 1936, le gouvernement du Front Populaire a instauré l'assurance sociale (l'ancêtre de la sécurité sociale) et les retraites. Cela a permis le remboursement d'une partie des dépenses de santé pour les gens qui travaillaient dans le privé, et donc l'accès au soin pour une grande partie de la population. Mais pour les employés du secteur public, rien n'était prévu.

Beaucoup de mutuelles se sont créées à cette époque. Il avait déjà existé des mutuelles agricoles à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, les compagnons du devoir s'entraidaient aussi... Ce n'est pas le gouvernement, mais les gens de la base qui les ont créées.

Et c'est à ce moment-là que s'est créée la Fraternelle ?

À Grenoble, le syndicat CGT de la mairie, qui représentait à l'époque près de 98% des 700 à 800 employés de la mairie, a créé la mutuelle « la Fraternelle ». Mon père s'est tout de suite impliqué dans cette mutuelle. Il faisait les comptes, c'était un travail bénévole. Le soir, les gens venaient lui apporter leurs feuilles de soins pour avoir leurs remboursements. À l'époque c'était plus simple car il y avait moins de médicaments... Au départ les cotisations demandées correspondaient à un pourcentage ponctionné sur le salaire (environ 2%) : les gens qui gagnaient peu payaient peu, les cadres, eux, payaient plus puisqu'ils avaient des salaires plus importants. C'était l'esprit mutualiste, on payait selon ses ressources, et personne n'y trouvait à redire. Enfin presque, parce que certains cadres ne voulaient pas payer.

**« ON PAYAIT SELON  
SES RESSOURCES,  
ET PERSONNE N'Y  
TROUVAIT À REDIRE »**

## PANORAMA À LA JUELLE

C'était la Mairie, notre employeur, qui prenait notre cotisation directement à la source, c'est-à-dire sur nos salaires. C'était une mairie socialiste, mais pas le socialisme de maintenant hein ! À ce moment-là, les chèques n'existaient pas, les gens arrivaient avec leurs notes de dépenses, on les remboursait en liquide (c'était normal à l'époque de faire des files d'attente pour recevoir son salaire en liquide).

Au fil du temps, de plus en plus de personnes ont consulté les médecins car elles ont eu les moyens de le faire. Les bénévoles ne pouvaient plus faire face. La Fraternelle a alors obtenu de la mairie de Grenoble un employé détaché pour faire la comptabilité de la mutuelle.

Actuellement la mairie subventionne les onze salariées, les locaux et les fluides, c'est-à-dire tout le fonctionnement de la Fraternelle.

### Qu'est-ce qui a changé quand la sécu a vu le jour ?

En 1945, la sécurité sociale est créée. L'idée de départ était de rembourser à 100% les frais médicaux – ce n'est pas que par altruisme qu'un bon système de soin a été mis en place, c'est aussi parce que les personnes bien soignées travaillent mieux – mais l'ordre des médecins, créé par le gouvernement sous Pétain, s'est opposé à ce remboursement à 100%. Il disait que « sinon les personnes ne se rendront pas compte de ce que coûte la santé, elles ne seront pas responsables ». Les frais médicaux ont donc été remboursés à 80% et des mutuelles sont nées pour prendre en charge les 20% restants. Alors les gens qui pouvaient se le permettre ont pris une mutuelle, et les plus pauvres, encore une fois, ne pouvaient plus se soigner.

Les fonctionnaires, iels, n'ont eu droit à la sécurité sociale qu'à partir de 1962. C'est seulement à



partir de cette date qu'elle est devenue obligatoire dans le secteur public : les prélèvements étaient alors effectués directement sur le salaire et les mutuelles sont devenues complémentaires. À la Fraternelle, comme nous avons l'habitude de gérer l'intégralité des remboursements, quand nous avons pu profiter de la sécurité sociale en 1962, nous avons conservé l'ensemble de la gestion des remboursements (sécurité sociale et mutuelle), c'est pourquoi nous sommes « centre payeur ». Nous remboursons la partie sécurité sociale, avec un dédommagement et un contrôle de celle-ci. Avant ça, on se gérait et on se contrôlait nous-mêmes !

L'adhésion à la Fraternelle n'a jamais été une obligation, mais avant 1962 tout le monde adhéraient, sinon ça voulait dire pas de sécurité sociale du tout.

### Quelles évolutions as-tu observées au fil des années à la Fraternelle ?

La première évolution à laquelle je pense concerne l'engagement. Avant il n'y avait jamais de retraités dans le conseil d'administration de la Fraternelle. On travaillait 48 ou 50 heures semaine mais on trouvait le temps d'aller s'occuper de la gestion de la Fraternelle. Maintenant le temps de travail est passé à 35 heures, mais il est difficile de trouver des bénévoles pour la gestion du conseil d'administration. Pourtant les réunions se font sur le temps de travail alors qu'avant c'était en-dehors...

Aussi, une chose qui a bien changé, c'est le contrôle étatique. On a commencé à être contrôlé par la sécurité sociale, c'était normal, mais peu à peu se sont imposées à nous tout un tas de normes et la nécessité de faire des réserves incroyables. Je suis encore dans le conseil d'administration de la Fraternelle, mais je ne suis pas contente car on nous a retiré toutes nos libertés. Ce n'est pas nouveau, mais c'est de pire en pire !



Par ailleurs, il y a aussi la dépendance aux banques. Maintenant, il faut tout prévoir, et à force de prévoir, il y a de l'argent gaspillé. Il faut qu'on ait une énorme réserve en banque, 26 % de la masse d'argent manipulée. Et cette réserve, on n'a pas le droit de la toucher. Nous avons l'obligation de faire des placements sécurisés, donc nous n'avons plus le contrôle de notre argent, c'est la banque qui le détient. Et puis il faut calculer les départs à la retraite des agents de la Fraternelle, et plusieurs années d'avance de remboursements, ce qui nécessite d'importantes réserves à la banque au cas où nous ferions faillite. Donc plus les gens sont malades, plus il faut avoir de réserve. C'est une règle de sécurité, paraît-il. On met de côté comme si le ciel allait nous tomber sur la tête à tout moment. À qui ça profite tout ça ? Aux banques. Alors on essaie de trouver les banques les plus « éthiques », mais ça n'existe pas vraiment à l'heure actuelle...

En 2011, sous Sarkozy, la taxe concernant les assurances passe de 3,5 à 7% pour diminuer la dette publique. Nous étions également visés par cette réforme, alors que contrairement à ce que disait le gouvernement, les mutuelles sont des associations qui ne font pas de marges, ni de bénéfice... donc cette augmentation des taxes nous a mis en péril, ou nous a fait augmenter les prix des cotisations.

Nous ne maîtrisons plus notre mutuelle. Face à tout cela, il faudrait peut-être se regrouper ? Mais on risquerait d'y perdre – encore plus – notre âme mutualiste...

**Qu'est-ce que ce serait,  
« perdre son âme mutualiste » ?**

Mutualiser, ça veut dire mettre en commun. On a perdu notre âme mutualiste en proposant des cotisations par tranche : tout le monde n'a plus eu les mêmes droits.

Les cadres trouvaient qu'ils payaient trop, ils ne voulaient plus payer pour les moins riches qu'eux. Les gens partaient où c'était moins cher. Il y a eu beaucoup de concurrence, avec les assurances privées qui faisaient du *dumping*. Les assurances proposent des petits prix au départ, et puis elles augmentent par la suite et ne remboursent pas toujours aussi bien, mais comme on ne change pas tous les jours d'assurance...

Ensuite, les jeunes ne voulaient plus payer pour les plus âgées. Il a donc fallu faire des tranches par âge.

On a dû s'adapter au fil du temps. Par exemple, avant, le travail à mi-temps n'existait pas. Il a fallu faire entrer ça dans les statuts. Au début, ils avaient droit aux mêmes remboursements mais ils cotisaient moins (les cotisations étant indexées sur les salaires). Depuis que le système de tranches a été mis en place, les personnes qui travaillent à mi-temps cotisent autant que les autres.

**« ON A PERDU NOTRE  
ÂME MUTUALISTE AVEC  
LES COTISATIONS PAR  
TRANCHE, LES CADRES NE  
VOULAIENT PLUS PAYER  
POUR LES MOINS RICHES »**

## Concrètement, quels sont les moyens d'action d'une mutuelle ?

Les mutuelles ont soutenu des tas de choses :

- Des centres d'optique, car sans ça les lunettes étaient très chères. Ça a obligé les opticien·nes à baisser leurs prix.

- Des cliniques dentaires, moins chères elles aussi. Nous n'avons jamais compris pourquoi la sécurité sociale remboursait si mal les lunettes et les frais dentaires. On a eu beau expliquer que des mauvaises dents induisaient des troubles d'estomac, ça reste très mal remboursé !

- La clinique mutualiste de Grenoble : elle s'est construite avant la guerre, peu après 1936, avec l'argent de personnes qui ont souscrit pour cette construction. Les gens donnaient des petites sommes, 10 francs, 20 francs... toutes ces petites sommes ajoutées ont permis de construire cette clinique où l'on soignait moins cher, car il n'y avait pas de bénéfice.

La mutuelle a essayé d'avoir un droit de regard sur la recherche, de demander de la transparence aux laboratoires. On n'avait pas de laboratoires mutualistes, parce que ça coûte trop cher, mais ç'aurait été bien !

- Les Centres Médicaux pour la prévention (du diabète, par exemple) : aux gens qui venaient faire des analyses de sang, on donnait des infos sur l'hygiène de vie, le diabète... Dans ces centres médicaux il y avait des médecins salarié·es. C'est aussi une invention des mutuelles de salarié des médecins. Comme les autres médecins ont tout fait pour nous couler, les médecins des centres de santé sont des militant·es.

Nous faisons aussi d'autres actions de prévention. Nous nous formions ensemble entre midi et deux. Mais nous n'avons plus réussi à le faire car nous avons été noyé·es par les exigences des nouvelles lois, des nouvelles normes, qui nous ont pris toute notre énergie. Et puis nous nous sommes battues contre le forfait hospitalier. Il est de plus en plus cher : ce sont des sommes astronomiques. C'est honteux. Ils disent que c'est pour la nourriture, mais les gens ne mangent pas pour si cher !

Quels droits et quelle place

## pour les femmes à la Fraternelle ?

Je ne me rappelle plus de tout. Je sais que dans les premières années il y avait une prime à l'allaitement et un colis de layettes !

Au début il y avait peu de femmes dans le conseil d'administration, c'était toujours des hommes. En 1956, nous sommes deux femmes à nous être présentées au CA. Nous avons été élues, mais il a fallu faire notre place. Quand nous avons osé parler au conseil d'administration, le président m'a dit que je n'avais pas à parler : j'étais soi-disant trop jeune pour savoir et je n'avais pas à intervenir. J'ai dit que j'avais été élue et que je pouvais intervenir, il n'était pas question de nous faire taire !

Maintenant à la Fraternelle, ce sont principalement des femmes qui sont employées, seuls les chefs sont des hommes. Les salariées qui font le travail administratif de remboursement sont appelées les liquidatrices, car elles « liquident les feuilles de remboursement » : ça fait un peu penser aux liquidateurs des dépôts de bilan ou aux liquidateurs de Tchernobyl !

**« LES ASSURANCES  
USURPENT LE  
MOT "MUTUELLE" :  
CE NE SONT PAS  
LES ASSURÉ·ES  
QUI DÉCIDENT »**

« APRÈS 68,  
ÇA A ÉTÉ LA  
DÉGRINGOLADE,  
L'ÉTAT A FAIT CE  
QU'IL A VOULU »

Quel avenir pour les mutuelles ?

Il y a de moins en moins de mutuelles actuellement. D'une part beaucoup de mutuelles fusionnent. D'autre part des compagnies d'assurance privées se regroupent, en se faisant appeler mutuelles. AXA, BNP, et tous les sous-fifres d'assurances font ainsi une usurpation du mot. C'est un abus de langage. Il n'y a pas d'esprit mutualiste : ce ne sont pas les assurés qui décident... Et les assurances veulent faire du bénéfice !

Aussi, des fossés se creusent, de nouveau, dans l'accès aux soins. Nous observons encore aujourd'hui que ce sont les cadres qui se soignent le mieux. Certaines personnes qui ont un petit salaire ne veulent plus – ou ne peuvent plus – cotiser, bien que nous proposons une cotisation basse... Elles n'arrivent plus à rembourser un appareil dentaire par exemple.

De l'autre côté, l'État a mis en place la Couverture Maladie Universelle, très bien. Et pour ça il donne une somme aux mutuelles, mais le problème c'est que cela ne compense pas du tout ce qu'elles dépensent pour la CMU... Les mutuelles n'ont pas le droit de refuser une personne à la CMU, or c'est ce qu'elles font souvent car ça leur coûte cher.

Une autre tendance que je ressens, on en a déjà parlé, c'est la complexification, et la spécialisation qui va avec. Les jeunes arrivés dans la mutuelle ont bien l'esprit mutualiste, mais c'est de plus en plus difficile de faire en sorte que les décisions soient réellement démocratiques. La gestion des structures par la base devient plus compliquée car il faut de plus en plus de connaissances pour assurer cette gestion.

De plus, il y a eu un désengagement, un désinvestissement des luttes, lié au fait que les gens



pensent que les droits sont désormais acquis, alors qu'en fait ils sont souvent attaqués. Par exemple, les personnes qui ont voulu empêcher de faire voter la loi Weil sont toujours là, elles essayent par des méthodes plus masquées de faire régresser certains droits. Les décisions prises par le CNR (Conseil National de la Résistance, qui a été à l'initiative de la création de la sécurité sociale) n'ont pas fait l'unanimité et ceux qui s'y opposaient sont en train de réussir à détruire progressivement, en douce, les avancées sociales de 1946 (sécurité sociale, mais aussi nationalisation de l'électricité et du gaz, des banques, semaine de travail à 40 heures, loi sur la fonction publique, les comités d'entreprises...). Après 68, à partir du moment où les gens ne se battaient plus, ça a été la dégringolade. Il n'y avait plus personne dans la rue, alors l'État a fait ce qu'il a voulu. On a appliqué Maastricht à la lettre. Maintenant nous sommes redevenues batailleuses, mais c'est trop tard, ça va prendre du temps de tout reconstruire.



## 1968, un service Municipal en lutte

J'avais commencé à travailler à la Mairie de Grenoble en avril 1968. Je n'avais pas spécialement dans l'idée de m'y faire embaucher : il y avait plein de boulot partout. Avant, je tenais une permanence du Planning Familial à Teisseire et j'avais rencontré une élue qui avait parlé de moi. Suite à ça, je m'étais faite embaucher, comme ça, quelques semaines à peine avant le début du mouvement.

Un beau jour donc, vers le 15 mai, je suis entrée dans le bâtiment de la Mairie et tout le monde était réuni au rez-de-chaussée, les leaders syndicaux étaient tous mélangés. Moi, je commençais juste, c'était un

poste au service d'urbanisme, mon premier travail. J'avais une vision des employé·es de la Mairie, comment dire... comme de gens un peu cucul. Pourtant, il y avait des choses surprenantes. Par exemple, le leader de la CGT était le secrétaire général adjoint à la Mairie, ce qui témoignait bien du mélange possible entre les postes hiérarchiques et syndicaux. En fait, toute la municipalité de Dubedout<sup>[1]</sup> était intéressante, surtout les membres du PSU, organisation autogestionnaire et critique de la SFIO. Et puis la Mairie à l'époque c'était les GAM : les « Groupes d'Action Municipaux ». Ça n'avait rien à voir

avec la Mairie d'aujourd'hui. Moi, je n'étais pas très engagée politiquement, je n'étais pas encartée au PSU, je découvrais tout ça. Mais je savais quand même que c'était vraiment en décalage avec ce qui se faisait avant. Et ce moment de mai-juin 68, j'ai senti tout de suite qu'il était vraiment important. Je le sens

[1] Hubert Dubedout a été maire de Grenoble de 1965 à 1983. Militaire et ingénieur au Commissariat à l'Énergie Atomique, il mène sa carrière politique sous les trois étiquettes de la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière, devenue le Parti Socialiste en 1969), du PSU (Parti Socialiste Unifié à tendance autogestionnaire, situé entre la SFIO et le Parti Communiste) et des GAM (Groupes d'Action Municipaux, cherchant à développer une pratique participative et autogestionnaire hors de partis politiques).

« On a supprimé les classes "riches" et "pauvres" et on a décidé d'un seul standing de cercueil, pour tout le monde »

encore aujourd'hui. Ce n'était pas seulement un truc d'étudiantes, ça bouleversait beaucoup plus de choses que ça. Nous toutes et tous, employé-es municipal-es, nous n'avions pas conscience de ce que nous étions en train de faire, il n'y avait pas de grands discours, pas de projet idéologique bien construit, mais nous le faisons. Et sans être spécialement politisée, je sentais tout cela et surtout, nous le faisons nous-mêmes, nous les gens, sans récupération politique ni rien.

Alors, ce jour-là, avec tout le monde en bas de la Mairie, on a parlé de ce qui se passait à Paris, du mouvement étudiant, des causes de la grève qui se déclenchait partout. On a dit qu'on allait faire grève nous aussi. Ça paraissait évident, pour tout le monde. Et c'est parti en grève, mais alors, en grève très très forte.

On couchait à vingt ou trente en Mairie, au cas où les CRS auraient voulu débarquer.

Moi j'habitais au Village Olympique<sup>[2]</sup> depuis peu et je connaissais un gars responsable d'un atelier bois. Il nous avait fabriqué des petites matraques en bois cannelé vachement jolies, qui tenaient au poignet avec une lanière en cuir. On était quatre du Village Olympique à avoir ces petites matraques.

Comme j'étais là depuis seulement quelques semaines, et que j'avais aménagé dans mon

nouveau quartier au même moment, début avril, je ne connaissais pas grand-monde. J'avais surtout des rapports avec des gens qui habitaient juste à côté de chez moi, des voisin-es qui travaillaient à la Mairie comme moi. Il faut aussi dire que j'avais deux enfants toutes petites, âgées de un et trois ans, alors j'étais très prise par ça. Ce qui était super, c'est que dès le début du mouvement on a ouvert une crèche dans la mairie pour que les parents puissent participer au mouvement. Alors je pouvais rester sur l'occupation la nuit : mes enfants vivaient tout ça avec nous, à la Mairie.

On se réunissait tous les jours en Mairie, au 11<sup>e</sup> étage et on décidait de la vie communale. Les élu-es n'étaient pas là, c'étaient seulement les

salarié-es. Tout le monde était en grève, mais il fallait quand même continuer certaines choses. Par exemple, au service des mariages, les employé-es nous racontaient qu'il y avait toujours des habitant-es qui se présentaient pour demander à se marier. On avait donc décidé ensemble qu'on continuerait à le faire, pour les couples qui le désiraient... Mais on ne voulait pas procéder comme avant, alors on a fait un grand mariage collectif ! Pour les enterrements, c'était aussi les pompes funèbres communales qui s'en occupaient : on a supprimé les classes « riches » et « pauvres » et on a décidé que ce serait le même standing de cercueil pour tout le monde. Et puis on a maintenu le service des poubelles, parce que c'était important aussi.



[2] Le Village Olympique est un quartier cité-jardin, construit en 1968 pour accueillir les Jeux Olympiques d'hiver, avant de devenir la même année un quartier résidentiel tout neuf.

En fait, les élu·es nous avaient confié la mairie.

On a aussi décidé de continuer à planter les fleurs, mais on écrivait sur les plates-bandes : « jardiniè·es en grève ».

Les Assemblées, c'était vraiment un moment qui montrait à quel point l'esprit des gens s'ouvrait avec ces événements. Ce n'était pas une réflexion, de grandes théories politiques, c'était une pratique, des manières de s'emparer des choses, de prendre le pouvoir pour faire concrètement. On était 50, 60 à chaque AG, sur 1000 salarié·es. Ce groupe décidait pour toute la Mairie, sans les élu·es et donc sans le maire non plus. Si tu voulais participer, tu venais simplement à l'AG : n'importe quel·le salarié·e pouvait venir. J'évoque le maire, parce qu'il

n'était pas du tout présent dans le mouvement, mais c'est important aussi de dire qu'il ne s'y est pas opposé, qu'il ne l'a pas empêché. Ce qui est sûr, c'est qu'on ne parlait pas spécialement de « rapport de force » et moi, je ne le ressentais pas. Ça s'est passé comme ça : on avait la force de l'Assemblée Générale, de la grève très forte, on avait ce secrétaire de la CGT qui était directeur des services, et on faisait ce qu'on avait à faire, ce qui nous semblait important. Bien sûr, on était prêt·es à se défendre contre les flics... qui ne sont jamais venus. Les gens au pouvoir à la Mairie étaient de notre côté.

On pourrait se demander pourquoi il n'y avait pas d'habitante·s, d'usagè·es dans nos assemblées. Moi, je ne me posais pas spécialement la question,

*« Bien sûr, on était prêt·es à se défendre contre les flics... qui ne sont jamais venus »*

mais aujourd'hui on peut dire que ça s'explique aussi par l'époque : la lutte politique partait du statut de travailleur, c'était en tant que salarié·es qu'on se positionnait pour lutter. Et beaucoup d'autres gens faisaient pareil à plein d'autres endroits, depuis leurs propres lieux de travail.

On discutait vachement sur le fond politique. Par exemple, vers le 30 mai, on avait décidé de contacter des gens du PC et du PS parce qu'on voulait savoir ce qu'ils allaient proposer comme gouvernement. Ce jour-là, c'est le jour où De Gaulle a parlé, on a su que c'était la fin,



qu'il n'y aurait pas de relais politique à tout ce mouvement syndical.

Les AG avaient duré du 13 mai jusqu'à mi-juin, la fin du mouvement, au moment où il y a eu l'élection des députés.

Actuellement, dans le contexte de la municipalité Piolle<sup>[3]</sup>, je vois des élu·es dont les ancien·es camarades considèrent qu'ils ont retourné leur veste, qu'ils ont trahi. Ces élu·es ne le conçoivent pas comme ça, ils croient prolonger leur lutte, avec l'argument qu'ils doivent assumer, que c'est leur rôle de prendre des décisions, du fait de leur position de pouvoir, et qu'ils le font le mieux possible. Ils ont une posture de surplomb, méprisante et ils ne s'en rendent pas compte. C'est très dur, très décevant. Ce qui est sûr, c'est que ça ne donne plus envie d'être élu·e. Je dirais même que c'est tout à fait clair pour moi aujourd'hui : il ne faut pas être élu·e... Mais en disant ça, je ressens à quel point ça referme des perspectives auxquelles j'ai cru aussi. Et c'est vraiment pénible à dire. D'autant plus que ça ne constitue pas vraiment une réponse, ça n'ouvre pas encore d'autres perspectives...

Il y a bien cette idée de « changer le monde sans prendre le pouvoir »... Est-ce qu'on peut faire confiance à des Corea, des Morales, des Pépé Mujica<sup>[4]</sup>, des Piolle ? Jusqu'à il y a peu, les zapatistes s'inscrivaient clairement contre ça.<sup>[5]</sup>

Il est clair qu'on ne peut faire confiance à personne à ces niveaux de pouvoir-là. Alors,

est-ce que ça a même de l'intérêt d'y mettre de l'énergie ? En même temps, les gens qui étaient dans ces assemblées à la mairie en 68 ne luttaient pas pour mettre des gens au pouvoir. Ils luttaient là où ils étaient pour changer leurs pratiques, alors que plein de gens ailleurs faisaient pareil. Les élu·es se sont associé·es, ou bien ont été complices de ça, mais on n'a pas cherché à prendre leur place. Certain·es croyaient peut-être que si on la prenait, on ferait encore mieux, mais il ne s'est rien passé, alors je ne sais pas... Ce qui est sûr, c'est qu'il y avait une ouverture, pile à cette période, pour prendre en main les choses, là où on était (et puis ça a ouvert aussi des possibilités pour la suite, même si ça n'a pas tout bouleversé non plus). À partir de juin 68, je travaillais pour les équipements du nouveau quartier de la Ville-neuve<sup>[6]</sup> et là aussi, un air nouveau soufflait, tout à fait dans le même esprit. Les élu·es avaient déverrouillé les choses pour que les gens, localement, puissent agir directement, concrètement, sur ce qui leur semblait important. Par exemple, ce sont vraiment les habitant·es qui ont dit « des écoles fermées au pied des barres d'immeubles immenses ? Non, c'est impossible, on veut construire autre chose ! ». Et puis du coup, on a fait toutes ces écoles sans barrières, ouvertes sur le grand parc au centre du quartier. C'est ce genre de choses qui était vraiment incroyable dans cette période.

MARTINE



[3] Éric Piolle, ancien cadre « turbulent » dans l'entreprise Hewlett-Packard (HP) et président d'Ingénieurs sans frontières, membre de Europe Écologie Les Verts, a été élu maire de Grenoble en 2014, à la tête d'une liste très massivement associative et militante.

[4] Corea, Morales et Mujica sont des chefs de gouvernements contemporains de l'Équateur, de la Bolivie et de l'Uruguay, étiquetés extrême gauche.

[5] En 2017, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) a opéré un tournant stratégique en décidant de soutenir la candidature indépendante de Maria de Jesus Patricia à l'élection présidentielle de 2018.

[6] Lire aussi l'article « Mixité sociale mon cul ! Une histoire de la Villeneuve », Timult n°4, avril 2011, disponible en ligne.



# TAPEZ SUR LA TOUCHE ÉTOILE



- ...
- Viens, on est organisées ! Tu verras...
- ...

Administration humiliation.

Vos papiers ?

Justificatif attestation formulaire certificat.

Oui c'est ça, vos papiers... Veuillez déposer votre dossier avant le 12 décembre. Vous avez quinze jours pour faire appel de la décision. Si vous voulez des détails concernant votre dossier, tapez 2. Rsa are apl ape apre capre rappe rappé

### **RATÉ**

Votre abs ne s'est pas déclenchée ?

Dites *je voudrais assurer ma voiture*. Mutuelles bonus malus maïf macif maaf caf paf ! Un arbre ! Dites *je veux déclarer un accident*, dettes agios trop-perçus erreur de la caf en votre défaveur. Carte bloquée, as ah hp chu cmu et votre complémentaire ? Ah, vous n'avez pas de justificatif... La pass l'ada l'apil le hcr et ta mère ? Veuillez actualiser votre situation à partir du 31 février. Cerfa cea-cui cea sylae ameli, .gouv, .gouv, .gouv.

### **APATHIE**

Vous avez un certificat médical ?

Passez la carte, vitale au lecteur. Bip, le cœur à plat. La santé, vous avez ça pour vous, vous l'avez la santé. Faut pas gâcher. Quoi, vous ne voulez pas ? Je n'y peux rien, c'est à prendre ou à laisser. Si vous ne vous soignez pas... Sans votre carte, pas de tiers-payant. Soit vous cochez, soit vous cachez. Inconnue, mal soignée, trop chelou, maltraitée, minorité balayée. Haine balisée blasée gavée bavée. Choix non valides, exclusion habile, déni d'existence.

Communauté radiée.

### **REFOULÉE**

Il ne veut pas aller en maison de retraite ?

Ah mais vous savez, il y a des procédures pour les forcer... Complémentaire, casse de retraite, job center, référent unique, pôle-emploi, pôle nord, pôle sud... 4 000 euros de dette, rien que pour le chauffage... Tiers-payant, cotisant solidaire, redevance télévisuelle et ordures ménagères, et la somme des revenus de l'ensemble de votre foyer sur 24 mois avec les copies de vos bulletins, certificats, justificatifs, relevés, déjà fournis ? Quatre fois ? Pas conservé, recommencez...

En l'absence de réponse vous êtes donc radiée de la liste des demandeurs d'emploi. Pour

revenir au sommaire, tapez sur la touche étoile. Nous vous rappelons que toute incivilité fera l'objet de poursuites, nos services vous remercient pour votre courtoisie.

### **FORMATÉ**

Vous buvez de l'alcool ? Faudrait penser à devenir adulte.

Rabaissées, oppressées, humiliées, poursuivies, procédures interminables, paperasses à l'infini... trop de taf, lâche l'affaire.

Vous savez que vous avez des droits ? Il suffit de les demander. Ce n'est pas si fidicile, cidifile, diffissible, arf, bouarf mouarf. Fuir, lâcher l'affaire. Looser échouer éviter culpabiliser.

Quelle proportion de la population ne fait pas valoir ses droits déjà ? Il suffit de demander.

### **ABANDONNER.**

Ah mais faut pas être faignant, c'est tout, faut savoir écrire, c'est la base. Ça se mérite.

Remplissez ce formulaire, .gouv, .gouv, .gouv.

Vous n'êtes pas dans notre base de données, c'est louche. Vous êtes dans notre base de données, c'est louche. Contrôle social, fichage, recoupage, casier, clapier, merdier, fraude, maraude, sanctions, punitions. L'État qui vous veut du bien : il n'y a pas d'État répressif, il n'y a d'État que républicain républicain républicain. Fichée S, Base-é-lève, antécédents, et sans ses dents, mal aux gencives, récidives, sursis, conditionnelle, prison ferme, ferme ta gueule, gueule de loup, loup des bois, bois sans soif, soif de cheval. Que pensez-vous du fait que votre épouse n'ait pas la même religion que vous ? Écartez bien les doigts, tenez-vous droit, face à la caméra, voiiiilà. Veuillez signer ici.

Se sentir coupable individuellement, isolément.

Exclue, incompétente, idiote, timide, lente,

moche, petite, tordue. Minuscule face au

**SYSTEME**, sensation qu'on veut nous rentrer la honte dans le corps à coups de masse, n'attendent que ça, qu'on se sente pauvre et sale, qu'on se ratatine, s'excuse, carpette, courbette, coulure de bouse, bavure de morve. Parce que les riches ont raison. Les riches les riches les riches.

Dites-moi ce que vous dépensez et je leur dirai qui vous êtes.

Monde de merde.

## VIVRE SANS RIEN



Je m'appelle Nasiha, je suis Bosnienne et j'ai deux enfants. Je suis venue en France pour demander l'asile. Quand je suis arrivée en septembre 2013, la règle à suivre c'était d'aller à *La Halte*, une association qui aide les demandeur-euses d'asile à préparer leur dossier. Mais l'OFPRA<sup>[1]</sup> a rejeté le mien en disant qu'il n'y avait pas de guerre en Bosnie, que c'était un pays sûr ! En réalité, c'était la guerre et il y avait beaucoup de discriminations, notamment liées au partage absurde de la Bosnie-Herzégovine en trois parties : la Fédération de Bosnie-Herzégovine, la République Serbe de Bosnie, et le district de Brčko. Les responsables politiques s'imaginaient que les communautés étaient strictement séparées, les populations musulmanes côté Fédération et les serbes (orthodoxes) dans la République Serbe. Mais ce n'était pas le cas et à Zvornik, en République Serbe où nous vivions, les familles musulmanes avaient vraiment la vie dure. Quand j'ai fini mes études à l'Université, il était impossible pour moi de trouver du travail, comme si être musulmane bosnienne mais avec une carte d'identité serbe était juste un non-sens. On me disait *Vous êtes Bosnienne, si vous voulez travailler, allez en Fédération de Bosnie-Herzégovine !* Et Mirsad, mon mari, était dans la même situation : impossible pour lui de trouver un travail.

Comme l'OFPRA n'avait pas accepté notre dossier, nous sommes allés à la CNDA<sup>[2]</sup> pour faire un recours, c'était en juin 2014. Je pensais que le juge connaissait la situation de la Bosnie mais quand il a évoqué les accords de paix de Dayton et que je lui ai rappelé qu'ils n'étaient pas respectés, il m'a répondu : *Arrête ! Ce n'est pas toi qui décide si c'est respecté ou non !* L'entendre asséner une chose pareille, ça faisait vraiment mal. J'avais vécu là-bas et contrairement à lui, je savais ce qui s'y passait, j'avais fui la Bosnie pour cette raison. Le juge a aussi demandé à Mirsad pourquoi il avait fui Srebrenica en 1992/93, pourquoi lui et sa mère n'étaient pas restés pour garder leur maison. Pourtant c'était la guerre, son père avait été tué et ensuite, en 1995, il y avait eu ces massacres de musulmanes à Srebrenica... Peut-être ce juge ne connaissait-il pas du tout la Bosnie après tout. Ou alors, la guerre, il ne savait pas ce que c'était...

En République Serbe de Bosnie, avec mon mari, nous cultivions des cornichons et des framboises. Nous les vendions à une grande entreprise qui sillonnait les campagnes pour acheter les petites productions paysannes, les congeler et les exporter dans toute l'Europe. Les camions passaient tous les deux jours et achetaient nos légumes à très bas prix. C'était un travail difficile mais c'est

[1] OFPRA : Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides, en charge de délivrer ou non le statut de demandeur-euse d'asile et donc de permettre à des personnes d'obtenir ou non des droits en France.

[2] CNDA : Cour Nationale du Droit d'Asile, institution à compétences nationales, auprès de qui faire les recours pour contester les décisions de l'OFPRA.

# CUILLIÈRE

ce que nous avons trouvé pour vivre.

Là où nous habitons, les programmes scolaires étaient en cyrillique, puisque c'était la langue de la nouvelle République Serbe de Bosnie. De même, l'histoire enseignée était seulement celle de la Serbie. Avant la guerre, on apprenait les deux alphabets, cyrillique et latin (les Serbes utilisent surtout l'écriture cyrillique et les Bosniaques et les Croates utilisent principalement l'écriture latine). C'était normal puisqu'on vivait ensemble !

Mon père avait payé pour que j'aille à l'Université, ça lui avait coûté cher et pourtant je n'ai jamais pu choisir mon métier. Et j'ai fini par partir, pour nous, et pour mon fils aussi, car si nous étions restés, il n'aurait pas pu aller à l'école au-delà du primaire et il n'aurait pas pu choisir son travail. Je trouvais tellement triste de ne pas pouvoir choisir un emploi en lien avec mes études que je voulais autre chose pour mon fils.

« EN BOSNIE,  
C'EST SÛR  
J'AVAIS UNE  
MAISON, UNE  
FAMILLE, DES  
PARENTS. JE  
N'AVAIS PAS  
"RIEN" ».

## APPRENDRE À VIVRE SANS RIEN

En arrivant en France, j'ai découvert que la vie n'allait pas être facile ici non plus. Le bon côté, si l'on peut dire, c'est que j'ai appris de nouvelles choses, j'ai appris à vivre dans la rue, dans les parcs, sans maison, sans argent, sans rien en fait... En Bosnie, c'est sûr j'avais une maison, une famille, des parents. Je n'avais pas « rien ».

Mais maintenant je peux raconter aux enfants comment j'ai vécu en arrivant. J'ai des centaines de choses à leur raconter ! Je pourrais leur en parler pendant dix ans !

Nous avons choisi de venir dans une ville où nous ne connaissions personne pour démarrer une nouvelle vie et c'est mieux, il faut

me croire, c'est vraiment mieux. Car chez nous, en Bosnie, quand quelqu'un t'aide, dix ans après, il vient encore te réclamer un retour. Je ne voulais pas me sentir redevable auprès de connaissances qui nous auraient hébergés ou autre. L'autre chose que je voulais éviter, c'était le contrôle social : que les voisines parlent de moi si elles me voyaient acheter quelque chose, si j'allais au parc avec les enfants, etc. Je ne voulais pas qu'on me demande à tout bout de champ : *Comment ? Pourquoi ?...*

Je veux vivre ma vie, sans commentaire, et je veux ça pour mes enfants aussi. C'est également une des raisons de notre départ.



Nous avons passé notre première nuit sur un grand parking, près de la rocade. C'était dangereux car la nuit, c'est un lieu où des personnes viennent se droguer. Nous avons choisi cet endroit parce que des personnes de Macédoine étaient logées juste à côté par *La Halte* dans un camp. Mais ce n'était pas possible d'être hébergés dans ce camp sans être suivi par l'association *La Halte*, il y avait un vigile à l'entrée. Dès les nuits suivantes, nous nous sommes mis·es à dormir tous les trois dans des parcs. Nous n'avions pas encore de tente.

À *La Halte*, le premier jour, après le rendez-vous avec l'assistante sociale nous sommes restées pour échanger avec les gens sur place. Un monsieur a dit à Mirsad en

serbo-croate : *Viens avec moi chercher quelque chose à manger pour le petit.* Nous sommes allées à *La Cantoch'*, c'est un lieu où des repas sont préparés, où tu peux prendre un sandwich. Puis peu à peu, nous avons appris qu'il y avait les *Restos du cœur*, la *Croix-Rouge*, la *Source* pour prendre des douches, nettoyer du linge, le *Secours populaire* qui donne des couvertures et des vêtements chauds aux personnes qui dorment sous tente, *Médecins du monde* pour les soins... Et nous avons rencontré des Macédonien·nes qui avaient des solutions pour tout : iels connaissaient les lieux où il était possible de manger, de récupérer de la nourriture, des vêtements, etc.

En arrivant, tout était à découvrir. Par exemple, nous ne savions pas

« NOUS NE SAVIONS MÊME PAS À QUOI RESSEMBLAIT LE PAIN D'ICI »

à quoi ressemblait le pain d'ici, il n'était pas pareil qu'en Bosnie. Ma belle-sœur m'avait expliqué, par téléphone, qu'il fallait chercher les « boulangeries ». Alors j'ai cherché sur les enseignes, j'ai essayé de lire en français... et j'ai finalement trouvé. Mais quand tu ne sais pas trop ce que tu dois chercher et que tu ne connais pas la langue, c'est franchement dur. Et ça a été pareil pour l'eau : au départ, on ne trouvait que de l'eau gazeuse.

Peu à peu, j'ai découvert ici comment vivre sans argent. J'ai trouvé des solutions, des choses qui pouvaient aider. Et j'ai trouvé des bonnes ami·es.

La journée, nous restions à la gare mais ça fermait à minuit. Une nuit, c'était l'anniversaire de Mirsad, nous avons ouvert un bonbon pour fêter ça. « Joyeux anniversaire ! ». Ce n'est pas possible d'oublier ces moments-là. Nous avons essayé différents endroits pour passer les nuits, la gare routière ou d'autres, parfois dangereux, car il y avait beaucoup de passage. Nous avons continué à dormir dans des parcs, pendant un mois. Et il y a eu ce parc devant la maison de Margot et Mary où elles nous ont découvert·es. Mary avait d'abord fait *coucou* aux enfants et leur



## PETITE CUILLIÈRE

avait parlé en français... Puis j'ai rencontré plusieurs de ses ami-es, qui sont venu-es passer du temps avec nous. Mary a fait beaucoup pour nous : trouver l'école pour mon fils, le dossier pour l'OFPRA, la CNDA, trouver une avocate pour le passage au tribunal quand j'ai été malade, m'aider à chercher des cours de français... À plusieurs, iels ont décidé de nous payer le camping chaque jour. C'était super bien, il y avait des douches et on nous avait donné une tente. Ça a duré une quinzaine de jours. Ensuite *La Halte* nous a logé-es dans une maison mais là, c'était horrible. Nous étions vingt-et-une personnes entassées dans cette maison et pendant l'hiver, il n'y a pas eu d'électricité pendant quinze jours. Il faisait très froid, c'était comme vivre à la rue, avec en plus cette vie commune à vingt-et-une, avec des tensions permanentes. Les habitant-es s'engueulaient à tout bout de champ, parce qu'on manquait de tout : *Pourquoi tu prends l'eau chaude maintenant ? Il n'y en aura plus pour les autres*, etc.

Peu à peu, la maison s'est vidée, les personnes dont les dossiers étaient acceptés par l'OFPRA s'en allaient, d'autres trouvaient des situations un peu meilleures. À la fin nous sommes resté-es seul-es, avec une autre famille, alba-

naise. Nous étions devenu-es ami-es, tout le monde parlait un peu serbe et nous nous entendions bien. Nous échangeons nos combines. Par exemple, nous trouvons le pain d'ici trop dur alors que chez nous il était plus moelleux. Alors on a cherché de la farine et de la levure pas chères... et maintenant, chaque semaine, je peux préparer du pain !

Au bout d'un moment, nous avons pu quitter la maison, ce qui était une bonne chose car nous avons reçu des OQTF<sup>[3]</sup> et la police pouvait débarquer à tout moment. C'était déjà arrivé une fois, lorsque j'étais à cinq mois de grossesse, pour mon deuxième enfant. Les policiers étaient venus chez nous et ça avait été la plus grande peur de ma vie. Ils venaient

sur ordre de la préfecture qui obligeait chaque famille ayant reçu une OQTF à aller signer en gendarmerie, trois fois par semaine. Je savais que ça pouvait être dangereux mais on m'avait conseillé d'y aller. Alors je l'ai fait, trois fois par semaine, pendant quarante-cinq jours !

J'ai eu une autre grosse frayeur, bien plus tard, après les attaques de Paris en janvier 2015. Suite aux attentats, l'administration avait imposé une nouvelle procédure qui consistait à signer un papier à la gendarmerie chaque fois qu'on voulait acheter du gaz. Je ne m'étais pas inquiétée et m'étais simplement présentée, pour suivre la consigne. Mais le gendarme m'avait demandé de rester en disant que j'étais illégale. Il avait appelé la préfecture, il avait discuté longtemps au téléphone, avant de me relâcher, finalement. Mais ce jour-là, en quinze minutes, cinq ans de ma vie se sont écoulés.



[3] OQTF : Obligation de Quitter le Territoire Français, principale mesure d'éloignement, la décision est prise par la préfecture.

Quand nous devons faire des papiers ou signer des documents, les traducteurs bosniaques s'adressaient à Mirsad, jamais à moi, même si j'étais à côté. Pourtant, je parlais mieux français que lui. Comme si les hommes devaient dominer ! Les hommes vont rarement chercher la nourriture aux *Restos du cœur*, à la *Croix-rouge*... Dans de nombreux endroits, nous nous retrouvons surtout entre femmes et je vois bien que nous avons toutes une vie très remplie. Nous n'avons pas le choix, nous avons les mêmes soucis, il nous faut partager nos techniques, nous devons savoir parler pour trouver des solutions. Au cours de français aussi, il y a plus de femmes. Elles viennent du Sri Lanka, du Brésil, du Vietnam, d'Algérie, du Maroc, de Tunisie... Nous sommes toutes dans la même

situation, nous allons chercher les enfants à l'école, nous remplissons les papiers administratifs... Les hommes, eux, parlent moins le français, parce qu'ils vont au travail et c'est tout. Parfois ils comprennent, mais ils ne parlent pas souvent français. Nous, nous sommes obligées d'apprendre.

Aujourd'hui, j'habite dans un tout petit appartement qui nous est prêté. Il est collé à une maison dans laquelle vivent trois femmes et deux enfants en colocation. La propriétaire de la maison est la plus âgée des trois, elle a quatre-vingt ans et elle a une maladie qui la handicape beaucoup. Elle nous héberge et nous, nous l'aidons en échange. Mirsad a fait pas mal de travaux dans la maison. Moi, je lui prépare à manger quand elle est seule et je l'aide pour certains

gestes de la vie quotidienne. Pour ça, elle me paye un salaire, avec une fiche de paie, et avec l'argent je peux payer le loyer. La fiche de paie, ça peut m'aider pour les papiers plus tard.

Maintenant je sais me débrouiller sans argent, mais il y a toujours de nouvelles combines à découvrir. L'autre jour par exemple, je suis allée avec une des habitantes de la maison dans un lieu où on partage des récup'. Il y avait plein de pain car beaucoup de boulangeries en donnent... Si j'avais su ça plus tôt !

Dans la maison, quand il y a des anniversaires on fait la fête, on sort le barbecue, les enfants des différentes familles jouent ensemble, c'est super. Quand je suis aux cours de français, mes co-habitant·es gardent les enfants. On fait des réunions pour s'organiser, pour s'occuper du potager, du compost et du reste du jardin ensemble. La semaine dernière on a construit une cabane pour les outils !

J'ai touché une aide du conseil général pendant deux ou trois mois, pour chacun de mes deux enfants. Mais maintenant le conseil général ne verse plus d'argent, il distribue des chèques alimentaires, ce qui est vraiment moins facile, parce qu'on ne peut pas les utiliser partout.

J'ai aussi trouvé comment récupérer un peu d'argent. Avant la naissance de mon deuxième fils, j'allais avec Mirsad dans les déchetteries, nous y récupérions des objets pour les revendre dans les brocantes et puis ça nous évitait d'acheter certaines choses, comme notre tapis, une de nos chaises...



Cette année, j'ai trouvé sur un site internet comment fabriquer des fleurs avec du fil de fer et des collants, j'en ai fabriqué plein que j'ai vendues sur internet... Ça ne fait pas énormément d'argent mais ça aide à acheter ce que je ne peux pas payer avec les chèques alimentaires.

Au début, tout était compliqué mais maintenant que j'ai trouvé toutes ces astuces, je suis de plus en plus à l'aise, je peux les transmettre à d'autres. Je sais exactement de quoi on a besoin quand on arrive dans une nouvelle ville sans parler la langue... On a besoin d'une carte de la ville par exemple ! Alors j'essaye d'en donner aux gens que je croise et que ça dépanne. Et puis quand je peux je traduis ou j'aide à la compréhension. Je sais que pour ceux qui ne parlent pas le français c'est précieux de pouvoir communiquer dans une langue qu'on maîtrise, pour s'assurer qu'on a bien compris les choses.

Pendant une période, un camp d'Albanais-es s'était installé dans le parc à côté de chez nous. Avec mes co-habitant-es, nous leur avons porté plusieurs fois du thé et du café, des vêtements et des soupes. J'ai pu leur expliquer comment trouver des associations pour la nourriture et aider à la traduction de leurs démarches administratives.

« NOUS, NOUS  
SOMMES  
OBLIGÉES  
D'APPRENDRE »



Quand on peut se comprendre, tout est plus simple. Ce sont de petites choses mais ça fait toute la différence. L'autre fois, une des dames a parlé de ses problèmes de santé et d'argent et moi je la comprenais vraiment, pas seulement parce qu'on a une langue en commun, mais aussi parce que je vis comme elle.

Ce matin, je suis allée à la *Croix-rouge* et j'ai revu une dame qui était dans ce camp d'Albanais-es l'année dernière. Elle était un peu malade et elle avait besoin d'aller à un rendez-vous. J'avais eu le même genre de problème, alors je lui ai dit : *Si tu as la facture tu peux la donner à l'assistante sociale.*

Pour certaines, la vie est encore plus compliquée, comme pour cette femme de Macédoine qui a le visage plus marqué que moi, ce qui fait qu'elle subit beaucoup plus de contrôles d'identité. Moi, la police ne m'arrête pas dans la rue.

Depuis quelques temps, c'est devenu plus difficile, il y a moins de solutions. Les *Restos du cœur* ont réduit leurs colis, il est plus difficile de trouver des vêtements. Il y a beaucoup de monde, il faut partager tout ça entre plus de personnes.

Les services sociaux nous disent toujours que les femmes seules

avec enfants sont prioritaires sur les familles avec enfants en bas âge. Je comprends, parce que j'ai trouvé tellement dur de vivre à la rue en tant que femme. Mais malgré tout, il est vraiment compliqué de voir que les traitements sont différents, alors que nous sommes pareillement dans le dénuement.

Nous avons trouvé l'appartement et les enfants sont en bonne santé, c'est le plus important. Depuis que j'ai eu les réponses négatives de l'OFPRA, de la CNDA et du tribunal, et depuis les passages à la gendarmerie, je sais que je vais devoir vivre comme ça, avec les mauvaises nouvelles, je m'y suis faite. Je me dis que si nous réussissons à tenir encore cinq ans, que nous parlons bien le français, que les enfants sont scolarisés et que nous obtenons des promesses d'embauche, nous déposerons une nouvelle demande de titre de séjour « vie privée familiale ». Tout serait quand même beaucoup plus facile avec un titre de séjour... Mais je ne crois pas que j'arriverai un jour à travailler comme prof en linguistique, ou avec des enfants. C'était mon rêve et je l'ai perdu.

# TECTONIQUE

Des fois dans ce monde on bloque.

Des fois quand on bloque on peut se poser, parler avec des ami-es, des camarades. Et ça nous fait avancer, ça nous emmène ailleurs. Ce jour-là, nous étions cinq, un groupe précis, quatre personnes dans la trentaine et une frisant les quatre-vingt. Assignées femmes. L'une vivant avec un salaire, les autres du rsa ou de la retraite. Habitant en collectif, parfois en colocation. Certaines très impliquées dans le monde militant, d'autres beaucoup moins... Bref, un groupe de travail, quelques amies.

Horizons bouchés, ça trépigne. On creuse, on fouille, on démêle à l'aveugle. Peut-être parce qu'avec nos conditionnements de « femmes », nous avons intégré que si le monde va mal, c'est en partie de notre faute. Nous n'envisageons pas de prendre du repos avant que tout ne soit réglé. Nous ne savons pas faire, on ne nous a pas appris. Et avec ce monde excluant hiérarchisé, avec cette liste infinie des capitalisme, sexisme, racisme, classisme, validisme et tutti quantisme, nous sommes un peu loin du moment où tout sera réglé.

Alors nous parlons des heures. L'argent, le bien vivre, l'accès aux droits fondamentaux, la répartition et la re-répartition, les réponses pratiques aux besoins de sécurité, de confort matériel. Des fois nous sommes d'accord. Des fois pas du tout du tout. C'est que ça nous tient fort ces questions.



Ce jour-là, nous nous demandons comment vivre dans un monde avec tant d'inégalités et d'injustices. Nous sommes dans le salon ensoleillé, éparpillées sur le vieux tapis, entre les miettes du repas de midi, les fauteuils défoncés et la chaise à roulettes.

## OÙ L'ON SE DEMANDE COMMENT FAIRE POUR QUE NOS VIES NE SOIENT PAS DES SCANDALES

Notre formatage à la disponibilité illimitée se mue en sacrifice. Perdution. Craquage. Et cette conscience de nos privilèges de classes moyennes blanches européennes du début du 21<sup>ème</sup> siècle qui accentue encore le blocage. Tellement qu'on n'est plus capables de rien. Dommage.

– Oui on bénéficie de privilèges. Mais j'en ai marre qu'on chouine. Ça ne sert à rien. Ça fait qu'on est encore plus des boulets pour le monde.

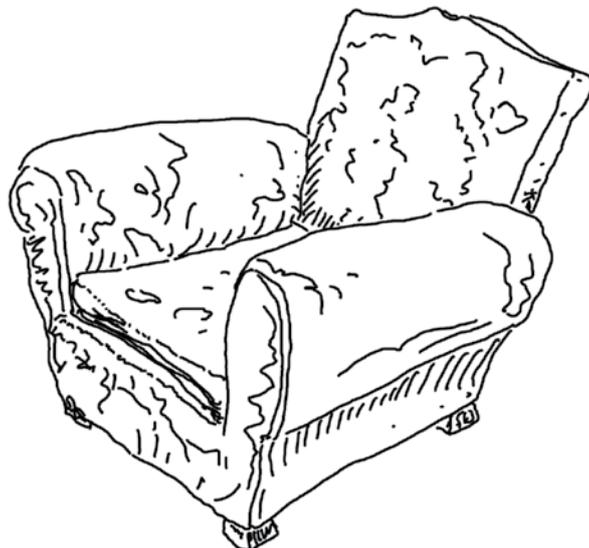
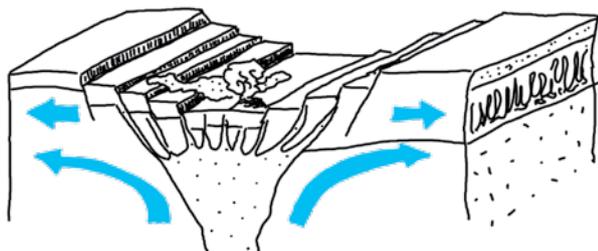
– Et alors quoi ?

– On est tou-ttes tissé-es de réflexes conditionnés excluants. Racisme, classisme, sexisme. Des évidences qui nous font croire que ce qu'on subit, ce qu'on fait subir, et ce que subit telle ou tel autre, c'est normal. Alors on ne bouge pas, on ne change rien. C'est systémique.

– Sismique ? Tu veux dire que c'est chaud et que tout va exploser ?

– Hum... ça, peut-être, mais aussi *système*, comme *système*. Ça veut dire que ça fait partie des structures de base de la société, de la culture dominante, de ce dont on dispose par défaut pour se construire. S'y opposer de l'extérieur ne suffit pas, il faut aussi le déconstruire en nous. Par exemple nous finissons par croire, comme spontanément, que l'argent qui nous manque est entre les mains des personnes qui en réalité peinent à joindre les deux bouts. Alors que d'autres, plutôt du genre *rentiers qui ne savent pas quoi faire de leur fortune*, sont présentés comme des bienfaiteurs pleins de goût et

# DE SALON



**« FAIRE  
PLUTÔT  
QUE PAS,  
MÊME SI  
ON NE SAIT  
RIEN »»**

courageux d'investir. Nos imaginaires sont conditionnés, nos mentalités stratifiées.

– Des concrétions dures comme du roc, des croûtes géo-fossilisées qui nous figent, nous divisent, nous fragilisent...

– À mon avis, ça découle de la mise en concurrence généralisée. Toujours *diviser pour mieux régner*. Dès qu'on a quelques privilèges, on s'arqueboute pour les conserver, jambes tendues, talons enfoncés calés, les mains qui s'ac-

crochent au rebord du tapis. Il m'a suffi de passer du statut de travailleuse à celui de bénéficiaire du RSA pour constater que la considération, que je croyais acquise, disparaissait... Je me suis retrouvée sur le carrelage tout froid même pas balayé, j'ai ressenti l'accroissement du contrôle, le découragement, la culpabilisation, la sensation de ne pas être légitime à remonter sur le canapé... Ça m'a plongée dans un magma poisseux dégueulasse, l'urgence de sauver ma peau et tant pis pour les autres.

– Les avantages dont bénéficient les un·es mettent souvent en péril la santé et la survie de ceux d'à côté... Accepter d'être valorisé·e tandis que beaucoup sont discrédité·es, ça pue ! C'est comme de fermer les yeux sur l'exclusion sociale tant qu'elle ne touche ni nos proches ni nous-mêmes. Quel bonheur veux-tu construire sur cette base pourrave ? Dans cette tectonique des classes, chacun·e de nous a des besoins bien réels. Mais passer ma vie à me battre contre d'autres pour accumuler des signes extérieurs de réussite sociale, happée par les logiques de consommation... Ça me pétrifie.

– Moi, c'est ce discours de désespoir qui me pétrifie. Autant se buter tout de suite. Il est grand temps de se sortir les doigts de la prise !

– Alors quoi ? Aménager le système social en place ? Tout faire péter ? Lutter pour les droits, pour toutes et tous ?... Tout ce qu'on peut mettre en place pose question.

– Dans le doute, tenter le coup.

– Faire plutôt que pas, même si on ne sait rien.

– Et faire gaffe aux plates-bandes, essayer de ne pas trop piétiner là où d'autres sont autant ou davantage en galère.

Nous ne voulons pas laisser l'inertie gagner.

## OÙ L'ON SE POSE DES QUESTIONS D'ÉCHELLE

– Ce qu'on met en place est toujours petit, local, bricolé. Nos cercles sont restreints. Parfois, ce sont des groupes affinitaires, au sein desquels on s'entraide parce qu'on partage les mêmes valeurs, des manières de voir. Souvent ce sont simplement des groupes de proximité. L'entraide existe parce que les liens sont déjà là, qu'on le veuille ou non, c'est la famille, la communauté. Parfois, on a réussi à les tisser, dans le quartier, à la sortie d'une école ou d'une prison... On donne un coup de pouce au voisin qui flippe de l'huissier, tout en fermant les yeux sur des millions de personnes qui vivent toujours dehors. On partage notre argent dans des caisses de solidarité, alors que les files d'attentes s'allongent à la CAF, à Pôle Emploi, aux Restos du Cœur. On pousse le rapport de force avec le Conseil général pour exiger le maintien des aides financières aux familles, sans se soucier que les personnes avec qui on lutte aient le ventre plein... Les confort que nous construisons redeviennent privilèges. On passe à côté des urgences tout en passant nos journées dans l'urgence.

### « ARTICULER UN SERVICE PUBLIC ET DES PRATIQUES COMMUNAUTAIRES ? »

– Moi, j'aimerais quand même questionner l'intérêt politique de se battre *au nom de toutes*. Lutter pour des droits qui s'appliqueraient à une population entière, c'est s'appuyer sur des normes, un modèle reproductible partout, une vision surplombante de ce qui est bon ou pas. Ça schlingue l'universalisme, celui qui a porté le paternalisme, l'impérialisme, le colonialisme, et qui continue avec le néocolonialisme sous des prétextes humanitaires. Cette doctrine écrase et méprise les « masses », les « sous-développées », les « retardées sociales », prétend savoir à leur place, ce qui est bon pour elleux.

– Mais ça m'importe, moi, cette notion de droits fondamentaux, de droits pour tout le monde. Surtout quand ces droits sont bafoués du fait de guerres que nos gouvernements mettent en place, de déstabilisations économiques que nos entreprises et nos banques fabriquent... S'il était possible de penser des droits à la fois étendus et modulés, de garantir l'accès à des besoins de base, qui seraient définis par et pour les personnes, là où elles vivent, et qui n'excluraient personne...

– Ça me fait penser à ce qu'on appelle la « santé communautaire ». Quand on se retrouve, dans des cadres associatifs ou non, pour des pratiques de soin, de prévention, d'auto-support, d'autodéfense, entre personnes concernées.

– Mais ce n'est pas pour tout le monde...

– Oui justement, c'est l'idée de se regrouper autour de vécus spécifiques, de réalités communes et minoritaires, discriminées en tant

que travailleuses du sexe, entendeuses de voix, personnes trans... Parce que lorsqu'on a des besoins de santé particuliers, il est primordial d'être entendue, comprise, et non ostracisé.e comme c'est souvent le cas. Il est vraiment rare que des personnes non-concernées soient dans une compréhension fine de nos complexités, et ça crée de la violence dans les prises en charge.

– Pour moi, ça ne s'oppose pas aux enjeux des politiques publiques, à la mise en place de programmes pour l'ensemble d'une population. Mon idéal serait une articulation entre un service de santé publique, accessible à toutes, et qui prendrait en compte les besoins spécifiques de chacun.e, en s'appuyant sur l'expérience des pratiques communautaires.

– Oui, ça peut être complémentaire. Même s'il y a des tensions, des endroits où les personnes sont en lutte alors que d'autres font passer le rouleau compresseur...

Nous tournons autour du pot, nous refusons sans abandonner. Nous parcourons le sol de nos mains moites, sur et sous le tapis, sur les bords des plate-bandes, on sent la rugosité, les croûtes, les plaques, les failles. Un chaos géologique. Nous persistons à compter les gravillons pour chercher les tectoniques d'ensemble.



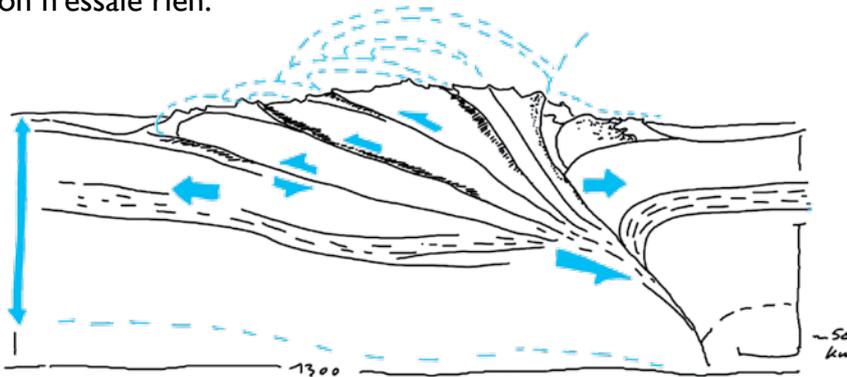
## PREMIER SURSAUT : OÙ L'ON DÉCIDE D'AVANCER MALGRÉ TOUT



– Comment ne pas perdre la tête et le cœur, dans cette complexité ? Je veux du sens ! Ces questions nous brassent au quotidien, dans nos assos, nos collectifs, mais aussi dans nos cuisines, nos armoires à pharmacie, nos départs en vacances... Je veux du vivable ! Du lutttable. Un chemin sur le bord du tapis, en s'agrippant aux franges quand ça secoue.

– Là où j'en suis, ce sont les « alternatives » au système capitaliste qui m'interrogent le plus. En quoi est-ce subversif ? En quoi cela ébranle-t-il le système ?

– Même si ça ne change pas tout, tenter des choses me semble le meilleur chemin vers des solutions plus justes. Si on n'essaie rien tant qu'on a pas trouvé ce qui serait parfaitement juste, ben juste on n'essaie rien.



– On a tôt fait de se faire cataloguer de staliniste ou d'alternativiste, de citoyenniste ou de truc-en-iste, et moi, ça m'emmerde...

– Oui, à cet endroit-là, je ressens souvent un purisme politique mal placé, une radicalité qui nous dissuade d'agir, et rend même difficile d'approcher certains cercles militants.

– Peut-être qu'on n'a pas à choisir entre ces stratégies, ni une fois pour toutes, ni pour tout le monde. On peut se faire confiance pour que nos énergies se dispatchent selon différents axes. Ça me rappelle ces grosses manif à Londres et à Prague, où au lieu de se mettre des bâtons dans les roues, les clowns, queers, militant·e·s à banderoles et black blocs se sont juste réparties les différents quartiers.

– Moi, je voudrais qu'on renverse nos conceptions, qu'on parte du principe que le monde nous résiste tout le temps, qu'on compose toujours avec des contraintes. Si je travaille, c'est une contrainte : je dois organiser mon temps en fonction, ne pas avoir le temps pour plein d'autres choses, je dois trouver une solution pour m'y rendre tous les jours, en voiture par exemple, je dois composer avec un patron. Si je ne travaille pas, c'est une contrainte aussi : je dois vivre avec moins d'argent, consacrer du temps à bricoler des trucs que je ne peux pas acheter, me priver de pas mal d'autres, peut-être faire face au harcèlement des services sociaux ou de mes proches, etc. Dans un monde complexe, nos choix sont toujours sous contraintes.

Le plus important, c'est de trouver là-dedans ce qui nous semble un peu juste, ce qui nous aide à garder prise.

– Surtout, nous ne sommes pas des super héroïnes capables de tout gérer...

– Mais nous ne sommes pas non plus condamnées à la solitude : faire des choix, ça consiste aussi à trouver l'endroit où il y a suffisamment de complices.

– Pour sortir de l'impuissance sans pour autant faire n'importe quoi, j'aime bien la devise de *Survie*<sup>[1]</sup> : *avant tout ne pas nuire*. Ça me laisse la possibilité d'essayer des choses, même imparfaites, si au moins elles ne font pas plus de mal que de bien. Si les plus riches essayaient déjà d'un peu moins nuire, peut-être que les plus opprimé·es réussiraient à être un chouïa moins dans la galère et à s'organiser pour vraiment faire changer la donne, tout transformer.

– Alors tu crois que ça vaut le coup de mettre de l'énergie à conscientiser des privilégié·es ? Ça me paraît peu réaliste... Pourquoi iraient-iels dans cette direction ?

On parcourt encore et encore les motifs du tapis.

[1] *Survie* : Créée il y a plus de 30 ans, l'association *Survie décrypte l'actualité franco-africaine et se mobilise contre la Françafrique*.

« PERSONNE NE CHOISIT  
L'INCONFORT PAR  
PLAISIR »

## OÙ L'ON SE DEMANDE OÙ EN EST NOTRE RAPPORT À LA LUTTE

– En écoutant Missette<sup>[2]</sup> ou d'autres personnes quand elles parlent de leurs luttes, ça me relie à une histoire. Ça me donne un sentiment de modestie. Ça me donne de la force aussi. Une soif.

– Comme je suis née dans l'entre-deux guerres, je n'ai pas grandi dans les mêmes cadres que vous. Nous n'avons pas les mêmes références. Faire en sorte que des luttes sociales aient pour objectif des droits universels pour tout·es, ça m'importe beaucoup. Et pour y parvenir, le rapport de force est une nécessité. Personne n'abandonne vraiment ses privilèges sans y être forcé. Personne ne choisit l'inconfort par plaisir. Il faut faire peur, il faut menacer. Il faut faire comprendre que ça doit changer maintenant. Que ça va changer. On ne doit pas se leurrer. Il y en a qui doivent lâcher. Et ça va leur faire mal.

– Oui. Il va falloir être violent·es. C'est une évidence.

– Mais quelle est la pertinence de la lutte pour les personnes qui ne sont pas directement opprimé·es ? La plupart du temps, je ne suis pas menacée de manière vitale et les rapports de force deviennent pour moi des sortes de défouloirs plaisants qui me donnent bonne conscience.

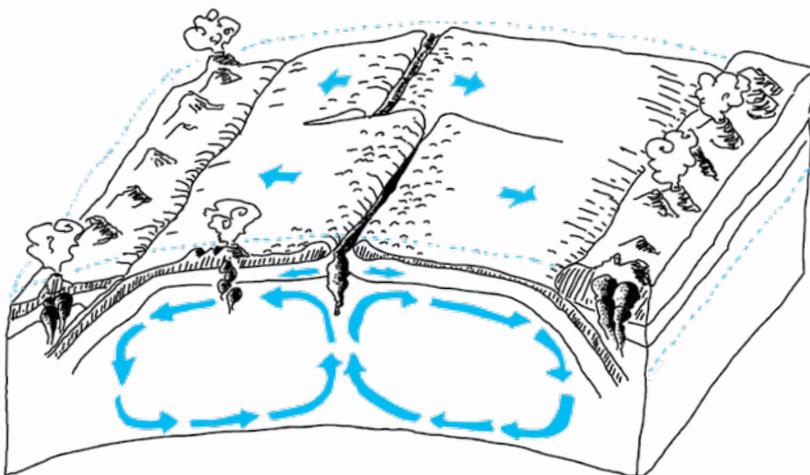
– Mais c'est important quand on est concerné·es de sentir du monde autour de soi. Se sentir soutenu·es, gagner en rapport de force, ça aide pour obtenir des victoires concrètes.

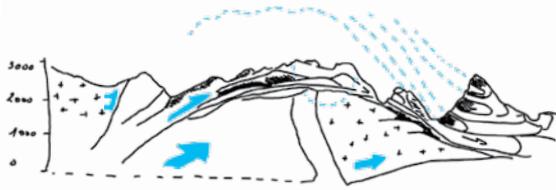
– Le rapport de force, pour moi, c'est un outil stratégique sans être une fin en soi. C'est quelque chose qu'on peut utiliser

[2] Missette : lire son interview  
« Esprit mutualiste, histoire d'un  
sabotage », p. 8 de ce numéro.

pour faire plier un patron, un homme politique, le gouvernement... Ça n'est pas un but ultime. Parce que je me refuse à voir le monde divisé en deux clans, le mien et celui de mes ennemi·es. C'est plus subtil. Oui, il y a une lutte des classes mais à l'intérieur des différentes classes, il y a des tendances plus ou moins ennemies, des translations, des compromis...

Nous le savons, il va falloir être violentes.





## OÙ L'ON SE REGROUPE AUTOUR DE CE QUI FAIT DU BIEN

– La solidarité qui existe autour de moi me donne de la force. J'ai moins peur d'affronter la précarité, j'ai plus de marge de manœuvre pour prendre position, m'exposer, prendre des risques.

– Pareil ! Là où je vis, on choue des trucs, on fait de la récup', on se reconforte si les rendez-vous avec l'assistante sociale sont trop humiliants. Ça m'aide à ne pas consacrer tout mon temps aux exigences d'un patron. Ça m'aide à rester au RSA, pour pouvoir me concentrer sur des choses qui me semblent plus importantes, pour moi et pour le monde, que de faire des bouquets de fleurs à la chaîne ou de harceler des gens au téléphone pour leur vendre des trucs... L'organisation collective, ça permet de ne pas dépendre complètement de l'État, d'un patron ou d'un mec.

– La lutte à plein temps m'épuise. Cette façon d'être en opposition frontale, de trouver tout terrible, odieux, hurlant. Alors chercher d'autres façons d'habiter ensemble, de se déplacer, de s'attacher les unes aux autres, ça me donne un peu prise. Je regagne la sensation de vivre aujourd'hui et non pas d'attendre toujours.

– On met définitivement le sacrifice à la poubelle ?

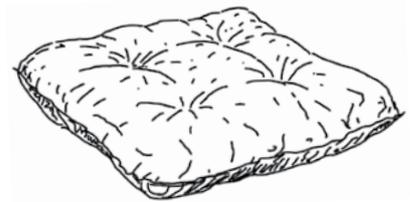
Nous reparlons d'engagement, de communauté et d'attachements. Pour ne pas nous contenter d'un rapport individualiste au monde. Pas une seule seconde.



**« NE PAS SE  
CONTENTER  
D'UN RAPPORT  
INDIVIDUALISTE  
AU MONDE »**

➔  
**OÙ L'ON RÉFLÉCHIT SUR LA POSE  
DE PANSEMENTS ET D'EMPLÂTRES**

**« ABOLIR  
L'ARGENT,  
C'EST DU  
FOUTAGE  
DE GUEULE »**



– Mettre en place des caisses de solidarité, n'est-ce pas déjà cautionner le système ? Et les monnaies « alternatives », ne serait-ce pas contradictoire avec une lutte pour une répartition plus égalitaire de l'argent ?

– La radicalité, c'est de reprendre les choses à la racine. Abolissons l'argent. Point.

– Quand tu te privas de manger à la fin du mois pour payer ton loyer, abolir l'argent, c'est du foutage de gueule. Point. Point.

– Tant que j'accepte de participer un tant soit peu au système, je le cautionne, que je le veuille ou non. En payant ma taxe d'habitation, mes impôts, je finance l'armement, le TGV Lyon-Turin, le centre d'enfouissement de déchets nucléaires de Bure, la construction de prisons. Je subventionne les multinationales et le pillage néo-colonial d'autres pays.

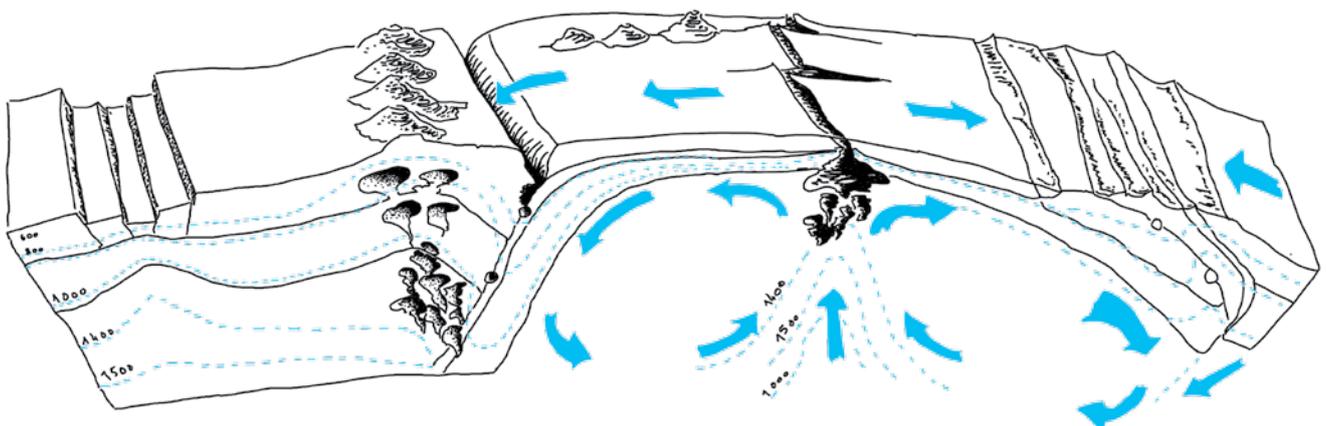
– Attends, parlons quand même un peu de la désertion. Dans de nombreuses situations, on a une marge de manœuvre. On peut refuser. Démissionner. S'enfuir. On n'est pas obligé-e de tout cautionner.

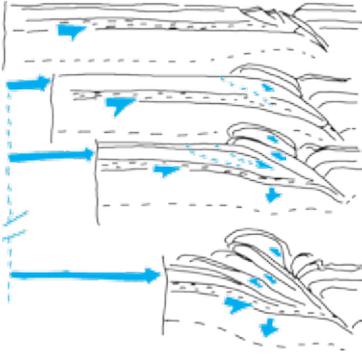
– Moi j'aime bien l'idée de faire la gymnastique : *Des papiers pour tou-tes ET pas de papiers du tout ! De l'argent pour tou-tes ET pas d'argent du tout !*

– Mais ce sont des phrases toutes faites... À quel moment nous posons-nous vraiment les questions structurelles ? La solidarité concrète, comme prêter un appartement à une famille par exemple, c'est très important mais ça ne résout rien à large échelle...

– Si huit mille personnes prêtaient des appartements ou des chambres dans la région toulousaine ou bordelaise, il n'y aurait déjà plus grand monde à la rue dans ces villes, et ça, ça changerait concrètement des vies.

On rêve un moment.





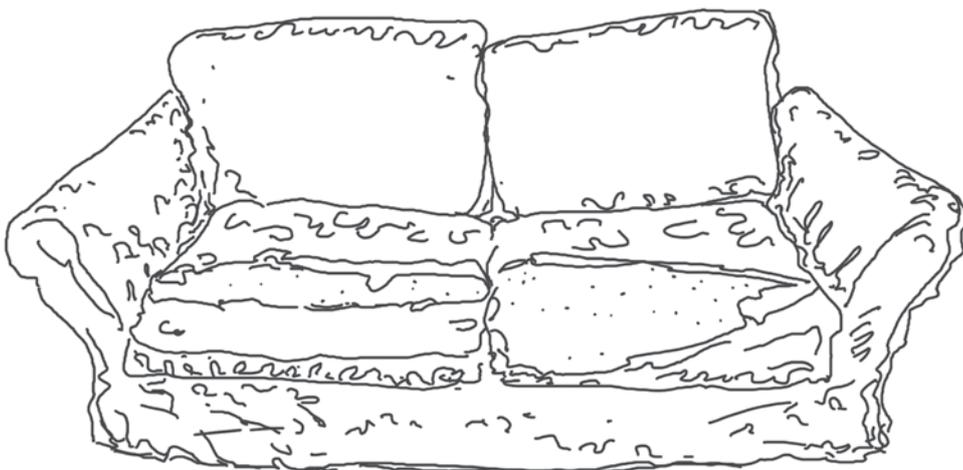
## OÙ L'ON SE HEURTE À D'IMPOSSIBLES CHOIX



- Le mot « alternative » me dérange toujours, il a une connotation apolitique. Comme s'il visait seulement à améliorer le bien-être d'une petite catégorie de personnes, celles qui ont le luxe de pouvoir se le permettre, sans ébranler quoi que ce soit autour. Dans une lutte écolo par exemple, on vise à relocaliser la production pour limiter les émissions liées aux transports des marchandises qui mènent vers des changements climatiques à large échelle. Et puis aussi, on veut cesser d'imposer une agriculture à des paysan·nes qui vivent à des milliers de kilomètres.
- En même temps, si tu consommes seulement local, tu cesses d'alimenter des marchés dépendants et tu mets ces paysan·nes encore plus dans la merde, comme si tu décidais à leur place qu'ils devaient s'autonomiser, comme si c'était facile.
- On n'arrête pas de dire que tout est verrouillé, comme si au fond, on ne voulait pas abolir les rapports sociaux propriétaires-locataires, patrons-ouvriè·res, gouvernants-gouverné·es, nationaux-migrant·es, hommes-femmes... Mais sinon quoi ? Attendre que

la situation devienne assez invivable pour que le peuple se soulève ? Attendre le grand soir, la révolution, tout en profitant de nos privilèges ? Et puis le grand soir, à qui servirait-il ? Je n'y crois pas, moi, qu'en mettant à mal le capitalisme, on supprime comme par magie le racisme, le patriarcat, et la néo-colonisation occidentale... Et je suis pas sûre d'avoir envie de me battre pour un ordre qui serait différent mais tout aussi injuste.

On ressent l'adversité, partout, et comme un impossible choix entre survie, lutte et partage.



**« ATTENDRE QUE LA SITUATION DEVIENNE INVIVABLE ? »**

**DEUXIÈME ÉLAN : OÙ L'ON SE DIT QUE TOUT ÇA, C'EST COMME UN TABOURET À TROIS PIEDS**

– J'en reviens à cette tendance à considérer les riches comme généreux et courageux, et les pauvres comme profiteurs et fainéants. On rend les personnes en galère responsables, limite coupables, de leur indigence, et non plus victimes d'un système injuste. C'est de la renversionnisme aiguë<sup>[3]</sup> de stigmatiser les opprimé·es comme fautives.

– On est au cœur de l'imposture néolibérale : ils ont réussi à désamorcer « l'antagonisme de classes », le fait que les dominé·es aient conscience qu'ils doivent se battre contre les dominants, parce que leurs intérêts sont contradictoires... Pour être dans une démarche d'éducation populaire, c'est un effort collectif de conscientisation sur nous-mêmes que nous devons mener. Sinon, on va rester dans ces rapports de concurrence et d'inertie jusqu'à la fin des temps. Et alors comment on lutte ? Comment on invente ?

– Ça me fait du bien de parler de tout ça... Pas uniquement pour ne pas vriller, mais aussi stratégiquement, pour ré-ouvrir les possibles, les perspectives d'action... Enfin... Ça me rappelle un mouvement d'ouvrier·es qui, vers 1830, refusaient de donner tout leur temps aux patrons (les jours mis à disposition en force de travail, et les nuits qui suffisaient juste à reconstituer cette force de travail). Alors ils ont décidé de prendre le temps de lire, et ça a empiété sur leur temps de sommeil... jusqu'à ce qu'ils meurent d'épuisement !

– C'est pour ça qu'il faut lutter en même temps, qu'il faut aménager des confort en même temps, qu'il faut tout faire en même temps ! Pour gagner du temps.

– Et parce qu'au moment où le rapport de force deviendra favorable, il vaudra mieux avoir anticipé un peu.

[3] Écouter à ce sujet l'émission *Radio le renversionnisme*, disponible sur [radiorageuses.net](http://radiorageuses.net)

– La lutte ouvre parfois ces espaces, elle nous donne du temps pour imaginer et expérimenter... – Apprentissages, luttes et imaginations. Co-éducation, rapports de force et alternatives. C'est ce que j'appelle les « trois pieds de la transformation sociale ».

– C'est comme un tabouret : si tu enlèves un pied ça se casse la gueule, dans le meilleur des cas c'est l'immobilisme, au pire c'est la dégringolade !

On ne va pas lâcher. Sur ce tapis, sur le carrelage froid, avec l'écorce terrestre qui se cabre juste un peu plus bas. On va se dresser, bien campées, sur nos tabourets. Avec tous les mouvements telluriques sous nos peaux, et jusque dans nos os.

LES CHACALES DORÉES

**ENLÈVE UN DE SES PIEDS AU TABOURET ET IL SE CASSE LA GUEULE**



**RAPPORTS DE FORCE ET ALTERNATIVES**

Risque totalitaire : sans savoirs partagés, beaucoup n'ont pas voix au chapitre, ne sont pas pris·es en compte.



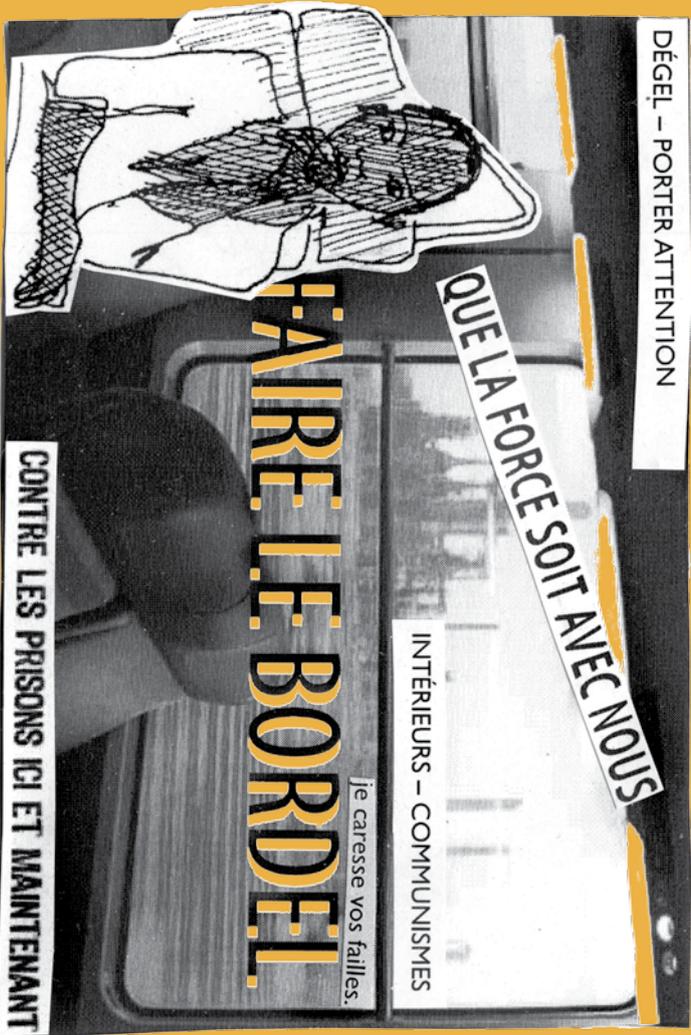
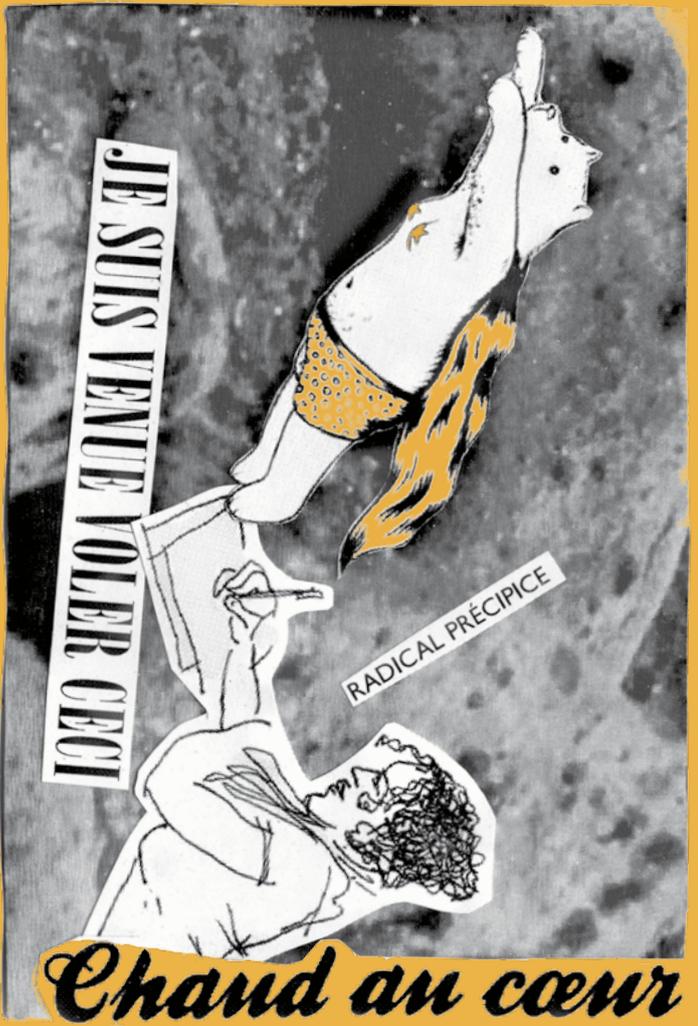
**RAPPORTS DE FORCE ET CO-ÉDUCATION**

Bah, si ce n'est pas pour construire autre chose, à quoi bon !

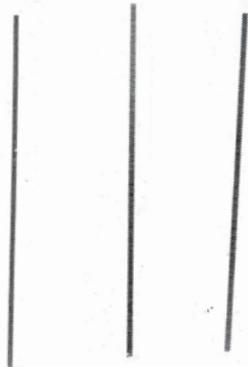


**ALTERNATIVES ET CO-ÉDUCATION**

Pas menaçant pour ceux qui ont le pouvoir et les privilèges.



finmut fait son dixième numéro ! Et ça se fête avec quelques cartes postales cousues main.



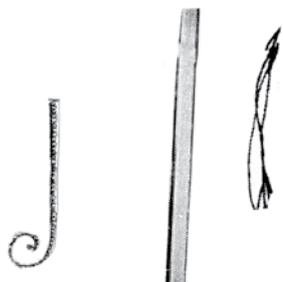
TIMULT | NUMÉRO 2 | MARS 2010

<http://timult.poivron.org>



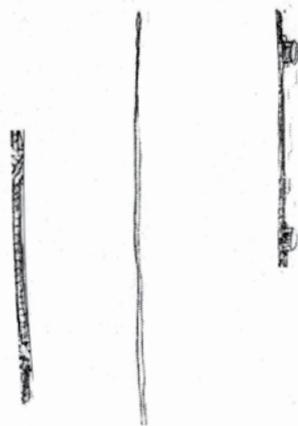
TIMULT | NUMÉRO 3 | SEPTEMBRE 2010

<http://timult.poivron.org>



TIMULT | en | questions

<http://timult.poivron.org>



TIMULT | NUMÉRO 4 | AVRIL 2011

<http://timult.poivron.org>

**ALTERNATIVES**  
 Pour vivre mieux dès maintenant,  
 avoir des arguments pour le  
 rapport de force, développer  
 les imaginaires, susciter des  
 possibles révolutionnaires...

Quand un chef  
 ou une institution  
 plie, voire tombe, grâce  
 au rapport de force, on  
 a besoin d'alternatives  
 qui fonctionnent pour  
 s'organiser autrement...

Les alternatives  
 peuvent nous  
 donner la force  
 d'y croire, l'envie  
 de faire collectif,  
 l'énergie pour  
 s'allier pour  
 pousser  
 plus loin et  
 construire  
 le rapport de  
 force.

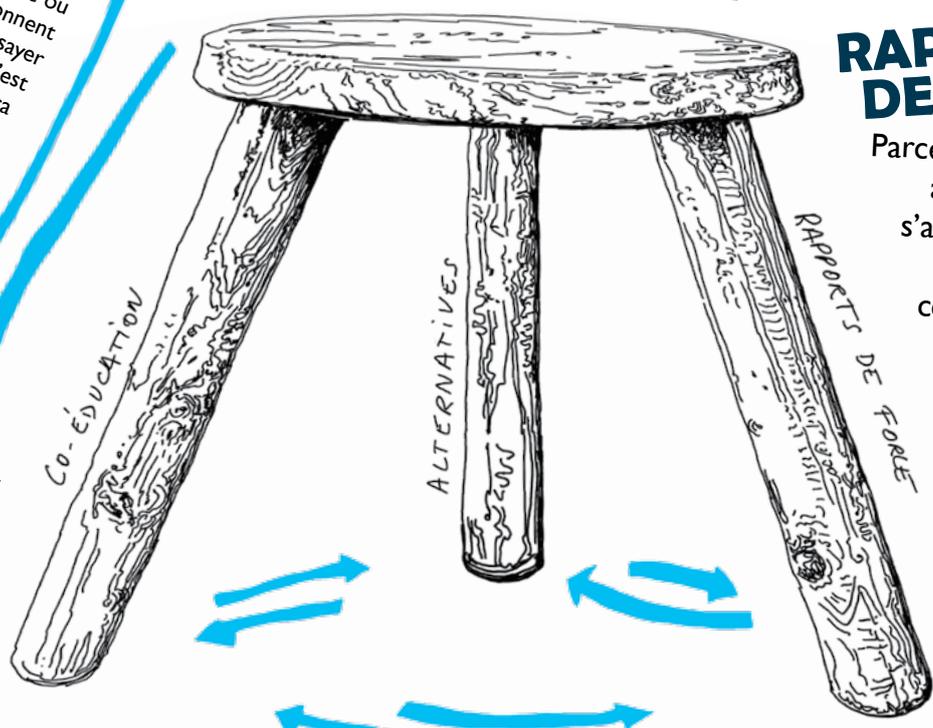
**ÉMANCIPATION  
 SUBVERSION  
 TRANSFORMATION SOCIALE**

**RAPPORTS  
 DE FORCE**

Parce que tous les  
 acquis sociaux  
 s'arrachent par la  
 lutte, parce que  
 ceux qui ont des  
 privilèges ne les  
 lâcheront pas  
 si on ne les y  
 contraint pas,  
 parce que...  
 Mais comment  
 ça s'obtient ?  
 Par le nombre  
 et la stratégie.

On  
 entend  
 parler de  
 façons de faire ou  
 d'agir qui donnent  
 envie d'essayer  
 parce que c'est  
 motivant, que ça  
 fait sens.

En expérimentant  
 d'autres manières  
 de faire, on  
 développe de  
 nouveaux savoirs,  
 de nouvelles  
 idées. En les  
 partageant entre  
 nous, on gagne  
 du temps.



**CO-ÉDUCATION**

Parce que si on ne crée pas de  
 « rencontres entre les mondes »,  
 la révolution risque d'être  
 réservée à une minorité...  
 Mais comment faire du commun  
 alors qu'on n'a pas les mêmes évidences ?  
 En partageant nos savoirs, nos élaborations,  
 informellement et avec des outils d'éducation populaire.

Gagner des luttes oblige à repenser les choses,  
 et il y a souvent des écarts entre ce qu'on avait  
 imaginé, voulu, et la réalité. Toute victoire ou défaite  
 ouvre de nouvelles questions  
 et élaborations.

Poser les  
 choses, les  
 comprendre, ça  
 aide aussi à lancer les  
 actions collectives qui  
 enrayent le système.

**LES  
 TROIS PIEDS DE LA  
 TRANSFORMATION SOCIALE**



## UNE HISTOIRE DE LUTTE

### À LA SÉCU

Mon engagement politique a débuté en 1971, quand j'avais dix-neuf ou vingt ans. J'ai été salariée de la sécurité sociale de 74 à 2003. Aujourd'hui, j'ai soixante-cinq ans et je suis retraitée. Raconter tout ça, c'est tellement vaste... Ça mêle le fonctionnement de la sécurité sociale en France, les logiques d'entreprise, mon engagement politique, plein d'aspects historiques que j'ai oubliés... Pourquoi avoir passé tant d'années à faire un travail que je détestais et dans un environnement professionnel aussi hostile ? Ce qui est sûr, c'est que je vois un fil conducteur entre ce choix de vie et les luttes que je mène aujourd'hui. Rentrer à la sécu à l'époque, pour y mener une lutte à « l'intérieur » du système, était une décision stratégique, que nous avions réfléchi collectivement au sein de mon organisation politique d'extrême-gauche.

Maintenant, c'est vraiment loin... J'aime tellement mieux être ici dehors, à travailler la terre de mes mains, que de passer des heures enfermée dans un bureau ou devant un ordinateur...

#### **SE FAIRE EMBAUCHER À LA SÉCU POUR Y MENER UN TRAVAIL POLITIQUE**

Je le redis : je ne suis pas du tout entrée à la sécu par amour du travail de bureau sédentaire (que j'exècre) mais par conviction et choix politique réfléchi collectivement.

C'était l'époque, en France, où des organisations politiques comme la mienne, anti-capitalistes et anti-impérialistes (un parti communiste marxiste-léniniste), incitaient leurs militant·es à « l'Établissement ». C'est-à-dire se faire embaucher, en priorité dans les usines bastions de la classe ouvrière, mais aussi dans d'autres entreprises où un travail politique pouvait être mené, avec des perspectives révolutionnaires. J'avais arrêté mes études dans cette idée et j'étais passée par plusieurs boîtes du secteur industriel ou assurantiel local, mais sans jamais y rester longtemps : dès qu'on était repéré·es comme militant·es politiques révolutionnaires, on se faisait virer. La sécu faisait partie des lieux de travail que nous trouvions politiquement intéressants, car elle avait été mise en place en grande partie par des communistes et il y avait donc déjà du monde sur place, des militant·es d'extrême gauche à rejoindre, un travail politique qui s'y passait et à développer. Bien sûr, j'avais aussi besoin de gagner ma vie. L'autonomie matérielle était importante pour moi, d'autant plus en tant que femme, car je ne voulais pas dépendre de ma famille ni de qui que ce soit. À l'époque il n'y avait pas de minimas sociaux.

Les boîtes comme la sécu étaient toujours en recherche de personnel. Les conventions collectives étaient assez protectrices pour les personnes titularisé·es (au bout de six mois), alors iels débauchaient juste avant la fin des six mois et réembauchaient d'autres jeunes.

## « LA SÉCURITÉ SOCIALE ÉTAIT UN ENJEU DE LA LUTTE DES CLASSES »

On appelait ça « la valse des auxiliaires temporaires ». C'est comme ça que j'ai pu me faire engager en avril 74, dans la CPAM (caisse primaire d'assurance maladie) de la ville où j'habitais. Je m'y suis présentée pour voir s'ils embauchaient, on m'a dit de revenir le lendemain à neuf heures, ce que j'ai fait et voilà, je suis rentrée dans la boîte. Ça se passait comme ça : il y avait du boulot. J'y ai retrouvé d'autres militant·es d'extrême-gauche, trotskistes et maoïstes, ayant arrêté la fac et nous avons tout de suite mené des luttes nombreuses, fortes et assez suivies par le personnel.

Quand j'ai commencé, je me faisais une idée un peu vague de la sécu. C'était pour moi la boîte, ou disons l'entreprise, où l'on se rendait pour trois raisons : se faire rembourser des soins (médecins, infirmières, kinés...), toucher les prestations familiales (quand on avait des enfants par exemple ou pour une aide au logement) et toucher une retraite. Je savais aussi que ça s'inscrivait dans une histoire de luttes du mouvement ouvrier. C'était un système mis en place après la deuxième guerre mondiale, pour une solidarité entre générations, entre familles et célibataires, pour un accès à la santé pour toutes. Les plus âgées m'avaient transmis cette idée que la sécu représentait une réduction considérable des inégalités et de l'injustice de classe face aux aléas de la vie.

Au cours des 18<sup>ème</sup> puis 19<sup>ème</sup> siècles, avec l'industrialisation, des formes de mutualisation avaient déjà été développées, en particulier dans le secteur public (SNCF, EDF, Les Mines, les PTT, la Banque de France, etc.), assurant aux salarié·es de ces secteurs un meilleur niveau de protection et surtout de retraite. Mais ce n'était pas le cas pour tout le reste de la population, c'est-à-dire la majorité du pays. Il était donc clair pour nous, militant·es, que depuis sa création, la sécurité sociale était un enjeu de la lutte des classes.

En entrant dans le système, j'ai bien sûr mieux compris son fonctionnement. Les branches maladie et famille sont jusqu'à aujourd'hui organisées au

niveau départemental, avec environ 120 CAF et CPAM. La branche vieillesse l'est au niveau régional, avec 16 caisses de retraite. Il y a aussi les organismes départementaux dit « de recouvrement », appelés URSSAF, qui sont chargés d'encaisser les « cotisations sociales » qui alimentent les caisses. Ces cotisations sont divisées en deux, les cotisations salariales (part de salaire différée des salarié·es, versée par l'employeur avant paiement du salaire net), et les cotisations patronales. L'argent est ensuite réparti entre les trois branches, pour financer ce qu'on appelle « les prestations sociales » : remboursements de soins, prestations familiales ou retraites... pour faire vite.

Ensuite, chaque branche est dirigée au niveau national par des organismes publics, les Caisses Nationales, elles-mêmes chapeautées par un organisme unique pour la gestion du personnel, les conventions collectives et la gestion des ressources humaines, l'UCANSS.

Une chose vraiment importante, c'est que la gestion de tous ces organismes de sécu se fait au sein des Conseils d'Administration (CA), tant au niveau des établissements départementaux, régionaux, que pour les Caisses Nationales. Ces CA sont composés de représentant·es des salarié·es et du patronat, c'est ce qu'on appelle la gestion « paritaire ».



## « LES MUTUELLES AVAIENT ÉTÉ DÉPOLITISÉES PAR LE PATRONAT »

Depuis la mise en place du système, les délégués des salarié·es étaient élu·es sur des listes proposées par les organisations syndicales. À l'origine, la répartition des pouvoirs était clairement du côté des travailleur·ses : 75 % des pouvoirs pour les assuré·es sociaux et 25 % pour le patronat. Ce qu'il faut comprendre, c'est que les perspectives se sont vraiment décalées avec le temps : de nos jours, quand on dit « assuré·es sociaux », beaucoup pensent « usagè·res », de manière déconnectée du monde du travail. Mais en fait, ça voulait dire les « cotisant·es », autrement dit les salarié·es qui versaient une partie de leur salaire pour assurer la protection sociale de toute la population. Le système devait couvrir l'ensemble des « ayants-droit », y compris les personnes ne travaillant pas ou plus. Mais dans cette période de plein emploi et de boom démographique d'après-guerre, avec beaucoup plus d'actives que de retraité·es, il était logique que la sécu soit majoritairement portée par les travailleur·ses. L'État, même s'il définissait un cadre général, ne gérait pas l'ensemble. C'étaient les CA, tenus par les représentations syndicales, qui définissaient les niveaux et les conditions de prises en charge, les règles de calcul des prestations, etc. C'était là que se géraient les conventions de remboursement de tous les organismes sociaux et médico-sociaux, de prise en charge du handicap... Au moins pendant un temps. Je dis « pendant un temps », car depuis sa création en 1945, la sécu a été attaquée de toutes parts, par le patronat et les gouvernants... Et elle était déjà sérieusement mise à mal à mon arrivée en 74.

Bosser là avait donc vraiment du sens : il s'agissait d'y faire un travail politique en tant que salariée, mais aussi par le biais des organisations syndicales. Et nous luttons à la fois dans l'intérêt des assuré·es, pour de meilleures conditions de travail pour le personnel, pour défendre le système, l'améliorer et maintenir une perspective révolutionnaire.



## LA SÉCURITÉ SOCIALE, PERPÉTUELLEMENT ATTAQUÉE

Avant de raconter ma propre expérience, je voudrais resituer dans ses grandes lignes l'histoire de la sécu, telle que je l'ai comprise, et surtout les attaques qu'elle a subies.

Pendant et après la seconde guerre mondiale, les communistes impliqués dans la conception de la sécu cherchaient à développer une conscience ouvrière, une conscience de classe, en articulant cette élaboration avec des perspectives de lutte. Les Mutuelles, issues du mouvement ouvrier au siècle précédent, avaient en grande partie perdu leur élan révolutionnaire, d'une part en se figeant dans des formes de gestion corporatistes, d'autre part parce que les patrons avaient rapidement créé des « œuvres sociales » pour les intégrer tout en les dépolitisant. Dans la première moitié du 20<sup>ème</sup>, une succession de lois avait instauré un système de protection sociale, mais qui n'était ni général, ni obligatoire, basé sur une logique

## LAC ET PETITE CUIILLIÈRE

assurantielle. En 1944, avant la Libération, toutes les forces de la Résistance réunies validaient « le programme du Conseil National de la Résistance (CNR) ». Celui-ci prévoyait, entre autres, « un plan complet de sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens les moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés ». Le 22 mai 1946 était adoptée la loi de généralisation de la sécurité sociale qui faisait de la protection sociale un droit fondamental. Elle instaurait cette protection par répartition plutôt que par l'épargne individuelle et capitaliste, abandonnant ainsi cette logique d'assurance pour couvrir des risques. C'était un choix très fort.

Pourtant, dès la création du système, plusieurs principes de base impulsés par le CNR étaient déjà battus en brèche.

Premier principe mis à mal : « l'universalité » du système, c'est-à-dire le fait que ce soit le même pour toutes, quelle que soit la catégorie professionnelle. Les secteurs ou entreprises ayant déjà leur propre caisse ne voulaient pas passer au régime général de la sécu, rechignaient à abandonner leurs acquis, et le contrôle direct qu'elles

avaient sur leurs organisations, liées à l'histoire des mutuelles ouvrières... Ce qui signifiait de ne pas envisager une solidarité avec l'ensemble de la population. Les personnes qui mettaient en place la sécu ont lâché assez vite, partant de l'idée que l'intégration se ferait plus tard, de manière progressive... Ce qui ne s'est pas vraiment réalisé. Ça a donné les « régimes spéciaux ».

Ensuite, ce sont les règles de gestion qui ont été attaquées. Les « ordonnances de 67 » imposèrent l'obligation d'équilibre financier au sein de chacune des trois branches et surtout, le strict paritarisme dans les CA, réduisant à 50 % la représentation des assurés sociaux et ramenant à égalité celle du patronat. C'était la fin de la gestion paritaire, c'est-à-dire de la représentation majoritaire des travailleu-ses, premières concernées. Cette mesure permettait au patronat de prendre le contrôle sur toutes les décisions de montants et de calculs. À partir de là, il y eu bien sûr pas mal de luttes, notamment menées par le syndicat Confédération Générale du Travail (CGT) pour tenter de faire abroger ces ordonnances. Mais elles n'aboutirent jamais.





Au fil des années, l'État multiplia ses interventions. Afin de réduire encore la place des organisations syndicales salariées et de leur projet initial, communiste, révolutionnaire, il introduisit au sein des CA des représentant·es de la Mutualité Française (fédération des principales mutuelles de santé et de protection sociale), des associations familiales, des associations de malades et de personnes qualifiées. Une partie de ces voix étaient « à gauche ». Mais leurs perspectives réformistes, sociales-démocrates, ne faisaient plus barrage aux positions patronales, aux orientations de droite. Et surtout, elles remettaient en cause la représentativité des cotisant·es. Cette tendance était encore renforcée par le jeu trouble du syndicat Force Ouvrière (FO), qui prenait systématiquement position en faveur du patronat, en échange de postes de direction pour ses membres au sein des entreprises.

En 1996, la réforme du plan Juppé accrut le rôle du Parlement et instaura les lois de financement de la sécurité sociale dans lesquelles se trouvent intégrés les objectifs nationaux de dépenses de l'assurance maladie. La loi Douste-Blazy en 2004 installa au sein de l'assurance maladie des conseils, réduisant le pouvoir des CA à l'orientation et au contrôle, et donnant les pleins pouvoirs aux directeurs sur la gestion. La loi HPST de 2009 instaura un encadrement encore plus strict de l'assurance maladie et mit en œuvre les agences régionales de santé, bras armés du gouvernement en région... Aujourd'hui toutes les décisions des caisses de sécurité sociale sont soumises de fait à l'ap-

probation des différents ministères des finances, du budget, de la santé et du travail, et assurent pour l'État un encadrement strict.

Le principe de base de la sécu était que la solidarité ne soit pas financée par l'État (*via* des impôts) mais directement par le travail (*via* les cotisations sociales) et qu'elle protège tout le monde. Bien sûr, le patronat ne voulait pas payer sa part (les cotisations patronales) pour les pauvres et les improductives, au prétexte qu'ils se débrouillaient tou·tes seul·es avant... Mais au démarrage de la sécu, les représentant·es des salariées étaient majoritaires et avaient réussi à imposer cette logique. Quand je suis rentrée dans l'entreprise, cet esprit était encore bien présent. J'ai par exemple suivi une formation sur les différentes législations à maîtriser en tant que futurs technicien·nes, conduite par des cadres de la sécu, et ceux-ci insistaient sur ces valeurs, sur notre mission de service public. Quelques années plus tard les assuré·es deviendraient des « client·es » et des « fraudeur·euses potentiel·les »... La reprise en main de l'État allait dans le même sens que le patronat.

**« JE ME SUIS FAITE EXCLURE DE LA CGT, PARCE QUE J'ÉTAIS UNE "GAUCHISTE" »**



### **MARGES DE MANŒUVRE EN TANT QUE TRAVAILLEUSE ET EN TANT QUE MILITANTE**

À l'époque où je me politisais et rentrais à la sécu, les entreprises étaient les lieux où s'organiser politiquement et collectivement, avec les autres salariées de la boîte mais aussi avec toutes les autres salariées et secteurs professionnels. J'avais des collègues syndicalistes, d'autres personnes d'extrême-gauche autour de moi, mais le groupe politique auquel je me référais était hors de l'entreprise. Je me suis donc impliquée à l'intérieur *via* un syndicat, avec des personnes qui n'avaient pas forcément la même démarche que moi.

Au sein du syndicat, nous étions en contact avec des personnes qui siégeaient dans les CA. Nous les voyions avant leurs réunions et les renseignions sur les situations, les besoins pour les usagères, les revendications des salariées, le soutien nécessaire aux luttes en cours. Et nous faisons ça autant à l'échelle locale que nationale.

Le travail en soutien aux usagères était beaucoup plus limité que celui pour les salariées. Et il y avait même parfois des luttes de salariées qui semblaient opposées aux besoins des usagères. À la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) et à la CGT, on essayait de défendre les deux en même temps, avec le patronat en face qui jouait la division. Pour tout dire, je n'ai jamais connu de vraies luttes d'usagères avant le

plan Juppé de 1995, qui a marqué le début d'une remise en cause encore plus radicale de la sécu... Ce manque de mobilisation était logique car les usagères n'étaient pas membres des syndicats et n'avaient pas non plus leurs propres organisations.

Pour moi, la nécessité d'un rapport de force était permanente. On obtenait des améliorations seulement par la lutte, c'est-à-dire à condition que ça leur pose des problèmes : en arrêtant de travailler, en occupant les directions, en tenant des piquets de grève et, surtout, en étant nombreuses pour faire tout ça. Une des lignes que nous défendions, c'était le refus des hiérarchies, plus précisément la hiérarchie des salaires. C'était la période autogestionnaire de la CFDT, alors nous étions à fond là-dedans, pour égaliser les salaires de tout le monde, alors que la CGT demandait des augmentations par pourcentage, ce qui maintenait la hiérarchie.

Je me suis syndiquée dès mon embauche. Nous étions dans cette logique d'entrisme. Il n'était bien sûr pas question de rentrer à FO, majoritaire dans la boîte : c'était un syndicat « traître » qui tenait quasi toutes les directions et présidences des Conseils d'Administration et considérait la sécu comme « son patrimoine »... J'ai donc opté pour la CGT. Ça restait le syndicat le plus représentatif de la classe ouvrière. Elle était alors totalement inféodée au PCF, que nous considérions comme « révisionniste » (c'est-à-dire comme ayant révisé le véritable communisme) et nous espérions remettre cette organisation sur des bases *réellement* communistes, en travaillant auprès des militant·es sincères, de la base. Nous défendions ce que nous appelions des « positions de luttes de classes », pour créer un « antagonisme de classe ». Contrairement aux revendications réformistes, notre perspective était clairement révolutionnaire, visant la destruction des classes dominantes... Au bout de deux mois, je me suis faite exclure de la CGT, parce que j'étais une « gauchiste ». Ce terme regroupait à leurs yeux l'ensemble des militant·es trotskystes, maoïstes, anarchistes, souvent jeunes, assimilées au mouvement de 68, étudiant·es et issues de la bourgeoisie (ce qui était à moitié vrai, à moitié faux), et qui se disaient communistes sans adhérer au PC ni au modèle stalinien

encore en vigueur. La ligne à suivre vis-à-vis des militant-es révolutionnaires, au PC et à la CGT, c'était la « chasse aux sorcières ». Restait donc la CFDT, qui à l'époque était elle aussi minoritaire mais autogestionnaire, non-corporatiste, sur des bases politiques anti-capitalistes et anti-impérialistes. Un syndicat tout à fait fréquentable... Il a bien changé dans les années 80, avec l'accession au pouvoir de la gauche. Mais en 1974, il n'était pas encore réformiste.

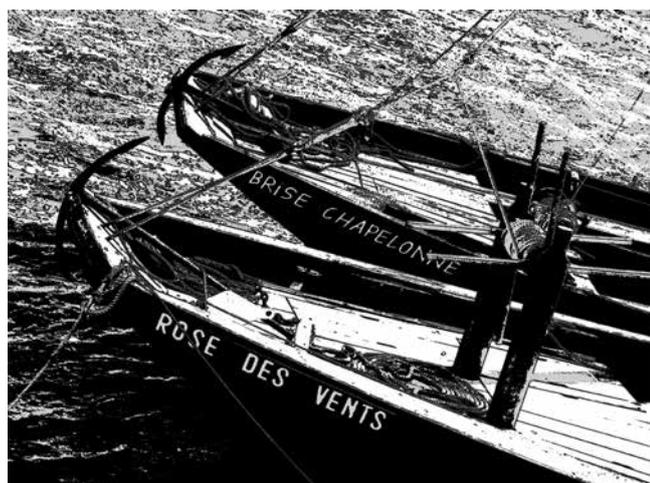
Au sein de la CFDT, et même dans une plus faible mesure dans la CGT, il y avait d'autres luttes thématiques que celles qu'on attend traditionnellement d'un syndicat. Notamment la place des femmes, parce que bien sûr, à la sécu comme ailleurs, il y avait très peu de femmes en haut de la hiérarchie et par contre, une majorité écrasante de femmes percevant les salaires les plus bas. Il y a aussi eu des luttes importantes pour le droit à la formation, pour être mieux payées, pour réduire le temps de travail. Et puis aussi, surtout à la CFDT, sous l'impulsion des militant-es maoïstes et trotskistes notamment, nous incitions les salariées à s'impliquer en-dehors, en soutien aux luttes d'autres secteurs professionnels ou sur d'autres sujets de société : pour la défense des immigrées, les mouvements anti-impérialistes, les combats féministes – par exemple pour le droit à l'avortement –, et les luttes contre toutes les dictatures...

C'était sur des bases révolutionnaires, pour une prise de conscience révolutionnaire sur tous les sujets. On parlait de l'Amérique du sud, Pinochet,



etc. On faisait de l'information politique au sens large. Ce qui ne concernait pas directement la boîte n'était pas censé rentrer dans l'entreprise. Alors nous nous postions à l'extérieur, le matin et le soir, en entrée et sortie de journée, pour distribuer des tracts, inviter à des discussions en ville. Bien sûr, nous en parlions aussi au sein de nos sections syndicales. Et puis des fois, nous distribuions quand même des tracts en douce à l'intérieur de l'entreprise.

Il y avait aussi des luttes plus spécifiques au droit syndical, pour avoir plus de temps pour du travail politique à l'intérieur de l'entreprise. Et puis nous développons les liens entre les différents organismes, branches, secteurs professionnels, comme dans tous les syndicats. Nous avons un droit syndical assez important, mis en place depuis 45 à la sécu, avec beaucoup de permanences syndicales, c'est-à-dire la possibilité de faire du syndicalisme sur le temps de travail rémunéré. Quand je sortais du boulot, je poursuivais mon militantisme avec mon organisation politique, les soirs et les week-ends. Nous ne séparions pas la lutte et la vie, nous étions tout le temps en lutte.



**« LES HORAIRES INDIVIDUALISÉS AVAIENT AUSSI RENDU LA PROPAGANDE RÉVOLUTIONNAIRE DIFFICILE À MENER »**

## LE DÉMANTÈLEMENT DE LA SÉCU... ET DES SYNDICATS : UNE TRAVERSÉE DU DÉSERT

Jusqu'en 82/83, pour moi, ça faisait vraiment sens d'être là où j'étais, de préparer une perspective révolutionnaire, une « avant-garde révolutionnaire » au sein des classes les plus opprimées... Mais à partir de 1983, je n'étais plus du tout en phase avec la ligne défendue par les dirigeants de la CFDT, au niveau confédéral. C'était clairement lié à l'avènement de la gauche au pouvoir. D'un coup, il fallait faire attention à ne pas les gêner. Il n'était plus question de lutter sur une base de lutte des classes, ni d'égalité des salaires. Le rouleau-compresseur des croyances libérales... D'un côté, l'extrême-gauche s'effondrait, beaucoup croyaient au changement par les élections. D'un autre, la CGT abandonnait les notions de « dictature du prolétariat » et même carrément de lutte anti-capitaliste. Tout ça s'est incarné dans la chute du mur de Berlin, la fin du système soviétique et des autres expériences socialistes catastrophiques, en Albanie ou au Cambodge...

Jusqu'en 1981, il y avait beaucoup de mouvements de grèves et puis là, assez brutalement, ce ne fut plus possible. Pour tout dire, ça avait déjà commencé à être difficile les années d'avant, suite aux chocs pétroliers et à l'augmentation du chômage qui s'en était suivie. Nous étions beaucoup moins sûres de trouver un boulot, nous hésitions à nous mettre en lutte par peur de licenciement... Il y avait l'endettement, la séduction de la société de consommation, la montée de l'individualisme, la peur de la précarité. Des évolutions de l'organisation du travail comme les horaires individualisés avaient aussi rendu la propagande révolutionnaire plus difficile à mener : il n'y avait plus d'entrées et de sorties d'usines massives, plus de moment quotidien où croiser tout le monde et où diffuser nos informations largement. C'était le triomphe du capitaliste néo-libéral comme modèle unique.

Au fil des années 80 puis 90, toutes les raisons pour lesquelles j'étais rentrée dans cette entreprise, pour une lutte révolutionnaire, tous

les moyens que j'y voyais de la faire, cessèrent d'être alimentés, s'éloignèrent de moi. Je voulais quand même continuer à me battre contre la casse des conventions collectives, le gel des salaires, etc. Mais les luttes étaient de moins en moins suivies, il y avait une vraie perte de confiance liée à l'échec des expériences révolutionnaires communistes.



Et puis ça a été le début de ma « mise au placard » par mon employeur. J'ai été mutée dans une petite antenne où je ne voyais personne, où je ne pouvais pas vraiment agir. J'étais mal vue dans l'entreprise mais aussi au sein du syndicat parce que je gardais cette optique de lutte de classes. J'ai été éjectée des organes de décision local et régional du syndicat. Ma marge de manœuvre politique était de plus en plus limitée. Je n'avais certainement pas envie de fermer ma gueule et j'ai continué à me positionner sur les luttes de l'époque, pour le droit au temps partiel choisi, le RMI, l'aménagement des 35 heures. J'ai souligné que dans les accords que le syndicat signait, nous remettions en cause de nombreux acquis des luttes précédentes, des fondements de la sécu. Plusieurs fois, on m'a traitée de folle. J'étais de plus en plus en porte-à-faux. Mes valeurs politiques anti-capitalistes et pour un changement radical de la société n'avaient plus droit de cité.

En 1984, j'avais décidé de reprendre des études par correspondance tout en travaillant à temps partiel, dans l'idée de sortir de la sécu. Je ne voyais aucun intérêt à subir un travail d'exécution dans cet environnement de plus en plus dégradé, vide de perspectives politiques. Mais suite à la séparation d'avec mon conjoint, j'ai dû opter pour un temps plein. Comme beaucoup d'autres femmes ayant deux enfants encore jeunes, c'était économiquement difficile. Entre l'écroulement des perspectives révolutionnaires et la survie, ce fut une période vraiment dure. Je finis par tenter le concours de cadre en espérant accéder à un poste où être utile : n'ayant plus de perspectives au sein de mon syndicat, j'espérais pouvoir me positionner plus librement en tant que cadre, pour les conditions de travail des non-cadres et contre la hiérarchie des salaires. Mais j'étais barrée de partout, ça a pris du temps. J'ai fini par avoir le concours en 1989... Ma mise au placard en tant que militante syndicale et politique était déjà bien en place. Au bout de trois ans, j'ai fini par décrocher la mutation vers un organisme régional de la même ville, une Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAM). J'y étais chargée de mission sur les conditions de travail, ce qui m'intéressait. Mais ça n'a pas duré. J'ai très vite été rétrogradée, au niveau du salaire et du poste, par un nouveau directeur qui ne supportait aucun contre-pouvoir. On m'a placée sur une mission d'encadrement merdique, pensant que ça me ferait partir... Je n'ai pas craqué mais j'ai refusé d'appliquer les règles de division et d'autorité stupides assignées aux cadres : j'étais cool avec les gens, je ne les empêchais pas de parler, je les notais toutes pareil. Et puis du coup, j'ai encore été sanctionnée. On m'a interdit l'accès à une formation qui m'aurait permis de reprendre mon poste précédent, celui qui m'intéressait. Ensuite, on m'a réassignée à un poste antérieur, plus qualifié mais avec un salaire bien plus bas, ce qui constituait une très forte discrimination salariale. C'était clairement pour me casser mais j'ai tenu. Ça a duré huit ans, sans que cette injustice ne soit jamais réparée.



À l'intérieur d'une entreprise, quand tu prends un rôle politique contre le patronat, tu subis la répression tous azimuts. On t'isole. Si tu résistes, c'est la mise au placard en règle et ensuite, c'est une descente aux enfers... Sauf s'il y a un soutien collectif. Mais avec la disparition des luttes collectives, c'est devenu monnaie courante, c'est un mode de gestion de la contestation, avec toutes ses conséquences de souffrance au travail, de dépression, de suicide...

Évidemment, la défense des usagères s'est elle aussi dégradée. Toutes les grandes orientations, en matière de santé, de retraite, de gestion hospitalière, de prestations diverses des Caf, de décisions sur les taux, les règles de calcul des montants, etc. ont progressivement été recadrées par l'État...

C'était la période où il n'y avait soi-disant plus de fric, où les gouvernants nous bassinaient sur les économies à faire. Ils enfumaient les gens avec cette histoire de « trou de la sécu », notamment avec le lobby des assureurs, AXA et compagnie, qui n'attendaient que ça pour se faire du pognon. Nous n'étions plus dans la période du plein emploi et la génération très nombreuse du *baby-boum* était en passe de devenir le *papy-boum*. La sécu s'appuyait à la base sur ce déséquilibre démographique, avec un plus grand nombre d'actives pour financer les retraites. Sans même prendre en compte l'augmentation du chômage ou les exigences de santé plus grandes, le vieillissement de la population nécessitait forcément de revoir le système de financement. Mais l'augmentation des cotisations, de l'âge de la retraite ou la réduction des remboursements n'étaient pas des bonnes solutions. On aurait pu supprimer

### « J'AVAIS PERDU MA FAMILLE POLITIQUE »

les exonérations de cotisations aux entreprises, trouver d'autres financements, conserver cette idéologie de partage... Le « trou de la sécu » était un discours de culpabilisation, pour préparer la baisse des prestations, le démantèlement de la solidarité.

Il y avait clairement convergence entre les objectifs du pouvoir (État PS capitaliste) et les intérêts du patronat. L'État continuait étape après étape à démanteler les bases égalitaires de la sécu, peut-être juste un peu moins vite que si le patronat avait eu les mains libres... Et maintenant, avec Macron, ça ne s'arrange pas, ça s'accroît à vitesse grand V.

Ces années-là ont été une vraie traversée du désert pour moi, parce que j'avais perdu la famille politique dans laquelle je m'étais engagée au début des années 70. Et puis il y a eu les galères de fric, les enfants, se battre pour garder un toit, l'endettement, l'isolement, la désillusion et la dépression par épuisement, pour des raisons personnelles mais aussi politiques : une part de ce qui m'a minée, c'était le fait que personne ne croie plus à la lutte.

J'ai tenu des années à la sécu, même quand la mise au placard s'est installée sur la durée et qu'elle est devenue féroce. Quand la loi sur le harcèlement au travail est sortie, en 99, j'ai décidé de faire un procès pour dénoncer leurs méthodes. Personne n'avait jamais porté plainte... J'ai fait un *burn-out* en 2003 et n'ai plus jamais remis les pieds là-bas. Ma plainte a été portée en pénal, pour harcèlement et discrimination pour raisons idéologiques. L'action en justice a duré cinq ans, sans soutien collectif dans la boîte. Les syndicats étaient devenus des fantômes et la CFDT, mon propre syndicat, non seulement ne m'a pas défendue mais m'a traitée de « malade mentale » ! Je n'ai pas non plus obtenu de soutien du médecin du travail, complice de la direction. Dans ces conditions, je ne pouvais pas gagner, la lutte était trop inégale... Mais tout a été écrit et dénoncé, ce qui m'a permis de tourner la page, de me reconstruire.

Si on disait que la CGT était révisionniste, qu'elle n'était plus communiste, c'est qu'elle avait un double discours. Elle disait lutter contre les patrons mais ne voulait pas remettre en cause la hiérarchie interne et les inégalités de salaires. J'ai vu des syndicalistes CGT et CFDT utiliser des outils de merde pour diviser les salarié-es : faire des mutations dégueulasses, des sanctions internes.

FO, c'était encore autre chose. Pour rappel, FO (anciennement CGT-FO), c'était une scission de la CGT, par des anti-communistes, des socialistes réformistes, qui avaient été soutenus par la CIA pour casser le PC très puissant de l'après-guerre. Et dès les débuts de la sécu en 45, ils avaient obtenu les postes de direction et avaient fonctionné avec le patronat pour les conserver... À l'époque où je me sentais plutôt bien dans la CFDT, elle était autogestionnaire et très minoritaire... Mais ensuite, elle a pris le dessus et a remplacé FO dans le rôle de cogestionnaire avec le patronat.



## « VIVRE CONCRÈTEMENT DES RAPPORTS AU MONDE RÉVOLUTIONNAIRES »

Juste avant de partir de la sécu, j'ai encore essayé de monter une section CNT ou SUD, mais il n'y avait que deux ou trois personnes pour faire ça avec moi, vraiment pas assez.

J'ai toujours dit que je pensais dénoncer tout ça, chercher à convaincre du monde qu'on pourrait être uni·es et ne pas avoir peur de s'attaquer à l'encadrement, à la hiérarchie... Si ce système se maintient, c'est qu'il est entretenu dans tous ses rouages, à tous les niveaux, par des gens qui non seulement ont peur de remettre en cause la marche des choses, mais font aussi eux-mêmes des choses inacceptables, en terme d'autorité, de discrimination, de racisme, etc. Tout en se disant à gauche, voire à l'extrême-gauche... Dans l'encadrement, syndiqué ou pas, c'est caractéristique : iels sont réacs, discriminant·es, méprisant·es. Ce n'est pas l'outil syndical en soi qu'il faut jeter, c'est ce que tous ces gens en font, leur incapacité à faire correspondre leurs discours et leurs actes. Il ne suffit pas de changer les structures extérieures, si tu ne changes pas tes schémas intérieurs. Et puis, un des trucs les plus structurants de ces rapports de pouvoir, c'est le fric : défendre ton propre statut, ce que tu as à perdre une fois que tu es parvenue·e.

Tou·tes ces délégué·es syndical·es FO, CGT, CFDT, qui, en devenant cadre, devenaient autoritaires, capables de diviser les salarié·es, de les empêcher de parler, de compter le temps qu'iels passaient au chiottes... et qui revendiquent la paternité de la sécu comme une histoire de lutte ! Je veux le dire et le redire : les syndicats sont au départ des outils de lutte, de défense collective, durement conquis, et ils peuvent être des outils de luttes révolutionnaires !

Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'il n'y a plus aucune possibilité de lutte dans ces boîtes où j'ai travaillé et lutté. C'est le chacun pour soi, les syndicalistes rasant les murs et passant leurs journées sur les ordis dans leur local en bas. La sécu a un fonctionnement bureaucratique, de division, de mépris, pareil à n'importe quelle autre boîte.

Et puis ma sortie du désert, je l'ai faite grâce à mes enfants, quand iels m'ont ouvert leurs lieux d'engagement, dans les squats et plein d'autres choses. Ça m'a permis de reconstituer une famille politique.



## ET MAINTENANT ? CONTINUITÉS ET GRANDS ÉCARTS

Aujourd'hui, je fréquente ces cercles anti-autoritaires, autonomes, où on remet en cause des choses mises en place au niveau de l'État et à grande échelle, c'est-à-dire avec des règles qui s'appliquent, dans l'idée, à une population entière. Des cercles où on dit facilement qu'il faudrait supprimer l'État. Je ne sais pas comment me situer par rapport à ça. D'une certaine façon, ça me parle. Mais, en même temps, je suis à contre-courant, en contradiction avec ces idées.

J'ai grandi dans un monde où on accédait aux services publics de la poste, des transports, de droits à la retraite, aux prestations familiales à l'échelle d'un pays. Et j'ai trouvé ça confortable. Aujourd'hui, ces services sont de plus en plus privatisés, en grande partie démantelés, alors c'est sûr, ça fonctionne mal. Quand je lis des textes historiques sur la création des États, ça me donne plutôt envie de rejeter ces structures étatiques et tout ce qu'elles triment avec elles d'oppressif : l'accaparement du pouvoir, les logiques capitalistes, coloniales, patriarcales, etc. Ça ne me donne vraiment pas envie de considérer les États comme quelque chose de positif, parce que tout ça est bien imbriqué et porteur de hiérarchies. Mais penser qu'on ferait mieux en partant seulement de la base, du niveau local et en se remontant les manches ? Je vois d'où ça part mais le monde que ça projette ne me rassure pas : j'y vois d'autres inégalités, selon que l'on est organisée ou pas, que l'on habite telle région ou telle autre, que l'on appartient à telle ou telle classe sociale, que l'on est en réseau ou pas. Je ne peux pas me satisfaire de seulement améliorer nos conditions dans un seul milieu. De la même manière qu'au niveau d'un seul État, ça ne me va pas. Ça devrait être pour tout le monde partout, sans frontières.

En fait, c'est au moment où je m'intéresse à la vie concrète que ça me pose le plus problème. Je vois bien la critique de la bureaucratie et le problème de se laisser porter par un système, de ne plus être actrice de sa propre vie et des choix qui sont faits. Mais je ne suis pas sûre qu'à l'inverse, tout le monde soit prêt·e à s'impliquer pour d'autres outils. Se nourrir, se vêtir, se loger, se soigner, etc.,



pour moi, il faut que ce soit garanti pour tout le monde. Et aussi le droit à voyager, à acquérir des connaissances, à se distraire. Décider à l'échelle d'un État, à la base, c'est pour que ce soit pour tout le monde. Alors certes, ça l'est de moins en moins... Mais recréer des zones de privilège et d'exclusion, ça fait peur. Ça se voit déjà, d'un squat à l'autre, d'une communauté à l'autre... C'est peut-être prendre les choses par le petit bout de la lorgnette de dire ça... Mais j'ai peur que ça ne décale seulement le problème, qu'au lieu d'avoir des inégalités entre familles, on renforce des privilèges entre réseaux de gens avec qui on fait collectif.

Au fond, c'est une critique que l'on peut aussi faire à la sécu : avec toute cette histoire syndicale et les attaques des forces réactionnaires, la gestion n'a jamais vraiment été faite par les bénéficiaires iels-mêmes, par nous-mêmes. Nous ne nous demandons même plus d'où vient le fric, nous oublions que toute cette organisation est la nôtre. Le jour où nous avons besoin d'aller à l'hosto, de toucher le chômage ou le Rsa, nous sommes bien content·es, mais nous ne nous impliquons plus pour défendre le système, pour l'améliorer. Et nous laissons les inégalités regagner du terrain. C'est un des points positifs que je trouve dans l'autogestion : la responsabilisation, la conscience que nous devons et pouvons porter ça nous-mêmes, pour l'intérêt du plus grand nombre.



Au fond, des hiérarchies, il peut y en avoir partout, autant dans l'État, que dans les syndicats, que dans les milieux anti-autoritaires. Dès que tu mets en place des structures, tu risques de développer une bureaucratie, des logiques de gestion et de pouvoir... C'est pour ça que je n'ai jamais accepté de devenir cadre syndical moi-même : je voulais rester dans les entreprises où j'étais, ne pas me déconnecter de la réalité. Je ne voulais pas que le pouvoir me monte à la tête.

Les personnes politisées avec qui je m'implique aujourd'hui passent beaucoup plus de temps qu'avant à révolutionner des choses en elles-mêmes et autour d'elles, à modifier leur rapport à l'argent, à la consommation, à la famille, à la nécessité d'être salarié.e. À vivre concrètement des rapports au monde que je trouve révolutionnaires. C'était moins le cas avant. La révolution ne se situait pas à cet endroit-là. Comme si nous considérions que le communisme viendrait plus tard, une fois qu'on aurait fait la révolution. On mettait un peu en commun dans nos sections syndicales, mais pas vraiment au-delà. Aujourd'hui, je fréquente des gens qui communisent au quotidien. Avant, il y avait la vie privée, le travail, et puis le militantisme entre les deux. Ce qui était exigeant, c'était de tenir un engagement 24h/24 avec tout ça. Il fallait vraiment de fortes convictions pour tenir un rythme pareil. C'était ça qui était difficile. Alors qu'aujourd'hui, ce que je trouve difficile, c'est d'être confrontée à des personnes qui sont toutes différentes et qui aspirent à des acquis communs... mais sans avoir de conceptions vraiment communes, de projections globales qui puissent concerner tout le monde. Il me semble que le changement

profond passe par le fait d'envisager un monde dans sa diversité.

Je croise aussi beaucoup de personnes, dans ces nouveaux milieux militants, qui déclarent ne pas aimer le militantisme, ne pas vouloir se « sacrifier », ni « faire de la propagande ». Il y a une représentation très négative du militantisme qui me rend perplexe et même triste, comme si l'engagement était dépassé et ringard. Comment fait-on, dans ce cas-là, pour rencontrer du monde, pour composer une vie meilleure avec nos différences ? Mon ressenti est contradictoire : ces personnes s'impliquent à la fois plus totalement, dans un changement de vie maintenant, dans une communisation maintenant. Et à la fois, elles s'impliquent moins, comme si leurs engagements étaient moins fidèles, moins durables, plus individualistes... Il est difficile de savoir de qui on parle quand on dit « nous ». Est-ce qu'on veut être inclusive, parler avec et pour plein de monde, à la place de plein de monde ? Est-ce qu'on veut être à des échelles affinitaires, en cercles plus fermés, se distinguer d'autres qu'on ne veut pas rencontrer, avec qui on ne veut pas s'organiser et lutter ? Ces groupes que je fréquente, qui occupent des terrains et des maisons vides, qui font des jardins et des repas de quartiers dans la ville, qui se mobilisent contre les frontières et sur pleins d'autres fronts, j'ai l'impression qu'ils sont composés de personnes très différentes les unes des autres... et en même temps, on ne se rencontre pas tant que ça.

Bon, après, les champs de lutte ne sont pas du tout les mêmes maintenant et du temps de mon implication à la sécu... Quand j'ai commencé à militer, c'était vraiment une approche très matérialiste, c'est-à-dire attentive aux inégalités matérielles, aux inégalités de salaire, aux possibilités d'étudier, de se distraire, de se cultiver. C'était très « lutte des classe », très marxiste. On n'avait aucune conscience sur l'environnement, la destruction de la planète, la qualité de l'alimentation. On ne thématissait pas tout ça. Aujourd'hui, je côtoie des personnes qui n'ont plus de salaire et qui cultivent des légumes. À l'époque, l'enjeu, ce n'était pas de cultiver, c'était de pouvoir s'acheter à manger. Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'on ne vibre pas pour

**« COMMENT  
ARTICULER LES  
DEUX, LA VISION  
GLOBALE ET UNE  
PRATIQUE ANTI-  
AUTORITAIRE ? »**

les questions matérielles en tant que telles... et pourtant si, puisqu'on s'approprie tous ces savoir-faire pratiques, qu'on fait par soi-même, qu'on s'organise dans la resquille... Il y a en tous cas une exigence de liberté différente de ce qui s'exprimait avant.

Je vois bien qu'il y a du monde qui bouge sur le terrain des droits sociaux, avec les mouvements de personnes migrantes, pour le droit au séjour, le droit au logement, la défense des usagères de la Caf ou autres. Mais autour de moi, je ne le vois pas tant que ça. Je ressens une sorte de « libéralisme existentiel », comme si beaucoup s'en foutaient de tout ça, même en étant politisé-es. Je vois peut-être les choses sous un mauvais jour. Ces bandes vivent d'une manière

très différente du reste de la société. Je ne sens pas un truc d'engagement *pour* la société. Bon, j'exagère en disant cela, je généralise trop. Mais il y a si peu de monde et sur tous les fronts à la fois... Pendant que d'autres les désertent. Nous sommes submergés par la misère et la violence sociale, sans trouver encore les moyens de réinventer une solidarité. Dans ce contexte, nous ne pouvons pas nous permettre de laisser un système comme la sécu partir à vau-l'eau... Mes questions restent : comment articuler les deux, la vision globale et une pratique anti-autoritaire ? Comment se convaincre toutes qu'il faut continuer à lutter, pour infléchir cet avenir d'inégalités, de guerre généralisée ?

De la même manière qu'il n'a pas été aisé pour les ouvrières du 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles de construire une protection sociale, il est difficile d'inventer aujourd'hui des solutions qui soient la base d'une société souhaitable. Quoi qu'il en soit, la seule voie à mes yeux passe par la lutte collective, sur des principes de solidarité ouverte, forte, pour toutes. Et j'aime vraiment cette phrase de Bertold Brecht : « Celui qui résiste peut perdre, celui qui ne résiste pas a déjà perdu ».

CAMILLE, ÉTÉ 2017



# SENTIR



# L'IMPUISSANCE

## PREMIER MOUVEMENT : OÙ FUKUSHIMA GLISSE SUR MOI

J'ai appris la catastrophe de Fukushima seule devant mon ordinateur. J'ai pleuré, j'ai tout de suite senti la gravité de ce qui arrivait. Puis... plus rien. Je n'ai pas parlé de cet événement avec d'autres, hormis les banalités usuelles. Je pense que mes ami·e·s et moi, on ne savait pas comment en parler. On ne savait pas comment prendre cet événement ensemble, le sentir ensemble. On ne savait pas comment se sentir impuissant·e·s ensemble.

Sentir l'impuissance est différent de dire l'impuissance, faire des discours sur comment « tout est foutu » par exemple, ce qu'on sait bien faire généralement. Ce n'est pas en tant que concept mais en tant qu'affect que l'impuissance est taboue. Et se sentir impuissant·e·s ensemble, c'est carrément de la science-fiction. Les seules

occasions où cela nous arrive sans détour sont les deuils. Situations où il n'y a typiquement rien à faire, à part sentir ce que ça nous fait, et le traverser, comme tant d'autres l'ont fait avant nous, comme tant d'autres le feront après nous. C'est à partir de cette douleur et de cette impuissance senties et vécues que les fils de la vie vont pouvoir continuer à se tisser. Tenter d'y échapper, c'est se condamner à errer sans fin dans les limbes du non-sens.

« SE SENTIR  
IMPUISSANT·E·S  
ENSEMBLE, C'EST  
CARRÉMENT DE LA  
SCIENCE-FICTION »





## SECOND MOUVEMENT : OÙ JE PRENDS LE TRAIN

Deux banquettes face à face, le couloir entre elles. Je suis assise sur l'une. Sur l'autre, une mère et sa fille, d'environ sept ans. Deux carrés à côté de chacune des banquettes. De mon côté : deux femmes. De l'autre côté : une mère et sa fille, d'environ cinq ans.

Entre la banquette face à moi et le carré à côté, un support en fer pour poser les bagages. La petite fille d'environ sept ans s'assoit sur ce support, à cheval entre les barres de fer. La mère la regarde en souriant, ne lui dit pas de s'asseoir correctement. Je regarde la scène et apprécie la sérénité de cette mère face à son enfant qui enfreint les règles socialement admises.

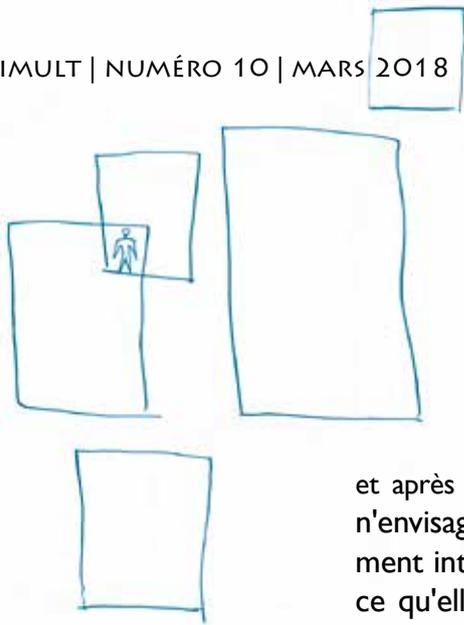
La petite fille d'environ cinq ans demande à sa mère si elle peut rejoindre l'autre petite fille. C'est d'accord. Les deux enfants sont maintenant à cheval sur les

barres de fer, dessus-dessous-entre, du jeu se tisse. La seconde mère surveille sa fille et intervient souvent, ne fais pas comme ça, obéis-moi, tu m'écoutes ? L'enfant peu à peu provoque, fait ce que sa mère lui dit de ne pas faire mais que l'autre enfant fait sans que sa mère ne lui dise rien. Le ton de voix se durcit : « si tu n'arrêtes pas, tu vas voir ! », « reviens ici maintenant, tu n'es pas sage ! » La petite fille grogne et finit par obéir, laisse son aire de jeu et revient s'asseoir près de sa mère, penaude.

L'ambiance qui s'était peu à peu appesantie est maintenant tendue comme un drap sec. L'autre mère s'est figée dans une attitude d'indifférence, le regard définitivement dirigé vers le paysage défilant, venant parfois se poser tendrement sur son enfant, continuant ainsi à lui donner son accord. Cette

dernière continue de jouer sans sourire, parlant à sa peluche-marionnette, fouillant dans son sac, dessus-dessous-entre, scénarios solitaires et regard en alerte. Les deux autres femmes discutent à voix basse, la fausse désinvolture dans leur voix trahit leur tension. Moi, sur ma banquette, cherchant l'attitude à avoir, me tortille, regarde le paysage mais ne vois rien, ouvre un livre mais ne lis rien, le range, ouvre mon sac, le referme, que faire, comment être.

Entre la mère et son enfant, la violence s'amplifie. Quelle guêpe l'a donc piquée ? Rien de ce que fait ou dit sa fille ne lui convient. C'est une longue litanie de plaintes, de menaces, de dénigrement, entrecoupés de silences lourds de tout ce qui vient d'être dit et de la crainte de ce qui va être dit. La petite fille geint, se défend faiblement, ne fait de



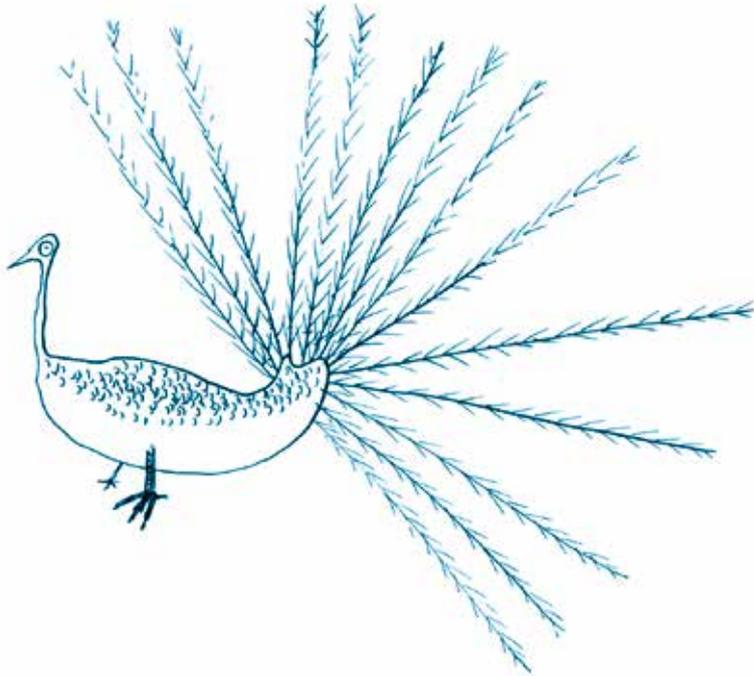
toutes façons rien qui ne soit repris. « Je vais appeler ton père, tu vas voir », « si tu continues c'est la gifle », « ne me parle pas comme ça ! », « regarde la petite fille, elle est sage, elle », « tu vois, tu as réveillé la dame ! » (« non, je réponds, ça va, je ne dormais pas » – je tentais juste une fuite par la fermeture des yeux, qui n'a pas marché elle non plus). Je suis lâche de ne pas intervenir. Je devrais intervenir. Mais je finis par voir que cette pensée-là aussi est une fuite : imaginer une possible résolution si seulement je faisais ce que je devrais faire. Cela pourrait donc être autrement, c'est juste moi qui ne fais pas ce que je dois faire. Illusion rassurante d'une potentielle puissance. Sauf qu'en vrai, les interventions que j'imagine sont toutes foireuses, car elles risquent de mettre publiquement en défaut cette mère qui fait ce qu'elle peut, et de provoquer des représailles ultérieures pour l'enfant. En vrai, je ne sais pas quoi faire dont je puisse envisager une répercussion positive, au-delà de « faire quelque chose pour faire quelque chose », c'est-à-dire pour résoudre ma tension,

et après moi le déluge. En vrai, je n'envisage rien de véritablement intelligent. La situation est ce qu'elle est. Insupportable. Et nous la supportons, parce que nous ne savons pas quoi faire pour la modifier.

Après avoir tenté une ultime fuite – imaginer que je me plains à une amie de « l'imbécillité des mères », de « la domination adulte sur les enfants », de « l'inertie des gens » – je décide de cesser de m'agiter intérieurement et d'habiter la situation. Je m'assois posément sur la banquette, puis laisse faire mon corps et mes émotions. Cela donne que mon regard se fixe obstinément sur mes jambes, pendant que mes doigts tirent consciencieusement les fils du foulard qui entoure mes hanches. Je les pose un à un sur la cuisse, bien parallèles, les lissant d'un geste obsessionnel. Un fil, deux fils, trois fils, bien alignés, bien parallèles. « Tu ne comprends vraiment rien ! » Un fil l'un sur l'autre, bien parallèles aux deux autres. « Tu es méchante ». Les trois fils l'un sur l'autre, bien superposés, on dirait qu'ils ne font qu'un. « Tu vas voir quand on sortira du train ! », « mmmmmh », « ne réponds pas ! ». Un quatrième fil, bien parallèle aux trois autres, séparer tous les fils, les aligner bien parallèles sur ma cuisse, les lisser, les faire bien droits, bien

droits. Mon regard ne se lève plus, puisque j'ai déjà vu : la mère en face ne va rien faire, les deux femmes derrière moi non plus, la petite fille tente des histoires avec son doudou, mais ne peut rien de plus. Impuissance. Mon cœur bat, je suis au bord de quelque chose, de l'action à faire mais qui n'est pas là. Mon regard est sérieux, très sérieux, soucieux, et en alerte ; tiens, c'est ce même regard que j'ai vu tout à l'heure chez la petite fille d'environ sept ans, qui elle non plus déjà ne cherchait plus notre regard. Je ne suis pas d'accord, avec tout mon être je ne suis pas d'accord et je ne sais pas quoi faire. Je sens cela, je ne fais plus que ça : sentir cela. Sentir l'impuissance.

Les fils s'épuisent, le regard va ailleurs. Dehors, le paysage, si beau entre Avignon et Marseille en ce début de soirée printanière, est sans saveur à cet instant. Je ne vois rien mais mon regard reste là. Et soudain quelque chose apparaît : un début d'arc-en-ciel. En un instant une idée me traverse : leur dire, aux petites filles, qu'il y a un arc-en-ciel, leur dire de venir voir ! Mais c'est un tout petit début d'arc-en-ciel, ce n'est pas assez pour faire un événement. Je prie, je supplie le ciel de faire un bel arc-en-ciel, un vrai, digne du déplacement. Mon regard à présent scrute le ciel intensément, et tout à coup je le vois enfin : un arc-en-ciel qui part de la terre, s'arrondit dans le ciel et disparaît dans le train. Sans réfléchir une seconde, je me tourne vers les deux petites filles : « Il y a un



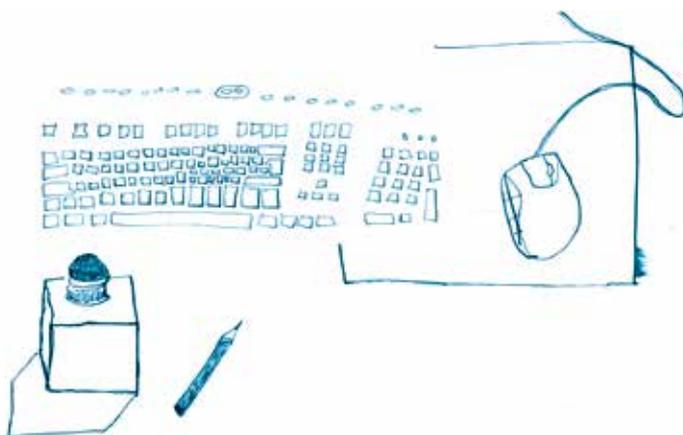
arc-en-ciel ! », comme si c'était la nouvelle du siècle. La petite fille d'environ sept ans se dépêtre de ses barres de fer et accourt. Afin de désamorcer d'emblée toute tension, je demande très vite à la mère de l'autre petite fille, qui déjà vient vers nous, si son enfant peut nous rejoindre. Les deux petites filles grimpent sur ma banquette, et nous regardons dehors, mais déjà l'arc-en-ciel disparaît...

Peu importe, les deux petites filles sont là, avec moi, la situation a bougé, la tension s'est relâchée, même si mon cœur bat très vite et que je suis essoufflée, je sais maintenant que la suite dépend réellement de comment je vais

la tisser. Je ne suis pas seule, les deux petites filles entendent bien tisser avec moi. Nous nous regardons, nous sourions, nous disons des mots, comment on s'appelle, c'est beau les arcs-en-ciel mais ça disparaît vite quel dommage ça serait bien qu'il revienne. La petite fille, dont j'apprends maintenant qu'elle a vraiment sept ans et qu'elle s'appelle Thalia, va fouiller dans son sac et en ressort un cahier et des crayons de couleur, les ramène sur notre banquette, l'ouvre et commence à dessiner un arc-en-ciel. « Ça a combien de couleurs un arc-en-ciel ? » « Oh zut j'ai pas toutes les couleurs qu'il faut, on met quoi à

la place ? » Thalia s'occupe bien de nous. Nous la suivons, ravies de cette douceur qui se déploie enfin. Mots, regards, petits rires doux, nous nous réparons doucement. La petite fille dont je sais maintenant qu'elle a vraiment cinq ans et qu'elle s'appelle Mélia, est plutôt silencieuse, mais présente, intéressée. « Oh ça se ressemble, Thalia et Mélia ! » Son corps se rapproche du mien, ses pieds viennent heurter en rythme mes cuisses, « Attention à la dame avec tes pieds ! », « Non non ça va, elle ne me fait pas mal ». Il y a toujours cette tension prête à se réactiver, qui se rappelle à nous, mais nous la dominons à présent par notre création collective de joie, la place que nous avons prise ensemble.

La mer soudain apparaît. « Mélia, regarde, c'est la mer ! » Je me retourne vivement, c'est la première fois que je l'entends dire quelque chose de gentil, une intention de partage, une joie, et je croise alors un regard rieur, le seul que j'ai croisé mais qui a existé. La mer. Nous la regardons, les bateaux, les maisons du bord de mer, les oiseaux... Puis nous revenons au dessin, maintenant je vais dessiner un paysage, je vais faire la terre, de quelle couleur est la terre ? Noire, mais non la terre n'est pas noire, ah si des fois la terre est noire, elle peut être marron, noire, rouge... rouge ?! Oui, je connais une région où la terre est rouge. De surprises en couleurs, nous arrivons à Marseille.



## TROISIÈME MOUVEMENT : OÙ JE TENTE DES PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES

L'arc-en-ciel aurait pu ne pas arriver. Il aurait pu arriver que rien n'arrive, que le train entre en gare de Marseille dans une tristesse et une tension que rien ne serait venu résoudre. Il aurait pu aussi arriver autre chose. Rien n'était donné d'avance. Mais cet événement-arc-en-ciel, je n'aurais pu le saisir si vite, si efficacement, si je n'avais pas été dans cette tension physique, cet au-bord-de-l'action absolument inconfortable. Tout en moi était en alerte, plus rien ne fuyait la situation. C'est de là que la magie a opéré.

Mais encore... est-ce que vraiment il aurait pu arriver que rien n'arrive ? C'est là tout le paradoxe. Se positionner entièrement dans ce qui est là, ne pas le fuir, le sentir, et laisser advenir l'action, donne finalement toujours quelque chose. Mais il ne faut pas le dire trop fort, peut-être même faudrait-il ne pas le dire du tout. Car l'attente d'un résultat est déjà une fuite. Sentir l'impuissance, c'est habiter pleinement le fait qu'il n'y a là aucune action possible. L'action viendra ou ne viendra pas, c'est un risque. C'est sentir ce risque plutôt que de le fuir par n'importe quel moyen.

Il y a des pratiques qui travaillent cela : habiter la situation, ne pas la fuir et laisser advenir l'acte immanent<sup>[1]</sup>. Pratique après pratique, on apprend à avoir confiance



dans le fait que « quelque chose va se produire ». Et toujours il faut revenir au point de non-savoir, sinon ça ne marche pas. C'est paradoxal quand on tente de l'analyser, mais ce paradoxe se résout dans la pratique même. C'est, pourrait-on dire, l'apprentissage d'une posture.

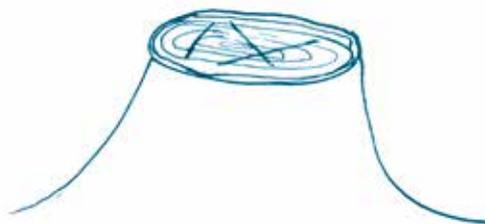
Est-il possible de travailler cette posture collectivement ? Cela pourrait-il nous amener à la capacité de sentir les événements ensemble ? Est-ce que de là émergeraient des actions puissantes et subversives, inimaginables autrement ?

Une lecture-spectacle un soir à Marseille dans un lieu artistique. Une énumération froide

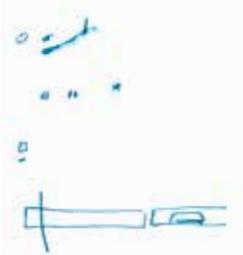
et interminable du nombre d'armes nucléaires détenues par l'URSS/Russie d'une part, par les USA d'autre part, depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. Très efficace pour sentir ensemble. Évidemment c'est insuffisant : c'est un spectacle. C'est notre façon moderne de sentir ensemble mais, après le spectacle, nous sommes chacun·e ramenée·s à nos affects personnels. N'empêche, cela indique qu'il y a des façons de faire. Si cette énumération était incluse dans une autre forme et non objet de spectacle ?

Les sorcières d'aujourd'hui nous parlent de rituels collectifs, des rituels pour se sentir

[1] Immanent : qui est en devenir dans la situation, et qui n'existe pas hors de ce devenir. Ça veut dire qu'on ne peut pas savoir à l'avance quel acte va avoir lieu.



« AURAIT-IL  
VRAIMENT  
PU ARRIVER  
QUE RIEN  
N'ARRIVE ? »



puissant·es ensemble, créer les conditions « d'accéder à notre puissance ». Le constat est fait de notre sentiment d'impuissance et une solution est recherchée pour nous sortir de là. C'est très bien, mais que se passerait-il si, plutôt, nous cherchions les conditions pour sentir notre impuissance face à ce qui nous dépasse complè-

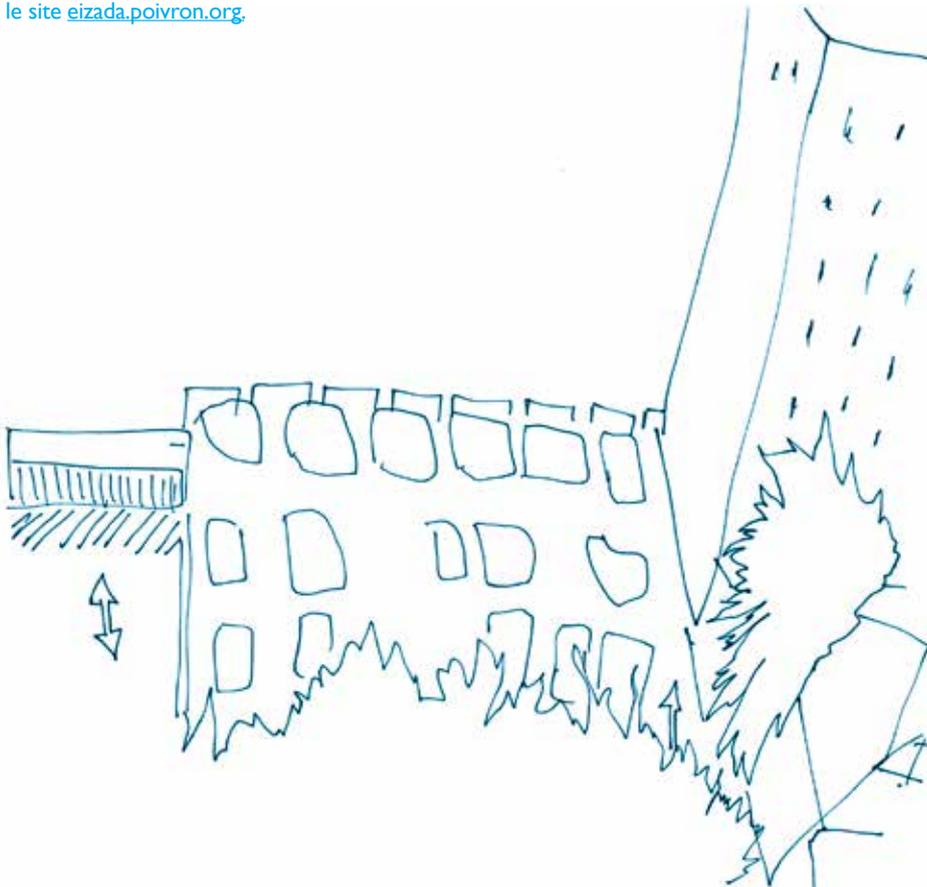
tement ? Ne rien fuir, sentir, rester là. Que se passerait-il ? Nous avons besoin de pratiques<sup>[2]</sup> qui nous familiarisent avec cela : être radicalement dans la situation, sans aucune ligne de fuite. Sentir la situation ensemble, supporter ensemble quand c'est insupportable, traverser ensemble l'impuissance

à ne rien pouvoir changer, et laisser advenir. Et réfléchir et expérimenter autour de la question : ça donnerait quoi, cette posture prise collectivement, dans la vie quotidienne et dans nos luttes ?

Qui sait, peut-être découvririons-nous que le présent a bien une issue ; en tout cas ça se tente.

[2] Les pratiques que j'explore pour ma part, comme la danse forum par exemple, sont présentées sur le site [eizada.poivron.org](http://eizada.poivron.org).

NADINE GARDÈRE  
commencé au printemps 2011  
/ laissé en jachère  
/ terminé à l'hiver 2017



En 2017 des travailleuRses du sexe, jusqu'alors membres du STRASS<sup>[1]</sup>, font scission avec la volonté de se démarquer d'une simple « mutuelle de travailleuRses » et articulent la nécessité de s'organiser collectivement et de façon transversale, avec des pratiques de lutte et rapport de force. Extraits de leur manifeste :

# PLUTÔT FILLES DE PUTES QUE FILLES DE KEUF !

## J'SUIS UNE PUTE.

Une escorte, une pute, une tapin, une putain.  
Qu'importe.

Mais une travailleuse du sexe.

Et j'aimerais que mes collègues et moi soyons entendus.

C'est peut-être dur pour vos mœurs. Mais voilà le capitalisme et le patriarcat exploitent, et exploitent autant les stagiaires, les prolos, les futures cadres, les secrétaires, les étudiantes, les infirmières, etc.

Par exemple, combien de femmes ayant un emploi « respectable » sont victimes de sexisme, de harcèlement moral et sexuel ?

Combien sont précarisées par les institutions ?

Et combien n'ont pas d'autre choix que le trottoir car elles n'ont pas de papiers leur permettant d'exercer le métier pour lequel elles ont étudié ?

Pourquoi devrions-nous en tant que travailleuRses du sexe être réduites au statut de victimes et de malheureuses ?

On nous retire trop souvent la parole en nous infantilisant, afin de décider à notre place ce qui est bon pour nous. [...]

Certes, nous sommes, parfois et par obligation financière – au même titre qu'une maman acceptant des heures de nuit pour mieux manger – menées à rencontrer des clients violents ou violeurs.

Mais après tout.

**UN CLIENT VIOLENT EST AVANT  
TOUT UN HOMME VIOLENT**

Pensez-y.



[1] STRASS : Syndicat du Travail Sexuel, créé en 2009, lire l'article : « À propos de la réouverture des maisons closes », dans timult n° 3, sept. 2010

Nous voulons l'abolition du capitalisme, du patriarcat, et de toute forme d'exploitation humaine, pour construire une société débarrassée de toute forme de sexisme, sans rapports marchands, sans classes sociales, sans oppressions. Nous voulons l'abolition du contexte économique et politique qui nous a amené à devenir travailleuRses du sexe. Comme toute activité laborieuse permettant de survivre dans une économie capitaliste, le travail du sexe est une contrainte aliénante dont nous nous passerions volontiers.

Mais vouloir abolir la prostitution avant d'abolir le capitalisme est une grave erreur politique, c'est confondre les causes et les conséquences.

Sous ce régime capitaliste, les prolétaires sont exploités. Sous ce régime hétéropatriarcal, les femmes sont exploitées. Sous ce régime raciste, les passages de frontières sont exorbitants. Être une femme et une prolétaire signifie être doublement exploitée, et être raciséE est une oppression supplémentaire. D'autres situations peuvent aggraver cette oppression systémique comme la transidentité. [...]

C'est par la solidarité avec toutes les personnes minorisées que nous aurons la force de lutter contre les violences qui nous sont infligées quotidiennement.

Qu'il s'agisse des luttes transpédégouines, ou concernant toutes les personnes minorisées, nous soutenons l'approche féministe intersectionnelle, et considérons les luttes contre les minorisations

comme une seule et même lutte à considérer dans sa globalité pour renverser le patriarcat et le capitalisme. Les stigmates qui appuient chaque forme de discrimination renforcent la précarité qui nous mène au tapis.

Le stigmate de pute pèse sur toutes les femmes et particulièrement les plus précaires, et aggrave toutes les autres stigmatisations.

C'est en luttant contre le stigmate de pute que nous améliorerons le quotidien de toutes les femmes. Nous ne sommes pas particulièrement fièrEs de notre travail plus qu'un autre mais nous n'avons pas non plus à en avoir honte.

### **NOS CORPS, NOS CHOIX**

Que l'on s'auto-exploite ou bien que l'on soit exploitéE dans l'industrie du sexe, que l'on ait choisi ou pas ce travail, que l'on ait des conditions correctes ou insupportables, dans tous les cas cette exploitation nécessite un rapport de force qui ne peut exister qu'au travers du syndicalisme autogestionnaire, et par la solidarité avec les syndiquéEs des autres industries.

### **L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURSES DU SEXE SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURSES DU SEXE NOUS-MÊMES, ET DE PERSONNE D'AUTRE**

C'est aussi en luttant contre les frontières que nous unissons les exploitéEs de tous les pays. Les restrictions migratoires tuent chaque jour et les réseaux illégaux sont la conséquence directe de la fermeture des frontières. La privation de papiers est à l'origine de la traite dans tous les autres corps de métiers : sexe, bâtiment, textile, agricole, nettoyage, etc.

Le code pénal punit toute personne qui « aide, assiste ou protège » unE travailleurse du sexe dans son activité, même si elle n'en tire pas profit. UnE travailleurse du sexe qui donne des conseils de sécurité ou de prévention à unE autre travailleurse du sexe ou qui lui explique l'échelle des prix des passes peut être condamnéE pour proxénétisme. L'article 225-5 assimile à un proxénète toute personne qui vit avec unE travailleurse du sexe sans pouvoir justifier de ses revenus, comme un conjoint, un enfant majeur vivant encore chez sa mère, ou dont la mère finance les études. [...]



Nous nous opposons à l'ingérence de l'État dans notre travail, dont il ne fait qu'augmenter le danger et la difficulté. [...]

- Pour une éducation populaire adaptée à tout âge à la sexualité et au consentement
  - Contre le stigmate de pute qui touche toutes les femmes
  - Contre toute forme de gestion étatique de l'activité des TDS, contre le réglementarisme
  - Pour l'accès inconditionnel à la santé
  - Pour l'accès au changement d'état civil et à toutes les revendications des personnes trans
  - Pour le retrait de la mention « sexe » sur les papiers d'identité
  - Pour l'abolition du sexe civil et du genre
  - Pour la régularisation inconditionnelle de touTEs les sans papierEs
  - Pour l'abolition des papiers d'identité et des frontières
  - Pour l'abolition du patriarcat, de l'hétéronormativité, et du capitalisme.
- Plutôt filLEs de putes que filLEs de keuf !

LE SYNDICAT CNT-TDS 31  
Confédération Nationale du Travail - TravailleurSes Du Sexe 31



# EMBARCATIONS

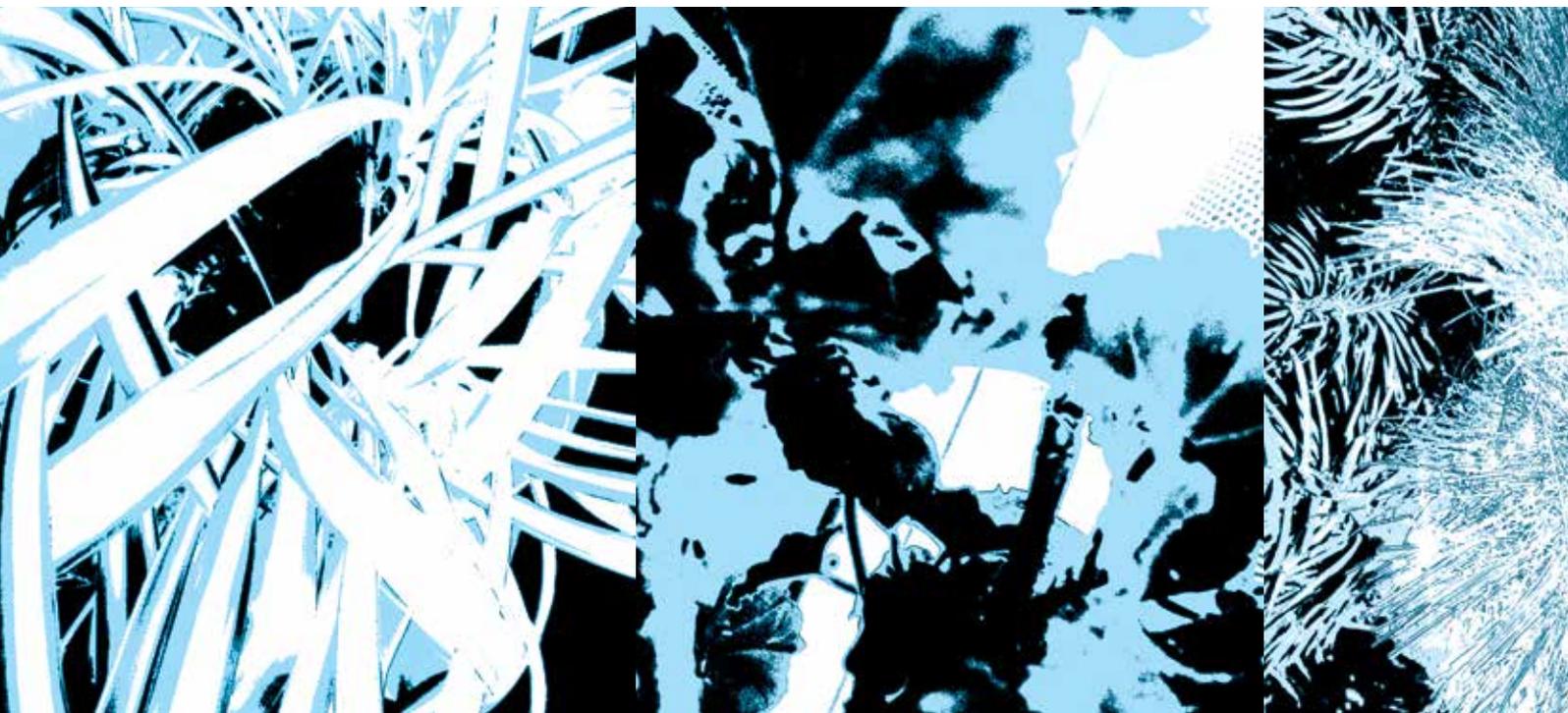
## Camion-benne

– Hé ?  
 – Quoi ?  
 – J'ai envie de leur dire que c'est important...  
 – Quoi, qu'est-ce qui est important ?  
 – Ben tout ça là.  
 – Pourquoi tu veux leur dire ?  
 – Pour que ça existe enfin en vrai, pas juste dans ma tête ou comme si je faisais exprès. Comme ça on pourra vraiment en parler.  
 – Mais tu crois pas que ça va les faire flipper ?  
 – Et alors ?  
 – Comment on fera ?  
 – Comme d'habitude, on avancera.  
 – Mais tu veux qu'on leur dise tout !?

– Nan, pt'êtré pas quand même... Mais bon de t'façon c'est comme les histoires de cul, c'est bien rare qu'on les raconte dans les détails...  
 – Mais... tu crois pas que ce sera encore plus dur ?  
 – Non, j'crois pas. Au pire, ce sera à leur tour d'être mal à l'aise, et ça franchement... j'm'en fous ! Tu préfères que ça reste toujours toi, moi, nous, qui flippions ?  
 – Non bien sûr, mais j'sais pas... ça me fait peur. Si c'était entendu... vraiment entendu j'veux dire, alors peut-être que tout deviendrait possible... et ça... j'en ai envie mais... mais ça fait peur...  
 – J'comprends : *faut pas déborder, pas se laisser déborder, tenir sa place, faire ce qu'il faut...*

*pour vivre heureux-ses vivons caché-e-s !... Mais il en vient toujours, et toujours des il faut à tenir, des mais c'est pourtant simple, des mais regarde tout le monde y arrive...*

Tu n'veux pas juste ouvrir une porte, même toute petite ? Si ça se trouve quand on pousse la porte, les forces s'inversent...  
 – Arrêter d'avoir honte ? de faire semblant, de faire profil bas, de fuir les yeux... Lever la tête. Desserrer les dents.  
 – Un geste c'est un risque. Mais des fois les risques, il faut les prendre. Tu te souviens de l'histoire que tu m'as racontée, la fois où t'as eu l'impression que tout s'ouvrait ?  
 – Ah ouais... C'était comme d'avoir vécu toute ma vie dans une caisse toute petite,



# COQUILLETTES

## avec le romantique

où on m'avait répété *si tu rentres là-dedans je t'aime et mais regarde c'est simple, tout le monde y arrive*. J'avais passé tout mon temps à essayer. Jamais j'avais pensé à faire autre chose. Puis il y a eu un jour où quelqu'un·e a osé dire *moi quand ça va pas je*, a osé dire *moi des fois j'ai pas envie de me lever*, a osé dire *moi des fois j'comprends pas*. Et ça a pas fait un trou dans le tissu du monde... Personne ne lui a jeté des pierres... On peut dire *je ne suis pas conforme* ; on peut dire *moi quand ça va pas je* ; on peut dire *des fois j'sais pas comment faire* ; on peut dire *des fois je me dissous* ; on peut dire *des fois je suis en échec et mat*. Et le monde ne s'effondre pas.

Un jour t'essaies, et bim tu te rends compte que t'es pas seul·e hors de la caisse, pas seul·e à avoir des bleus partout à force de te plier, et que même t'as le droit de vivre autrement, avec ta forme toute bizarre. – Ouais, c'est fou comme quand c'est plus tabou, au lieu de se planquer et d'inexister, on se met à partager... Ça change tout. Tu sais, moi je suis déjà allée dans un endroit où on faisait ça : se raconter nos trucs... Ça m'a vraiment aidée, changée. C'était incroyable ! C'était... c'était... comment expliquer la douceur de voir chaque personne dans son état du moment ? Comment dire que dans chaque discussion, un mot, une phrase m'éveillaient quelque part et résonnaient longtemps ? Comment expliquer

que chaque semaine voir de la continuité douce ou dure, était ce qui me tenait ? Parce que tout à coup dans cette salle s'animait toute la vie des possibles et des variations. Parce que quand lundi, A. était en passe de crever tandis que J. jubilait, alors se formait un filament magique. Et quand le lundi suivant, A. se relevait un peu, H. et P. s'écrasaient, M. arrivait, X. avançait, et R. s'élevait, alors tout prenait sens. L'important était là, quels que soient les contours, l'avant, ou l'après... C'était juste là, sous mes yeux, que ça se passait. Alors j'ai compris que les choses peuvent être dures mais avoir un sens. Que parfois il faut seulement avancer. Il faut garder du mouvement. Le mouvement est vivant. Et en étant vivant, on peut passer à travers et continuer. Simplement ça...

« *Un trou dans le tissu du monde* »



– Les yeux retrouvent la vue et la peau ses ressentis...

– L'horreur s'éloigne, les couleurs reviennent, le mouvement reprend.

– Mais quand même... cette douleur-là, dedans, autour, partout... ! J'ai toujours pas trouvé comment penser tout ça pour que ce soit vivable.

– Pt'être juste parce que ça ne l'est pas... vivable...

– ... Ce qui me paraît fou c'est qu'on soit toujours là, en vie ! Où est-ce qu'on trouve la force de surmonter tout ça presque chaque jour et souvent incognito, pour tenir dans ce monde ? Tout ce qu'on fait en plus de la « vie normale » à longueur de temps... À quoi ça tient ?!

– Même quand on n'en peut plus, y'a encore quelque chose qui nous pousse à continuer. J'sais pas, c'est comme... une force de vie incroyable qui lâche pas le morceau, un petit bout de nous qui refuse la fin ou... une hargne violente, quelque

chose à prouver... à trouver... un mélange de tout ça ?

– Tu sais, des fois quand je me réveille le matin j'ai comme un doute, je me demande *mais qui est vraiment normal-e, bien portant-e, sans bug ?* Alors je regarde par la fenêtre pour trouver des réponses, me rassurer, mais ça n'fait qu'empirer mon doute parce que je ne trouve personne. Chaque fois j'en arrive à la même conclusion : tout le monde est givré.

Je pense qu'on est tou-t-e-s buggué-e-s mais pas de la même manière. À partir de là... il y en a qui sont stigmatisé-e-s et d'autres pas. C'est ça qui nous met en porte-à-faux, parce qu'on a le choix entre s'adapter à des normes absurdes (et tout autant bugguées !) ou être perdu-e-s.

– Oui mais quand même... y'a des choses dont on est capables et d'autres pas, et ça des fois ça nous refuse l'accès à certains trucs.

– Ouais ça rend la vie plus compliquée, mais c'est pas une raison pour être jeté-e-s à la-poubelle-des-inutiles... ! Si nous aussi, on se met à croire qu'on ne vaut rien parce qu'on ne rentre pas dans les normes du moment, alors on est fichu-e-s. Faut qu'on y croie assez pour oser bricoler le monde, faire nos chemins ! Officiellement on dit qu'il faut faire *ci* avant de faire *ça*, certes, mais peut-être que moi je ne saurai jamais faire *ci*, alors que *ça* je le fais depuis des années...

Je crois vraiment que ne pas être givré-e-s de la manière officielle-validée-normale, ne nous rend pas inaptés en soi. En fait, j'crois qu'y a deux trucs... Y'a comment on est dans nos têtes et nos corps. Et ça, ça varie et c'est plus ou moins douloureux. Et puis y'a comment une société décide ou non de faire de la place aux différentes manières d'être et de ressentir. Et ça, c'est franchement différent selon les



sociétés, parce que par exemple il existe des endroits où c'est plutôt un signe de bonne santé d'entendre des voix.

– Mmh. Ça me fait penser que même si je tente encore de correspondre à toutes ces normes, j'ai fabriqué tout un monde qui me tient, en parallèle. D'abord il y avait des bouts de lectures, de discussions, de messages laissés par d'autres extraterrestres pour pas s'perdre. Puis un jour j'ai tilté. Je me suis dit *ce que j'écris tout le temps, ce que je fais tout le temps comme petits arrangements pour tenir, c'est ce que je fais de mieux. Mieux que tout ce que je fais parce que je dois le faire. Oui je pense d'une manière particulière, et j'aime beaucoup les pensées particulières dont il y a des indices un peu partout dans le monde. Et oui, je m'amuse plus avec quelques livres qui viennent de martien-ne-s, ou quelques discussions avec des ami-e-s ou inconnu-e-s extraterrestres, que dans des journées, des mois, ou*

*des années, avec des personnes parfaitement adaptées à ce monde étrange. Ça fait de la place pour penser, désirer, vivre, jouir de plein de manières différentes. Ça réouvre les horizons, plein. Parce que sinon des fois on s'ennuie vraiment trop pour continuer. Peu à peu je me suis dit que si j'étais contente que ces personnes existent, incroyables comme elles sont, alors d'une certaine manière j'pouvais imaginer que moi aussi c'était bien que j'existe... J'avais le droit d'exister.*

*Je voudrais ne plus avoir peur de moi, de ce que je veux, de ce dont je suis capable. Je voudrais me faire confiance. Arrêter de me demander si j'ai le droit d'exister. Cesser de vivre à demi.*  
– En tout cas, ouvrir une porte, j'ai envie de le faire. Pas parce que je détiens une vérité ou que d'un coup j'espère avoir une place et être comprise. Juste parce que j'en ai besoin. Ça peut plus continuer comme ça. Imagine tout ce que ça changerait si d'un coup parler de sa santé mentale était aussi facile que de parler de n'importe quoi !... Arrêter

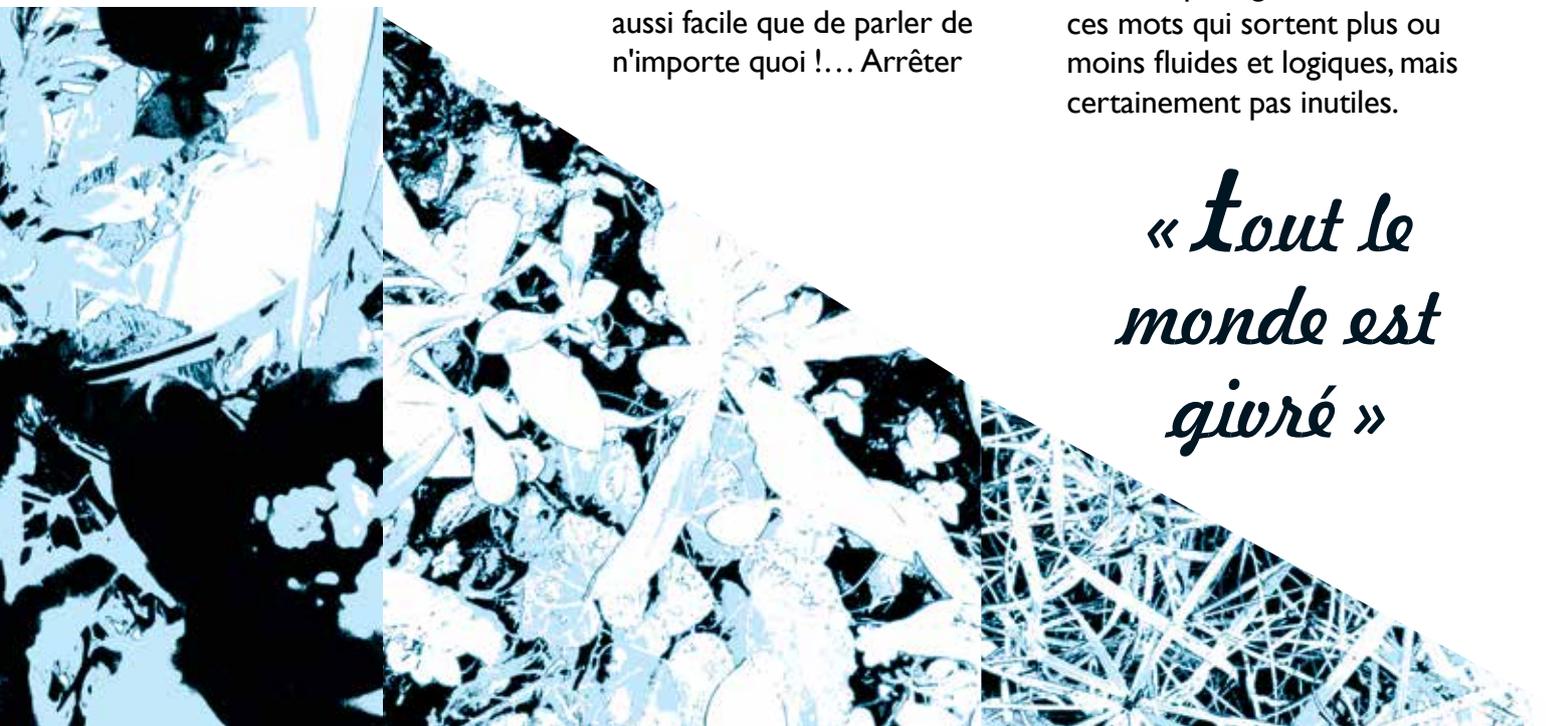
d'avoir honte d'être une personne tellement bizarre ! Imagine, si d'un coup chaque personne qui vivait les choses un peu différemment ne se demandait plus où est sa place, ni si elle est légitime d'être là. Que simplement elle osait enfin être ce qu'elle est, sans plus se sentir en danger d'exister au grand jour, ou de parler avec d'autres.

– ... Ne plus laisser de place à cette sensation immonde de tomber tomber tomber, et que rien ni personne ne peut nous aider... À l'impression qu'il faut se réparer tout-e seul-e, et qu'il faut être à la fois la personne en train de tomber, et celle en-dehors de l'image en train de la rattraper.

– Mutualiser nos astuces, nos tactiques. Mutualiser les trucs qu'on s'est inventés au fur et à mesure pour tenir. Parce qu'on a tou-te-s cherché des pistes, des bouts d'ficelle qui pourraient suffire pour redémarrer quand nos batteries sont vides et nos cœurs creux.

– Qu'on partage enfin tous ces mots qui sortent plus ou moins fluides et logiques, mais certainement pas inutiles.

*« Tout le monde est givré »*



– Ces paroles qui lancent des ponts entre les pensées. Ces paroles qui heurtent, qui raclent, qui aident à penser. Elles aident à voir l'avenir, à passer l'instant, à voir plus que juste le bout pourri.

– Sentir qu'on est pas seul·e·s dans cette lutte pour la vie, dans cette violence, dans ce brasier qui nous déchire et nous brûle l'intérieur.

– J'ai appris une chose, c'est que la vie redémarre. Les sentiments changent, et la vie redémarre.

Certains jours comme des traversées. Tout doucement une chose après l'autre, un moment après l'autre. La journée comme une petite barque ou un kayak de mer au milieu des blocs de glace, tout doucement se faufiler, content·e, en évitant les chocs pour pas couler à pic... *Tiens, un phoque...!* Continuer à chercher et dans le moindre interstice, se dorer le cœur pendant qu'il est temps.

– Partager tout ça pour lire et vivre les choses autrement.

Pour que de cette douleur quotidienne sorte quelque chose. Pour que cette violence n'ait pas été vaine.

– Chercher des souvenirs, des ressentis, des repères, des musiques...

– Fabriquer des choses, ouvrir des espaces...

– Si la musique nous aide, alors on fabrique une compile magique et à chaque fois que ça vrille on cale son mp3 sur ses oreilles et on appuie sur *on*.

– Si des racines nous manquent, alors on fabrique des bracelets lestés et on se les accroche au corps pour sentir nos muscles bouger.

– Si nos yeux n'en finissent pas de voir tout en moche, alors on prend un carnet, un stylo, et chaque soir on écrit trois trucs-qu'on-a-aimés-aujourd'hui. Parce qu'on peut pas grand-chose, mais reformater notre cerveau pour qu'il voie et sente un peu plus le plaisir, ça oui.

– Ça me donne envie de hurler. Ça devrait être des évidences ! Ça aiderait tellement...

– Ah ça oui, ça aiderait ! Parce qu'il faut bien le dire, c'est vraiment infini comme truc.

On dirait que chaque nouveau micro-événement recharge la machine et hop, c'est reparti pour un tour, le cerveau vrille à n'en plus finir !

– Le seul moyen pour l'enrayer, c'est de trouver des parades et des diversions à chaque instant.

– Échafauder des ruses encore et encore, devenir aussi inépuisable que lui.

– Utiliser des ressources collectives quoi ! Parce qu'en termes d'inépuisables...

Sinon quoi, rester seul·e dans son coin parce qu'on se sent tout·e pourri·e ? Obéir aveuglément à tout ce que le premier « spécialiste » venu, dit savoir mieux que nous ?

– Non pas question ! Ce qu'il nous faut, c'est des rattrapeuses de cerveau, des bouillottes de cœur, des ressorts à humeurs !



Il nous faut une boîte à outils géante pleine de bric et de broc, des kilos et des kilos de ruses en tous sens ! Il nous faut un énoooooorme camion-benne-AVEC-remorque, rempli de tactiques !!!!!!!

– Parce que chacun·e de nous ressent les choses différemment et trouve les outils qui lui sont propres. Parce que chacun·e de nous en chie à sa manière et est bien obligé·e de faire avec. Parce que chacun·e de nous a ses propres peurs, ses propres angoisses, ses propres démons et que parfois si on en parle tout haut, quelque chose change à jamais. Parce qu'être seule avec ses merdes c'est bien plus dur. Parce que pouvoir parler sans crainte d'être prise une fois de plus pour un·e taré·e bizarre, ça n'a pas de prix. Parce qu'il n'y a pas de solution miracle, juste des tas d'bouts de ficelle qui, mis côte à côte, peuvent former une corde solide où s'accrocher quand ça secoue. Parce qu'il y'a pas de recette magique et quand la

douleur est insupportable, ce n'est pas entendable. Parce que c'est utile de se faire répéter par ses pair·e·s que ça va aller, qu'on va la traverser. Parce que c'est quand j'ai pu voir que je n'étais pas la seule à hurler, que la douleur s'est enfin un peu apaisée. Parce que ça fait tellement mal que je refuse de devoir en plus lutter pour qu'on me croie quand je parle. Parce que quand j'ai envie de crever j'ai besoin de pouvoir le dire sans qu'on flippe pour moi ou qu'on me fasse hospitaliser d'office. Parce que j'ai envie de pouvoir dire que j'entends des voix, que je suis parano, que je parle avec mes morts, que je hurle de l'intérieur, que je sens des présences, que je revis cette scène encore et encore, que j'ai peur d'être heureuse, que je ne sais pas vivre dans cette société, que je ne veux pas voir le corps médical, que je veux l'aide d'une psy, que j'ai besoin de voir mes ami·e·s chaque semaine pour tenir dans cette vie. Parce que mes stratégies ont des limites et que

mon corps et ma vrille n'en ont pas. Parce que je comprends rien et certainement il n'y a rien à comprendre. Parce que j'ai besoin de réfléchir les choses autrement. Parce que j'ai besoin de voir d'autres personnes vivre malgré tout ça.

– Faire contrepoids, contreforce,  
– face à cette société qui nous renvoie constamment nos différences dans la gueule, sans jamais se questionner sur ses propres normes et cases étriquées.  
– Sentir enfin tout mon corps respirer,  
– parce que ça m'aide à penser,  
– parce que ça m'aide à agir.  
– Comme une bulle d'air non négociable,  
– une bulle d'air indomptable.  
– Tou·te·s seul·e·s ou à plein, ouvrir et partager,  
– que d'autres personnes qui vivent ça ou pas, y aient accès.  
– Moi c'est sûr, je retournerai pas dans la caisse... pas moyen !  
– Et il est sacrément temps qu'on nous écoute....  
– ... avant qu'on se mette à insister.  
– La tête baissée... c'est terminé !

OCTAVE & IURI

*« des bouts d'ficelle  
mis côte à côte comme  
une corde solide où  
s'accrocher »*

**On a envie de continuer encore et encore à lire et écrire sur nos expériences de neuroatypie/santé mentale. On trouve ça précieux, on en a besoin. Alors on te propose un truc : écris, diffuse, et fais-le savoir !**



# TANT QU'IL Y AURA DES MORTÉS

– Vous nous avez appris plein de choses. Mais rien autour de la mort...

– Bah... Ça ne s'apprend pas vraiment, il faut le vivre.

– Je suis en colère. Surtout contre toi. Parce que tu m'as appris qu'on peut parler de tout. Et là, je ne sais pas vraiment comment faire.

– Je veux bien entendre ce que tu dis mais je ne trouve pas ça très juste vis-à-vis de moi.

– C'est comme ça. Parfois, c'est bien de savoir quoi faire. Ce qui fait du bien. Et là, je ne sais rien de rien. Je suis vénère. J'ai envie de tout péter !

– On peut en causer et je peux aussi te montrer ou dire ce qui se fait chez nous, t'en feras bien ce que tu veux.

– Je vais réfléchir.

Mourir ! Partir ! S'envoler ! Quitter, s'en aller. Décéder. Se donner la mort. La mort ! Une mort ! Des morts !

Celles oubliées : qui nous affectent puis s'estompent avec le temps. Celles qui nous habitent. Celles appréhendées et qui font place à la peur. Celles qui sont tabou : celles dont personne ne s'autorise à parler. Celles cachées. Celles qui embarrassent et laissent place à la culpabilité. Celles qui vident et épuisent. Celles qui brassent. Celles qui réveillent des souvenirs profondément enterrés. Celles qui remuent. Celles qui braquent. Celles qui alertent. Celles qui vivent. Celles qui font place aux fantômes, aux esprits : pour poursuivre une rencontre. Celles incinérées et enterrées pour avoir des espaces où se recueillir. Celles vécues en silence, dans la solitude. Celles qui laissent sans voix. Celles qui font place aux chants et bouffes interminables.



« OÙ SONT  
DONC PASSÉS  
NOS RITUELS ? »

## EMBARCATIONS

- J'ai un cancer.
  - Tu n'as jamais été malade, comment peux-tu avoir un cancer ?
  - Il est là, je t'assure et il me tuera dans quelques semaines !
  - Aucune alternative ?
  - Tu rigoles ou quoi ? Aucune alternative à quoi ? À la mort ?
- J'ai un cancer de la peau et je vais crever.
- Métastasé ?
  - Oui. Et je ne veux pas de chimio !
  - En quoi puis-je aider, filer la main ?
  - En restant toi-même. Et si tu te le sens, en m'aidant à l'annoncer aux enfants et à ton frère.
  - Ok.
  - Je veux mourir chez moi. Hors de question que ça se passe dans un lieu aseptisé.

Crispations, envies d'oublier et de vite passer à autre chose. Place aux prières, sacrifices et recueils !

Où sont donc passés nos rituels ? Ces espaces-temps où il est possible de régler ses comptes, se retrouver, se souvenir... se mettre en colère, être triste ou nostalgique. Où sont passés les gestes intimes et collectifs quand ce sont des copains et des copines de lutte qui meurent ?

Des rituels qui permettraient d'accepter et de dealer avec les traditions ? Ont-ils jamais existé ?

Place au deuil ! ?

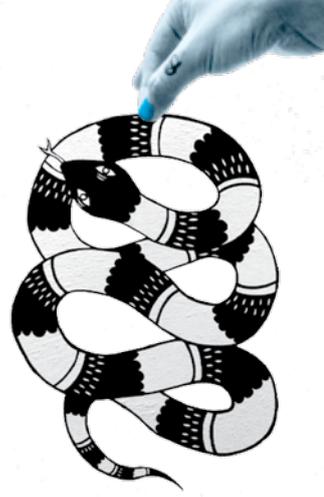
Ça vaudrait le coup, si on n'en a pas sous le coude, d'en inventer ; seul-e ou à plusieurs. Passer l'étape avec des gestes et des paroles. Ne pas faire semblant en retournant dans la course de la vie, comme si de rien n'était. Où être sûr-e de ne pas en avoir besoin.

Ça vaudrait le coup de demander autour de soi. De trouver des lieux où se reposer, se ressourcer. Parfois pendant un court laps de temps, parfois pendant des mois et des mois.

Ça vaudrait le coup de prendre son temps. D'entendre la douleur, la colère, la tristesse et les envies qui ne collent pas aux habitudes, à nos gestes du quotidien.

Très longtemps dans ma vie, j'ai voulu être forte malgré moi-même. Après tout, ça fait partie de la vie. Comme quelque chose qui me dépasse. Ou une stratégie de survie. Vite digérer et passer à autre chose. Continuer la vie comme si rien ne s'était passé ; travailler, voir des amies, continuer de militer avec des gens qui me sortent par les trous de nez, ce qui me demandait un effort supplémentaire pour les supporter.

À la mort de ma sœur, j'ai réalisé qu'en fait le temps ferait son travail. Pendant quelques jours je ne savais ni de quoi j'avais besoin, ni de quoi j'avais envie. Happée par les formalités administratives, les rituels et cérémonies qui font du bien. Réaliser. Habitée par le vide. Ne pas avoir envie de faire avec la réaction des autres. La dégoulinance parfois insupportable. Filtrer. Pas envie de recevoir d'appels. Être en rupture de communication intense avec le monde extérieur. Déconnecter. Choisir à qui le dire. Comment le dire ? Solliciter des personnes très proches pour le faire. Parce que pas la force. Pas l'énergie. Et c'était pas grave ! Le besoin implicite, parfois difficile à nommer, à expliciter : prendre mon temps ! Être entourée de personnes de confiance, sans être envahie. Dormir des heures et des heures, une fois le sommeil retrouvé, peut-être pour digérer un peu. Écrire. Et vivre des temps précieux avec celles qui l'ont connue. C'est en parler de temps en temps. De la mort. Du suicide. Être habitée par le vide et la tristesse ! Et l'accepter. Vivre des choses simples, avec des personnes simples, où les relations sont faciles.





Il y a les morts jetées sur un fleuve. Les morts violentes. Les morts poétiques. Les morts attendues et préparées.

Et qu'en est-il de la disparition des objets qu'on affectionne ? Sont-ils comptés pour morts ? Un bout de tissu dans lequel j'ai été portée. Une guitare qui reste silencieuse après la mort d'un compagnon de jeu. Un poste de musique vieux comme le monde, chouchouté. Un stylo préféré. Une paire de chaussures usées. Presque rien : une théière, un bijou, un outil de bricolage, une tente, une photo, un CD, une bougie allumée quotidiennement, un tapis de prière venu de loin... un livre !

À quel moment s'en sépare-t-on, si on s'en sépare ? De quoi sont chargés ces objets ? Ont-ils une âme ?

Quels sont les espaces d'échanges possibles pour aborder les appréhensions, les émotions et vivre un choc/une faille spatio-temporelle/des incompréhensions ?

En janvier 2013, un ami d'enfance et de toujours meurt. 26 ans. Il s'ouvre les veines dans sa baignoire un matin d'hiver. Suicide. Il laisse un mot sur sa porte, quelques post-it et trois lettres adressées à trois personnes. Cette mort, je le découvrirai très vite, créa un chaos dans notre entourage commun. S'en suivirent les conflits autour de l'inciné-

ration. Il sera finalement enterré malgré les demandes faites lors de son vivant. Et puis la répartition des affaires... Disputes à n'en plus finir ! « Pourquoi un tel acte ? » reste la question présente dans la famille et souvent amenée sur la table.

Le fait de préparer et d'organiser sa propre mort est-il recevable ?

« Mes condoléances », « Je suis désolée », « Ille avait quel âge ? », « Chienne de vie »... Formules classiques qu'on a pas vraiment envie d'entendre lorsqu'elles sont vides de sens. Il vaut mieux laisser place au silence !

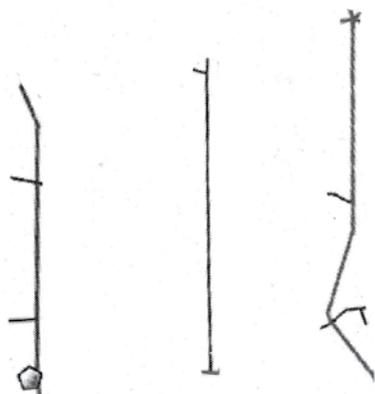
Nier. Accepter. Faire avec.

Et puis toutes ces morts qui changent de la surprise, de l'accident ou de l'inattendu. La maladie par exemple. Je pense aux maladies qui parfois laissent chez certaines personnes le temps d'anticiper les derniers instants/moments de vie. Le choix de mourir d'une manière ou d'une autre.

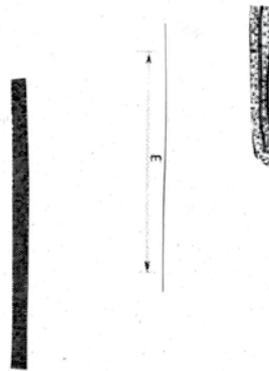
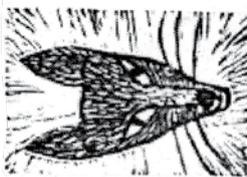
Est-il possible de préparer et d'organiser sa propre mort ? Tout en échappant à des attitudes larmoyantes ou de bienveillance mal placée ?



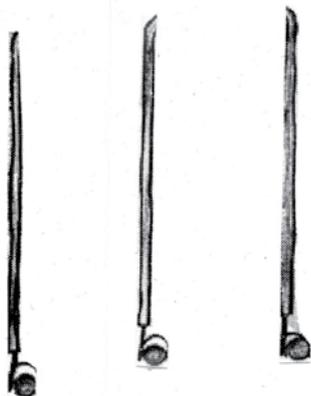




TIMULT | NUMÉRO 7 | SEPTEMBRE 2013  
<http://timult.poivron.org>



TIMULT | NUMÉRO 8 | SEPTEMBRE 2014  
<http://timult.poivron.org>



TIMULT **NOTES DE LECTURE**

<http://timult.poivron.org>



TIMULT | NUMÉRO 9 | MARS 2016  
[timult.poivron.org](http://timult.poivron.org)

# PRIÈRE DE COUP DE GUEULE



À toi qui lis ce texte,  
J'ai toujours eu ce souhait vain que  
tout soit toujours simple ;  
De nommer les choses  
D'arrêter de ne penser qu'à notre  
petit nombril  
En partageant ce qu'on sait ;  
Nos rites, habitudes, gestes  
Qu'on parle d'amours, de vie et de  
morts  
Qu'on parle d'enterrement,  
d'incinération,  
Qu'on anticipe quand la personne  
concernée le demande  
Et se le sent  
Qu'on prenne les devants sans  
s'affoler  
Sans en faire tout un plat  
Qu'on s'arme face à ce truc auquel  
personne échappe  
Qu'on se renforce quand une  
connaissance commune,  
Amie, sœur, amante, copine...  
Meurt brutalement  
Qu'on soit disponibles les un·es pour  
les autres  
Sans s'étouffer  
Qu'on fasse des feux, qu'on écrive,  
qu'on se taise pendant quelques jours,  
Qu'on se masse  
Qu'on bouffe, gueule, chante, danse,  
qu'on rie fort  
Qu'on pleure à chaudes larmes  
Qu'on laisse tranquilles ceux qui  
restent  
Qu'on soit présent·es  
Qu'on abandonne les formules de  
politesse  
Qu'on attende ensemble  
Qu'on partage des souvenirs, des  
anecdotes  
Qu'on fasse vivre la personne à  
travers notre mémoire vive  
Qu'on plante des fleurs, des arbres,  
des légumes

« LAISSER DE LA  
PLACE AUX MORT·ES  
DANS NOTRE MONDE  
DE VIVANT·ES »

Qu'on parle à la lune  
Et au soleil  
Qu'on brûle du papier  
Qu'on médite  
Qu'on jeûne  
Qu'on parte en quête de solitude  
Qu'on regarde trotter les aiguilles  
Qu'on remplisse les carnets d'encre  
Qu'on se lave à l'eau de mer ou de  
rivière  
Qu'on ne fasse pas semblant  
Qu'on laisse de la place aux mort·es  
dans notre monde de vivant·es  
Qu'on parle de mort  
Qu'on parle aux Mort·es  
Aux absent·es  
Qu'on se sente suffisamment solidaires  
Qu'on soutienne  
Sans décider à la place des autres  
Qu'on vive le deuil à notre rythme  
Qu'on accepte  
Qu'on pète les plombs  
Qu'on lâche prise  
Qu'on s'habille de noir ou de fluo  
Que la vie reprenne son court  
Avec ses mouvements intérieurs.

# Morts de rue, rendre visible

« C'est chouette comme  
nom, la *Gueux-Pride* »

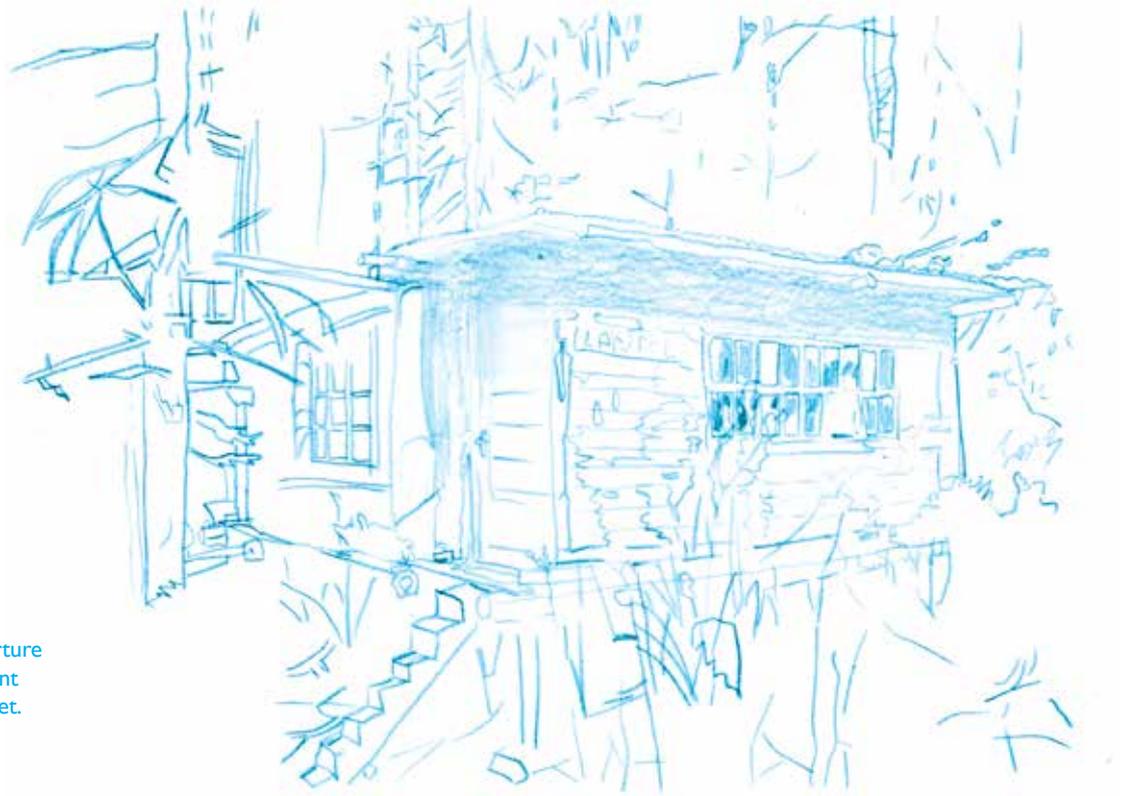
Moi, je m'appelle T. et je ne supporte pas les cérémonies, tu sais, quand des personnes critiquent les gens de leur vivant et les mettent sur un piédestal une fois morts. C'est vraiment de l'hypocrisie. C'était déjà pour cette raison que je n'étais pas allée à l'enterrement de ma grand-mère... *Morts de rue* ? C'est un groupe qui veut rendre visible que la rue tue, que les gens qui vivent à la rue meurent, parce que la rue c'est dur. Tu n'as qu'à lire le dernier tract, c'est très bien résumé : « Chaque année, des personnes meurent dans la rue ou des conséquences de la vie à la rue. En 2016, 500 morts ont été recensés en France – ils sont sans doute trois fois plus nombreux en réalité. Ils et elles avaient 49 ans en moyenne, soit 30 ans de moins que l'espérance de vie nationale ». Les gens qui vivent dehors ont beau être visibles, en pleine rue ils restent invisibles. Et quand ils meurent, on ne sait même plus qu'ils ont existé. Ce tract, c'était pour la commémoration des morts de la rue, le 3 juillet dernier, au centre-ville. Moi, j'ai participé à quelques réunions mensuelles pour préparer cette commémoration mais je n'y suis pas allée. Ça me faisait trop

d'émotions... Quand des gens sont là alors qu'ils ne devraient pas. Ça fait monter la colère, tu comprends. Et la tristesse aussi.

Les réunions de *Morts de rue* se déroulent les derniers jeudi du mois, au local de *Point d'Eau*<sup>[1]</sup>, entre midi et deux. Tout le monde est bienvenu·e. Derrière le collectif, il y a aussi une association, pour gérer les histoires de sous. On répertorie donc les décès de personnes qui sont passées par la rue pour les rendre visibles. On fait aussi le lien avec les collectifs qui font la même chose ailleurs : à Paris, ça s'appelle *Morts de rue Paris*, et à Marseille, c'est *Morts de la Rue* ou *La goutte d'eau*, enfin je ne sais plus.

Une des actions importantes du collectif est d'essayer de faire respecter la volonté des personnes, leur souhait d'incinération ou d'autre chose, si elles se sont confiées, si elles ont dit ce qu'elles voulaient de leur vivant. Par exemple, G. a été rapatriée en Algérie, parce qu'elle voulait être enterrée à côté de sa maman. Aussi, le collectif essaie de faire respecter les *interdictions*, quand les défunt·es ont laissé des instructions concernant des personnes précises qu'elles ne veulent pas voir à leurs propres funérailles, parce qu'elles sont fâchées,

que ces personnes leur ont fait du mal... même si empêcher des familles d'être présentes, c'est vraiment plus dur que de bloquer d'autres gens. Dans d'autres situations, le collectif essaie au contraire de retrouver les familles. Et puis de trouver de l'argent si les proches n'en ont pas... Je ne sais pas exactement comment le collectif trouve l'argent mais en tous cas, je ne crois pas que ce soit un gros budget. C'est plutôt une petite caisse de solidarité. Ensuite, *Morts de rue* essaie d'accompagner les proches. Par exemple, le collectif a été là avec les filles de G. et ça a sans doute permis de renouer des choses. G. était en souffrance par rapport à ses filles, de s'être éloignée et tout. Elle avait réintégré un appartement



[1] Les associations et structures citées dans ce texte sont toutes dans l'agglomération grenobloise. Vous trouverez facilement leurs horaires d'ouverture et plus d'infos en tapant leurs noms sur Internet.

mais elle s'y sentait mal... Et puis elle était prise dans des dépendances... Comme beaucoup de gens qui ont traversé plusieurs années de rue.

À *Morts de rue*, il y a aussi des actions plus collectives. Par exemple, pour l'année prochaine, on aimerait vraiment faire quelque chose, un moment spécial, à propos des personnes mortes en Méditerranée. Et puis il y a les deux rendez-vous annuels, le 3 juillet, dont je viens de te parler, et aussi le 1<sup>er</sup> novembre. Le 1<sup>er</sup> novembre, c'est au cimetière, au Carré Commun. On se met à l'entrée du cimetière et on offre des fleurs à toutes les personnes qui viennent sur les tombes de leurs

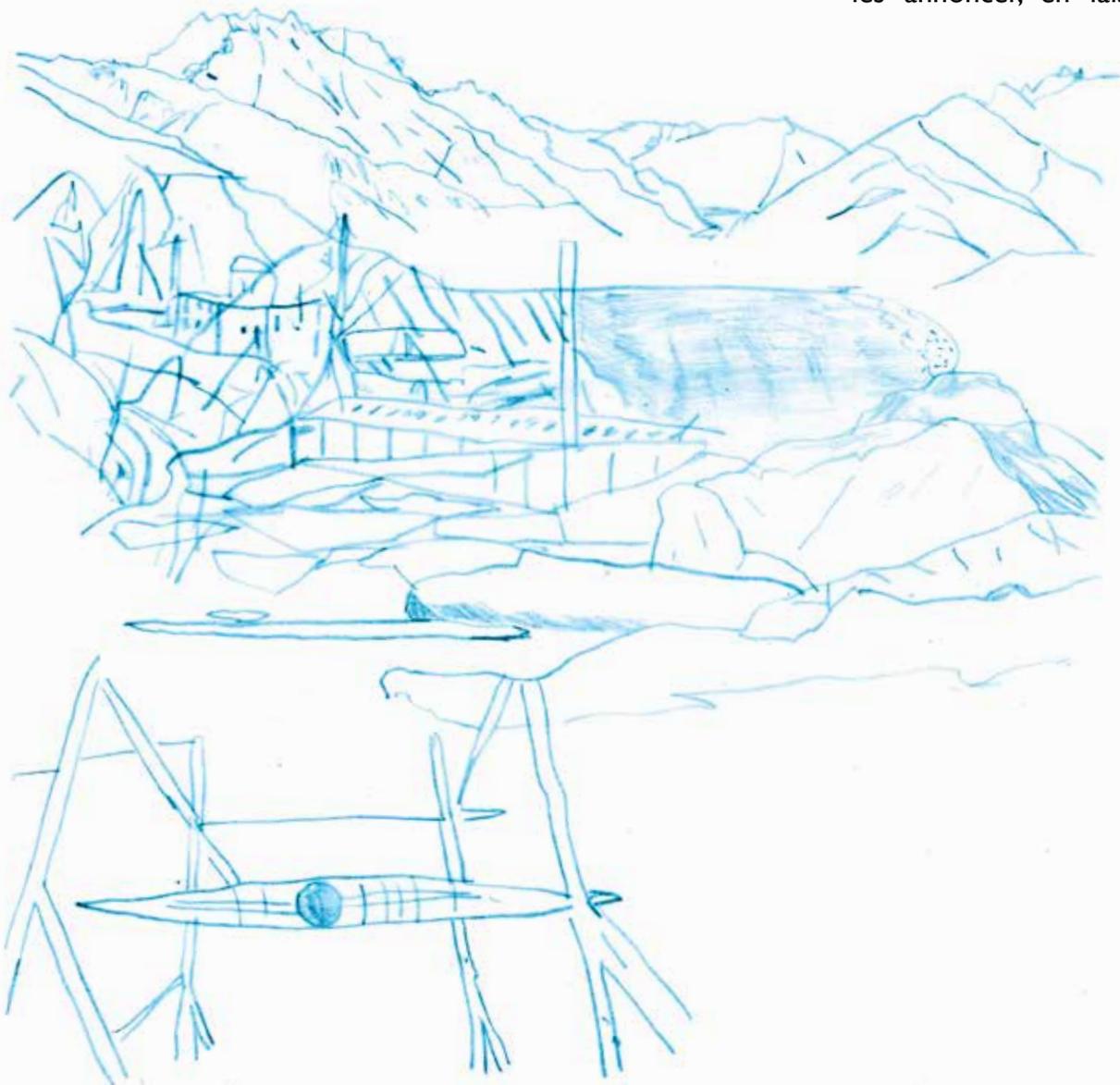
défuntes, pour les inviter à faire un petit détour par le Carré Commun. C'est une façon de rappeler qu'il y a aussi des gens de la rue qui sont enterrés là. Et puis c'est l'occasion d'être ensemble, d'entretenir le Carré Commun et de relancer l'orga pour se revoir, continuer à s'en occuper dans l'année. Le Carré Commun, c'est pour tous les « indigents », comme iels disent... Avant que *Morts de rue* ne se mobilise, le terrain était à peine entretenu, il n'était pas fleuri et les croix et autres objets funéraires qui y étaient déposés n'étaient jamais réparés ou remplacés. En plus, ce terrain, c'était de vrais sables mouvants, tout gorgés d'eau... Alors le collectif s'est mobilisé pour mettre la pression à la municipalité, parce que le budget de *Morts de rue*, il permet à peine de payer les affiches et les tracts, alors de là à pouvoir drainer et assainir... De toute façon, la commune, elle ne s'implique que si on lui met la pression, sérieusement. Et voilà : le Carré Commun, c'est la fosse commune quoi, l'endroit où l'on enterre les gueux-euses... D'ailleurs,

à Marseille, y'a une *Gueux-Pride*. Je trouve ça chouette comme nom, la *Gueux-Pride*. Je voudrais bien en toucher deux mots au *Parlons-en*... Le *Parlons-en*? C'est une réunion mensuelle de gens de la rue et en grande précarité, qui se regroupent pour parler de leur situation et interpellier les pouvoirs publics, faire entendre leurs voix. Si tu regardes sur nos tracts, il y a cette image avec les trois singes, tu sais, ceux qui normalement se bouchent les yeux, les oreilles et la bouche pour montrer qu'ils ignorent tout ce qui se passe. Et bien là, c'est le contraire : les trois singes sont dessinés avec les yeux grands ouverts, les mains en pavillon autour des oreilles

et en porte-voix autour de la bouche : ils scrutent, ils écoutent et ils en parlent ! Le *Parlons-en*, c'est un lieu ouvert à toutes les habitant·es en fait, de la rue, pas de la rue, et même à tous les poly-tocard·es (c'est comme ça que je les appelle). Même, sur certains thèmes, on les convie spécialement... lels ne viennent pas souvent mais enfin bon. La réunion commence toujours par les *Actus de la rue*, les actualités locales, quoi. On y raconte ce

qu'on a su, ce qui s'est passé, pour les un·es ou pour les autres, s'il y a eu un accident, quelqu'un·e qui a été interpellé·e, agressé·e, si une personne est décédée ou a subi la répression des flics. C'est vrai que ce n'est pas joyeux-joyeux, on aime bien les bonnes nouvelles aussi... Mais disons que les mariages et les naissances, c'est plus rare ! ... Il y a quand même eu le mariage de E. à la *Fête des Sans-Lieu*, un vrai mariage punk ! C'était rigolo, un moment « musique, beuverie et crêtes », un moment keupon, quoi ! C'était au jardin de Ville, dans la roseraie, très romantique, avec des photos sous le kiosque et plein

de gens qui s'embrassaient partout, plein de keupons qui se faisaient des gros bisous... C'était complètement dégenré ! Et puis c'était chouette, parce qu'il n'y a pas eu de plaintes, ça n'a pas trop dérangé les familles qui passaient par là. Dans le *Parlons-en*, après le moment des *Actus*, on fait émerger des points pour la réunion du mois suivant. Ces derniers temps, on choisit même plusieurs sujets à l'avance pour pouvoir les préparer et les annoncer, en faisant



## « C'est pas du militantisme, c'est juste du bon sens »

des affiches par trimestre pour réduire les frais. Des exemples de thèmes? La santé, l'accès aux droits, comment on peut envisager de se faire soigner quand on a un animal qu'on ne veut pas confier à la SPA... Cette dernière discussion, elle a permis de monter un réseau de familles d'accueil pour les animaux. C'est en cours de construction. Pour te donner un exemple, une femme n'avait pas pu être hospitalisée pour sa convalescence, dans un lit médicalisé en CHRS, parce qu'elle avait un chaton. Les CHRS, ce sont les Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale. Dans ces endroits, il y a quelques places de libres pour des personnes en sortie de soin ou pré-hospitalisation et qui n'ont pas de logement. Mais ce n'est vraiment pas beaucoup, entre trois et cinq pour le département, je dirais. Allez, disons cinq ! C'est dans un bâtiment où il y a d'autres places d'hébergement, peut-être une vingtaine en tout, pour des femmes, pour des femmes avec des enfants, peut-être pour des familles mais ça, je n'en suis pas vraiment sûre... Et puis bref, il y a ces cinq places... Après, au *Parlons-en*, il y a encore d'autres thèmes comme la fin des accueils d'urgence d'hiver au 31 mars, ce moment où plein de gens se retrouvent dehors sans solution. Pour continuer le tour d'horizon, ce serait aussi important

de parler de R. Il donne la main dans d'autres assos, comme *Un Toit pour Tous*, il est vachement investi sur les questions de précarité. Si tu connais B. du DAL, et bien, R., c'est un peu une B. en masculin, enfin, B. avec un prénom d'homme, quoi ! Iels se ressemblent pas mal tous les deux, iels ont des belles voix de fumeurs/fumeuses... D'ailleurs, R., il a des soucis de santé, mais il faut qu'il tienne le coup. C'est vraiment un roc, un inébranlable... Il se doit, pour nous, de faire attention à lui. Il ne faut pas qu'il nous lâche...

Et pour finir, le *Parlons-en* a des partenaires fidèles, comme *Radio Grésivaudan*, qui vient régulièrement aux réunions pour enregistrer et diffuse des extraits sur les ondes. Et puis il y a des gens d'autres associations, des déléguées du *Fournil*, de *Point d'Eau*, du *Local des Femmes*, etc. Et bien sûr de *Morts de rue*, dont on parle parfois au moment des *Actus*. En fait, le *Parlons-en* est un lieu de recoupement, de coordination, de débat. Mais ce n'est pas un espace de concrétisation. Les actions se passent dans les autres collectifs, dans les associations, de manière indépendante... À propos du *Local des Femmes*, je voulais quand même préciser qu'on l'appelle rarement comme ça, je veux dire, quand on en parle ensemble dans la rue ou dans le tram. On ne dit pas « femmes sdf », on dit seulement « le local », pour être moins *repères*, qu'on ne nous regarde pas de travers... Mais je trouve quand même très important de le citer, parce que les espaces spécialement dédiés aux femmes sont vraiment vraiment rares. Et puis sinon, je voulais aussi parler du Samu Social, tu sais, le 115, parce que là, c'est vraiment la merde : la Préfecture a retiré

la gestion du standard téléphonique aux associations qui le géraient avant, pour le confier à la Fondation Boissel, parce que le Préfet considérait ces assos comme trop militantes... « Trop militantes », tu parles ! Alors qu'elles disaient juste que les critères pour apporter de l'aide étaient invraisemblables et que ce n'était pas acceptable de fichier les gens... ce que cette fondation va faire sans moufter. Ce n'est même pas du militantisme de dénoncer ça, c'est du bon sens, de la justice sociale et des droits humains de base ! La préfecture fait ça pour décourager le monde, parce que de toute façon, il n'y a aucune vraie solution, ce n'est que du provisoire, et il faut être bien sous tous rapports, avoir des papiers et tout... invraisemblable.

Mais je reviens à *Morts de rue*... Je dirais que ça existe depuis quatre ou cinq ans, au moins... En fait, je suis incapable de donner des dates. C'est entre dix et quinze personnes à chaque réu,

ce qui ne représente jamais tout le monde mais qui fait vraiment pas mal au final, c'est chouette.

La commémoration du 3 juillet se passe au cœur de la ville. On fait des trucs bien visibles, avec des banderoles, des fleurs, des pancartes, de la musique, des discours. On nomme les disparu·es, on fait des hommages, on dénonce la situation... Là, il y a quelques jours, je croise un copain, un petit jeune tout choupi, avec un œil comme ça, qui me dit : « un coup de pied dans l'œil, comme ça ». Être à la rue, c'est être exposé·es, affaibli·es, vulnérables. Et ça fait facilement de nous des proies...

Moi, j'estime que les gens qui se mettent en avant dans une cérémonie, ce doit avant tout être les proches, ceux et celles qui ont quelque chose à dire, qui ont eu un vrai lien. En tous cas, ça ne doit pas être des paroles de curé, enfin, quand je dis curé, je veux dire, des paroles qui sonnent dans le vide. Parce que ces paroles pour ne rien dire, ou ces paroles hypocrites, ça met en colère, ça ne calme pas la peine. Quand je dis ça, je pense à l'hommage qui a été rendu à G. la semaine dernière. Il y a des gens qui sont venu·es faire les pleureurs et les pleureuses, et puis, G., elle les aurait emplâtré·es. Iels n'avaient pas à être là.

Après, même si je râle et que je me défile, je trouve quand même vraiment important que *Morts de rue* existe.

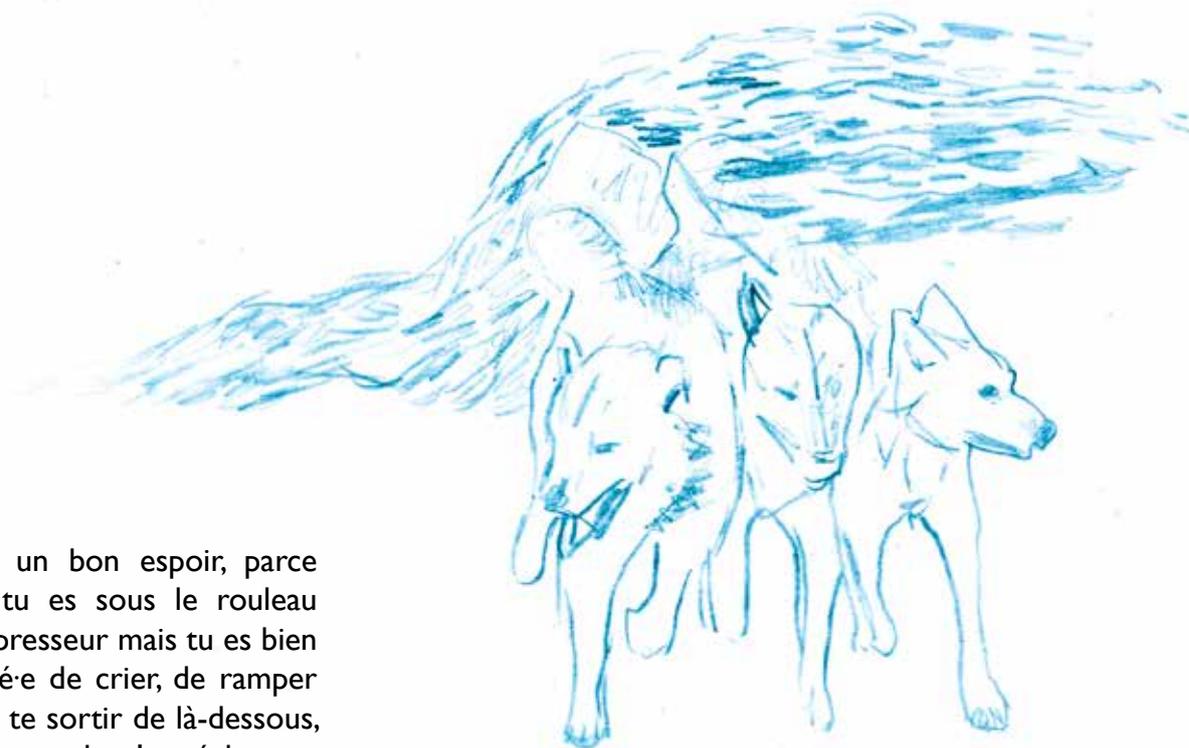
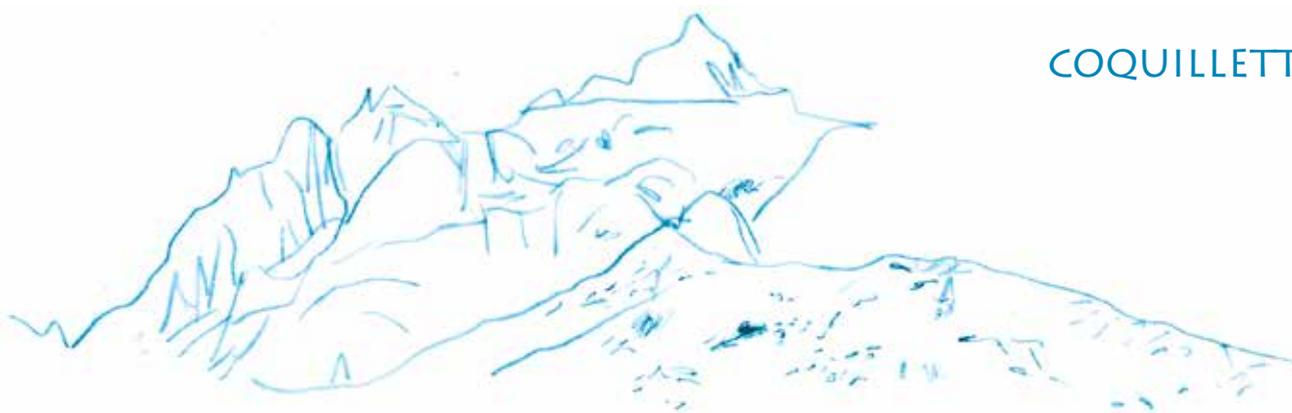
## « Pour sortir d'une bouteille, faut la remplir à ras-bord, de gens et de ras-le-bol »

Tout le monde est ensemble et puis on a toutes et tous été touché·es par une ou plusieurs des personnes qui ne sont plus là. Justement parce que c'est collectif, ça aide à accompagner et à protéger les proches. Et c'est quand même bien que chacun·e puisse être là, qu'on ait ce moment pour pouvoir exprimer... ou ne pas exprimer... penser à toutes ces personnes qui ont été des compagnonnes de route de rue, plus ou moins proches...

Il y aussi le travail des parutions au journal, pour que tout le monde sache, que toutes les personnes qui ont connu celle qui est morte soient informées. Et là, parfois, il y a connexion entre *Morts de rue* et *Parlons-en*, quand on lit des trucs qui ne nous plaisent pas dans le journal, on fait un rectificatif, un droit de réponse. Par exemple, le journal local parlait d'une jeune roumaine qui était morte dans un incendie et nous, on en a parlé à *L'Actu de la rue* et on a décidé de leur dire « Hého, on s'en fout qu'elle soit roumaine ! Elle était à la rue, dans une maison pourrie, alors le sujet, ce n'est pas de dire qu'elle n'avait pas à être là, ou qu'elle était roumaine mais bien que ça ne va pas que des gens soient dans la misère comme ça ! ». Et c'est la même chose pour M. C'est une jeune fille mineure qui s'est faite faucher par une voiture avec son ami et son chien. L'ami et le chien ont été gravement blessés et elle, elle est morte. C'était volontaire, c'était un assassinat. Dans le journal, c'était écrit que c'était des routards... Si ça avait été une jeune fille de bonne famille qui s'était

faite tuer, elle n'aurait jamais été décrite comme ça... Alors que M. et son ami, iels étaient juste des routard·es, des margina·les... Nous, on a trouvé ça vraiment péjoratif et on a demandé un rectificatif à la presse.

Un des trucs compliqués au *Parlons-en*, c'est de maintenir une dynamique où il n'y ait pas un plus grand nombre de représentant·es d'assos que de personnes de la rue... D'un côté, il ne faut pas se reposer sur les gens qui parlent bien et tout mais d'un autre côté, c'est aussi le problème de l'essoufflement. Beaucoup trouvent qu'on parle, qu'on parle, qu'on parle et qu'on ne fait rien... Mais quand même, là, on se rend compte que ça finit par faire bouger des choses. Même si les assos se font complètement étrangler, sont obligées de fermer, ne peuvent plus avoir de salari·es, ont de moins en moins d'horaires d'ouverture. Même avec toutes ces difficultés, il y a tellement de monde qui va mal, il va forcément falloir que ça converge... qu'il se passe d'autres choses. *L'Assemblée des non-logé·es et des mal-logé·es*, ça va dans ce sens,



c'est un bon espoir, parce que tu es sous le rouleau compresseur mais tu es bien obligé-e de crier, de ramper pour te sortir de là-dessous, d'essayer de t'en échapper par tous les moyens... Peut-être que les sables mouvants, c'est une meilleure image... mais en fait non, parce que dans les sables mouvants, plus on se débat, plus on coule et ce serait vraiment moche de voir les choses comme ça. Ce qui est sûr, c'est que même si c'est l'énergie du désespoir, au moins, il y a de l'énergie ! On n'a pas de pétrole mais on a de l'énergie ! On désespère tellement qu'ils nous filent du bâti, des locaux. Mais on ne demande même plus ça. Et puisqu'ils exigent de nous d'être toujours dans l'éphémère, de toujours rebouger, redisparaître, moi je dis qu'on peut

se contenter de presque rien, d'un terrain nu et hop, on se démerde ! Ils n'ont qu'à nous filer un terrain vague, un parc, le parc de la mairie ou n'importe quel autre !

Là encore, il faut que les gens de la rue mettent des bras, apportent les idées et fassent les choses, concrètement. Mais comment tu trouves du temps quand tu galères déjà à manger, à te laver, que tu dois te fournir ce à quoi tu es accro... Parce que ce n'est pas la rue qui te libère des addictions en général... Pour sortir d'une bouteille, faut la remplir à ras-bord, la remplir de gens et de ras-le-bol... et d'énergie. On en a tou-ttes déjà plein la casquette mais avec du monde et de l'énergie, on peut remonter vers le haut de la bouteille et trouver le moyen de passer le goulot !

Un nouvel « espace de débat et de projets par les habitant-es de la rue et de la ville » porté par le *Parlons-en* est en cours de construction, qui s'appellera *le Lieu* [lieugrenoble.wordpress.com](http://lieugrenoble.wordpress.com)



# PEUPLE

Longtemps ils ont toléré nos allées et venues, nos occupations discrètes de terrain nos grouillements invertébrés. Ils ne nous voyaient sans doute pas, car ils n'avaient pas la notion. Depuis, ils ont appris. Maintenant dès que nous débarquons quelque part avec notre fourbi, font des pieds et des mains. Par des moyens légaux : ils ne veulent pas nous faire remarquer. De toute façon, c'est leur loi. Et si nous nous sommes mis dedans par hasard, ils nous en sortent. Par des moyens légaux. Décrets. Normes de sécurité. Normes d'urbanisme. Les plans d'occupation des sols ne nous prévoient absolument pas. Il existe des clauses en petits caractères pour ne pas nous vendre ce qui est à vendre, ne pas nous louer ce qui est à louer, où nous sommes le camping est toujours interdit,

le pique-nique le vélo la baignade le patin la nage le vol la sieste. Ils nous poussent de toutes parts. En bonne logique euclidienne à deux dimensions notre territoire ne devrait cesser de se rétrécir.

Pourtant, curieusement, il paraît s'étendre. Nous sommes une tache de graisse sur ce beau pays bien tenu, bien blanc, propre et lissé, tondu aplani, qui fait leur orgueil. Ils frottent, ils frottent, on ne part pas, toutes les lessives de l'Occident ne blanchiront jamais, de nous, leurs paysages. Notre territoire s'agrandit par en dedans, nous ne savons pas comment cela se fait.

Nous n'arrêtons pas de nous croiser. De trouver des traces. Des vestiges. Quand nous nous asseyons quelque part, nous ne tardons pas à découvrir que d'autres sont déjà assis non loin. Ou se sont assis. Juste avant, longtemps avant. Ou vont bientôt venir.

Nous devenons une population, nous devenons, oui, nous devenons un peuple.

Mais, attention : sans lieu. Sans frontières à garder, on ne garde rien. Nos frontières se déplacent sans cesse. Peuple impalpable. Mouvant. Peuple amibe.

« ILS FROTTENT, ON NE PART PAS,  
TOUTES LES LESSIVES DE L'OCCIDENT  
NE BLANCHIRONT JAMAIS, DE NOUS.  
LEURS PAYSAGES »

Extrait de *Le monde est comme deux chevaux*,  
de Christiane Rochefort, 1984, Éditions  
Grasset, coll. La part obscure,  
223 pages, pp. 23-26



# AMMIBBE

Sans unité. Dispersés  
dispersés, épars. Nous ne  
nous agrégeons pas en vastes  
compagnies, nous n'avons pas  
d'assemblées ; dieu nous garde  
de former des communautés.  
On ne forme rien on est  
informes. On n'est pas  
organisés, on est organiques.

Sans lois. Nos non-lois sont :  
dispersion, sauve-qui-peut,  
rendez-vous au point d'orgue,  
fuyez-vous les uns les autres.

On ne croît pas on ne  
multiplie pas. Ni on n'assujettit  
ni ne remplit la Terre :  
désobéissants, nous sommes.

Petit peuple, faible, sans  
armes – ah oui, sans armes !  
les armes, que de certains  
caressèrent jadis, nous avons  
jetées au fond des fleuves, du  
haut des ponts. On ne lutte  
pas. On ne se bat pas pour  
nos idées : ce ne sont pas  
idées dont nous sommes faits.

Nous sommes faits de nous.

## « NOS FRONTIÈRES SE DÉPLACENT SANS CESSÉ »

Sans fierté de peuple. Sans  
drapeau, sans emblèmes.  
Sans nom de peuple à crier  
en mourant. Sans identité à  
vouloir être reconnue : on est  
inconnus. Nous ne siégeons  
pas parmi les nations.

Sans Histoire, derrière. Et,  
devant :  
sans espérance.

Peuple en négatif : nous ne  
sommes que ce qu'ils ne sont  
pas. Nous sommes tout ce  
qu'ils ne sont pas.

Grand peuple !

On n'a rien à demander, on  
ne leur cause pas. On se retire.  
Ne nous cherchez pas. On n'est  
pas là. Être ailleurs, c'est notre  
manière. Glisser hors des voies,  
dans les vides laissés. Alors ils

occupent les vides. Alors glisser  
encore, dans d'autres vides. Ça  
peut durer : car tandis qu'ils  
occupent les vides quelque  
part, ils fabriquent des vides  
autre part. Ils sont de grands  
producteurs de déserts. Des  
fervents bâtisseurs de trous.  
Nous faisons un ballet, et  
les animaux sauvages nous  
accompagnent.

Quand viennent les grands  
incendies, nous fuyons  
ensemble.

Si pourtant ils nous repèrent  
malgré nos mouvances, c'est  
chacun pour soi comme on dit.  
Mais ce n'est pas vrai. On sait.  
Les uns tombent, les autres se  
lèvent. C'est sans fin.

CHRISTIANE ROCHEFORT

# JE SUIS INCONCEVABLE À LEURS YEUX

*En 2013, les militantes de l'IWS (International Women Space ou Espace International des Femmes), ont commencé à récolter les histoires de femmes réfugiées en Allemagne. L'IWS est un collectif féministe composé de femmes migrantes et réfugiées dans ce pays, formé depuis 2012, lors de l'occupation de l'école Gerhart-Hauptmann à Berlin, dans le quartier de Kreuzberg. IWS conteste les structures du savoir dominant et lutte contre les pratiques et les politiques discriminatoires qui s'opposent à l'émancipation des femmes réfugiées et migrantes et de toutes les femmes. Voici l'un de ces récits, issu du livre *In our own words*<sup>[1]</sup>.*

La première fois que je suis venue en Allemagne, c'était en tant qu'étudiante. À un moment, je suis retournée en Iran. Je ne dirai ni comment ni pourquoi mais une fois sur place, j'ai été arrêtée. À ma sortie de prison, je suis repartie en Allemagne et j'ai voulu faire une demande d'asile. J'avais apporté une lettre reçue par ma famille et qui me menaçait d'arrestation si je retournais à nouveau en Iran. Jusque-là, j'avais plus ou moins ignoré les signes avant-coureurs. Je me rappelais avoir reçu des appels téléphoniques de l'ambassade iranienne après l'achat de mon billet pour mon premier retour vers l'Iran. Mais à ce moment-là, je n'avais pas pris ces appels au sérieux parce que j'étais plongée dans une profonde dépression. J'étais de plus en plus frustrée par ma vie dans ce petit village allemand, par ma vie étudiante : tout ce que je voulais à cette époque-là, c'était repartir en Iran. Je me souviens m'être dit : *Je vais y retourner, quoi qu'il puisse m'arriver.*

Ma vie politique avait commencé plus tôt, certaines choses s'étaient déjà produites qui allaient ensuite mener à mon arrestation. Et donc, quand je suis

arrivée pour la deuxième fois en Allemagne, j'ai fait cette demande d'asile et j'ai essuyé un refus. Les autorités m'ont expliqué que je ne pouvais pas solliciter l'asile parce que j'étais ici légalement du fait de mon visa étudiant encore valide. Je leur ai répondu que je ne comprenais pas, que la situation avait changé, qu'à présent je demandais de l'aide. Je leur ai dit que tout me faisait peur. Je ne pouvais même pas retourner dans cette université où j'étudiais auparavant en Allemagne puisque là aussi, il y avait des personnes que je fuyais. C'était vraiment une période hardcore pour moi. Des amies m'ont hébergée et m'ont conseillée de faire une demande de renouvellement de mon visa étudiant. Mon frère qui étudiait dans la même ville était satisfait du soutien qu'il recevait de l'État allemand pour ses études. Mais je vivais les choses différemment. Je n'arrivais plus à étudier, à continuer le Master. En Iran, j'avais déjà fait une maîtrise en génie électrique dans les télécommunications. Cette deuxième maîtrise était liée à la gestion, une approche plus pragmatique, propre à l'Allemagne, qui ne m'était pas très familière.

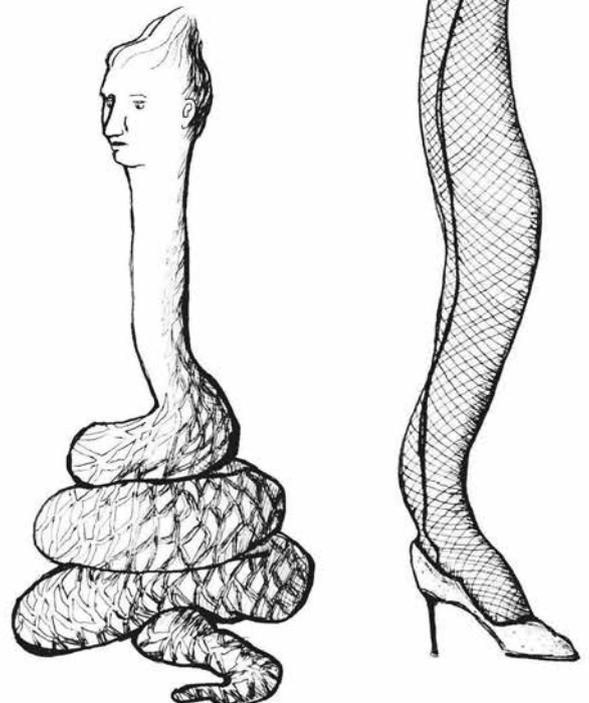
[1] *In our own words* [Avec nos propres mots], paru en 2015, compile dix témoignages de femmes réfugiées en Allemagne. Certaines auraient pu émigrer mais on ne leur aurait alors pas accordé de papiers. D'autres étaient devenues des réfugiées dans leur propre région avant d'entamer ces voyages si dangereux à destination de l'Europe. Certaines avaient fui la guerre, la pauvreté et les catastrophes causées par la cupidité des multinationales. D'autres étaient persécutées pour avoir refusé de se conformer au genre assigné à leur naissance. Certaines fuyaient leur propre famille, refusant les violences domestiques et patriarcales.

« *Quoi qu'il puisse m'arriver, je vais y retourner* »

## Le seul endroit où je pouvais aller

En réalité, je m'étais intéressée à ces études parce qu'à l'époque je me sentais mal, sous pression des exigences intellectuelles de ma famille. Ça ne m'intéressait pas de prouver que j'étais une génie, même si les étudiant·es de mon domaine appartenaient effectivement à une certaine élite : des mathématicien·nes, des physicien·nes, de futurs dirigeant·es d'institutions comme Google, etc. Du lourd. À l'université, il y avait les génies et les rats de bibliothèque. Je faisais plutôt partie de la deuxième catégorie. À vingt heures de lecture par jour, tu en apprends des choses ! Pour moi, c'était une manière de prouver que j'étais à la hauteur, que je n'étais pas une enfant stupide. Bon, c'était une situation oppressante, je dirais même super oppressante. Donc, à mon retour en Allemagne, je me suis dit *Stop, j'arrête les frais !* Et j'ai brûlé tout ce qui avait un rapport avec l'université : mes devoirs, mes recherches, tout. J'ai tout brûlé. Je me suis demandé *Mais qu'est-ce que j'essaie de prouver au juste, et à qui ?* Avant, je suivais cette logique institutionnelle selon laquelle on doit finir ses études, alors que ça ne changeait rien à ma vie et que ça ne me rendait pas plus heureuse... Voilà où j'en étais avant que l'on me parle d'Oranienplatz. J'avais déjà entendu parler de la manifestation, des personnes qui étaient descendues dans la rue et avaient marché de la Bavière jusqu'à Berlin. C'était le seul endroit où je pouvais aller, alors j'y suis allée. Quand je suis arrivée au camp d'Oranienplatz<sup>[2]</sup> à Berlin, je n'étais pas du tout au courant des expulsions

[2] *Camp d'Oranienplatz* : en automne 2012, une cinquantaine de demandeu·ses d'asile marchent presque 600 kms, de Wurtzbourg jusqu'à l'Oranienplatz de Berlin, une place centrale du quartier de Kreuzberg qu'elles occupent pour protester contre les expulsions et la *Residenzpflicht*, une loi allemande destinée à limiter le droit de mouvement pour les réfugié·es. Elles réclament également le droit au travail, qui ne leur est pas accordé en Allemagne, et le droit des enfants d'aller à l'école. Pendant l'hiver, le camp s'organise pour abriter 450 réfugié·es, une tente info est installée sur le trottoir pour informer les passant·es. Après de longues négociations, le camp est finalement évacué en avril 2014. En décembre 2012, une partie des réfugié·es occupe en parallèle l'ancienne école Gerhart Hauptmann dans le même quartier.



## Ma manière de rester solidaire

ou du *Residenzpflicht* [l'assignation à résidence]. J'étais comme l'ombre de moi-même, la tête dans mes batailles personnelles. À mon arrivée, j'ai beaucoup traîné dans le camp et c'est comme ça que j'ai rencontré M. ; à son départ du camp, une place s'est libérée dans la tente des personnes originaires du Soudan. J'ai commencé à y dormir.

Je me souviens de l'arrivée du groupe de Lampedusa<sup>[3]</sup>. Nous avons déjà squatté l'École à ce moment-là. J'avais participé à l'occupation dès le premier jour. L'idée était de continuer à dormir à Oranienplatz. C'est donc ce que moi et d'autres personnes faisons. Mais c'était dur, parfois nous n'étions que trois à dormir au camp. C'était difficile et ça nous fatiguait vraiment. Nous voulions rester à Oplatz [abréviation d'Oranienplatz] pour visibiliser notre mouvement, pour occuper la rue. Après un certain temps, nous avons cependant décidé de laisser l'espace au groupe de Lampedusa et nous avons commencé à dormir dans l'École. Ça le faisait aussi. C'était comme une nouvelle étape, le groupe de Lampedusa allait devenir central dans la dynamique du campement d'Oplatz et c'est à ce moment-là que N. et moi avons emménagé à l'École. On faisait des allers-retours quotidiens de l'École à Oplatz. Ça a duré quelques mois. C'était assez bizarre parce qu'à l'époque où on s'était installés dans l'École, très peu y vivaient, mais beaucoup faisaient le déplacement chaque jour. Au début, nous étions dans une chambre à l'étage au-dessus de l'espace réservé aux femmes. Mais avec l'afflux de nouvelles personnes, je suis passée d'une chambre à une autre. Il était encore possible de changer de chambre. Mon ami A. était aussi à Berlin à ce moment-là, on passait du temps ensemble et c'était bon de sentir qu'on était des ami-es proches.

N., mon autre ami-e, avait désormais une chambre plus pérenne, alors A. et moi avons déménagé au Centre social de l'École, pour environ deux semaines. C'était la période où le groupe Queer<sup>[4]</sup> qui avait participé à l'occupation quittait l'École, où nous avons encore la Zone de Gratuité et où Mimi avait eu l'idée de mettre en place une cantine quotidienne. Avec Mimi, A. et encore d'autres personnes, nous nous sommes alors réunies pour cuisiner ensemble au Centre social. J'étais très attachée à l'École. C'était mon chez-moi. Mais il n'a pas fallu longtemps pour que le Centre social soit occupé par de nouveaux-elles arrivant-es. C'est à ce moment-là qu'on a déménagé, on s'est dit qu'on avait ce privilège d'avoir d'autres endroits où aller, par exemple chez nos soutiens, alors que ceux qui arrivaient n'avaient pas d'autres solutions. A. et moi sommes donc parti-es vivre dans des *Hausprojekte* [anciens squats conventionnés] où nous connaissions du monde. Rapidement, on a été jeté-es dehors par-ci, mis-es à la porte par-là, ça a été un va-et-vient incessant jusqu'au jour de la marche vers Bruxelles. Au moment de la marche, j'avais toutes



## « *Après la révolution, on est toutes hors-jeu* »

mes affaires avec moi. Je veux dire, c'était comme si j'en avais fini avec Berlin. Je n'avais plus d'endroit où aller, j'allais juste à la marche. Mais pendant que nous étions à Bruxelles, l'École a été expulsée. Je me sentais si seule avec mes émotions que j'ai décidé d'entamer une grève de la faim. Je suis retournée à Berlin et je suis directement montée sur le toit de l'École où se tenait une partie des occupant·es. Ça faisait déjà trois jours qu'ielles résistaient sur le toit et j'en étais moi-même à mon troisième jour de grève de la faim. C'était ma manière de rester solidaire. Neuf jours plus tard, la manière dont tout s'est terminé m'a laissée... je ne sais pas trop... Je croyais évident que les personnes ayant lutté sur le toit resteraient à l'École et qu'il suffirait d'une bonne idée pour que tout s'arrange. Mais ça ne s'est pas passé comme ça.

[3] *Groupe de Lampedusa* : groupe de réfugié·es arrivé·es par l'île de Lampedusa – ce qui les a forcé·es à faire leur demande d'asile en Italie. En Allemagne, ielles n'ont accès ni à un logement ni à une aide sociale.

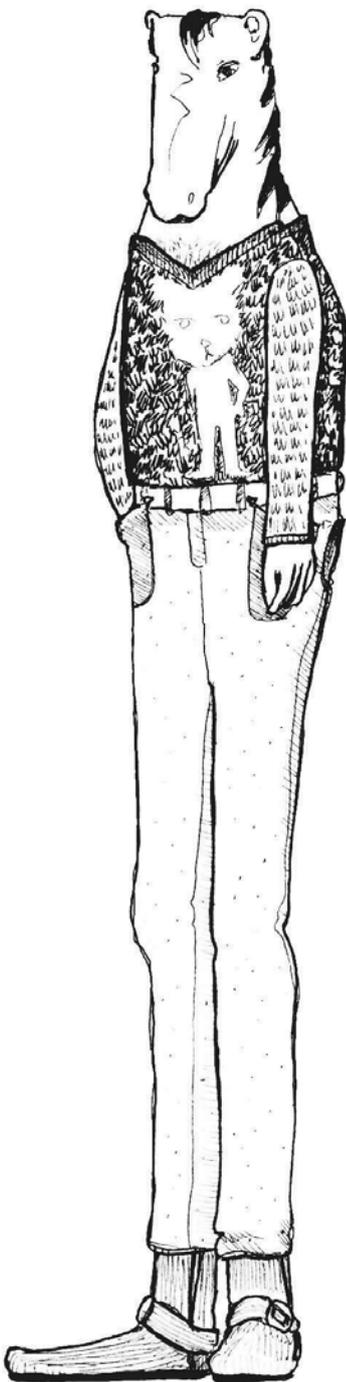
[4] *Queer* : terme anglais signifiant bizarre, de travers, louche, est une insulte du vocabulaire populaire équivalent au français « pédé », avec la connotation « tordue » et qui s'oppose à *straight* [droit], désignant les hétérosexuel·les. La théorie Queer est un courant de pensée militant né dans les années 1990 et qui remet en cause les catégories d'identité sexuelle, identités de genre (homme et femme) et d'orientation sexuelle (hétérosexuel·le et homosexuel·le). Le Queer ne se limite pas à combattre les inégalités ou les dominations entre ces catégories (l'homophobie ou le patriarcat) mais remet en cause l'existence même de ces catégories. Le mot *queer* est utilisé dans l'idée de se réapproprier l'insulte, le stigmata, pour s'en faire une force : *Vous dites que nous sommes tordues (queer), et bien oui, nous le sommes, et fières de l'être !*



## La révolution a eu lieu mais rien n'a changé

Je dirais, comme quelqu'un·e me l'a dit un jour *Eh, tu sais, je crois que la révolution a eu lieu, mais que rien n'a changé*. C'est comme si quelque chose s'était produit, un pas en avant pour ceux qui s'étaient battu·es, *a minima* l'ouverture d'un espace grâce à toute cette résistance. Et comme dans toutes les révolutions, après la résistance, certains groupes viennent, agressent, tuent ou achèvent les personnes qui ont réellement lutté, les évincent et s'assoient à la table des négociations. Je le vois comme ça. Qu'est-il arrivé par exemple aux femmes ? Et à toi qui m'interviewes aujourd'hui ? Dorénavant tu n'es plus à l'École, par exemple. Pareil pour moi et pour d'autres, engagé·es dans la lutte radicale et la résistance. Après la révolution, on est toutes hors-jeu. Et comment dire... Ce sont les plus pacifiques qui maintiennent la structure. Et puis comme pour la plupart des révolutions, c'est le maintien de la structure qui devient la priorité. Les membres du mouvement ont été emprisonné·es après l'action sur le toit. J'ai appris que c'était un passage obligé pour tous les mouvements : quelqu'un·e se fait tuer et c'est la fin. Et on n'a pas le temps d'évaluer ce qui est bien et ce qui est mal. À présent je sens que c'est la voie que suivent tous les mouvements. Tu y vas, tu te bats et tu te fais tuer par le système.

Tu te bats, tu meurs et tout le monde sait pourquoi et comment c'est arrivé. Personne ne peut l'ignorer. Mais ielles nous ont joué un sale tour. Ielles nous ont fait croire qu'on avait mené et gagné la révolution. En fait, ce sont elleux qui ont tout gagné. C'est comme ça qu'ielles ficellent leurs accords. On vous laisse de l'espace. On vous laisse avec votre révolution. Mais non, ça n'a pas de sens. Moi je pense que le mouvement,



ce n'est pas ça. Je ne sais pas, je peux parler de tant de problèmes... Mais ce n'est pas facile de les voir comme des événements à part entière, qui se sont vraiment déroulés et qui s'inscrivent dans l'histoire. On a fait trop de choses et ces choses, on ne les a pas prises au sérieux et cela a brisé notre mouvement. Mais si nous voulons en parler et y réfléchir, il faut que cela serve à lancer un autre mouvement, il faut nous appuyer sur notre expérience, pour aider d'autres mouvements, se donner les possibilités de changer les choses.

Il y a intersectionnalité<sup>[5]</sup> entre les sujets, qui relie les différentes formes de discrimination entre elles et ça, on ne doit pas l'ignorer. Ok, on se fait mutuellement confiance, d'une certaine façon, et on veut entretenir cette confiance et, bien sûr, on sait qu'il existe une structure de pouvoir. Mais on n'y réfléchit pas et c'est comme ça qu'on se retrouve là où on en est maintenant. Le mouvement est en quelque sorte colonisé parce qu'il existe des structures de pouvoir. On ne peut pas prétendre avancer sur la base de l'égalité quand on sait qu'on n'est pas à égalité. Mais on fait semblant : *égalité, égalité, égalité*. Tu vois, les blancs font la pluie et le beau temps de nos jours. Ça commence quand on s'imagine que nous sommes à égalité, que tout est égal alors qu'en réalité, ça ne fonctionne pas. Nous devons toujours partir des points communs qui relient nos différentes vies. Nous devons toujours garder en tête que nous ne sommes pas traités à égalité.

## « *Le mouvement était colonisé* »

[5] *Intersectionnalité* : approche des rapports de domination et de discrimination (rapports de genres, races, classes, etc.), qui insiste sur l'importance de les aborder dans leur imbrication plutôt que séparément ou simplement additionnés, afin de les comprendre dans leur complexité et lutter contre. Pour approcher plus en détail cette notion, lisez « Vous avez dit inter-quoi ? » paru dans *timult* n°7, en septembre 2013.

## Le problème à l'intérieur du problème

Lorsque je repense à ma façon de m'engager avant, je m'aperçois que j'étais le problème à l'intérieur du problème, que j'étais une semeuse de troubles. Ce constat fait partie intégrante de ma réflexion. Et j'ai le sentiment d'avoir laissé passer beaucoup de choses dans ce jeu de pouvoir. Je réalise maintenant la place que j'ai prise et le fait que je n'en étais pas bien consciente avant. Tant de choses se sont produites que nous n'avons pas prises au sérieux, or on doit prendre les choses au sérieux dans un mouvement politique. Non, je n'ai pas vu grand-chose. Tu te souviens peut-être de cette rumeur de viol, par exemple. Certains groupes s'en sont soucié et ont essayé d'en parler mais aucun espace n'a été aménagé pour permettre cette discussion. Bien sûr, je comprends que se limiter aux seuls problèmes personnels n'aide pas. Mais nous devons les penser et en parler ensemble, réfléchir à tout. Et grâce à ces discussions et ces réunions, nous saurons comment résoudre un problème correctement, nous pourrons faire un pas en avant. Or ce n'est pas ce que nous avons fait. Du moins je ne pense pas. Par exemple, il existait une certaine définition de la violence. Mais il n'y avait pas vraiment de réflexion à ce sujet. La plupart avait tendance à voir le sexisme comme un problème plutôt mineur. Nous n'avons jamais adopté une approche intersectionnelle, jamais. C'était toujours comme s'il existait un code moral, une manière de dire les choses, de les voir de façon critique puis de les ignorer, en quelque sorte. Sans jamais aller au fond des problèmes.

Il y a cette position qu'une personne adopte. Tu sais, par exemple, comme c'est aussi le cas pour la traduction. Parfois, un·e traducteur·ice est en position de force. J'ai fini par saisir que je sous-estimais à quel point ma maîtrise de l'anglais facilitait ma capacité à communiquer et à être prise au sérieux. Beaucoup sont venu·es me parler parce que j'étais en position de force du fait de

ma maîtrise de l'anglais. Et j'ai joué le jeu. Autre exemple : lorsque le groupe de Lampedusa était à Berlin, ielles parlaient d'avoir un·e cheffe et c'était encore une part du problème. La plupart pensaient qu'une seule personne pourrait tout faire. Pour moi cela montrait clairement à quel point le mouvement était colonisé.



## Me réconcilier avec ma double vie

J'ai toujours eu le sentiment que je vivais une sorte de « double vie ». D'un côté, celle que je mène pour moi-même, et de l'autre, celle que je m'efforce de vivre sans trop me faire emmerder. À Oplatz ou à l'École, ma vie était comme avant. Je n'étais pas encore prête à faire mon *coming out* en tant que femme trans<sup>[6]</sup>. Les mots n'étaient pas aussi clairs pour moi. Je ne connaissais même pas cette « catégorie ». Et puis c'est tout un processus de savoir comment et pourquoi on est comme on est. Tout cela n'était pas si différent de ce que je vivais en Iran, tu sais, ce n'était pas différent. Je savais comment vivre un peu cachée, sans me montrer telle que je suis. Mais j'ai été en lien avec quelques espaces queer. Et quand j'ai discuté dans ces espaces, j'ai su assez clairement que je ne voulais pas faire mon *coming out* au beau milieu de l'École, par exemple. Pour moi, ce n'était pas possible, entre autres par souci de sécurité. J'ai entretenu cette idée et je ne me sens pas coupable de l'avoir fait. Il s'agissait de ma sécurité, de mes affaires personnelles. Mais c'était pour ainsi dire comme vivre une double vie. Enfin, j'ai commencé à comprendre qu'en Europe on voyait les choses comme ci ou comme



ça et encore aujourd'hui, je ne me sens pas très en phase avec toute cette scène queer blanche. D'un autre côté, j'ai commencé à trouver une réponse plus claire à mes questionnements identitaires et à réaliser que rien n'avait vraiment changé : je vivais cachée. Donc, où en étais-je ? Jusqu'où allait mon désir d'être acceptée par ce que je donnais à voir et à quel point étais-je prête à me laisser être moi-même ? J'oscillais entre ces deux postures.

Mais là, je ne sais pas. Emménager au Kanal par exemple [un *Wagenplatz*, campement de roulottes, queer radical à Berlin], m'a permis de me réconcilier avec ma propre vie, de donner plus d'espace à mon individualité en quelque sorte. Mais je constate qu'il y a tellement de personnes avec qui j'ai partagé une amitié à l'époque et avec qui je ne suis plus amie. D'une manière ou d'une autre, nos chemins se sont séparés. Si vous posez la question aux personnes trans et queer – et si je veux être optimiste, je peux dire que tout le monde ici est vraiment solidaire et bienveillant·e – vous verrez que c'est leur sujet, qu'ielles comprennent ces choses-là. Ielles m'ont fait prendre conscience que ce genre de *coming out*, comme on dit en Europe, n'est pas sans conséquence. Tu vas sûrement perdre toutes tes ancien·nes ami·es. Pour certain·es, il ne sera pas si facile de t'accepter tel·le que tu te définis maintenant. Bon, je ne peux pas tout juger si facilement. Si on prend le mouvement queer par exemple, on y trouve aussi du racisme ou un truc de domination de la blancheur. Ce n'est pas comme si on pouvait se dire *Ouah ! C'est le top du top !* En termes d'espaces, le top du top ça n'existe pas, il n'existe aucun espace où tout irait bien et où tout le monde comprendrait tout sur tout, ou serait disposé à tout comprendre. Mais je ne sais pas... je crois qu'il faudrait mille ateliers sur ces sujets.

[6] *Personne trans* : personne qui vit ou qui souhaite vivre dans un genre différent de celui qui lui a été assigné à la naissance.

## Laisser les personnes changer

On manque d'ateliers de ce genre pour que le sujet soit abordé au sein du mouvement tout entier. C'est quelque chose d'utile et qui nous donne de la force. À l'occasion de la marche trans qui va avoir lieu cette année, je me suis organisée avec du monde d'ici et, encore une fois, ça me va. Ça me va qu'il y ait un festival. Mais d'une certaine manière, ça ne s'adressera qu'aux personnes qui sont déjà au courant. Pour moi qui suis en transition, il faudrait donner de la force à des personnes qui ignorent peut-être tout de ces mots-là. Sans déconner, c'est une catégorisation tellement européenne. Elles créent des étiquettes, catégorisent ceci et cela. Pour moi, l'enjeu est de donner du pouvoir à des personnes qui ne s'autorisent pas à parler de certains sujets. Je rejoindrai les rangs de celles qui sont réprimées. Avant d'accepter que j'étais trans ou de transitionner, je pensais qu'il fallait que je tue une part de moi-même. Je suis ce corps et je dois me comporter selon ce corps. Mais non ! Je n'ai pas à suivre la logique du pouvoir. Donner du pouvoir aux individu·es, c'est aussi les laisser changer. Chaque action devrait amener à communiquer avec ceux qui ont précisément besoin de s'affirmer. Je ne parle pas des personnes qui sont ouvertement trans, qui ont besoin du festival pour simplement être là. Enfin je veux dire, c'est aussi important d'être présent·es, de dire qu'on existe et de dire comment c'est. Mais certaines personnes en sont au stade où elles ont besoin de s'affirmer.

Avant, comme je te le disais, même dans mon université, je sentais que je devais prouver que j'étais un être humain qui méritait de vivre, coûte que coûte. Je ressentais le besoin de montrer que j'étais cet homme-là mais c'était bizarre. Je prends conscience seulement aujourd'hui de ces pouvoirs que j'avais intériorisés et à quel point il peut être difficile de lutter contre. À présent, si je veux sortir dans une tenue que j'aime vraiment,

*« Sans déconner,  
c'est une  
catégorisation  
tellement  
européenne »*



je repense à cette époque de ma vie. J'y repense toujours. Si je vais dans un café ou un bar en portant très peu de maquillage, c'est comme si ça se remarquait, comme si c'était bizarre. Et si je m'habille totalement comme une femme, je ne sais pas, d'une certaine manière c'est plus facile puisque quand j'ai à la fois une barbe et les yeux maquillés, on me mate beaucoup plus frontalement. On ricane, on me harcèle ou ça va même jusqu'à me jeter des trucs dessus. Elles se sentent obligées de faire des commentaires. Et de te montrer à quel point elles te haïssent. Ça arrive si souvent. Je sors acheter quelque chose et à ma vue, la personne fait toutes les grimaces possibles et imaginables. On dirait que je suis inconcevable à ses yeux, à leurs yeux. Si tu es comme ça, tu n'as pas le droit de cité. Tu sais, je suis inconcevable à leurs yeux. Eh oui, je veux dire, ce n'est pas simple mais je ne veux pas faire comme si ça n'existait pas. J'ai décidé que ça s'inscrivait dans une sorte de processus de politisation personnelle qui a commencé avec le mouvement vert<sup>[7]</sup> en Iran. Personnellement, individuellement, c'est à ce moment-là que j'ai commencé à m'entraîner à dire *Non*. M'entraî-

ner à exprimer le « non » qui existait en moi. Parfois, je me sens triste, je déprime, ça me fout en l'air mais ça ne m'arrêtera pas. En parlant de perdre des ami·es, on m'avait avertie que j'allais peut-être devoir changer de ville. Mais je peux dire que, parmi toutes les villes du monde, Berlin n'est pas la pire en la matière. Ça reste correct, comme endroit. Même si c'est aussi un lieu très, très éprouvant, clairement.

*« Trois années  
pour me  
débarrasser  
de cette vieille  
ombre »*

[7] *Mouvement vert - 2009* : mouvement social le plus massif en Iran depuis la révolution de 1979, déclenché par la réélection contestée du conservateur Mahmoud Ahmadinejad au poste de président, accusé de fraudes. Ces manifestations qui ont rassemblé des centaines de milliers de personnes ont été réprimées dans le sang, causant plus de 150 mortes et des milliers de personnes arrêtées, torturées et violées en prison.

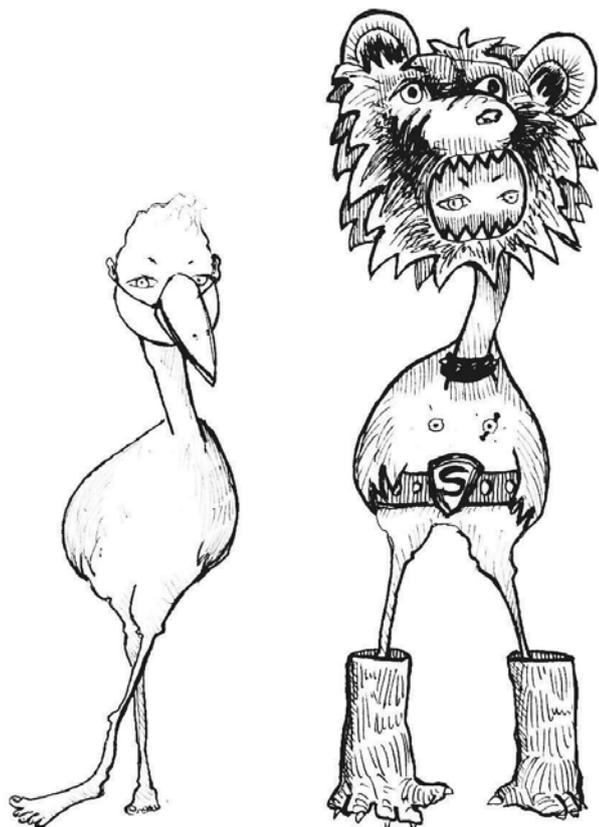


## Un combat de tous les instants

Avoir été socialisée en tant qu'homme rend chaque chose d'autant plus difficile pour moi. Ça ne veut pas dire que je veuille me comparer avec des personnes comme S. par exemple, même si elle vient aussi d'Iran. Dans le corps d'une femme, on subit tellement de discriminations qu'on ne vit pas dans le corps d'un homme. Je ne peux pas l'ignorer. Je dois y réfléchir et reconnaître que ce corps, en venant d'où je viens, m'a donné quelques privilèges. J'ai été socialisée en tant qu'homme là-bas. C'est si compliqué... Il est vrai que les personnes qui ressemblent complètement à une femme n'essuient pas les mêmes réflexions que moi. Mais peut-être sont-elles la cible d'autres réflexions encore pires. En tous cas, quand les autres se rendent compte qu'une personne est une femme trans, elles l'excluent totalement. C'est une vraie misogynie qui s'exprime. Si vous ressemblez à une femme, si votre expression de genre est celle d'une femme, vous serez acceptée

en tant que femme. Il faut faire bien attention à ne pas faire d'erreurs. Sinon Ouah ! Y'a erreur ! Mais il n'y a pas le droit à l'erreur. Ce n'est pas facile parce que j'ai été socialisée en tant qu'homme et pour en sortir c'est un combat de tous les instants. C'est comme ça. Je ne sais pas, j'espère que ça aidera, cette étape de ma vie.

Si tu veux vivre, tu dois assumer ta double vie. Une vie clandestine et une vie au grand jour. Ce n'est pas un simple débat d'idées. Il s'agit de ta propre vie et tu finis par t'habituer à la vivre comme ça. Comment tu dois te comporter, marcher, tout ce que tu fais en public ou en privé ou dans la clandestinité. D'un endroit à l'autre, c'est complètement différent. Alors tu vas à l'école et tu apprends des choses en lesquelles tu ne crois pas mais tu vas quand même à l'examen régurgiter tout ça. Parce que tu sais très bien que c'est seulement en écrivant ce qu'elles veulent entendre que tu auras ton diplôme. Et comme je te l'ai dit, la période qui a suivi mes études, au début du mouvement vert en Iran, a été une étape d'affirmation personnelle dans ma vie. J'avais très probablement hérité cette énergie de ces personnes qui, comme certaines d'ici, disaient *Bon, maintenant on va dire non à tout*. J'ai dit ce « non » et j'ai perdu mon emploi à l'université. À partir de là, j'ai commencé à accepter de devoir dire « non » et à refuser cette double vie. Peut-être que j'avais besoin de ces trois années pour me débarrasser de cette vieille ombre qui faisait pression pour que je reste cachée. *Non, ici tu es libre, tu es libre*. Ok, après un certain temps j'ai compris que ça n'était pas vraiment comme ça non plus. Mais c'est clair qu'il y a ici beaucoup plus d'espace pour vivre sa vie en étant soi-même.



Honnêtement, je ne me définissais pas comme femme en Iran. J'avais une relation étrange à moi-même. La meilleure chose que mon psychothérapeute ait faite, c'était de deviner que j'étais gay. J'ai obtenu l'exemption du service militaire pour motif de « trouble de la personnalité ». Plus tard, j'ai découvert que ça correspondait à une description classique de la transidentité.

C'est là que j'ai compris. Même mes ami·es qui avaient étudié la psychologie bidule-chouette ne m'ont jamais dit *Hé, peut-être que tu es une personne trans*. J'ai toujours pensé que je devais être malade. Le système veut te forcer à accepter que tu es malade. Je prenais vingt cachets par jour et j'étais accro à l'héroïne. Je veux dire, j'ai pris tellement de merde, tellement de trucs, et tout ça dans un seul but : refouler, réprimer à tout prix.



*« Le système veut te forcer à accepter que tu es malade »*

Et tu n'as nulle part où aller puiser de la force et, c'est sûr, je n'ai jamais eu le courage ne serait-ce que d'y penser. C'était toujours genre, *Ok, je n'ai pas une voix d'homme au téléphone*. Mes parents me disaient sans arrêt de faire attention à ma manière de parler. La socialisation t'exclut des structures de pouvoir mais dans le même temps, elle m'a donné une chance de survivre. Si je vivais en Iran en tant que femme trans, c'est sûr, je n'y survivrais pas. Attention, je ne veux pas me victimiser, je veux dire, si j'étais restée là-bas, j'aurais trouvé mon chemin comme je le pouvais. Et je ne me sens pas coupable à ce sujet, parce que j'étais en sécurité en étant comme j'étais. Bien sûr, on ne te laissait pas amener ces sujets sur les bancs de l'université. C'était très compliqué. Si tu disais que tu étais trans, elles te forçaient à modifier ton corps. Tu étais obligé·e de te faire opérer, elles t'y forçaient. Maintenant, depuis un mois, elles disent qu'elles ne veulent plus forcer personne. Mais auparavant, on te forçait à faire une transition physique.

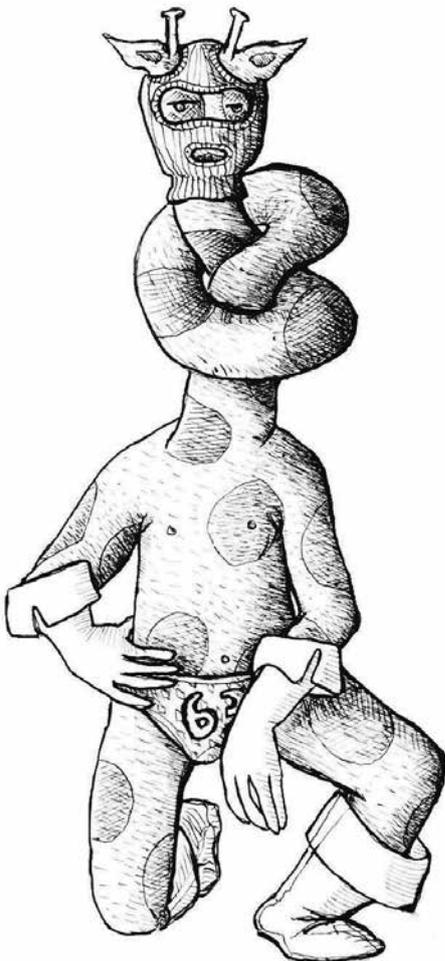
Pour moi, c'est toujours une question d'intersectionnalité. Peut-être qu'il y a certains sujets sur lesquels nous devons être franch·es dans les mouvements autonomes. Comment les structures autogérées peuvent-elles lutter de manière intersectionnelle en approfondissant la compréhension des discriminations qui affectent celles et ceux qui les composent ? En pratique, peut-être avons-nous besoin de nous organiser différemment, je ne sais pas. Nous devrions au moins nous rassembler. « Mec cis<sup>[8]</sup>, blanc, hétéro » ne serait-ce pas juste une

[8] Cis : une personne cis, par opposition à une personne trans (cf. note 7), vit dans le genre qui lui a été assigné à la naissance.

façade, tu vois ce que je veux dire ? Je ne dis pas qu'il suffira de nous rassembler dans une dynamique de réflexion intersectionnelle pour éliminer tous les problèmes. Il y aura sûrement des points de conflit parce que la structure de pouvoir est complètement fondue dans le patriarcat, le racisme, le classisme. Mais peut-être que 99 % du groupe pourrait trouver ensemble les points d'intersection permettant de comprendre plus finement les discriminations.

J'ai vécu seulement quelques heures dans un *Heim* [foyer où certaines personnes demandeurs d'asile obtiennent un lit]. En fait, trois semaines après l'expulsion d'Oplatz, nous sommes passés par plusieurs *Heim* et avons vécu une semaine par-ci, une semaine par-là,

mais dans « mon *Heim* », je ne suis restée que trois heures. Parce que c'était après Oplatz, après tout ce truc. J'avais demandé l'asile pour la deuxième fois et, cette fois-là, elles venaient d'accepter d'étudier ma demande. Il fallait bien qu'elles le fassent, à un moment ou à un autre, et elles m'ont attribué une chambre dans un *Heim*. Mais à ce moment-là j'étais très claire au sujet du « No Lager, no Residenzpflicht » [Ni camps de rétention, ni assignation à résidence], donc je suis partie au bout de trois heures. Parfois j'ai la sensation que si j'étais restée là-bas, j'aurais été plus proche des expériences des autres. Mais j'ai trouvé cela inutile. Je sais que ce choix pose la question de l'isolement. Pourquoi devais-je à nouveau m'isoler ? Je me battais dans la rue. Je n'avais pas besoin de vivre en *Heim*. Je ne pouvais pas à la fois rester dedans et dire que j'étais contre. C'était un point de vue privilégié parce qu'elles te conduisent au *Heim* et tu finis par prendre contact avec le monde, exactement comme elles le veulent. Donc, j'ai eu ce privilège, en quelque sorte, de me connecter au monde d'une autre manière, et je ne pouvais pas y retourner. Ma place en *Heim* était à Berlin et c'était également un privilège réservé aux personnes venant d'Iran. Maintenant, je me rends compte qu'elles ont une règle : elles ne répartissent pas les personnes au hasard dans les *Heim*.



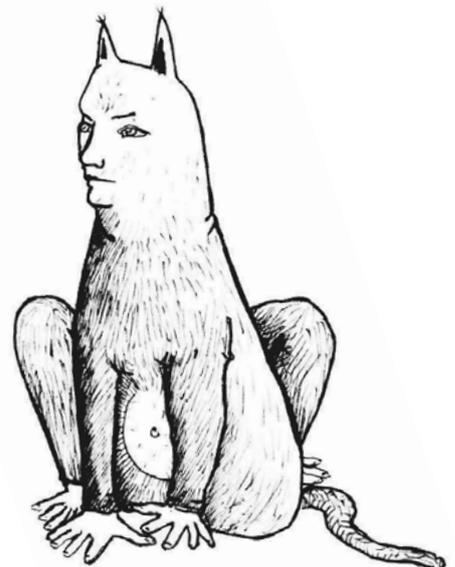
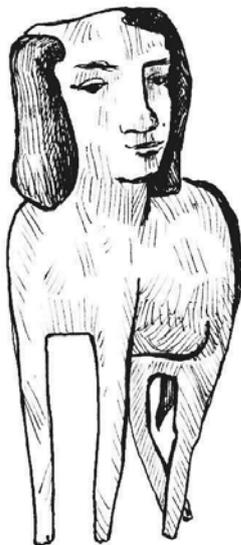
**« Pourquoi devais-je à nouveau m'isoler ? »**

## L'autonomie, une sensibilité révolutionnaire

Le racisme à Oranienplatz ? C'était le grand sujet. Ça, je ne le passerai pas sous silence. Et j'ai vu là-bas, dans la pratique, comment fonctionne le racisme et comment il se reproduit. Il y avait par exemple des personnes d'Afrique du Nord et du Soudan, qui nourrissaient des sentiments particuliers sur leur histoire, leur fleuve ou la place qu'elles auraient au cœur de changements qui affectent l'ensemble de l'Afrique. Il y avait aussi la question de la religion comme élément fédérateur, au-delà des régions d'appartenance. La seule chance que le système te fait miroiter, c'est cette « nationalité » basée sur des frontières créées par les colonisateurs. Beaucoup voient le problème, mais si je veux être vraiment honnête, je dois développer les enjeux liés au Kurdistan. Les personnes qui sont un peu à gauche, dans le paysage politique, sont contre l'idée de Nation, par exemple. Ceux qui sont

plutôt des combattant·es religieux·euses, dont la lutte se base sur leur foi, en l'Islam par exemple, ne comprennent pas la question de l'autonomie. Et peut-être ces deux tendances s'opposent-elles également à l'idée d'autonomie, quand on voit que beaucoup, de nos jours, demandent aux Kurdes *Est-ce que le mouvement kurde est nationaliste ?* Elles ne peuvent pas comprendre de quoi il s'agit. Et il ne s'agit pas de nationalisme. Et ce n'est pas une affaire de religion, à laquelle la plupart s'opposent, d'ailleurs. Cela vient vraiment d'autre chose, d'en bas, de personnes qui se sont organisées elles-mêmes, en autogestion.

J'ai l'impression que les théories anarchistes ont été ignorées à l'intérieur de notre mouvement. Ce n'était pas un sujet valable. La même chose à l'École, où on a raté quelque chose à cause de notre manque de clairvoyance. Après tout, j'ai vu des personnes continuer leur combat politique en parallèle de leur religion et reprendre l'idée que nous nous battions toutes ensemble, ce que je qualifierais d'idée de gauche. Vous voyez comment ces éléments peuvent se mélanger ? Pour moi qui viens d'Iran, je vois comment la religion peut détourner des mots de gauche, jouer avec et en faire de la merde. J'ai aussi vu des personnes quitter leur religion mais se saisir de l'idée de nation comme s'il n'y avait pas d'autre





« *Si, je suis  
illégale !* »

choix possible. D'accord, on doit penser à nos pays et tout ça, mais il ne s'agit pas de savoir si l'Islam peut oui ou non nous rassembler. Je dirais que la plupart ne comprennent pas la question du Kurdistan. Tout le monde ne va pas chercher des alternatives, comme le font les autonomes, en réfléchissant les enjeux au niveau local, en s'auto-organisant entre voisines, et en respectant les mouvements indigènes. Vous ne pouvez pas rassembler tout cela si vous ne voulez pas comprendre la perspective de l'Autonomie. Cela nécessite une sensibilité révolutionnaire particulière. Et je pense qu'on ressentait cet élan mais sans le conceptualiser ni le comprendre. Peut-être que les personnes qui, comme moi, viennent de la région où se trouvent les Kurdes, se font une idée plus claire au sujet du Kurdistan. Du fait qu'il s'y passe quelque chose. J'avais des amies kurdes. Leur conception de l'autonomie ne me surprenait pas. Ici, je vois que beaucoup n'arrivent pas à se positionner là-dessus. Il manque encore quelque chose.

#### Interview traduit par Utopia // Dystopia Traductions

« Collectif et coopérative en devenir, nous travaillons à la traduction de textes, au sous-titrage de films et à l'interprétariat (traduction simultanée ou consécutive) lors d'événements. Nous voulons :

- Partager des textes et des œuvres pour participer à la transmission des savoirs et des productions militantes ;
- Former et obtenir du travail rémunéré pour des minorisées sexuelles et de genres et des femmes ;

## Nous ne sommes pas éga·les

J'ai parlé avec une amie de la revendication « Arrêtez de les appeler "réfugié·es" ». Pour moi, c'est comme le slogan « Kein Mensch ist illegal » [Personne n'est illégale], alors que je sens que *Doch, ich bin illegal* [Si, je suis illégale]. Une fois à Oplatz, on a fait quelque chose en réponse. On a dit *Vous dites « Kein Mensch ist illegal », vous le criez partout. Mais « Doch, ich bin illegal ! »*. Je ne veux pas le taire. Je ne veux pas dire que je suis ton égale. Non, nous ne sommes pas égales. C'est comme ce « Bienvenue aux réfugié·es ». Non, on n'est pas les bienvenue·es. On le crie mais en pratique, ce n'est pas vrai. D'un côté, je peux dire *Oui, je suis une réfugiée*. Qui suis-je ? Je suis une réfugiée. Ce n'est pas une position de pouvoir. C'est une question d'accepter mon inégalité. Mais d'un autre côté, il y a des personnes qui sont nées ici, qui ont des papiers européens, qui ne veulent pas être considérées comme des étrangères mais qui sont considérées comme telles à cause de leur couleur de peau. On leur demande *D'où viens-tu ? – Quoi ? Pourquoi tu me demandes ça ? J'ai des papiers, je parle la langue, j'ai tout et tu me juges à la couleur de ma peau*. C'est le racisme auquel elles sont confrontées. J'estime qu'avec cette revendication, il s'agit en grande partie de faire comprendre qu'il y a beaucoup de personnes qui ne veulent pas se sentir exclues ni être vues comme l'Autre. Personnellement ce n'est pas ma façon de voir les choses. En ce moment je préfère accepter *ein bisschen* [un peu] que je suis une réfugiée. Non, je ne suis pas comme les autres. Il n'y a pas de vie. Je le vois comme ça mais je peux comprendre les deux côtés. Et encore une fois, personnellement, je garderais le « *Oui, je suis une réfugiée* ».

- Réfléchir aux questions posées par les formes que prend le travail, à l'heure où chacun·e devrait devenir son/sa propre patron·ne, et dessiner les moyens de notre solidarité ;

- Proposer le plus possible des traductions situées, c'est-à-dire vouloir que les traductions soient réalisées par les premières concernées par les thématiques, vécues, catégories sociales, espaces géo-linguistiques représentés dans l'œuvre originale. »

# LA JOIE

## CETTE IMPOSTURE ?

Buenos Aires, le 2 mai 2017

*¡Hola compas! ¿Que tal?*

J'espère que le printemps, la lumière et les arbres en fleurs vous trouvent en forme. Je pense beaucoup à vous depuis deux semaines, j'essaye de suivre les infos françaises, plus que d'habitude, et ça me semble bien sombre... De mon côté, les sujets ne manquent pas, les énormes mouvements féministes *Ni Una Menos* et *Vivas Nos queremos*, la dégringolade progressive de l'économie argentine, la grève générale, les mouvements de *piqueterxs*<sup>[1]</sup> et les faillites des entreprises auto-gérées par leurs salarié-es...

En attendant, voici quelques réflexions... Elles sont probablement à mille lieues de vos préoccupations, de vos questionnements. Les présidentielles ont l'air de prendre beaucoup de place en France. Ce cirque électoral semble écrasant ! Alors en songeant à vous dernièrement, c'est la recherche de la joie et de la légèreté dans nos luttes qui

me taraude et ça surgit sur les murs et dans les livres à chacun de mes pas. Je vous écris ces phrases qui me font réfléchir et bouger dans mes évidences. Des phrases qui me donnent de la force. Je ne peux pas les garder pour moi, ça me brûle trop !

La *alegría subversiva* ou *alegría rebelde*, deux expressions qu'on entend souvent ici. Elles peuvent sonner superficielles, trop faciles pour contrecarrer les 22 % de haine<sup>[2]</sup> déposées dans les urnes. Mais ça compte pour moi, aussi parce que c'était une des raisons pour lesquelles je pétais des plombs en France cet automne : dans un contexte si dur, je ne trouvais plus la force de lutter, de renouveler encore et encore l'énergie et la motivation. Comment ne pas craquer face à la violence de nos réalités sociales ? Ici, je collectionne des bouts de réponse, des pistes.

*Alegría subversiva*. C'est cette idée qui donne tant d'élan, peut-être même tant de sens, aux mouve-

ments sociaux que je découvre en Argentine. Dans *alegría*, il y a la gaieté, l'art, le rire, la création, l'imagination, la musique, la danse, la convivialité... Tout ce qui rationnellement ne renverse pas les relations de pouvoir mais nous transforme, en positif. Et dans *subversiva*, s'entend tout ce qui va à l'encontre d'un système que l'on n'a pas choisi et qui nous opprime. Ce pourrait être aussi révolte, révolution, changement social, rébellion, barricades. Ces termes recourent deux idées en miroir, *alegre rebeldía* et *rebelde alegría*. Rébellion joyeuse et joie rebelle. Autrement dit, se révolter rend heureuses et la joie a aussi une force subversive. Ça se tient, non ?

Depuis mon arrivée à Buenos Aires, je suis touchée par cette façon de contrer les violences, les traumatismes, les agressions et la torture, en investissant la beauté et la joie. Ça me rappelle une idée qui m'avait beaucoup plu chez un vieux philosophe rencontré au lycée : l'idée que la joie est une augmentation de la puissance d'agir<sup>[3]</sup>. Et qu'en ce sens, toute joie est bonne à prendre : rire d'une agression qu'on a vécue, faire des hommages joyeux et

[1] *Piqueterxs* : mouvements de chômeur-euses, nés dans les années 1990 en Argentine, parfois appelés aussi MTD (Mouvements de Travailleur-euses Désoccupé-es). Cette dénomination vient des formes de mobilisation, les « piquetes », piquets et barrages installés sur des routes ou des lieux stratégiques.

[2] Au deuxième tour des élections présidentielles, 22 % de la population française a voté FN (prise en compte des abstentions et votes blancs)

chouettes à celles et ceux qui sont mort·es... Ces joies-là ne nous font pas oublier, elles ne nous dévient pas des luttes, elles nous donnent la force de nous y tenir.

Mais d'après mon expérience en France, cette énergie est la plupart du temps vue comme quelque chose de puéril ou de naïf... Pourquoi ? Pourquoi un tel rapport au « sérieux » alors que les attitudes de joie m'apparaissent puissamment salvatrices ? C'est quoi notre problème ??

Nous croyons-nous « suffisamment malin·es » pour ne pas nous faire avoir par la joie, cette imposture ?? Comme si éprouver du bonheur était un truc de bisounours trop nazes, qui n'ont qu'une moitié de cerveau et chient des arc-en-ciel ! Comme si nous cultivions cette image austère de nous-même, bien trop conscientes du désastre en cours pour nous permettre l'insouciance. Le jugement de valeur sous-jacent à cette affirmation m'évoque les distinctions de classes habituelles, en termes économique, de genre et de race : le sérieux est associé à une exigence intellectuelle, et donc à la figure de l'Homme Blanc, savant, méprisant. Peut-être cela découle-t-il du fait que nous sommes nées à l'épicentre du modèle cartésien des maîtres et possesseurs. Le contrôle, l'auto-contrôle... Pas exactement la fête. Oui, la plupart des situations contre lesquelles nous nous insurgons semblent trop tristes pour nous autoriser

de la joie. Mais alors qu'est-ce qui nous tient ? Quels sont les petits moteurs intérieurs de nos engagements ? Le constat que ce monde est horrible... le refus de ses violences, de ses inégalités... la nécessité de réagir, par survie, par rage... est-ce que tout cela nous suffit, nous porte vraiment ?

N'est-on pas assez dans la galère pour lâcher la gravité dans laquelle nous nous complaisons ? Je déteste ce raisonnement aigri et prétentieux... comme si nous étions trop privilégiées pour nous autoriser la joie. Ce serait encore une question de position de classe, alors ? Ce raisonnement me met lui

**" C'EST QUOI NOTRE PROBLÈME ?! ? "**

aussi mal à l'aise. Il me donne l'impression d'une condescendance dégueulasse envers toutes ces personnes qui seraient bien trop dans la galère pour être politiquement conscientes.

Ou alors c'est encore le sentiment de culpabilité qui ne nous lâche pas. Mais à quoi bon se sentir coupable et impuissant·e face au colonialisme, si ça nous fait déprimer au point de passer notre journée à boire du café et manger du chocolat ? Et notre élan à compatir, à nous sentir habitée·es par la dureté dramatique de ce



[3] Cette définition de la joie comme augmentation de la puissance d'agir est développée par Spinoza, dans l'Éthique.

que vivent beaucoup d'amies et de camarades autour, active un intense processus d'identification. Pourtant, on n'est pas sans pap' à moins de ne pas avoir de papiers, et tant qu'on n'est pas en prison on n'est pas prisonnière-es... Sans être dans ces situations, nous pouvons être attaché-es aux personnes qui le sont, nous pouvons être inquiètes, révoltées, solidaires. C'est quand même mieux de ne pas oublier d'où l'on parle, non ?

Depuis que je suis ici, ces questions m'assaillent régulièrement. Je suis avec ces gens en lutte, et je partage quelque chose de leurs conditions de vie. Mais au fond, si ça tourne mal pour moi, sur le plan de la santé, de la répression, ou autre, j'ai une

assurance rapatriement, tout un soutien qui s'organisera depuis la France, de nombreuses portes de sortie. Ma survie personnelle ne dépend pas de ce qu'on invente ensemble ici. Et cela crée évidemment un décalage.

Une de mes premières rencontres avec cette idée de la *alegría*, c'est un poème que j'ai lu au local des Mères de la Place de Mai. Ce lieu est habité par une histoire longue et tragique, une foule de présentes et d'absentes qui inspirent une grande humilité. Les milliers de photos, les foulards, tout rappelle ces disparues qui ont milité dans les années 1970 et en sont mortes. En feuilletant un vieil album je suis tombée sur des mots de Julius Fusik...

*Por la alegría vivo, Por la alegría lucho, Por la alegría muero, Que jamás la tristeza vaya unida a mi nombre* (Pour la joie je vis, pour la joie je lutte, pour la joie je meurs. Que jamais la tristesse ne soit associée à mon nom). Les Mères de la Place de Mai, et toutes les proches de disparues, insistent pour qu'on se souvienne des moments joyeux de lutte, de vie, et non pas les moments glauques et tristes des disparitions, des tortures et de la mort. Il y a quelques semaines, dans une manifestation commémorative du coup d'État de 1976, une jeune portait sur une pancarte : *Nos quedamos con la alegría y el canto. El amor es nuestro* (Il nous reste la joie et le chant. L'amour est de notre côté).

Une fois de plus, pourquoi luttons-nous ? Il y a quelques semaines, dans un atelier d'éducation populaire, quelqu'une a répondu : *Pour faire avancer la alegría, avoir plus de temps à regarder le ciel !*

Et puis Sofía, de la communauté de Catamarca, en lutte contre une mine, le scandait en février dernier : *On lutte pour quelque chose qui en vaut la peine. Et la récompense, c'est le bonheur. C'est pour la joie que nous nous battons, pour pouvoir danser quand bon nous semble !*

Ça me renvoie à ce que me racontait une amie de retour du Liban, ou encore aux voix que l'on entend dans certains documentaires sur la situation en Palestine : des personnes qui témoignent de réalités dramatiques sans se complaire dans leurs sentiments de tristesse



et d'impuissance. Parce qu'elles n'ont pas besoin, lorsque ça va mal, qu'on fasse la gueule et encore moins qu'on vienne de l'extérieur pour s'apitoyer sur leur sort. Moi par exemple, quand je n'ai vraiment pas la patate, ce qui m'aide à aller mieux, c'est d'être avec des gens qui vont bien. Alors je me dis que je pourrais parfois être celle qui va bien pour les autres ?

Coincées dans cette société individualiste, nous vivons le plus souvent nos angoisses, nos souffrances, nos insatisfactions, dans la solitude. Et bien sûr, l'injonction à y faire face seule est une charge, souvent trop lourde pour que nous trouvions comment nous défaire de tout ce blues. Mais cette impasse devient facilement une posture, comme si l'attitude politiquement convaincante consistait à tirer la tronche tant qu'on n'a pas atteint la vie rêvée... Pourquoi se battre si ça nous maintient dans une vie insupportable ? Oui, à mon sens, on se bat pour ce que Hector Negro, poète de Buenos Aires, appelle *Une vie qui donne envie de vivre !* Pourquoi attendrait-on la Révolution, ou que tout soit résolu, pour vivre du mieux qu'on peut ? Rosa Luxemburg, militante socialiste assassinée à Berlin en 1919 et citée dans un atelier d'éducation populaire auquel j'ai participé en avril dernier, affirmait : *Ne pas seulement être en défense de la vie, mais pour la vie : il faut qu'on s'approprie ce qu'il y a de beau dans la vie.* Et Julio Cortázar, écrivain argentin exilé en France pendant la dictature, l'a défendu avec d'autres mots dans *Libro de Manuel* en 1973, à l'époque où s'échafaudait le Plan



Condor, installant des dictatures dans toute l'Amérique du Sud, au Chili, en Uruguay, en Bolivie et en Argentine, sous le regard protecteur des États-Unis et de l'Europe : *Plus que jamais, je crois que la lutte pour le socialisme en Amérique Latine doit affronter l'horreur quotidienne avec la seule attitude qui, un jour, lui donnera la victoire : en gardant précieusement, jalousement, la capacité de vivre telle que nous la souhaitons pour le futur, avec tout ce qu'elle suppose d'amour, de feu et de joie.*

**" LUTTER POUR  
UNE VIE QUI DONNE  
ENVIE DE VIVRE "**

Décryptons donc ce qui, dans la joie, sert nos luttes... parce que tactiquement, c'est quand même vraiment chouette de se dire qu'être joyeux est moyen et moteur de résistance !

Lutter, oui, ça procure de la joie. Évidemment. La joie de rencontrer d'autres personnes qui partagent nos valeurs, comme le souligne par exemple Berta Cáceres, leader indigène assassinée le 3 mars 2016 au Honduras : *les luttes sont des processus collectifs qui nourrissent les liens de fraternité/sororité.* Et il y a quelques jours à Buenos Aires, sur un mur de l'avenue Corrientes, j'ai lu cette phrase : *Desobediencia, por tu culpa soy feliz* (Désobéissance, par ta faute je suis heureuse)...

Parce qu'être enfin en accord avec ses idées est quelque chose dont on peut se réjouir ! C'est échapper à ce qui nous laisse habituellement tristes et impuissant·es dans ce monde, transgresser des normes que l'on n'a pas choisies et s'émanciper des carcans.

Bien sûr, lutter pour notre bonheur personnel ne semble pas spécialement noble, pas spécialement altruiste... Mais que pouvons-nous construire si nous ne nous sommes pas d'abord réconciliés avec nos propres besoins ?

Se mettre au clair sur ce que lutter nous apporte de joie permettrait – peut-être – d'éviter ces postures de sacerdoce et de pseudo sacrifice. On lutte car notre vie nous paraît meilleure de cette manière que d'une autre. Car lutter pour ce qui nous semble être le bien commun, c'est aussi lutter pour que ce qui nous semble juste advienne dans la mesure du possible. Et ça c'est déjà, en soi, une joie... non ? En tout cas plus joyeux que de céder à l'impuissance, au désespoir, à la tristesse... alors, plutôt que de s'imaginer le bonheur comme un

idéal immaculé, toujours hors de portée, ça vaut le coup de cultiver une joie de l'instant, de ce que nous inventons ensemble, de ce que nous partageons, vivons, dansons... et jubiler aussi dans l'évocation de ce qui va advenir... *Parce que nous sommes mues par le désir. Parce que nous nous approprions le temps et nous rendons disponibles à nous-mêmes, le temps passé ensemble devient soulagement et conversation entre alliées, les manifestations deviennent manif, les manifestations deviennent fête, et la fête, un futur commun* (Appel du mouvement de femmes *Ni una menos*, mars 2017).

Que recherchons-nous au fond ? Les moments où l'on se fâche, ceux où l'on est meilleur·es ami·es ou amoureux·es sont tellement forts... Mais ces moments me semblent en même temps tellement réduits, tellement codifiés ! Pauvreté de nos imaginaires... Ne croyez-vous pas que nous pourrions augmenter cette liste de milles autres espaces, milles autres configurations humaines capables de nous faire vibrer avec enthousiasme ? Alors je fais mienne l'affirmation prêtée à Emma Goldman, *Si ta révolution ne sait pas danser, ne m'invite pas à ta révolution !* Car nos moyens de lutter dessinent nos manières de vivre durablement.

Se contenter d'un monde où le bonheur reste confiné à de tout petits espaces dans le « privé », se bercer de l'illusion d'un bonheur plus grand toujours remis à plus tard... Quelle poisse ! C'est pourquoi je trouve si intéressant de

**" SI TA  
REVOLUTION NE  
SAIT PAS DANSER,  
NE M'INVITE PAS A  
TA REVOLUTION! "**

penser comme une seule et même chose la vie et la lutte, comme un seul et même chemin que l'on emprunte sans oublier d'y cultiver ce qui nous fait du bien. Ça me rappelle ce qui était écrit sur un tambour de *murga* (groupe de danse et musique de carnaval) que j'ai vu en février à Villa Crespo : *Ama y lucha con placer !* (Aime et lutte avec plaisir !)

Comment cultiver la joie ? Où la trouver ? Je ne pense pas que ce soit une capacité innée mais plutôt un entraînement, une technique, un art à cultiver, comme le suggère Goliarda Sapienza en titrant son passionnant roman *L'art de la joie*.

En fouillant dans nos expériences passées, je trouve de nombreuses tentatives, des souvenirs de franches rigolades, des moments excitants et puissants. Embarquer des instruments pour jouer de la musique et danser en manif, se déguiser, fabriquer des marionnettes géantes et imaginer des mises en scène surprise. Des bouts de manifestiv' et de freeparty, des défilés de marche bizarre, des pink and silver blocks, des 400 couverts, des actions de chouettes-hiboux bure'lesques et des Prides en tous genres, des lâchers de clowns, des courses-poursuites en sambas et des dizaines d'autres idées belles et créatives. Ça me rappelle aussi



le théâtre-action des années 70, les dérives situationnistes et la psychogéographie, les mouvements anti-mondialisation des années 90 et tous ces savoir-faire détonants pour contrecarrer les flics par la fête, les forcer à reculer, faire tomber nos peurs et, parfois, désamorcer les bavures et les traumatismes face à la répression. Je pense encore à tous ces spectacles, cabarets et conférences gesticulées, carnivals, chorales et déprav', visites guidées et impros de rues, parodies et poésies dédiées à traiter avec dérision les sujets les plus complexes. Toutes ces créations ne surgissent pas sans travail, sans des personnes acharnées à cultiver leurs arts. La beauté et la poésie ne sont pas seulement des choses faciles et spontanées, ce sont des arts à pratiquer avec assiduité.

Bien sûr, cette recherche de la joie et de la légèreté, ça questionne forcément sur les loisirs, les divertissements, parfois payants, le plus souvent cloisonnés. Pendant le carnaval en février 2017, un groupe de *murga* de Corrientes affichait : *D'ici, de là, et de partout, lancer la fête dans la rue, avec de la musique, des danses et de la joie rebelle ! Parce qu'on n'achète pas le mensonge de joie que veulent nous vendre ceux d'en haut, cette joie qui alimente la faim, qui promeut l'individualisme et qui diffuse la répression. La joie est à nous, et nous la transformons en résistance, en lutte, en organisation ! Vive le carnaval populaire !* À une époque où même les neurosciences affirment qu'on apprend mieux en jouant que par d'autres moyens, où Kidzania et autres parcs d'attractions



inculquent par le jeu les logiques du monde capitaliste aux enfants, quand le *teambuilding* en *serious-game* est l'avant-garde du management, cultivant le modèle californien d'employé·es post-ado, motivé·es aux cornflakes et aux consoles vidéos... oui, je vois bien comment le monde néolibéral s'approprié ces valeurs. Le « ludique » est un marché rentable pour les entreprises et le contrôle des populations. Tout plaisir n'est pas synonyme de joie. Le plaisir, on en veut toujours plus, ça peut être chouette, mais ce côté insatiable sert souvent les intérêts du capitalisme. J'angoisse de cultiver des plaisirs qui pourrissent le monde, j'ai peur de faire preuve d'une sorte

de myopie éthique, de choisir des bonheurs qui fabriquent de la merde. Nos satisfactions empiètent sur celles des autres si facilement, aveuglement. Ça se pratique chaque jour et le capitalisme prospère sans complexe, insatiable, sur un tas de cadavres...

Mais si nous abandonnons aux capitalistes tout ce qu'ils salissent, que va-t-il nous rester ? Bien sûr, jouer à CandyCrush ou regarder une série télé, voyager et aller au restaurant... ne sont pas des délassements subversifs, et peuvent être coûteux ou abrutissants... Mieux vaut sans doute marcher au bord d'un lac, courir aussi longtemps qu'on le peut, se faire un gros plat de pâtes avec plein de formes

différentes, peindre des heures durant ou lancer un grand jeu de plateau, se proposer des massages ou improviser une boum d'après-midi. En tous cas, j'y ressens le besoin de décompresser, la nécessité de rire à pleins poumons ou de juste souffler un coup, d'oublier certaines réalités ou, du moins, de les mettre à distance. De se fabriquer des émotions plus faciles, de s'inventer des passions qui réparent. Et parfois, je n'en peux plus de ce regard moralisateur, de cette exigence du politiquement correct. Comment réconcilier ce qui nous fait du bien avec nos exigences éthiques ? Comment retrouver du sens mais aussi

**" SI NOUS ABANDONNONS  
AUX CAPITALISTES TOUT  
CE QU'IELS SALISSENT, QUE  
VA-T-IL NOUS RESTER ? "**

du goût à vivre, sans être des tyrans tristes pour nous-mêmes ? Ça me rappelle cette déclaration du collectif *Arte por el cambio social* : *Una revolución será con poesía o sólo serán grandes transformaciones higiénicas. Nunca habrá dimensiones lúdicas o estéticas en el infierno.* (Une révolution devra se faire avec poésie, sinon elle se résumera seulement à de grandes transformations hygiénistes. Il n'y aura jamais de dimension ludique ou esthétique en enfer.)

Il arrive encore que le malaise s'installe. Je pense à certains carnivals subversifs, à Marseille, à Crest ou en Amérique du sud... À de nombreux endroits, les carnivals se sont banalisés en « soupapes » non-violentes et folkloriques. À certains autres, la marge de manœuvre semble plus grande. Mais je me souviens ce qui nous faisait peur dans les lâchages alcoolisés, autour de comportements sexistes bien trash. Nous avons le sentiment qu'ils étaient eux aussi banalisés, au nom d'une subversion populaire mythifiée, d'une définition romantique et intello de la folie, des freaks ou des queers. En exprimant ces réserves, en poussant nos vigilances, c'était à notre tour de jouer les rabats-joie. Je commence à envisager ce « mensonge de joie » non plus seulement comme l'apanage de l'ennemi, mais aussi comme l'expression de nos propres tiraillements, de nos tentatives pour masquer dans l'euphorie nos propres difficultés. Et parfois, ça ne marche plus du tout. La joie est soudain absolument fausse, sur-jouée, et on la fuit. Comme ce type qui vient gratter sa guitare au milieu de la cuisine au lieu de nous aider à préparer le repas... pas envie de se laisser bercer, simplement de le biffer ! Ou les réjouissances en carton-pâte de manifs avec injonctions à la joie, les « Motivés, Motivés » à 150 décibels ne



suffisaient pas à ce que le défilé du 1<sup>er</sup> mai prenne sens. C'est bien autre chose que ce magnifique dancefloor improvisé sur l'autoroute qu'on avait barrée !

Lorsque nos célébrations deviennent des automatismes de routine, je m'en lasse. Mais je peux tout aussi bien rester hermétique à ces ambiances de fête car je manque de repères, d'habitudes ou de confiance. J'éprouve le même genre de tension lorsque je joue : j'aime les jeux qui me proposent des modalités que je connais, qui activent en moi des gestes faciles, rassurants et, en même temps, j'ai soif de surprises, de nouveautés. Un équilibre à trouver entre une part de connu et d'inconnu, entre quelque chose de stimulant et de confortable. Est-ce qu'une routine de la joie peut nous épuiser ? Je ne crois pas. Je préfère penser qu'entretenir ce feu aide à se réinventer chaque jour. Au fond, peut-être l'enjeu est-il de faire de la joie un mode de vie, un mouvement permanent, vibrant et intériorisé.

Ces réflexions paraissent désamorcer un élan de joie que l'on rêverait spontané... je crois que ce n'est pas si grave. Je crois qu'on peut, malgré toutes ces complexités, tendre vers la joie. Chercher à être à la fois idéalistes et lucides, œuvrer à des utopies tout aussi immédiates et problématiques que nous, parce que c'est ça, la vie qui vaut la peine d'être vécue ! Pablo Neruda revendique cette lucidité joyeuse et j'aime ça : *Y está de fiesta el mundo. Llegar a ser radiante sin olvidar tu condición.* Le monde est en fête. Il s'agit de réussir à être rayonnant, sans oublier sa condition.

On en rediscute ?

En espérant que vous ayez du temps pour regarder le ciel...  
*¡Una lluvia de besitos, y nos vemos prontito amigxs!*

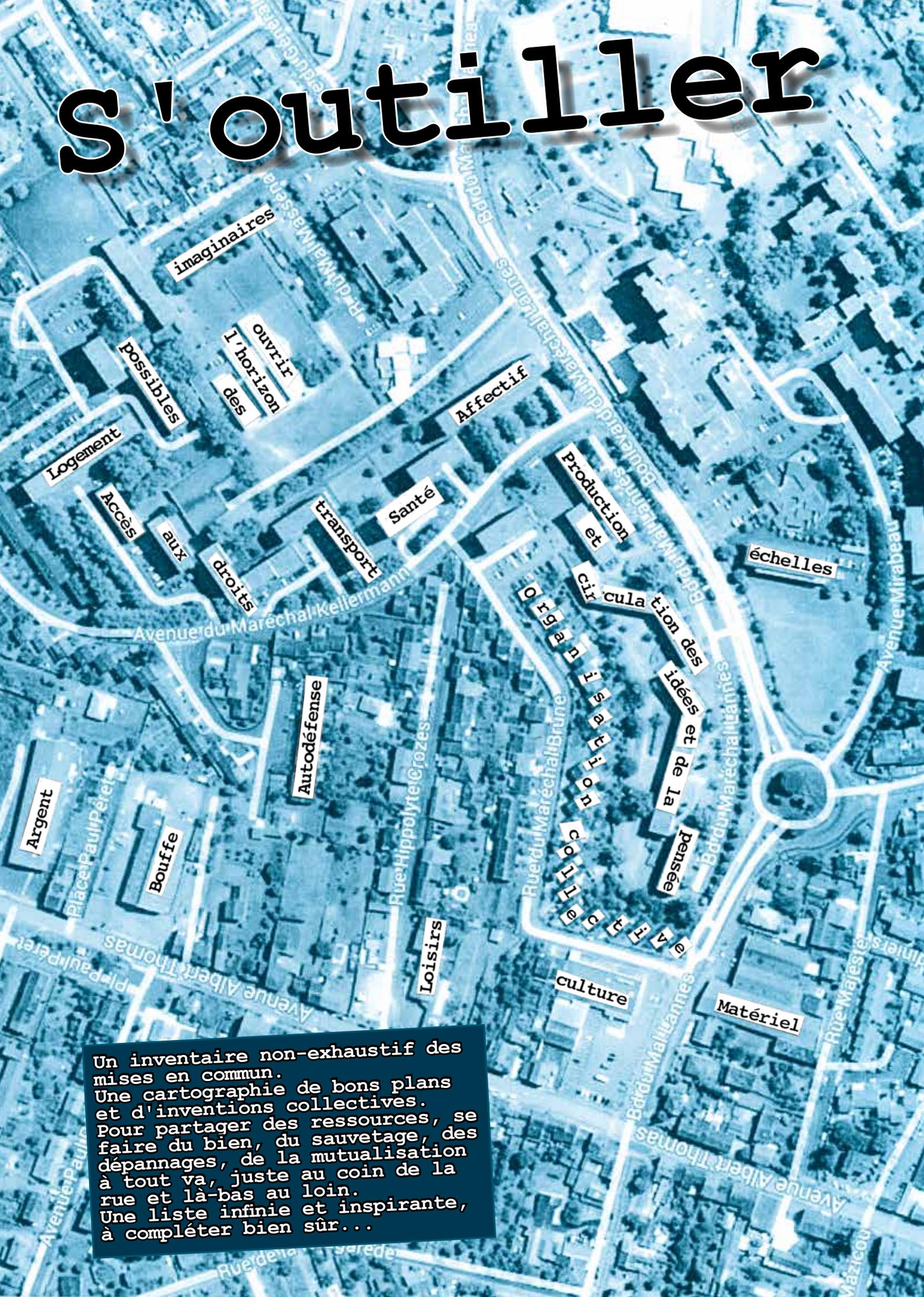


Je vous laisse avec des petites musiques, que j'aime bien et qui résonnent fort dans ce que je ressens :

- Mercedes Sosa - *Todavía Cantamos* (On chante encore, on revendique encore, on rêve encore).
- Bomba Estereo, *Fuego* (Feu)
- Luzmila Carpio, *Fiesta del carnaval*

PS : Je me rends compte que j'ai cité beaucoup de gars. Et ça m'étonne un peu, parce que ces valeurs sont fort portées ici par les compañeras. Mais ce n'est sans doute pas tellement étonnant que ces compañeras, pour diverses raisons (elles sont femmes, de classes populaires, requises par la survie, le quotidien, la lutte), ne prennent pas le temps de se faire entendre et reconnaître en leur nom individuel... et leurs voix n'ont pas tellement d'écho, de toutes façons, car qui tient les outils de diffusion ?

# S'outiller



imaginaires

possibles

ouvrir  
l'horizon  
des

Logement

Accès  
aux

droits

transport

Santé

Affectif

Production  
et

échelles

Argent

Bouffe

Autodéfense

Loisirs

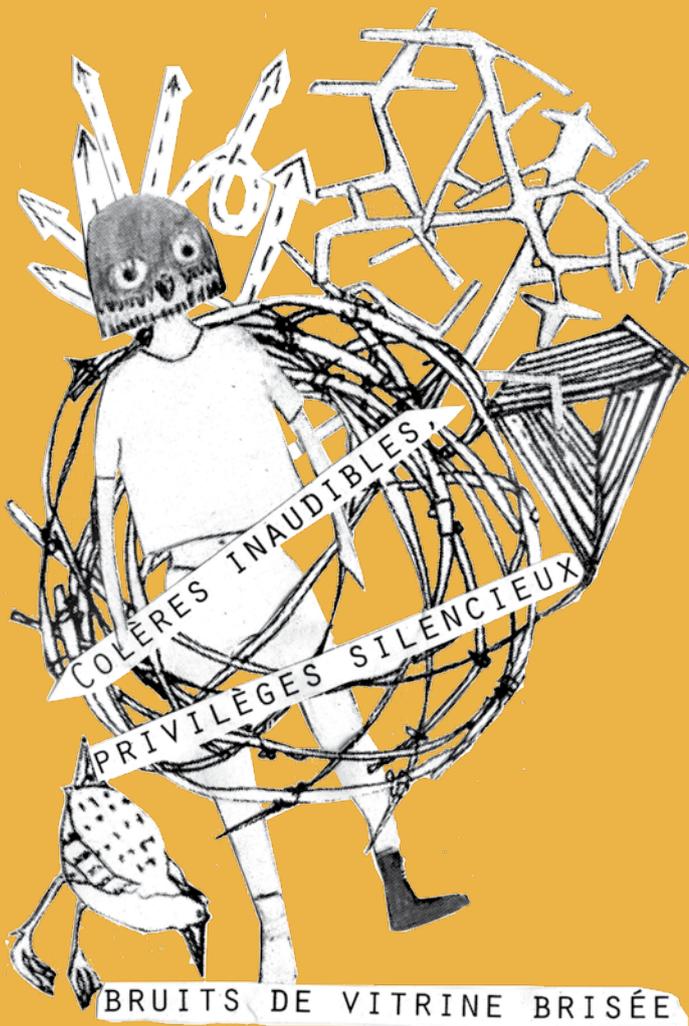
Organisation  
collective  
de la  
circulation des  
idées et de la  
pensée

culture

Matériel

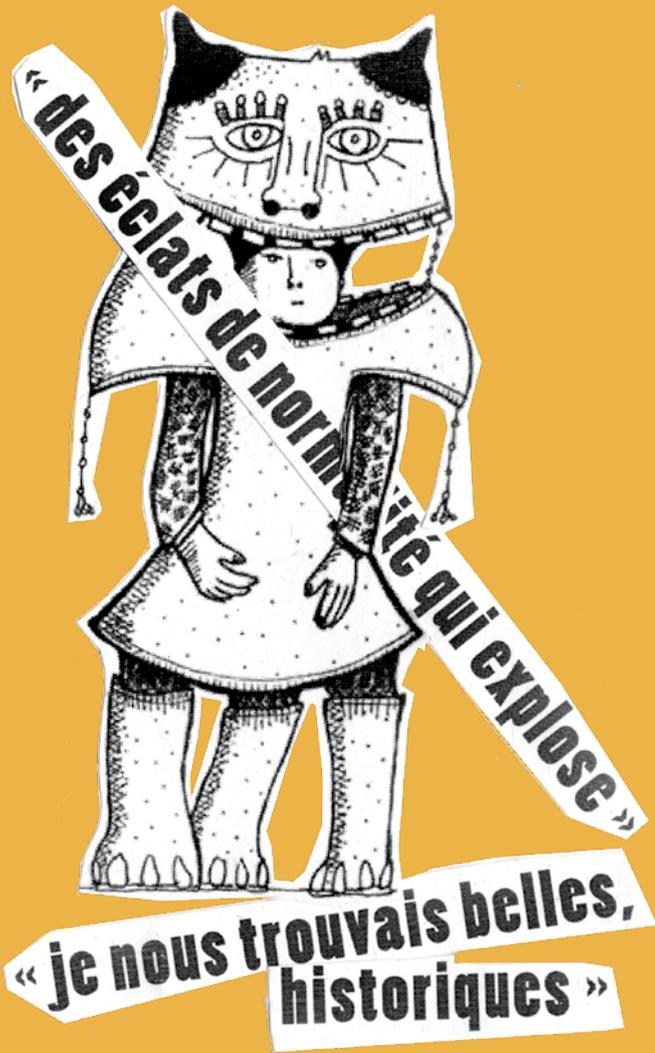
Un inventaire non-exhaustif des mises en commun.  
Une cartographie de bons plans et d'inventions collectives.  
Pour partager des ressources, se faire du bien, du sauvetage, des dépannages, de la mutualisation à tout va, juste au coin de la rue et là-bas au loin.  
Une liste infinie et inspirante, à compléter bien sûr...

trinit fait son dixième numéro et, dans ses rêves les plus fous, continuera longtemps longtemps



COLÈRES INAUDIBLES,  
PRIVILÈGES SILENCIEUX

BRUITS DE VITRINE BRISÉE



« des éclats de normalité qui explose »

« je nous trouvais belles,  
historiques »

l'exploration des imaginaires et des émotions qui traversent nos convictions politiques. Pour livrer ou distordre des épisodes vécus. Rappeler le lien solide entre nos vies, nos luttes et nos idées. Explorer mille manières d'écrire et de politiser nos réalités.

# atelier d'écriture



RÉCITS, ANALYSES & CRITIQUES



D.L.Y. - DO IT YOURSELF / FAIS-LE TOI-MÊME.

TIMULT

15, rue Jacquet

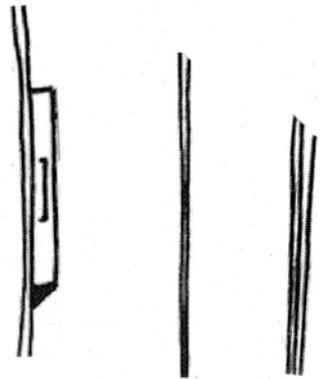
38100 Grenoble

TIMULT | écrivez-nous



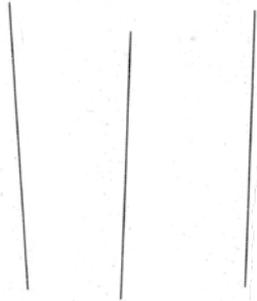
ateliers d'écriture

timult@riseup.net



TIMULT | NUMÉRO 1 | OCTOBRE 2009

<http://timult.poivron.org>

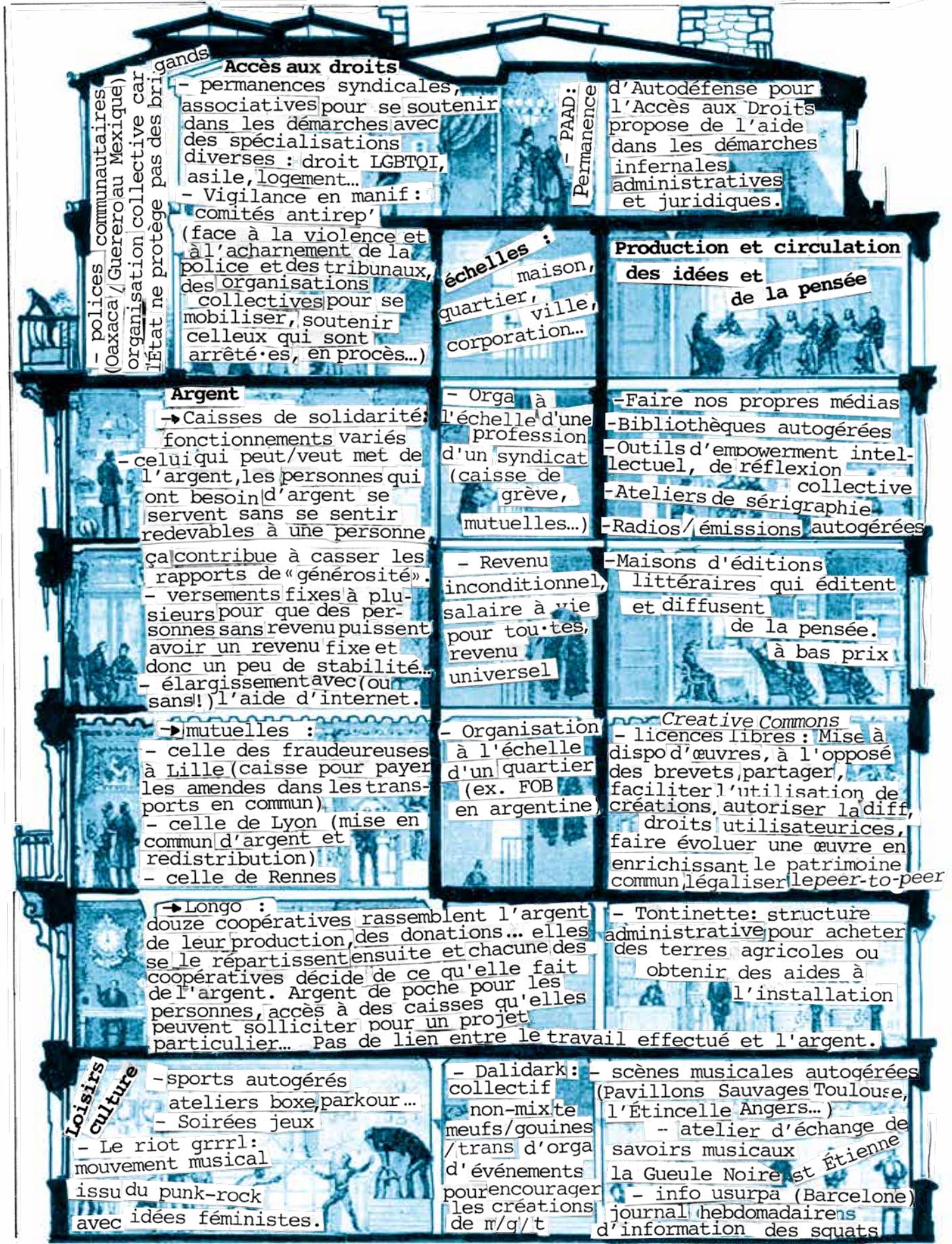


TIMULT | NUMÉRO 6 | SEPTEMBRE 2012

<http://timult.poivron.org>



# CELT-VOLANTS



- polices communautaires (Oaxaca / Guero au Mexique)  
organisation collective car l'Etat ne protège pas des brigands

### Accès aux droits

- permanences syndicales, associatives pour se soutenir dans les démarches avec des spécialisations diverses : droit LGBTQI, asile, logement...  
- Vigilance en manif : comités antirep' (face à la violence et à l'acharnement de la police et des tribunaux, des organisations collectives pour se mobiliser, soutenir ceux qui sont arrêté·es, en procès...)

- PAAD : Permanence

d'Autodéfense pour l'Accès aux Droits propose de l'aide dans les démarches infernales administratives et juridiques.

échelles :  
maison, quartier, ville, corporation...

### Production et circulation des idées et de la pensée



### Argent

-> Caisses de solidarité : fonctionnements variés - celui qui peut/veut met de l'argent, les personnes qui ont besoin d'argent se servent sans se sentir redevables à une personne ça contribue à casser les rapports de « générosité ».  
- versements fixes à plusieurs pour que des personnes sans revenu puissent avoir un revenu fixe et donc un peu de stabilité...  
- élargissement avec (ou sans!) l'aide d'internet.

- Orga à l'échelle d'une profession d'un syndicat (caisse de grève, mutuelles...)

- Faire nos propres médias  
- Bibliothèques autogérées  
- Outils d'empowerment intellectuel, de réflexion collective  
- Ateliers de sérigraphie  
- Radios / émissions autogérées

- Revenu inconditionnel, salaire à vie pour toutes, revenu universel

- Maisons d'éditions littéraires qui éditent et diffusent de la pensée à bas prix

-> mutuelles :  
- celle des fraudeuses à Lille (caisse pour payer les amendes dans les transports en commun)  
- celle de Lyon (mise en commun d'argent et redistribution)  
- celle de Rennes

- Organisation à l'échelle d'un quartier (ex. FOB en argentine)

Creative Commons  
- licences libres : Mise à dispo d'œuvres, à l'opposé des brevets, partager, faciliter l'utilisation de créations, autoriser la diff, droits utilisateurices, faire évoluer une œuvre en enrichissant le patrimoine commun, légaliser le peer-to-peer

-> Longo : douze coopératives rassemblent l'argent de leur production, des donations... elles se le répartissent ensuite et chacune des coopératives décide de ce qu'elle fait de l'argent. Argent de poche pour les personnes, accès à des caisses qu'elles peuvent solliciter pour un projet particulier... Pas de lien entre le travail effectué et l'argent.

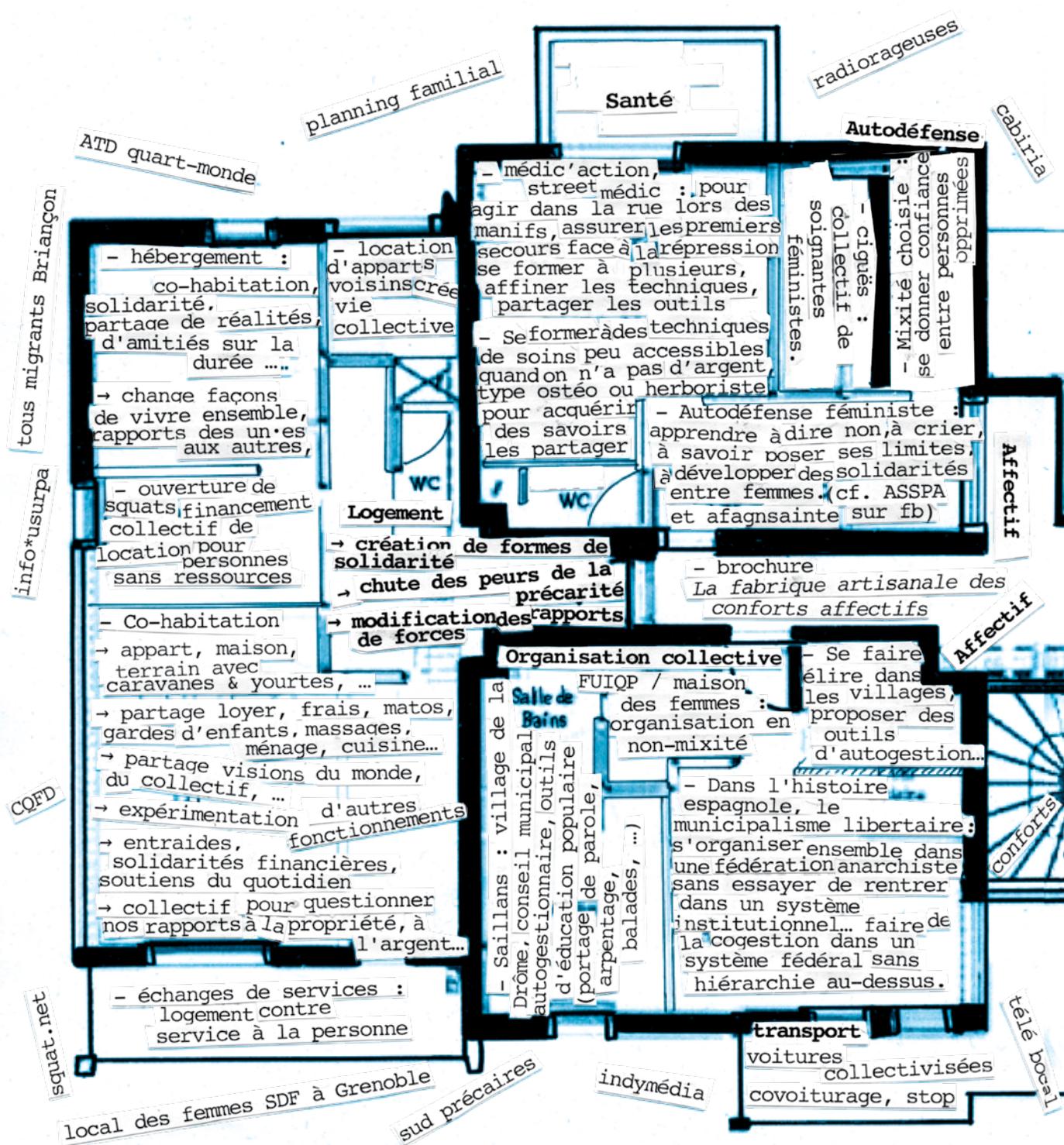
- Tontinette : structure administrative pour acheter des terres agricoles ou obtenir des aides à l'installation

Loisirs culture

- sports autogérés  
- ateliers boxe, parkour...  
- Soirées jeux  
- Le riot grrrl : mouvement musical issu du punk-rock avec idées féministes.

- Dalidark : collectif non-mixte meufs/guines /trans d'orga d'événements pour encourager les créations de m/q/t

- scènes musicales autogérées (Pavillons Sauvages Toulouse, l'Étincelle Angers...)  
- atelier d'échange de savoirs musicaux la Gueule Noire et Étienne  
- info usurpa (Barcelone) journal hebdomadaire d'information des squats



garage associatif les soupapes



le 102 et le 103 Creative commons

niet édition

tahin party

un p'tit vélo dans la tête

**imaginaires :**  
**ouvrir l'horizon**  
**des possibles !**

- 15 à 20 %  
de la population  
active devrait  
devenir paysanne  
avec des gens  
dont c'est le  
métier, et des  
services  
partagés (un jour  
par semaine)...

- créer de la science-  
fiction / anticipation :  
chute du capitalisme  
industriel, 10 ans  
d'horreur, les USA nous  
bloquent, la Chine file  
des pâtes lyophilisées  
pour la survie... et puis  
un autre monde redémarre  
et la joie revient.

- disparition propriété privée  
& argent : suppression de  
prisons, supprime beaucoup  
de travail inutile

- Zones de gratuité (habits,  
accessoires, petit matériel...)  
→ fixes : squats, magasin  
gratuit dans un local municipal  
dans un petit village, cabines  
téléphoniques recyclées en  
→ itinérantes boîtes à livre  
(vélos & charrettes)

- revenu minimum garanti à vie &  
partage du travail : quels métiers  
conserver, combien de  
jours travaillés,  
quels services  
à maintenir, ...

→ occasionnelles :  
vide-dressing  
saisonnier

- répar café pour  
réparer ensemble  
toutes sortes d'objets  
(habits, jouets, ordi  
électro-ménager, ...)

- Mutuelle matériel  
acquisition  
collective de  
matériel empruntable  
à échelle locale (outils,  
véhicules, échafaudages ...)

Centre social (autogéré ou non)  
lieu d'accueil, ouvert,  
repère où venir,  
rencontres, ...

**Matériel**

Affectif

**WC**  
**Bouffe**

- restos  
du cœur

- les champs  
collectifs :  
une dizaine à  
bosser dedans, partagent  
la récolte en fonction du  
nombre de bouches à nourrir  
une partie de la récolte  
est gardée pour  
soutenir des luttes,  
solidarités...

- récup' collectives :  
s'organiser pour  
faire des récup's dans  
les poubelles, auprès de  
producteurices  
ou de  
commerçant.es  
qui acceptent  
de filer une  
partie de leurs  
inendus. Groupe  
affinitaire ou  
r.d.v ouvert à  
ceux qui le  
souhaitent.

- Cooperatives agricoles  
→ CUMA  
→ CURCUMA  
(cf. itw Camille ZAD)  
→ Caracoles zapatistes

- Mise en commun :  
Outils, matos  
cuisine, véhicules,  
etc. tout est  
mutualisé. Espaces  
dédiés, organisés  
et rangés.  
Certains sont gérés  
par un.e  
référent.e avec  
modes d'emploi,  
entretien, etc.

- Le vol : moyen d'accéder à du  
matériel.  
Est-ce politique ?  
Est-ce un luxe de blancs ?

jamais sans ma vissense

radio canut

le secours populaire

répar cafés

rebellyon

zaléa TV

AMAP

les invités au festin

les restos du cœur

vacances pas trop chères  
traverser la France  
parties à 4 en stop  
(2 équipes de 2)  
dormi sous tente en  
camping sauvage



# PIQUETERAS, CHÔMEUSES EN LUTTE

*Paroles de Angelina, Eliana, Ruth, Ana, Carmen, Liz et les autres  
FOB, Federación de Organizaciones de Base,  
Alsina, Province de Buenos Aires, Argentina*



**C'est l'automne, il fait encore chaud. On arrive dans un bus de la ligne 15, l'une des 400 de Buenos Aires. On passe le grand pont orange au-dessus du Riachuelo, ce fleuve nauséabond qui trace la limite sud-est entre Buenos Aires et ses banlieues. Terminus, Valentín Alsina. Herbes folles sur le trottoir et chômage à n'en plus finir. Magasins aux étals clairsemés et longues files d'attentes pour le bus. Maisons à demi-construites et voisines qui se saluent d'une fenêtre à l'autre. Quelques ruelles, voilà le local, avec sa porte de garage en guise d'entrée. À l'intérieur : une grande frise qui représente les émeutes des 19 et 20 décembre 2001, les portraits de Dario et Maxi, deux piqueteros<sup>[1]</sup> assassinés en juin 2002, des panneaux sur la contraception, les maladies de la dengue et de zika... Des piles de cartons remplis de pâtes et de riz, des chaises, une cuisine collective et un espace extérieur avec des toilettes.**

**On se salue en rigolant, on se donne des nouvelles. « Ah tu t'es pas perdue cette fois-ci pour venir, que grande ! On avait préparé le téléphone pourtant ! ». À chaque fois, ça fait rire les compas (compagnes de lutte) que je vienne d'un autre quartier pour les rejoindre, que je sois française et que le mouvement me passionne. C'est lundi, la préparation du repas à six ou sept femmes, comme ça se fait trois fois par semaine. Ensuite quand le repas est prêt, une centaine de compas peuvent venir le prendre sur place ou l'emporter dans un tupperware. Aujourd'hui : patate et viande, et il y a même un grand plat de gélatine rose fluo, un dessert acidulé et sucré, découpé en tranches tremblotantes.**

**Ça discute dur. C'est le retour d'un campement de plusieurs jours devant le Conseil National des Femmes. Il y a de la fatigue dans l'air, la fierté d'avoir gagné sur quelques-unes des revendications, et puis des chants, des anecdotes, des blagues sur ce campement pas très confortable. De la lassitude aussi : il faut lutter pour tout, tout le temps, c'est épuisant. Ce serait tellement plus simple, juste de temps en temps, de pouvoir savourer la gélatine en rigolant entre copines. Faire seulement tourner le maté et l'amertume de la yerba.**

**La chatte du lieu accapare notre attention pendant quelques minutes, elle a eu une portée il y a quelques mois... Ça occupe les enfants pendant les Assemblées, c'est pratique. Mais il y a un chaton qui n'arrête pas de solliciter sa mère pour téter, encore, et encore. « Rholalala mais il ne pourrait pas la laisser vivre un peu celui-là ! Elle les a allaités pendant des mois, s'en est occupée, elle a l'air de ne plus le supporter, elle aurait droit à un peu de repos maintenant non ? ». On rigole, du parallèle entre nos vies et celles des chat-tes, on parle de comment défendre ses droits et de la sororité qui peut parfois transcender les espèces.**

**Ça discute dur. C'est l'occasion de parler un peu du mouvement, de la FOB, du quotidien. Des doutes, des colères et des envies. L'occasion pour moi d'écouter, de saisir des débats, des discussions. Je les retranscris ici, ce sont mes mots qui mettent en scène leurs paroles.**

[1] Piqueterxs : mouvements de chômeur-euses, nés dans les années 1990 en Argentine, parfois appelés aussi MTD (Mouvements de Travailleur-euses Désoccupé-es). Cette dénomination vient des formes de mobilisation, les piquetes, piquets et barrages installés sur des routes ou des lieux stratégiques.

## LE MOUVEMENT

Notre mouvement de chômeurs en lutte est surtout un mouvement de chômeuses en lutte ! Il y a une dizaine d'hommes, pour une cinquantaine de femmes présentes... Et en très grande majorité (70%), nous sommes des femmes migrantes du Pérou, de Bolivie, du Paraguay. Nous parlons quechua, guarani, aymara, espagnol... Nous avons aussi des religions différentes. Mais ce qui nous relie toutes, c'est que nous sommes dans une assemblée, pour nous organiser ensemble, sans chef et sans l'État. *Dans la FOB, comme principe, nous croyons que les réponses n'arriveront jamais d'en haut, des gouvernements ou des partis politiques. Pour cette raison nous ne nous résignons pas, nous ne voulons pas d'assistantat, cela ne nous rend pas la dignité et la valeur de savoir que nous sommes capables d'élaborer nous mêmes notre pain et notre avenir*<sup>[2]</sup>.

Même si nos situations se sont améliorées, la lutte continue. Pour les autres, celles qui ne nous ont pas encore rejointes, et pour les *compas* du mouvement qui n'ont pas encore obtenu d'amélioration de leur situation.

À Buenos Aires, banlieues comprises, nous sommes cinq organisations structurées autour d'assemblées de la FOB, ce qui représente environ huit cents personnes. Il y a aussi des groupes FOB ailleurs dans le pays<sup>[3]</sup>.

Concrètement, nous nous retrouvons en Assemblée régulièrement, comme dans la plupart des mouvements *piqueterxs*. Chaque mouvement s'organise un peu différemment mais en général, les femmes, nous sommes très majoritaires, toujours les plus mobilisées.

À chaque fois, nous commençons par présenter le mouvement aux nouvelles, spontanément, des voix se complètent. L'objectif du mouvement est d'améliorer les conditions de vie et de contribuer à un changement social. Dans cette idée, nous parlons de *pratiques préfiguratives* de la société idéale. Que chacun·e ait accès à un *plan travail*, de la nourriture, des médicaments, etc. Nous voulons nous attaquer aux situations concrètes, trouver des solutions pour chacun·e d'entre nous, sans jamais perdre de vue les objectifs de changements au niveau global. Pour qu'il n'y ait plus ni riche ni pauvre.

« TROUVER DES SOLUTIONS POUR CHACUN.E, SANS JAMAIS PERDRE DE VUE LES OBJECTIFS AU NIVEAU GLOBAL »

## LES COMMISSIONS

Il y a beaucoup de commissions, spécialisées sur certains problèmes précis à résoudre. Il faut bien choisir sa commission car l'engagement est d'un an minimum... Il y a la commission Auto-défense pour les manifs, la commission Presse, la commission Santé... Cette dernière contient plusieurs sous-groupes : contraception, préparation-manifs, afin d'être là s'il y a des blessés·es, prévention concernant le SIDA, les MST et les maladies transmises par les moustiques. Ces préoccupations sont partagées avec la commission Femmes parce qu'*une vie sans violence est une vie plus salubre (en meilleure santé) pour toutes*. Nous réfléchissons aussi, entre autres, à la diversité alimentaire. Nous avons porté des revendications à la mairie, par rapport à ses livraisons mensuelles de colis alimentaires. Nous avons demandé que cette nourriture soit plus diversifiée, qu'en plus du riz-pâtes-maté-gélatine-viande, il y ait aussi des fruits et des légumes frais.

– Les commissions, on peut dire que c'est le côté militant.

– Ce sont des réunions, quelques heures une fois par semaine. Quand tu commences à travailler, c'est-à-dire à toucher un plan travail, tu rentres dans une commission.



[2] Extrait de l'article : [FOB - travail coopératif et outils d'autogestion sur amerikennlutte.free.fr](http://FOB-travail-coopératif-et-outils-d'autogestion-sur-amerikennlutte.free.fr). On trouve aussi sur ce site une description précise de la FOB, en français.

[3] FOB : Pour un historique de l'organisation : [prensaFOB.blogspot.fr](http://prensaFOB.blogspot.fr)





## LE TRAVAIL

En Argentine, il n'y a pas d'*universalité des droits*. Au niveau du travail par exemple, il n'y a aucune assurance chômage, et encore moins de RSA, accessible à toutes. Pour avoir un revenu quand on n'a pas de travail, il faut trouver un petit boulot non déclaré, ou lutter dans une organisation de chômeur·euses, qui obtient des *plans travail* pour ses membres. Par exemple, en 2017, suite à la lutte unifiée de plusieurs organisations, pendant plusieurs années, des négociations ont eu lieu avec le gouvernement, et la FOB en a obtenu huit cents sur les environs deux mille. Ces huit cents plans travail sont à partager entre les antennes locales de la FOB. Nous avons des *plans* de 4 000 et 6 500 pesos, en fonction du nombre d'heures travaillées par semaine.

– *Moi, je travaille à la FOB, mais je voudrais du travail genuino, c'est-à-dire un vrai travail.*

– *Dans une vraie entreprise où tu es exploitée tu veux dire ?*

– *Oui, parce c'est mieux payé. 4 000 pesos, c'est vraiment pas beaucoup.*

– *Oui mais à 4 000 pesos, à la FOB, tu bosses que huit heures, alors que le salaire minimum c'est 8 000 pesos pour quarante heures de taf !*

– *En plus, les plans travail, ça nous donne la liberté d'autogérer notre boulot, de choisir où et pour qui on construit des maisons, d'établir ensemble le nombre d'heures travaillées, l'heure où on commence la journée, la façon de répartir les salaires... C'est quand même intéressant d'autogérer le travail plutôt que de rentrer dans des boîtes pourries qui nous exploitent, non ?*

– *Humm...*

– *En gros le débat c'est de savoir si on préfère changer notre rapport au travail de l'intérieur, par l'action des syndicats dans les grosses boîtes... ou si on mène l'action à l'extérieur, par des coopératives, en réorganisant le travail nous-mêmes...*

– *L'autogestion, c'est vraiment pas simple : on accepte de travailler pour un tout petit salaire...*

– *Mais c'est justement pour ça qu'on a décidé de dire retiro (rétribution) et pas sueldo (salaire), parce que le salaire, c'est pour ceux qui ont un patron. Il ne faut pas l'oublier quand on discute... Et puis ça a vraiment du sens, parce qu'on apporte de la vie dans les quartiers, plein de choses qui manquent vraiment au quotidien. Dans tous les endroits où l'État n'est pas présent, nous, les organisations, on existe, depuis des années.*

C'est de l'argent de l'État qui est versé en échange d'un *travail pour le pays...* et de la paix sociale ! Soit les mairies ou d'autres instances publiques imposent des jobs (pour la ville de Buenos Aires, il s'agit de laver la ville, rénover des écoles...). Soit, comme ça se passe chez nous, les organisations décident de faire ce qu'elles veulent ou peuvent, et proposent elles-mêmes des travaux qui leur semblent pertinents.

La construction des maisons ou des locaux est le secteur de travail le plus important à la FOB.

En majorité, nous avons peu de connaissances, mais nous incorporons des camarades compétentes en maçonnerie. Nous apprenons avec leurs explications et en faisant ! Il y a aussi le groupe de travail *cuisine collective* ou *comedor*, où nous faisons à manger sur place pour nous et les voisines, mais aussi pour ramener chez soi, dans les familles. Au sein d'autres Assemblées, des jardins, des cordonneries, des boulangeries, des ateliers de sérigraphie ou de couture ont été mis en place.

## L'ASSEMBLÉE DE FEMMES

Elle fonctionne comme une commission, et se réunit tous les quinze jours, les vendredis après-midi en alternance avec l'Assemblée Générale (AG).

### Coformation

C'est un espace pour parler de notre quotidien, décrypter nos vies, essayer de démêler ensemble ce qui dépend de nous, de l'État, du système patriarcal, etc. Une fois par exemple, en petits groupes, celles qui savent lire ont lu pour les autres des articles de journaux sur une femme victime de violences conjugales. Elle avait été rejetée par toutes les institutions, y compris la justice et le Conseil National des Femmes. Ça nous a permis d'en discuter.

– *Moi, dans l'assemblée de femmes, j'ai découvert mes droits, j'ai appris à parler. Avant, j'avais toujours peur, je tremblais, je n'y arrivais pas. J'étais terrorisée par les hommes violents, parfois je ne réalisais même pas qu'ils l'étaient. Je me suis découverte à la fois soumise et émancipée. J'ai appris comment on peut parler, comment sortir la tête de l'engrenage pour se rendre compte de ce qui nous arrive.*

– *Ça y est, on connaît nos droits, on ne se tait plus ! Et même, des fois, on se retrouve dans la rue juste pour parler.*

– *Avant, c'était « Mais comment as-tu réussi à mettre ton mari en rogne pour qu'il te tabasse à ce point ? » Maintenant, on a une chanson qui dit « Sans mari, ni patron, contre toutes les exploitations, depuis le bas se crée l'organisation... PI-QUE-TE-RAS ! »*



### Composition

Cette assemblée est non-mixte sans homme. Dans les autres commissions et à l'AG, ils sont peu nombreux. En général, les hommes acceptent nos Assemblées, même si parfois certains râlent en privé. Nos maris nous appuient, ou pas, ça dépend. Mais ceux de Rosa et Clara ont même rejoint la FOB, quand ils ont vu comment l'implication de leurs femmes changeait des trucs dans leur vie !

Il y a des lesbiennes et des trans mais ce n'est pas très visible. En fonction des antennes locales, on nomme les mixités choisies différemment : *Assemblée de femmes*, *Assemblée de femmes et genres*, *Assemblée des genres...* Dans le nord une des Assemblées était plus axée *droits des minorités sexuelles*. À Córdoba, un groupe de femmes trans prostituées a beaucoup porté les dynamiques, alors elles laissent plus fort leur empreinte. L'une d'entre elles, Maïte Amaya, est morte le 14 juin 2017, il y a eu un beau texte pour son enterrement...

*Paloma negra, Maite aimée,  
tu as fui vers des cieux  
spéciaux, des cieux bien à toi.  
Piquetera, trans, féministe,  
habitante de bidonville,  
anarchiste... tu gardais tous  
ces corps opprimés dans  
ton corps, sœur de tant de  
rencontres et de luttes, de  
tant d'amours partagés. La  
FOB a été ton port d'attache.  
Ici tu as ancré tes projets  
les plus chers et tes rêves de  
vie. De là, tu nous as montré  
des chemins d'autonomie, de  
résistance collective, d'insou-  
mission devant tous les  
pouvoirs, y compris devant*

*les pouvoirs patriarcaux qui  
traversent nos mouvements  
et nous-mêmes. Tant de  
batailles superposées t'ont  
épuisée. Tu n'as pas réussi  
à t'échapper de cette toile  
d'araignée qui saisit si tôt  
tant de compañeras (cama-  
rades) trans.*

*Paloma negra, chère Maité,  
« celle qui meurt en luttant  
vit en chacune de ses  
compañeras », as-tu écrit il  
y a quelques jours dans ton  
carnet. Et oui, bien sûr que  
tu es en nous et avec nous,  
luttant, et riant, rageant  
et t'emportant encore et*

*encore. Dans nos corps de  
noires, indiennes, migrantes,  
femmes, travesties, trans,  
lesbiennes, chômeuses... Nous  
allons continuer à avancer  
ensemble, Maité, paloma  
negra, avec Lohana, avec  
Diana, avec les camarades de  
la FOB. Et nous organiserons  
nos sabbats féministes à une  
brillante étoile trans.  
Chère Maité, paloma negra,  
on se retrouve au prochain  
pont, au prochain piquet.  
Là-bas personne ne renonce,  
personne ne se rend.  
Compañera Maite Amaya  
;Presente! ;Ahora y siempre!*





## Organisation

Pour les camarades sans emploi qui vivent des violences, la priorité est de trouver un travail. Car partir du foyer leur permet de s'extraire de leurs situations de violence. Alors souvent elles sont placées en priorité sur les listes, et ont ainsi accès aux *plans travail* plus vite que les autres.

Nous essayons de nous organiser concrètement pour tout le reste. Celles qui peuvent assurent la traduction pour les femmes migrantes qui ne parlent que quechua ou guarani, etc. Nous réunissons aussi de l'argent pour la caisse de solidarité, qui sert pour les *compas* en galères, pour payer les médicaments des avortements, etc. Ça finance aussi le voyage pour l'*Encuentro Nacional de Mujeres* (Rencontre Nationale des Femmes annuelle).

Cette rencontre, c'est vraiment un week-end incroyable ! 60 000 féministes débarquent dans

une ville. Il y a des tonnes et des tonnes d'ateliers, sur l'histoire des femmes, sur les façons actuelles de lutter, l'accès à la justice, les réseaux de traite, la féminisation de la pauvreté, les femmes de peuples indigènes, les afrodescendantes, les migrantes, les paysannes... Et puis d'autres, sur les relations amoureuses, drogues, sexualités, rapports au corps (handicaps, impacts de la pauvreté, diversités corporelles...)

Nous participons à plein d'ateliers et rencontrons différentes féministes, venues de toute l'Argentine. Bien sûr il existe des désaccords, et les critiques se font entendre, notamment pour des propos transphobes et lesbophobes. Même si tout n'est pas simple, nous revenons bourrées d'idées et de forces pour se battre dans nos quotidiens, ça change la vie !

## Liens avec d'autres orga féministes

Le champ de la lutte pour les droits des femmes est tellement vaste qu'il est nécessaire de trouver des complices. Nous nous allions avec des collectifs, des assos, d'autres mouvements de chômeurs et chômeuses... Nous faisons partie de la *Campaña Nacional Contra las Violencias Hacia*

*las Mujeres* (Campagne contre les violences faites aux femmes). Nous sommes présentes lors des actions contre les féminicides<sup>[4]</sup>, lancées par les mouvements *Ni Una Menos, Vivas nos Queremos* (Pas une de moins, Vivantes on s'aime/ on se veut).

[4] Féminicide : assassinat de personnes pour la seule raison d'être considérées comme femmes. On peut lire à ce sujet la brève *Diana, la cazadora de choferes*, dans *timult* n°7, sept. 2013.



***Le 8 mars 2017, une grève des femmes éclate.***

***Voici un extrait du texte d'appel :***

*On arrête tout, car ELLES NOUS MANQUENT :*

*ABSENTES les victimes de féminicides, les voix qui s'éteignent violemment au rythme effrayant d'une par jour, seulement en Argentine.*

*ABSENTES les lesbiennes et les travesti-es assassiné-es.*

*ABSENTES les prisonnières politiques, les persécutées, les assassinées sur notre territoire latino-américain pour avoir défendu la terre et ses ressources.*

*ABSENTES les femmes emprisonnées pour des délits mineurs, qui criminalisent les formes de survie, alors qu'en même temps les crimes des entreprises et du narcotrafic restent impunis, car ils bénéficient au capital.*

*ABSENTES les mortes et les prisonnières pour des avortements faits dans de mauvaises conditions.*

*ABSENTES les disparues des réseaux de traite, les victimes de l'exploitation sexuelle.*

*ELLES NOUS MANQUENT. Nous nous organisons pour nous défendre et prendre soin les unes des autres, nous transformons le deuil individuel en réconfort collectif, et nous transformons la rage en lutte partagée.*

*Face à la cruauté, plus de féminisme.*

« **NOUS TRANSFORMONS  
LE DEUIL INDIVIDUEL EN  
RÉCONFORT COLLECTIF,  
ET LA RAGE EN LUTTE  
PARTAGÉE** »



## HORIZONTALITÉ ET HIÉRARCHIE

Tout n'est pas simple. D'abord car nous n'avons pas toutes les mêmes savoirs, compétences ou facilités. Alors bien sûr, ça crée des différences de position et de positionnement entre nous, des différences de pouvoir dans le mouvement. Le bureau rassemble les déléguées de chaque commission de lutte. C'est une instance d'échange d'informations, et des propositions sont faites pour l'Assemblée. Ensuite l'Assemblée générale hebdomadaire est décisionnelle. Tu deviens déléguée en décidant de t'engager plus, de donner plus de ton temps à la FOB. C'est un engagement sur un secteur précis, pour une année.

En général, au bureau, se réunissent aussi les militantes. Celles qu'on appelle comme ça, ce sont principalement des blanches et/ou des intellectuelles. Ici dans l'Assemblée d'Alsina, sur une soixantaine de personnes, il y en a deux. Elles ont contribué à lancer l'organisation il y a une dizaine d'années. Ensuite elles ont choisi de venir habiter ici et de bosser avec les plans travail.

On n'est pourtant pas égales sur tout... Sur certains aspects, quand il faut parler bien, préciser des positions théoriques, nous nous en remettons plus facilement à celles et ceux qui nous semblent compétentes pour ça, ou en tous cas, à des personnes qui s'impliquent spécialement dans le mouvement, depuis longtemps, qui ont en tête les différentes évolutions. Alors les personnes qui « passent » bien (ndt : parce qu'elles sont blanches et diplômées), qui savent bien compter, bien lire, bien écrire et bien parler, elles ont d'autres façons de réfléchir, c'est plus facile pour elles. Et à plein de moments, elles nous aident et elles nous impressionnent. Il ne faudrait peut-être pas, mais ce n'est pas si évident. C'est pas une fatalité, il y a des tentatives et des garde-fous qui sont mis en place pour éviter que ça se passe ainsi.



## ENGAGEMENT

Il y a des débats entre les compas autour des questions d'engagement. Ce sont souvent celles qui participent depuis plus longtemps qui ont tendance à être les plus exigeantes avec les nouvelles.

– Hé, est-ce que je peux louper la manif de demain ?  
Je dois rester auprès de ma mère qui est malade.

– Et moi, je dois aller chercher mon fils à l'école...

– Mais on ne peut pas toutes se défiler. Ici, on veut toutes concilier les agendas collectifs et individuels : chacune doit aller chercher ses enfants à l'école à des heures différentes, de l'insuline pour un proche, etc. Mais rappelez-vous : on s'est promis d'être plus rigoureuses, plus exigeantes avec nous-mêmes. Alors c'est comme ça, tu n'emmènes pas tes enfants à l'école demain si tu as manif. C'est un mouvement de lutte, et la lutte demande des concessions.

– La compa a raison. Ce qu'il faut, c'est trouver des solutions d'entraide entre parents pour que ton fils puisse aller à l'école pendant que tu es à la manif.

– Mais si je n'ai pas de solution...

– Si tu loupes trop de fois l'Assemblée ou les manifs sans justification acceptable, on en discute en Assemblée. Selon la situation, tu peux perdre ton plan travail, et ce sera une autre camarade en liste d'attente qui le récupérera. C'est la même règle pour toutes : on est obligées de faire ça, parce qu'on est un mouvement de lutte et que si notre nombre décroît, on perd le rapport de force.

– On est obligées de le prendre en compte et de le problématiser, sinon tout le monde trouverait des excuses pour ne pas venir !

– C'est quand même bizarre, de rendre la lutte obligatoire...

– Bon, mais on n'impose pas non plus ça n'importe comment. Par exemple on peut décider en Assemblée que certaines sont personas contempladas (vieilles avec des problèmes de santé, personnes qui veulent étudier). Et elles sont dispensées des manifs, des actions.

– N'empêche, concilier dans un même mouvement lutte, vie et travail, c'est vraiment compliqué...

– Oui, mais c'est ce qui fait notre force !



## ACTIONS ET REVDICATIONS

*Campement de femmes,  
Buenos Aires, mai 2017*

Ce campement s'est monté avec les organisations de quartier, les mouvements de chômeur-euses en lutte, etc. pour porter des revendications devant le Conseil National des Femmes (étatique).

- Notre droit à vivre une vie libérée des violences.
- Un budget plus important pour la lutte contre les violences, avec la création de Centres d'aide aux femmes cibles de violence [...]
- Des programmes de formation professionnelle et des postes de travail pour les femmes [...]
- La création d'un registre unifié des féminicides et travesticides dans le pays.
- La formation des agents du pouvoir judiciaire aux inégalités de genre [...]
- Le renforcement des programmes de santé sexuelle et la diffusion de manuels de prévention ainsi que l'éradication des abus sexuels sur les enfants et la mise en place de la Loi 26.150 sur l'Éducation Sexuelle Intégrale.

- L'accès réel au protocole d'interruption légale de grossesse [...]
- Des amendes pour les chaînes de télévision qui promeuvent la réification et la violence envers les femmes, et que l'argent collecté serve à renforcer des programmes de prévention contre les violences.
- Une loi de quota trans, pour l'accès au travail et aux droits pour toutes les identités de genre.
- L'action immédiate des organismes compétents contre la disparition de femmes [...]
- Le financement d'équipes de professionnel·les pour une attention maximale aux femmes en situation de violence et de vulnérabilité sociale, au sein de nos

organisations sociales et communautaires.

- La mise en place d'aides économiques directes et urgentes pour les femmes en situation de violence et de vulnérabilité sociale [...]
- Des conditions de travail dignes pour les travailleurs et travailleuses des Programmes de promotion des droits des femmes.
- Des politiques effectives contre la précarisation des conditions de travail des femmes qui mettent jour après jour leur vie en danger.

¡Justicia por Laura Iglesias!  
¡Justicia por Micaela y Araceli!  
Justice pour toutes les femmes assassinées et disparues !  
Pour chaque féminicide, l'État est responsable !

- Pendant trois jours, on a organisé nos vies, trouvé des solutions pour garder nos enfants et veiller sur nos mères âgées, préparé de la nourriture... pour pouvoir venir camper devant le Conseil National des Femmes. Et hier on a été reçues avec mépris et agressivité. Iels on dit déjà tout faire pour les femmes, et que nous venions interrompre leur travail. C'était violent. Nous affirmons que, s'il faut interrompre le

processus de travail du Conseil des Femmes pour continuer à être en vie, nous allons l'interrompre tous les jours !

- Nous ne sommes pas seules, nous sommes organisées. Et organisées nous sommes puissantes. ¡ARRIBA LAS QUE LUCHAN! Vivent celles qui luttent !

# LES JAMBES DÉLASSÉES

Elle était cachée  
le long des feuillages  
le jour où a commencé  
le grand chambardement

les feuilles couvaient doucement  
elles n'avaient rien vu venir  
d'ailleurs il ne s'est rien passé  
de particulier  
de plus

Il faisait froid et chaud  
en ce début d'hiver  
la montagne avait déjà  
gravi l'air du soleil  
Je ne mettrai plus mes habits pour  
garder les moutons



Il avait perdu la tête et je n'étais plus prête de  
la chercher. Il n'avait qu'à manger ses mains  
qu'il prétendait ne pas avoir et qu'il n'avait pas à  
mettre là. Forcément que j'allais hurler après lui,  
son visage qui restait là à me regarder, muet, qui  
m'ordonnait de m'écraser.  
Elle criait qu'elle avait perdu sa fille. Qu'on la lui  
avait prise.

C'est la montagne éphémère  
éphémère n'importe quoi

## CERF-VOLANTS

qui a atteint le sommet  
jaune éclat

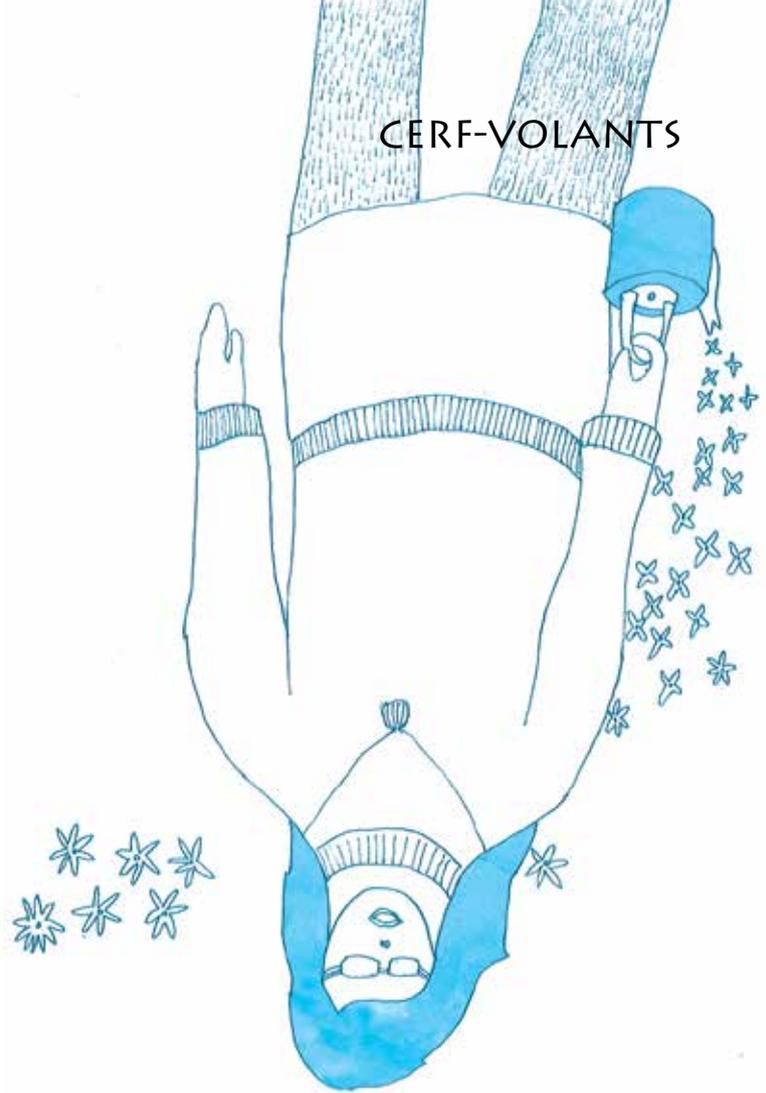
c'est la montagne éphémère  
je ne vous croirai même pas  
ils disent sont douces les frontières,  
c'est ça !

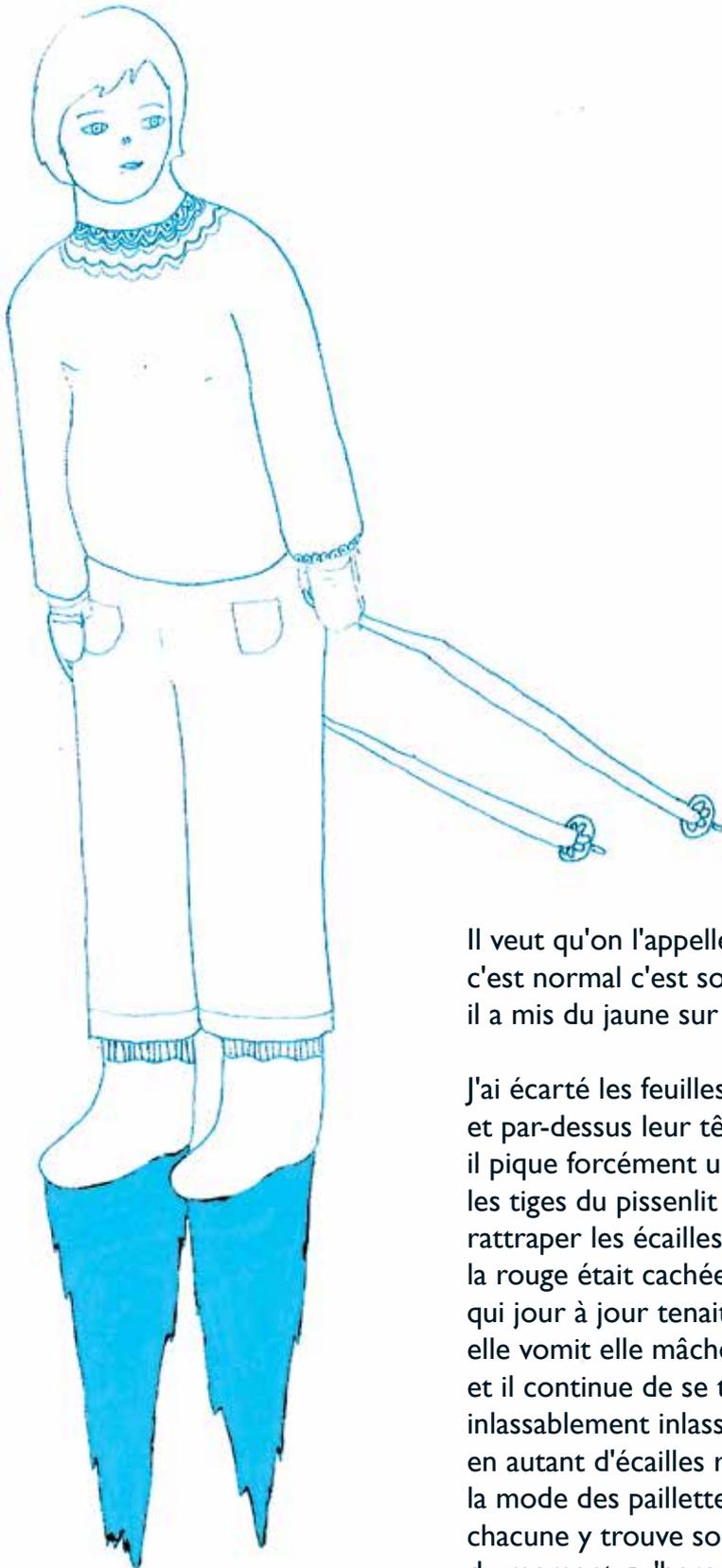
Elle a sauté derrière la montagne. Je ne l'ai  
jamais rattrapée.  
Vous les avez vus ? Nous regarder ?  
Ils ont mangé dans des assiettes dorées, avec  
les cheveux propres.  
Des cheveux propres tous les jours. Longs,  
coiffés, brossés.  
Attachés sans les bosses.  
Ils n'ont jamais rattrapé les cloches.  
Des cheveux propres. Tous les jours.

Elles disent  
avez-vous perdu la tête ?  
Moi je ne l'ai jamais trouvée.  
Du fond des vagues, les sirènes  
crachent leurs beaux jours passés.  
Le château a mangé le ciel,  
nous réparons les orchidées  
les navets les consœurs les abeilles  
trouvent toujours à butiner.

le chocolat a remplacé  
tout ce qui me déshabillait

Avez-vous déjà vu la mer  
quand elle semble prête à s'envoler ?  
Moi ça m'a écorché les ailes,  
de n'plus savoir où me poser  
je suis très inquiète et je dessine ma tête à l'envers  
ça nettoiera les peurs déversées par les mers  
qui guérissent les dettes et les sous-mots secrets  
j'ai attrapé un ver, il avait vu la mer  
et c'est lui qui m'a raconté tout ça  
ne croyez pas toutes ces histoires, ou comme bon vous semblera  
je suis la mer dévorée par les plages  
qui chaque jour en rajoute un p'tit peu davantage.





Si c'était vrai  
c'que l'on raconte dans les histoires  
Je le saurais  
Il en faut bien plus pour m'avoir  
Mais c'est si vrai,  
Mon lapin mon machin mon loir  
Que vrai de vrai  
je m'endormirais sans histoires

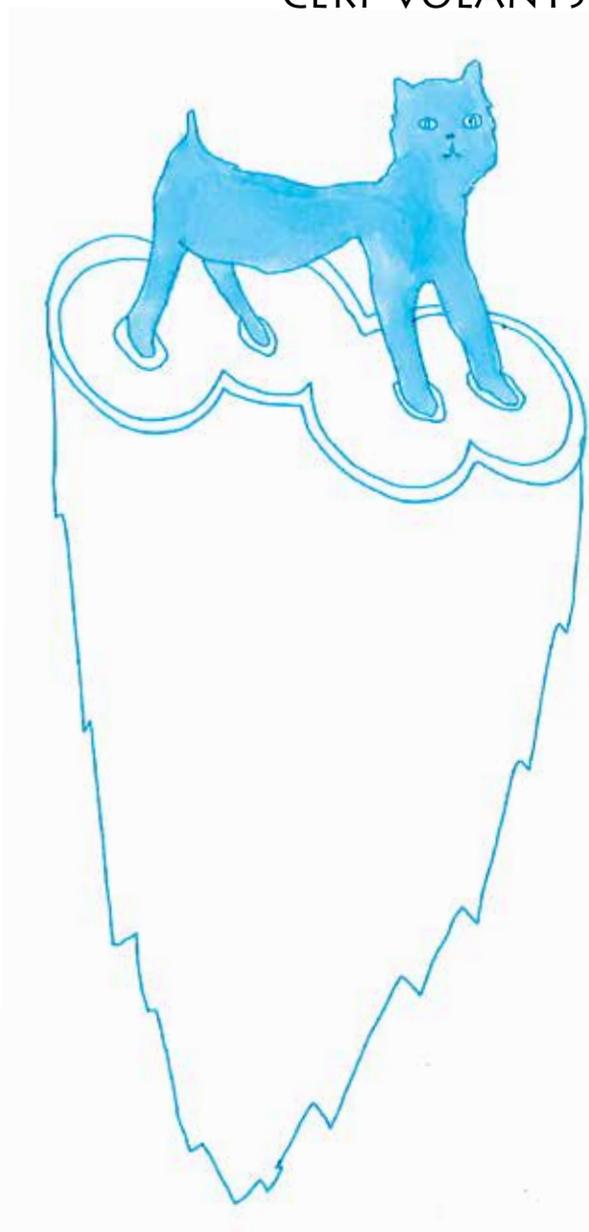
N'écoute ni leurs voix ni leurs machines.  
Ils n'ont pas décidé ce que tu as à dire.  
Crie haut et fort, ta voix te portera.  
Ou parle bas, elle sera là chez toi.  
Je ne sais pas  
ce qu'elle a à me dire, mais je l'écoute  
et l'écris  
sans fou rire cette fois-ci

Il y a des frontières si nettes  
c'est facile de les contourner  
un peu de poudre et des paillettes  
et boum les voilà évincées

Il veut qu'on l'appelle il  
c'est normal c'est son nom  
il a mis du jaune sur ses cils

J'ai écarté les feuilles où vomit la lumière  
et par-dessus leur tête envoyé le soleil,  
il pique forcément un peu  
les tiges du pissenlit volent au-dessous des mers  
rattraper les écailles une à une  
la rouge était cachée dans le ventre d'Ursule  
qui jour à jour tenait à vomir un hercule  
elle vomit elle mâche elle recrache  
et il continue de se transformer  
inlassablement inlassablement  
en autant d'écailles rouges, or, argent, forcément  
la mode des paillettes se décline de quartier en quartier,  
chacune y trouve son compte  
du moment qu'hercule disparaît, d'une manière ou d'une autre

S'il faut cherche ton cœur  
 il n'est pas en-dessous de ta tête  
 Tu as cru que le vainqueur c'était elle  
 Mais c'était toi  
 Toi qui cries et hurles le soir  
 S'il faut cherche ton cœur  
 Tu crois que tu en as besoin  
 Tu as cru que le vainqueur c'était elle  
 Mais c'était toi  
 C'était toi la belle la moche  
 toi la malpropre aux poils longs  
 Ils n'ont pas besoin de toi  
 Ça fait longtemps que tu le sais  
 Mais ce que tu ne savais pas  
 Tralala  
 Je ne te le dirai pas  
 À haute voix  
 Et si la fatigue t'emporte  
 Elle ne t'emportera pas  
 Tu étais elle et c'était toi  
 Déjà  
 Et si la faim t'emportera  
 Tu crieras de joie qu'elle est saine  
 qu'elle croque et mord la vie de toi  
 Ou pas  
 Ils ont croqué toutes les amandes  
 Ils ont douté de toi l'hiver  
 Mais toi  
 Tu es restée debout colza  
 Tu es restée debout primevère  
 Pour ça  
 Elles t'attendaient à la rivière  
 Et elles en ont sauté de joie  
 Folle toi  
 Mange tes lentilles  
 Tais les vipères  
 Ferme les yeux  
 Tu dormiras  
 Pour toi  
 Prends les rapides  
 Sers la frontière  
 L'huile s'en va plus vite que toi  
 Crie ça  
 Mélange la soupe la première  
 Elle grogne et cra et cracracra



# LA LOGEUSE

FABRIQUE TON SERVICE PUBLIC TOI-MÊME !

*La Logeuse* est une tentative de prise en charge de la question du logement... Le contexte ? Nous sommes dans une campagne assez désertifiée, au fin fond des Cévennes. C'est la fin des années 2000. Avec des amies, on s'installe dans une ferme collective, on élève des chèvres pour le fromage, on fait du maraîchage et on a des châtaigniers. On s'implique aussi beaucoup sur la rénovation des bâtiments de la ferme, ce sont de gros travaux, et puis dès le début, on met en place des habitats légers, pour habiter là, quoi.

Après quelques temps, l'une d'entre nous devient animatrice dans le village, puis un peu plus tard, une autre est sollicitée pour se présenter sur la liste municipale...

Et voilà, maintenant ça fait deux ans et demi que je suis élue à la mairie, adjointe au logement, à l'urbanisme, à l'habitat... Et on a un problème de logement : plus de la moitié des habitats de la commune sont des résidences secondaires et il est très difficile de trouver des lieux où habiter à l'année.

À la mairie se crée une « commission logement » avec une quinzaine d'habitant·es. Notre première initiative est de rédiger un courrier, pour l'ensemble des habitant·es, des propriétaires et des élu·es, afin

de les inviter à réfléchir aux espaces qui seraient disponibles pour l'installation de nouvelles personnes. À ce moment-là, l'école du village risque de fermer... alors c'est aussi un des arguments pour alerter les gens. Ce courrier est accompagné d'un questionnaire : êtes-vous prêt·e à vendre à la commune ? À louer tout ou partie ? À laisser construire sur votre terrain ? À donner accès à votre maison contre travaux ? Etc. Une vingtaine de réponses permettent au final de loger quelques personnes en location. Par contre, on réalise que la mairie n'a plus la compétence pour acheter des bâtiments et que la communauté de commune n'a pas de moyens pour ça. Par ailleurs, nous nous rendons compte que passer par la mairie pour « faire du logement », c'est très lourd administrativement, très protocolaire et ça empêche que des habitant·es s'impliquent elleux-mêmes.

Face à toutes ces impossibilités, plusieurs personnes se motivent pour prendre en main directement ces histoires de logement. Ils n'ont pas envie de monter une agence immobilière mais seulement de réussir à acheter ou louer des baraques, afin de les retaper et de les relouer à d'autres, sans que personne n'ait de part de capital, ni de bénéfice, seulement pour repeupler le

voisinage. Parce que ça fait longtemps que les gens ont ça en tête : ce serait bien d'être plus nombreux·ses...

Au début du siècle, il y avait neuf cents personnes ici. Puis, il y a eu l'exode rural, la forêt s'est refermée sur les terrasses et les prairies, ça a chuté à quatre-vingt-dix habitant·es ! Depuis les années 70, il y a eu un petit retour et la population a doublé en trente ans : nous sommes aujourd'hui autour de 180. Un des éléments qui va dans le sens du repeuplement, c'est la politique locale d'acceptation des permis de construire, mais aussi la tolérance des habitats illégaux. Quand je suis arrivée à la fin des années 2000, sur vingt enfants à l'école, la moitié habitaient avec leurs parents dans des habitats illégaux.

À la mairie, j'ai aussi bossé sur le « PLUI ». C'est le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal : un document qui verrouille beaucoup de choses au niveau des permis de construire, notamment en raison de législations spécifiques pour notre situation géographique (Parc National des Cévennes et zone de montagne). Notre région est très escarpée, très dépeuplée, avec d'anciennes terrasses. Avec l'actualisation de ce PLUI, beaucoup avaient peur qu'il y ait des dénonciations et des attaques contre les constructions illégales...

CERF-VOLANTS



## CRÉATION DE LA LOGEUSE

C'est dans ce contexte que se crée *la Logeuse*, par dix personnes de la commission municipale logement (sur les quinze qui la constituent). Nous sommes immédiatement rejoint·es par d'autres, qui ne voulaient pas être dans des logiques municipales mais qui sont très motivé·es pour s'impliquer sur ces questions de logement. Dans le groupe, on n'est pas très mélangé·es, il y a très peu de cévenol·es « d'origine ». Par contre, il y a des gens de tous âges et une belle énergie. On se monte sous forme associative et une des idées de base est de chercher à développer de la confiance auprès de propriétaires pour qu'ils acceptent de vendre les maisons dont ils n'ont pas l'usage. Cela fonctionne, on se lance donc rapidement dans un projet d'achat. Cette maison est vide depuis 20 ans et les travaux n'ont jamais été finis... On n'a ni argent ni agrément de maîtrise d'ouvrage. Plein de choses semblent vraiment compliquées... On se tourne vers les banques pour demander un emprunt. Seule *la Nef*, coopérative financière, nous répond. Nous nous lançons dans une grande entreprise de communication pour revendiquer la nécessité de nous réapproprier les moyens

d'accès au logement et au foncier sur notre commune : *les pouvoirs public locaux n'en sont plus capables, alors voulez-vous nous aider ?* Nous organisons de nombreux événements au village, et notamment une vente aux enchères d'œuvres d'art données par des gens du coin. Cette vente nous rapporte 6.500 € ! Ensuite, on lance un appel à dons par Internet, à hauteur de 10.000 €, qui sera doublé en cas de succès, par la fondation *Les Petites Pierres* qui sert d'interface. On y ajoute une vidéo comédie musicale... et ça marche, on récolte 20.000 € ! Entre nous, il y a un vrai enthousiasme, ça démarre très fort, on passe plein de temps ensemble. Et puis on continue à faire des soirées cinéma, des concerts, etc. Et en janvier 2017, on a fait un défilé de mode incroyable. Plein de gens ont préparé des vêtements, se sont amusé·es tout en nous soutenant ! Et puis bien sûr, on n'a pas envie de s'arrêter à l'achat d'une maison, on imagine des choses à faire ailleurs et autrement, comme des hameaux d'habitats légers, de yourtes ou de chalets, des parcelles de forêt à gérer collectivement pour le bois de chauffage...

En novembre 2016, on a acheté la maison (85.000 €, plus les frais de notaire et les travaux, qui font 115.000 €). Avec ce qu'on a récolté et les remboursements d'emprunt, en plus des loyers modestes, il faudrait trouver 3.000 € chaque année pour ne pas être dans le rouge. C'est ce qui justifie de continuer à faire des récoltes de fonds ensemble.

Toute l'électricité et la plomberie étaient à refaire, ainsi qu'un étage entier à habiller. Il y avait aussi des fuites sur les cheminées et le captage d'eau à rénover... Les chantiers ont été lancés tout de suite, par le sous-groupe travaux. Ça a rassemblé un max de monde. Je trouve aussi important de dire qu'il y a beaucoup de femmes dans *la Logeuse*, très impliquées dans les travaux. Il n'y a aucune réflexion poussée sur le fait qu'il y a deux tiers de filles dans la dynamique... Cette forte implication est vraiment chouette. Malgré ça, je trouve la distribution des rôles bien genrée : ce sont des femmes qui portent la gestion de l'association, la dynamique de groupe, et qui sont le plus dans des formes d'engagements altruistes et durables... On espère que ça va tourner un peu plus !

IL N'Y A PLUS LES MOYENS ?  
FAISONS-LE NOUS-MÊMES !

CERF-VOLANTS



## UN PROJET D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ?

On s'est lancé avec l'idée de louer en logement social, et aussi sur des critères plus ouverts. La mairie loue avant tout à des familles avec enfants, en lien avec l'enjeu de maintenir l'école. Nous voulions plus que ça ! Et poursuivre sur notre lancée, chercher d'autres terrains.

Pour plusieurs personnes de *la Logeuse*, cette action se substitue à ce que devraient faire les pouvoirs publics. Notre logique c'est : comme il n'y a plus les moyens, faisons-le nous-mêmes ! Ça revient à dire qu'on endosse une mission d'intérêt général, de service public. On a d'ailleurs demandé l'agrément d'intérêt général... qui nous a été refusé, au prétexte que « faire du logement », c'était commercial et concurrentiel !

On a beaucoup fait parler de nous avec tous ces événements et recherches de fonds et ça a pas mal bousculé les élu·es du coin. Ça a généré des peurs mais ça encourage aussi des gens à en parler régulièrement, à s'appuyer sur notre expérience pour dire qu'ils ne veulent pas se faire noyer par des logiques de gestion à trop large échelle, qui nous font perdre prise sur nos territoires. Ça se ressent très bien, par exemple, sur des questions basiques, comme les salles des fêtes ou autres infrastructures soi-disant faites pour les habitant·es, mais gérées à distance par des technicien·nes de collectivités territoriales.

Il y a un vrai enjeu à garder prise sur les choses autour de nous. Non pour les privatiser selon nos intérêts, mais dans une optique d'intérêt plus général. Si on veut des outils de solidarité, des outils pour le bien de tous et toutes, ça semble vraiment important que tout le monde puisse s'y impliquer directement, horizontalement. À *la Logeuse*, on a fait une charte dans ce sens, qui veut aussi casser le rapport classique propriétaire/locataire. On a envie d'inclure les locataires qui le veulent dans *la Logeuse*... Toujours avec l'envie d'aller plus loin, d'avoir plus d'une maison, parce que les Cévennes, c'est grand !

Souvent, on nous demande si notre initiative s'apparente aux coopératives d'habitant·es. Mais la grande différence, c'est que *la Logeuse* est portée par des personnes qui ont déjà un logement et qui veulent œuvrer à l'ouverture de leur région, à proposer des logements sociaux pour d'autres. Pas pour se faire du fric, seulement pour qu'il y ait de la vie ici. Il ne faut pas oublier qu'il y a une habitude de solidarité dans le coin. Il n'y a jamais eu besoin de structures légales pour ça. L'idée reste donc de faciliter la location sociale afin de favoriser la venue de gens sans capital. On n'est pas intéressé·es par l'accession à la propriété. On l'a bien vu : quand tu possèdes une maison ici, tu finis par partir en la gardant vide.

Personnellement, je trouve très important de construire ma vie en mutualisant, en construisant ensemble, pour habiter, partager des outils. *La Logeuse*, c'est un des projets les plus fous auxquels j'ai participé dans ma vie. Un élan avec tellement de personnes différentes, avec un processus de construction collectif hyper riche, pour mettre en place un fonctionnement qui nous va à toutes. Cette expérience est tellement enthousiasmante au niveau des liens qui se créent localement... C'est comme ça que ça devrait se passer dans les collectivités locales... Quand tu vois tout ce qu'il y a à penser, même dans une petite commune de cent-quatre-vingt habitant·es : entre l'école, les routes, l'éclairage, les infrastructures municipales et les problématiques de chacun·e... On aurait plein de choses à faire en mutualisant davantage nos moyens et nos efforts. Par exemple, on a évoqué le fait de s'organiser ensemble pour déneiger nos routes, pour réparer les connexions électriques et Internet qui pètent avec les arbres ou la neige, plutôt que d'attendre que le département ou d'autres collectivités montent pour le faire. On pourrait investir et mutualiser des tracteurs pour déneiger... Jusqu'à un certain point, c'est déjà ce qu'il se passe. C'est quand même fou que les fonds ne suivent pas, là où les gens s'organisent directement... Du coup on se retrouve à s'appuyer sur des finance-



ments privés que je serais parfois tentée de dire « publics » d'une autre manière, peut-être parce que des gens ont perdu confiance dans le système bancaire et préfèrent filer du fric à des initiatives concrètes. Je crois que tout cela nous pousse à inventer de nouvelles formes d'organisations administratives locales auto-gérées. Ce qui nous intéresse, c'est

que des gens fassent elleux-mêmes, en évitant les cadres qui servent les logiques économiques spéculatives et capitalistes plus que l'intérêt des gens. On veut porter attention aux différences de contextes, à chaque situation particulière, à l'arrangement collectif que tout cela implique, dans le détail. Par exemple, il y a besoin d'un assainissement minime pour une vie en yourte avec très peu d'utilisation d'eau, tandis que plusieurs habitats dans un hameau peuvent construire un assainissement commun. On veut surtout faire en sorte que les normes et les logiques économiques ne constituent pas un frein à la vie dans nos régions... Avec toutes ces bonnes idées, il est difficile de comprendre pourquoi nous ne sommes que trois membres du Conseil Municipal à participer à *la Logeuse* et à soutenir volontiers le projet. Y'a encore du boulot !

# Ce qui nous oblige

Entretien avec Camille, sur la Zad<sup>[1]</sup> de Notre-Dame-des-Landes, août 2017

Les pratiques de mise en commun sur la Zad ? Ici, c'est plein de rencontres, de tensions, de conflits, d'équilibres et de compromis... enfin, c'est compliqué ! Il y a, par exemple, des façons très différentes d'appréhender la nature. Certain-es voudraient que ça reste un espace non motorisé, d'autres non. Certain-es envisagent de faire de l'élevage, d'autres sont carrément contre... Et puis il y a des points de vue qui s'expriment plus que d'autres, dans nos confrontations internes, mais aussi médiatiquement... Mais oui, tout un tas de mutualisations sont possibles, parce que ce truc d'occupation et de solidarités nous donne des moyens sans avoir à les payer. Cette terre-là, elle est gratuite, parce qu'on l'occupe. Et c'est la même chose pour les machines agricoles et les vaches : des gens les ont offertes, comme manière de participer à la lutte. Et on est une bande à s'en occuper. Cette solidarité fournit des moyens auxquels on n'aurait pas accès normalement. Le monde agricole a compris ça, c'est un monde qui mutualise beaucoup, notamment parce que les machines coûtent beaucoup beaucoup d'euros !

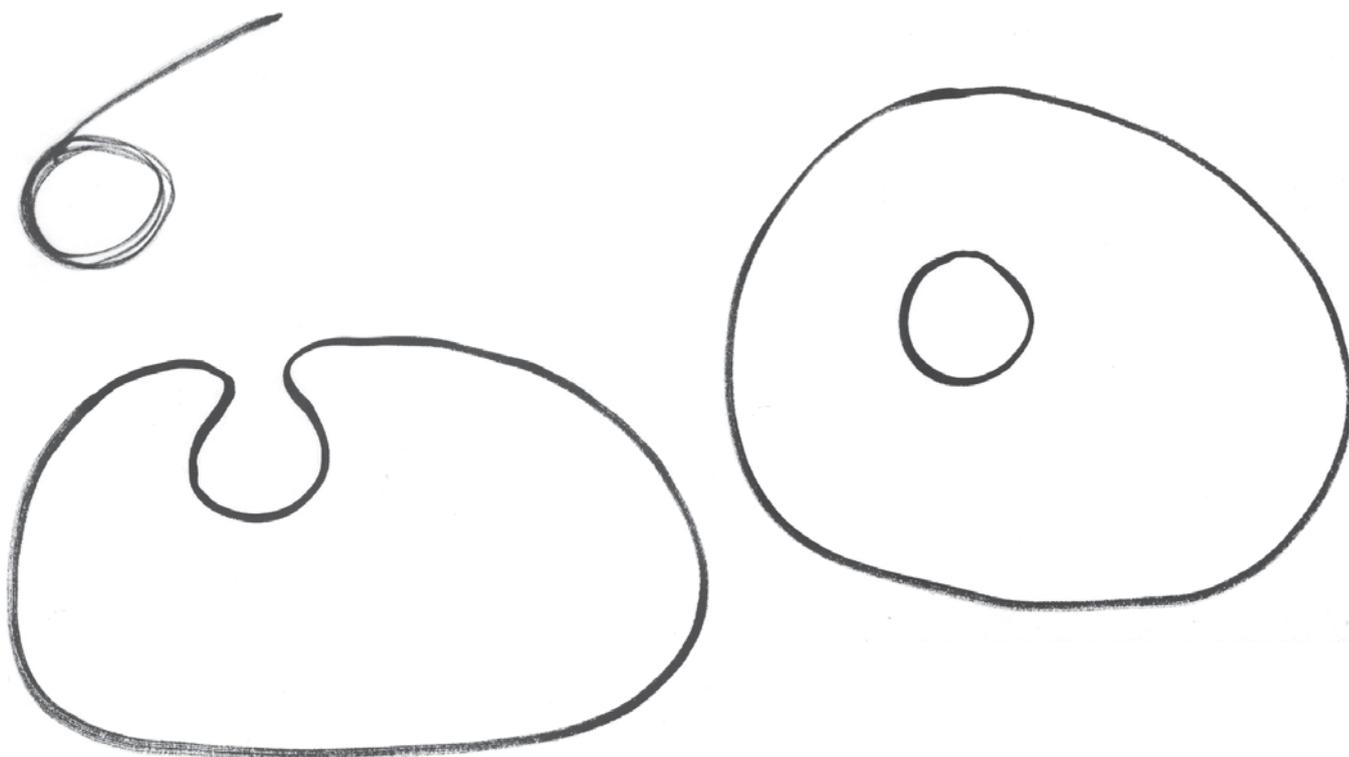
Les squateuses qui pratiquent l'agriculture ici, pour une bonne partie d'entre elleux, n'ont jamais eu pour projet de faire de l'agriculture dans leur vie. Mais d'un coup, l'occasion se présente et ça fait un truc de *Pourquoi pas, ah mais en fait c'est passionnant !* Ah bah c'est l'occasion de se lancer dans un truc de dingue... Moi je n'ai jamais pensé que je ferais ça, je n'ai jamais eu l'idée que je pourrais avoir accès à un tracteur et à de la terre. Parce que je n'ai pas le pognon pour, que je n'ai pas envie de m'endetter jusqu'au cou, de faire une formation... de m'inscrire dans le monde agricole classique qui est terrible ! J' préfère pas. Ce n'est pas que je trouve ça mal ou quoi : on vit dans un monde de merde, c'est comme ça, plein de gens le font et c'est ça leur vie, je ne leur en veux pas, juste... c'est très insécurisant je trouve, d'avoir un endroit qui appartient à la banque !



## La terre comme premier espace de mutualisation

La situation matérielle de cette lutte, tout ce qu'on a, tout ce qu'on partage du fait du rapport de force, des rencontres, des solidarités et tout, ce ne sont pas des trucs qui existent couramment. Que tu sois dans une campagne réac' ou pas, il y a énormément d'enjeux autour de la terre qui font qu'il est vraiment rare de pouvoir la partager. Alors je dirais que la première mutualisation que nous visons ici, c'est la terre. Les terres occupées, bah on les partage quoi. On essaye de ne pas être dans un truc de *si quelqu'un-e occupe une terre, c'est la sienne* mais plutôt de voir ensemble ce que nous occupons et de comprendre qui a besoin de quoi là-dedans. Est-ce qu'on devrait étendre l'occupation à de nouvelles terres ? Et lesquelles ? Comment organiser la répartition ? Comment faire tourner les parcelles ? Est-ce vraiment malin de les faire tourner ?... Et nous discutons de tout entre plein de gens aux envies souvent assez différentes. En ce moment, par exemple, il y a des gens qui arrivent juste et voudraient des terres pour faire un peu des moutons, des céréales, etc... Alors la question se

# à faire ensemble



pose d'en reprendre de nouvelles pour rendre ça possible. Au fond, on fabrique une manière de faire avec ce qui vient.

Un autre exemple : *Sème ta Zad*<sup>[2]</sup> est le cercle dans lequel je m'organise au niveau agricole. Plusieurs fois par an, on fait une réunion sur les questions d'assolement<sup>[3]</sup>. Les différents groupes ou personnes qui veulent cultiver viennent et disent : *ben nous, on voudrait faire un hectare de patates*, et d'autres : *nous on voudrait faire dix hectares de sarrasin...* Ensuite, on regarde une carte de l'ensemble des terres à disposition, on se rappelle l'histoire, on se dit celle qu'on cultive depuis trois ans, ce serait peut-être bien si on la remettait en prairie. Et puis on fait un plan pour l'année ou l'année et demi, en essayant de satisfaire tout le monde.

Les exploitations qui ont refusé de partir et ont rejeté tout contrat avec Vinci-AGO<sup>[4]</sup> ont gardé leurs terres jusqu'à maintenant. Parfois y'en a même qui ont été récupérées en plus, parce que d'autres sont parties à la retraite, sont mortes

ou ont arrêté. C'est une histoire sur des années et des années. Mais il y a aussi tout un tas de paysan·nes qui ont vendu, ont pris le pognon et sont prioritaires dans l'acquisition de terres à l'extérieur de la zone. Iels sont encore sur les terres vendues, pour lesquelles le pognon est empoché, et avec du rab sur les terres de ceux qui sont parties... Alors nous, à propos de ces terres-là, on a décidé qu'on se permettait de les

[1] *Zad de Notre-Dame-des-Landes* : zone en lutte depuis 1972 contre un projet d'aéroport au nord-ouest de Nantes. Les paysan·nes de la zone, résistant·es de la première heure, sont rejoint·es au début des années 2000 par les communes voisines. À partir de 2009, suite à l'appel des « habitant·es qui résistent », des dizaines d'occupant·es se sont installé·es et ont expérimenté des modes de vie et de lutte sur la zone. Le 17 janvier 2018, le projet d'aéroport a été abandonné par le gouvernement. Aujourd'hui les habitant·es cherchent à enraciner l'avenir de la Zad.

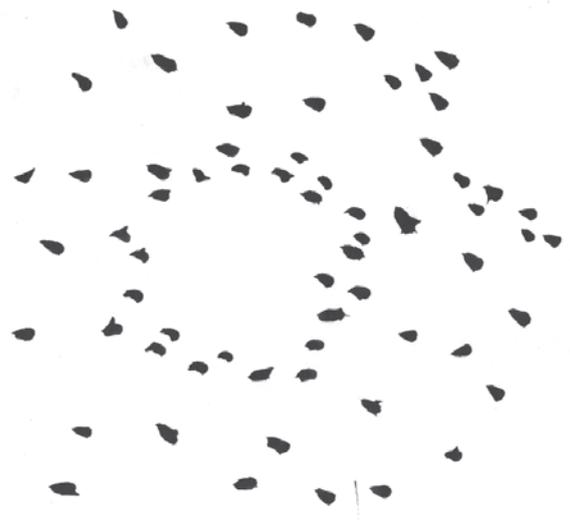
[2] *Sème ta Zad* : assemblée qui regroupe des personnes et des groupes qui font de l'agriculture de lutte sur la Zad.

[3] *Assolement* : répartition géographique des cultures de l'année.

[4] AGO : Aéroport Grand Ouest, filiale de Vinci dédiée à ce projet de Notre-Dame-des-Landes.

occuper si on en avait besoin, on a posé ça dans le mouvement : on est légitimes à les reprendre. Les fermes autour sont au courant de ça. Quand on veut reprendre des nouvelles parcelles, on prévient la ferme qui les utilise, ça ne les rend pas forcément heureux-ses ! Ensuite on vient avec plusieurs tracteurs pour mettre en place une culture, on cherche à ce que le chantier se fasse à la main, pour inviter du monde, pour que le moment soit partagé un peu plus qu'entre deux chauffeur-euses de machines. On fait des semis de céréales à la main, des plantations de haies...

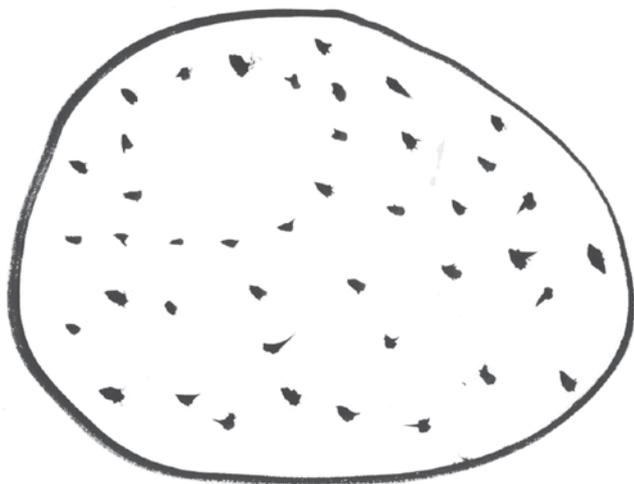
Globalement, le monde des paysan-nes de gauche, COPAIN 44 [5] et tous les autres, sont contre l'agrandissement des exploitations. Si le projet d'aéroport est abandonné, leur but est que plus de monde encore ait accès aux terres, pour de nouvelles installations, des projets hors normes, différents les uns des autres et certainement pas pour l'agrandissement des fermes déjà existantes.



Partager les outils,  
apprendre à s'en  
servir... et passer sa vie  
à les réparer

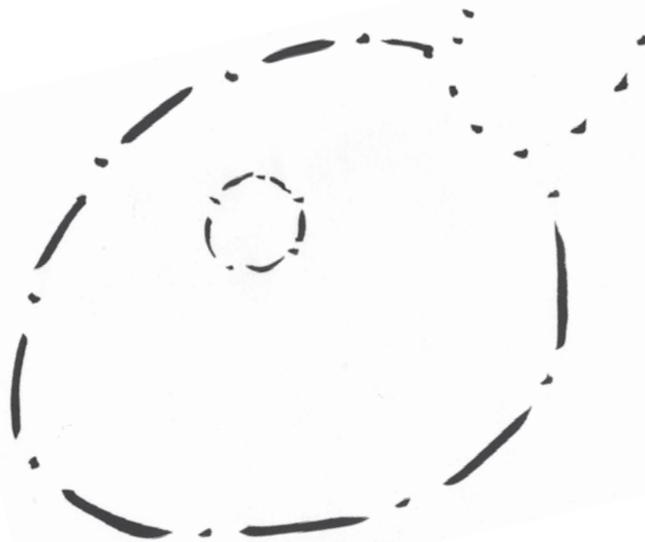
Les paysan-nes ont souvent une partie de leur matériel en propre sur leur ferme et un autre bout en partage dans une Cuma, une Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole. Ce système fonctionne entre les fermes officiellement installées et concerne du gros matériel coûteux. Pour les paysan-nes historiques de l'Adeca[6] et ceux de COPAIN qui sont autour de la Zad, c'est un outil important de mutualisation de matériel agricole. Ça n'existe pas partout mais ici pratiquement toutes les fermes ont du matos qui est partagé par le biais des Cuma, il y a énormément de mutualisations.

Nous ici, on a la Curcuma (Collectif d'Utilisation, de Réparation, de Casse et d'Usure de Matériel Agricole). C'est comme une Cuma mais sur la Zad, c'est-à-dire avec des vieux tracteurs et des machines bien pourries qu'on nous a données et aussi quelques trucs qu'on a achetés. En plus de la mutualisation, de l'utilisation, il y a aussi la prise en charge collective de l'usure, de la casse et donc des réparations. À vrai dire, c'est même ça l'activité principale : réparer. Vous voyez ce qui se passe quand on a une voiture collective, même un peu en bon état ? On a beaucoup plus d'usure et de pannes qu'avec une bagnole perso, parce qu'elle est beaucoup plus utilisée, et par



[5] COPAIN 44 : Collectif des Organisations Professionnelles Agricoles INdignées par le projet d'aéroport, regroupant la Confédération Paysanne, GAB (Groupement Agriculture Biologique), CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural), Terroirs44, Accueil Paysan & Manger Bio44. Dans les faits, ce sont des paysan-nes des régions alentours qui sont impliquées sur le terrain.

[6] Adeca : Association de Défense des Exploitants Concernés par le projet d'Aéroport, créée en 1973, ce sont les paysan-nes historiques de la Zone.



des gens qui la manient différemment, n'ont pas les mêmes attentions. Là, c'est comme si on avait une voiture ultra pourrie et qu'on la mutualisait avec des gens qui apprennent à la conduire... Et en plus, dans le collectif qui l'utilise on n'est pas cinq, mais plutôt trente ou quarante. Alors forcément, ça fait beaucoup de casse.

Il y a une personne référente par tracteur, qui a un œil sur lui. S'il y a une panne, ou si un truc risque de péter bientôt, elle décide du moment où il ne peut plus rouler et organise le chantier pour le réparer. Ce n'est pas forcément la référente qui fait les réparations : deux ou trois fois par an on a des gros chantiers où on décide ensemble. Ce n'est pas parce que tu pètes une machine que tu dois obligatoirement venir sur les chantiers de réparation... même si je trouve ça souhaitable : quand tu captas ce que c'est de réparer une machine, tu la manies autrement, tu considères ses fragilités et ce que ça te coûte de la réparer ! Il y a souvent une tension entre les gens qui utilisent les machines et ceux qui font la méca. Il n'y a pas forcément de grosses embrouilles, mais les mécanos, ça râle tout le temps ! Les mécanos c'est peut-être les gens qui râlent le plus au monde, parce que régulièrement iels ont du taf chiant parce que d'autres font n'importe quoi : les utilisateurices et aussi les ingénieur-es qui ont conçu le truc et qui ne mettront jamais les mains dedans. Il y a des gens qui veulent jamais faire de méca. Certain-es préparent la bouffe pour les chantiers et ça c'est très confortable. On assume une forme de spécialisation au gré des envies et des passions. D'autres viennent faire de la méca agricole alors qu'iels ne sont pas dans des

projets agricoles : iels kiffent de faire de la méca ensemble et soutiennent comme ça l'occupation des terres.

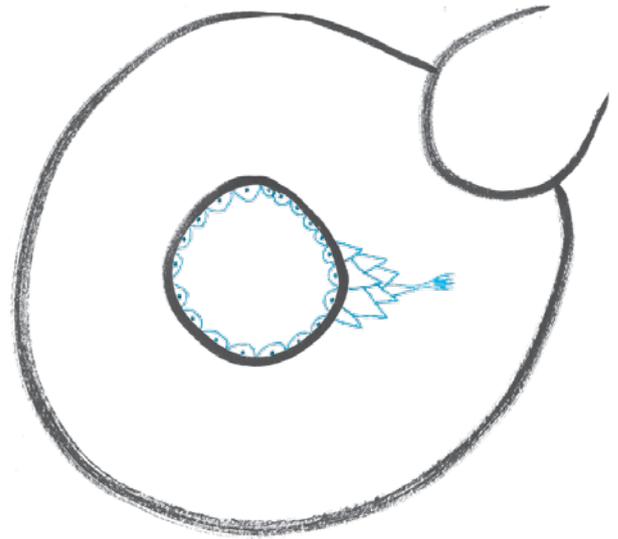
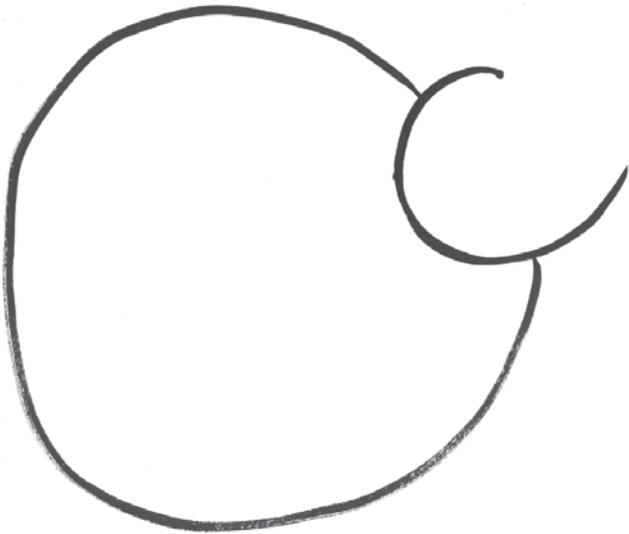
On est une majorité de meufs référentes sur les tracteurs. Et sur pas mal de chantiers aussi. C'est plutôt bien. Il n'y a pas de réflexion sur les rapports de genres clairement posée, mais je dirais qu'on est suffisamment de personnes attentives à des trucs, accueillantes avec les meufs, et en tout cas chiantes avec les gars qui sont chiants, pour que ça facilite l'implication de meufs. Et je pense qu'il y a plein de meufs qui ont envie de se confronter à ça. Tu imagines : tu réparas un tracteur, c'est la classe ! Et puis c'est plus facile que de réparer une bagnole, tu te fais beaucoup moins mal au dos.

Un autre truc super, c'est qu'on a un atelier pour bosser à l'abri, qui est vraiment bien équipé. On peut rentrer trois tracteurs dedans. Comme on forme toujours des équipes pour bosser sur chaque tracteur, on se retrouve donc souvent entre cinq et quinze à faire de la mécanique en même temps.

On n'a pas forcément beaucoup d'expérience ; certain-es ont quelques connaissances en mécanique sur des bagnoles ou autre, mais personne n'est professionnel. La mécanique c'est des lois physiques, ça ne change pas beaucoup d'une machine à l'autre. Quand tu commences à comprendre comment ça se passe (enfin si tu peux capter le principe mécanique) tu vas vite à cerner comment marche le tracteur. Et comme on est plein à apprendre ensemble, c'est hyper bien. On partage nos moments de doute, nos avis, nos connaissances, nos crises existentielles et on se pose les questions à plusieurs.

Il y a aussi ces moments fous où tu ouvres un truc, tu vois ce qu'il y a, à l'intérieur. Alors tu

« COMME UNE CUMA MAIS  
SUR LA ZAD : AVEC DES  
VIEUX TRACTEURS ET DES  
MACHINES BIEN POURRIES »



réalises que personne dans l'atelier n'a jamais vu ça et tu appelles tout le monde *Hé tout le monde, venez voir comment marche la pompe hydraulique, ou le différentiel, ou j'sais pas quoi !* et tu as tout le monde qui rapplique pour regarder, c'est ça les chantiers collectifs.

Les formations de conduite des tracteurs, on les fait nous-mêmes maintenant. Les paysans, ils ont passé des heures à aligner les réponses à nos questions sur les tracteurs. Ils avaient une grande passion de la transmission. Il y a souvent des chantiers qu'on fait en commun avec des paysans de *COPAIN* et des gens de *Sème ta Zad*. Les paysans acceptent toujours qu'on grimpe sur leur tracteur et qu'on pose des questions, et parfois même ils nous laissent le volant et nous filent des conseils. Moi je trouve ça dingue parce que c'est chiant de causer sur un tracteur : il y a plein de bruit. C'est vachement précieux ces échanges.

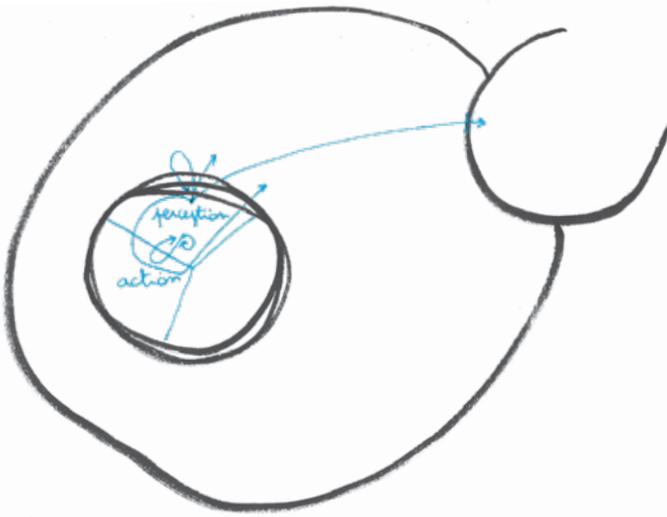
En mécanique, comme en agriculture, on est nombreux-es à avoir des bases, des notions sur plein de choses. Mais quand tu débarques dans les choses, je dirais que c'est vraiment important d'arriver à mettre tes certitudes de côté, pour développer un regard nouveau. Quand j'ai commencé à m'occuper des vaches, par exemple, et à apprendre avec les paysans à regarder les prairies, je ne voyais d'abord que de l'herbe... alors que les prairies, c'est autre chose, c'est beaucoup d'attention. Quand tu n'as pas de bêtes qui pâturent, tu penses *Ouais c'est de l'herbe, je pourrais*

*aller faire un pique-nique par exemple ? J'en sais rien c'est de l'herbe, quoi.* Et puis là, avec tes vaches, tu dois les voir vraiment autrement, parce que c'est la base, c'est la bouffe de tes vaches. Maintenant, n'importe quelle prairie, j'ai dix mille trucs à en penser. Je me demande quelle est son histoire, comment elle est utilisée, pâturée, quelles sont les plantes qui y poussent... Tu te façones un regard que tu n'avais pas jusque-là.

Les deux premières années, juste après les expulsions de 2012, il y avait beaucoup plus de paysan·nes présent·es. Maintenant ça s'est un peu tassé, mais au début c'était un truc de dingue. On allait faire des tours dans les champs avec elleux à longueur de temps. Et nous, avec les vaches, on passait un coup de fil tous les deux jours et on disait : *Ahhh, la vache elle fait ça, ahh, il se passe ça au secours... Qu'est-ce que je fais ?* Les paysan·nes disaient : *Bah j'arrive ! C'était dingue d'apprendre dans d'aussi bonnes conditions. Tu as tout, la machine à traire et tout le matériel, et puis tu as des gens passionné·es de ce qu'ils font dans la vie qui sont passionné·es de le transmettre... Je pense que c'était vachement précieux pour les paysan·nes que nous, des occupant·es, des ploucs, des punks, des j'sais-pas-quoi, on dise *Vas-y, je veux bien essayer de faire du lait, ouais on va s'y mettre. Ouais on va s'occuper de vos vaches, ouais, ouais !**

Encore maintenant, à Bellevue (c'est une ferme qui a été occupée par les paysan·nes et qui tourne beaucoup au quotidien grâce à la présence des occupant·es), il y a une bouffe chaque semaine avec tout le monde. Il y a tout le temps des gens avec des projets agricoles qui se pointent, avec des tas de questions. Parce qu'avec ce truc de refaire le monde, il y a des tonnes de projets un peu

## CERF-VOLANTS



fous, de trucs que personne ne fait : *Ouais je veux semer un champ d'amarante ! – Ah ouais tu veux faire un champ de mauvaises herbes, bien sûr je vais te montrer !*

Toutes ces transmissions, ça a suscité des échanges vraiment très très forts ! Pas uniquement sur des questions d'agriculture, mais aussi sur des visions de la lutte, de comment on s'organise, de la politique, du monde, de mener des actions, des manifs ensemble... Enfin, ça a soudé des liens qui dépassent la question technique agricole. Les premières années, on a pris aux paysan·nes beaucoup de savoir-faire qui maintenant circulent davantage entre les projets de *Sème ta Zad*. Et puis on a commencé à voir circuler des choses dans l'autre sens, dans tous les sens. Par exemple, en pleines expulsions, les paysan·nes se sont mis à occuper la ferme de Bellevue, mais aussi à faire des barricades. Je ne sais pas s'ils en avaient déjà faites... Mais je crois que ce qu'ils ont pris à notre contact, ce sont surtout des trucs moins matériels, des choses qu'on ne peut pas cerner si facilement. Je peux décrire assez précisément ce que j'ai appris et pris auprès d'eux, mais ce qu'ils ont attrapé avec nous, ce n'est pas vraiment à moi de le nommer. Sûrement des trucs d'auto-organisation, de vivacité de lutte, d'actions directes... des façons de partager aussi. C'est toujours fou et dingue de rencontrer d'autres mondes qui se battent, avec d'autres manières, d'autres cultures, tout ça. L'occupation de cet immense terrain, elle ouvre aussi des possibilités très rares et très précieuses, la possibilité de tout un tas de trucs super vastes. C'est très très large le partage que ça représente, avec de nombreuses circulations entre une multitudes de groupes, et toutes ces attentions, ces coups de mains d'un groupe à l'autre...

Quels genres de coups de main ? Si j'ai besoin de souder quelque chose par exemple, j'peux toujours trouver le moyen de souder, mais j'suis pas super bonne. Si c'est important, des gens qui font de la forge peuvent faire des soudures hyper précises, hyper belles. Il est assez facile de passer un coup de fil : *Hé tu ne veux pas venir me faire telle soudure ?* et tu trouves quelqu'un·e qui vient t'aider. Les forgeron·nes, iels sont toujours en train de bricoler nos bouts de ferraille.

Un autre exemple ? On doit rentrer les foin, plusieurs dizaines de tonnes, à la main, c'est des petits ballots qu'il faut charger et décharger. On invite plein de gens pour le faire avec nous. Des gens nous ont dit *Ah ! on va vous faire les manches, file-nous les fourches. On vous refait les manches parce que ça pète tout le temps un manche de fourche !* Voilà, la proposition est tombée du ciel ! Tu n'as rien à demander et souvent, quand tu fais un chantier, il y a quelqu'un·e, comme ça, qui vient te faire la bouffe ou les manches de fourche. Il y a des trucs dans lesquels tu n'es pas engagé·e mais tu vas faire en sorte que ce truc il puisse exister, tu vas le faciliter. Il y a plein de trucs comme ça qui ne sont pas formalisés, ça se fait, spontanément : des circulations, des attentions entre différents projets.

Pour moi, être dans la *Curcuma*, et permettre qu'il y ait des tracteurs qui roulent, par exemple, ça rend concrètement possible l'occupation des terres ici. On peut retirer ces terres des mains de Vinci, on en a les moyens en termes de rapport de force et matériellement. Si demain on n'a plus de tracteurs, ça repart en friche... même si je pense que les agriculteurices du coin lanceront la guerre, si ça repart en friche. Pour les paysan·nes ici, qu'ils aient vendu ou pas, c'est toujours important de faire en sorte que la terre soit utilisée. Beaucoup se sont battu·es pour ça.

« Y'A TOUJOURS  
QUELQU'UN·E QUI VIENT TE  
FAIRE LA BOUFFE OU LES  
MANCHES DE FOURCHE »

## Faire tourner le pognon et les productions

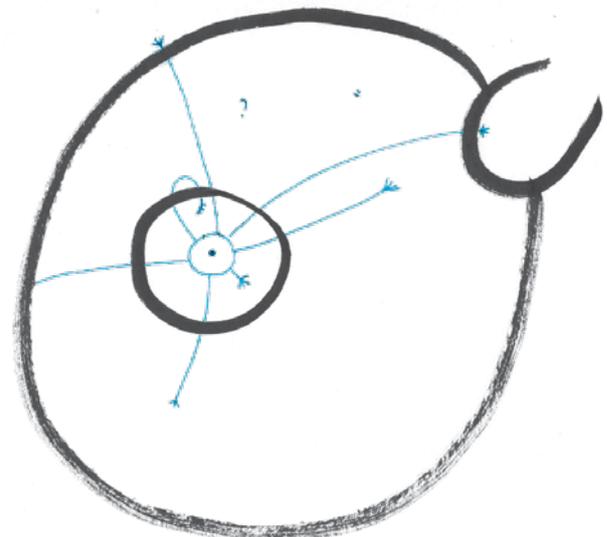
On passe un fric dingue à acheter des trucs pour les machines. Du coup, je pourrais vous parler de la caisse collective : un outil de mutualisation dans *Sème ta Zad*.

Différents projets sont rassemblés dans *Sème ta Zad* : certain-es font du maraîchage, d'autres des céréales, des fruitiers, des herbes médicinales, des moutons, des vaches, du bois... Des gens viennent à toutes les réunions, d'autres ne viennent jamais ou seulement parce que c'est l'assolement ou qu'ils vont avoir besoin de thune. Chaque groupe a une grande autonomie, et même si on est forcément pris dans des enjeux qui regardent tout le monde, chacun-e définit ce qu'il veut faire, sur quelle surface iel s'organise pour produire, pour réserver des machines... et aussi, iel décide de la destination de sa production. Est-ce pour ravitailler d'autres luttes gratuitement ? Ou la vendre sur un marché ? Ou la déposer au *Non-marché* ?

Au groupe vaches, pour redistribuer ce que l'on produit, on utilise un frigo à Bellevue où qui veut vient se servir. On met aussi au *Non-marché* tout un tas de truc, ce qui permet que ce soit distribué sur la Zone et vers d'autres endroits aussi. Et puis il y a une traite ou deux qui partent chaque semaine (il y a un ramassage pour ça) dans des squats de personnes migrantes à Nantes, on peut fournir des trucs en soutien à cette lutte ou à d'autres. On ne vend rien.

Selon les productions, il y a des choix très différents : certain-es ne produisent que pour le *Non-marché*, d'autres produisent pour des projets de transfo, pour l'auberge du Liminbout, par exemple, pour faire des conserves pour un événement ou une destination précise. Mais les divergences ne portent pas uniquement sur la question de vendre les produits ou non. Certain-es dans la lutte sont opposés aux grandes cultures. Par exemple, une dizaine de personnes ont entrepris de produire des patates pour tout le monde mais

d'autres pensent qu'il serait vraiment mieux que chacun fasse ses propres patates, en termes d'organisation des sols, mécanisation... et d'autres encore sont contre la mécanisation en soi. À *Sème ta Zad*, la plupart des projets ont la volonté de se donner les moyens de produire en grandes quantités pour pouvoir distribuer au-delà de soi-même, sa famille, son collectif ou sa bande. D'avoir un truc, plus ou moins en abondance, qui permette de partager souvent à prix libre ou gratuitement sans trop se poser de questions, ni que tout le monde ne soit obligé d'y mettre la main, afin de pouvoir simplement se dire *Bon là, on a de la chance d'avoir accès aux terres, aux machines. Et tant mieux si ça peut renforcer d'autres luttes*. Pendant ce temps, d'autres personnes vont encore faire un choix différent, par exemple celui de vendre aux comités de soutien à bas prix ou sur des marchés, en cherchant à y rencontrer des gens. Et puis, bien sûr, il peut y avoir des critiques sur ce que chaque groupe fait de sa production parce que *c'est débile de se lancer dans des projets commerciaux, parce que ça fait chier de vendre à des gens qu'ont du pognon* ou alors parce que *ça saoule le Non-marché blablabla...* ! Tout ça c'est en conflit, mais on ne se permet pas d'ingérence d'un groupe à l'autre, chaque groupe s'autodétermine, bien sûr en tenant compte de la situation globale et de ce qui s'échange dans tous ces débats, mais avec ses choix et ses convictions. C'est la richesse de tout ça.



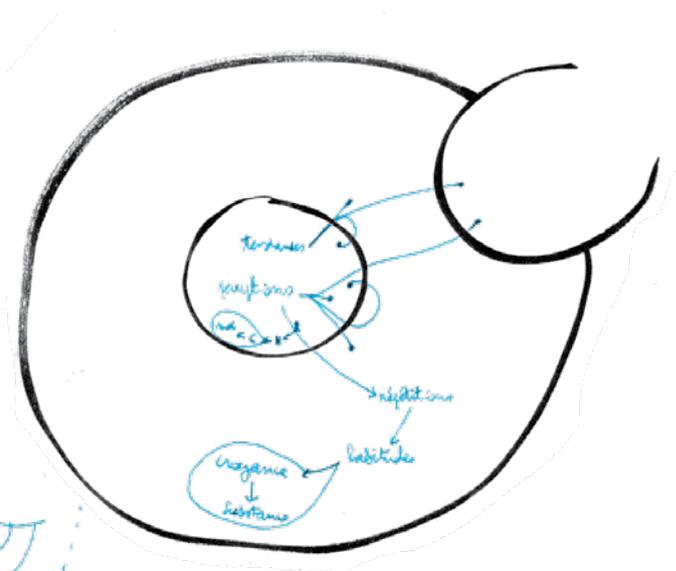
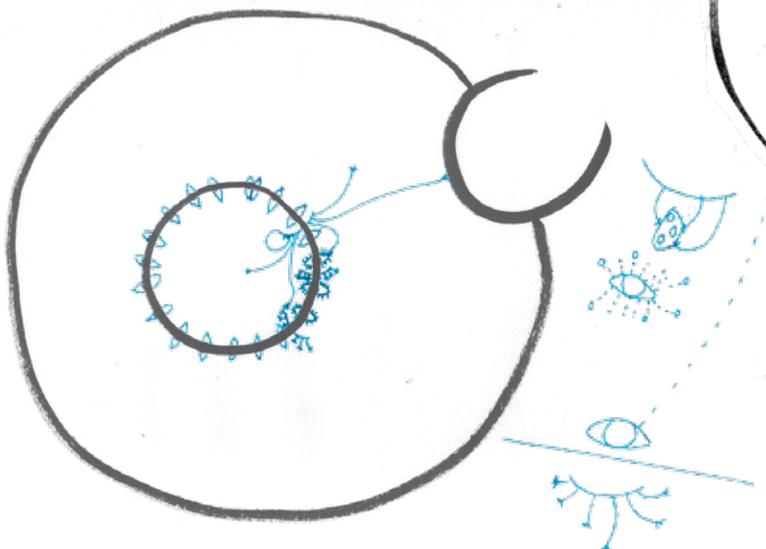
Ce qui est particulièrement intéressant avec cette caisse collective, et c'est une des choses qui font que je suis dans *Sème ta Zad*, c'est qu'on n'a aucun moyen de quantifier ce que chaque groupe dépense ou rapporte. On ne peut pas savoir si un projet est équilibré, rentable et tout ça... ce qui veut dire que tu peux te planter, essayer de faire des patates et te planter complètement. Derrière tu n'as pas la banque qui vient frapper à ta porte. Le sens de cette caisse, c'est vraiment de soutenir le fait qu'on occupe des terres, soutenir les projets agricoles.

S'il n'y a plus rien dans la caisse, on se pose la question ensemble... C'est un peu le cas en ce moment. Du coup, pour renflouer, on cuisine un petit déj' au week-end de la coordination, avec plein de gens de *Sème ta Zad*, pour rapporter un peu des sous. Une autre fois, on fait une fête de la patate à l'automne. Comme on est dans une lutte bien en vue, faut reconnaître qu'on a facilement accès à du pognon. Quand on fait une fête, il y a toujours du monde. Bon, ce n'est jamais simple, parce que les rapports au pognon, ça reste bien compliqué dans ce monde-là.

Et puis en plus des dons, il y a ce qui revient en prix libre du *Non-marché*. Quand on a monté le *Non-marché*, on a décidé que s'il y avait trois projets de maraîchage qui y déposaient des légumes, on ne distinguerait pas les productions en posant une caisse ici, une autre là-bas. Non, tout serait ensemble, sur une table avec tous les produits et une seule caisse prix libre pour tout, le pain, les légumes, les aromatiques, les fromages, les conserves... Ce qui y est déposé est assez variable. Personne n'est derrière la caisse prix libre, il y a juste des trucs posés et les gens se débrouillent. Cette dimension inquantifiable, je la trouve hyper importante. Ce qu'on fait n'est pas guidé par le pognon, on le fait parce que ça fait sens.

Il y a aussi des champs où tu prends ce que tu veux, directement. Par exemple une fois, un champ de poireaux, des gens l'avait cultivé et il y avait un panneau « servez-vous ». Chacun se démerdait, quoi. Ce champ était bien situé, beaucoup de gens passaient devant et le voyaient, et il y avait sûrement eu un message dans le *Zadnews* pour dire « allez chercher des poireaux ».

« AUCUN MOYEN DE  
QUANTIFIER CE QUE  
CHAQUE GROUPE  
DÉPENSE OU RAPPORTE »



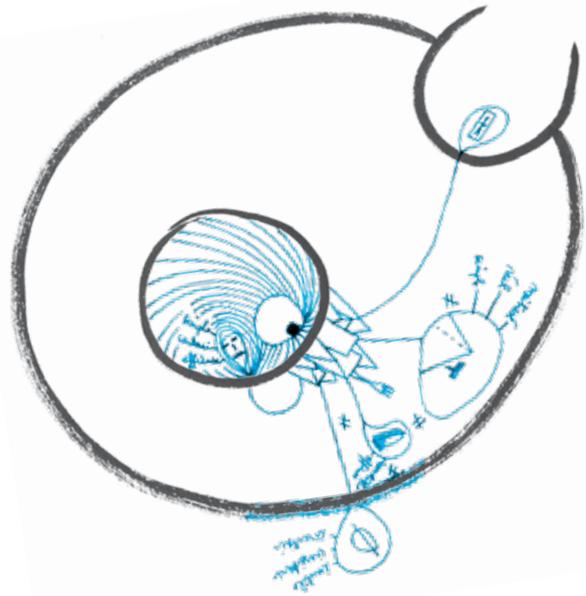
## Un bordel qui marche, ça donne envie de partager et de s'engager !

En ce qui concerne le partage des bâtiments, il y a l'exemple de la ferme de Bellevue ou celle de Saint-Jean du Tertre. À Saint-Jean du Tertre, les gens se sont installés de manière assez classique (iels sont déclarés à la MSA, iels ont des vaches...) mais tout en occupant la ferme. Il y a d'autres projets sans aucun statut. Nous, par exemple, on a des vaches illégales.

Dans *Sème ta Zad* au début, il y avait plein de monde, y compris des paysans historiques, des gens de *COPAIN*. Maintenant, je dirais que des gens qui s'inscrivent à la MSA ou qui montent des projets professionnels se distancient un peu de *Sème ta Zad*, s'y reconnaissent moins... mais ça reste flou et en débat « qu'est-ce que c'est que *Sème ta Zad*, qui ça rassemble ». Je crois qu'il y a plein de trucs qui ne sont pas hyper formalisés parce qu'on n'a pas envie de se friter : on lutte ensemble. Si on voulait se mettre d'accord, on n'y arriverait pas, on n'est jamais d'accord. C'est le bordel, mais c'est un bordel qui marche. C'est fatigant des fois ou pour certain·es...

On a aussi une meunerie, la farine est faite ici. Cette lutte, elle donne tellement envie de partager !

Dans les outils agricoles, on se sert d'une vieille batteuse, comme celles qui étaient utilisées il y a cinquante ans. On a croisé des gens qui kiffent et qui entretiennent des vieilles machines comme ça, mais pour des foires, et qui ne connaissent pas la Zad ni rien, et tiens, on se rencontre et ça marche bien, les gens iels sont tout fouilles de nous apprendre des trucs parce que on s'en sert des machines, tu vois. Pour nous, ce n'est pas un truc de folklore : on s'en sert. On a des surfaces pour lesquelles ça ne vaut pas le coup d'avoir une moissonneuse-batteuse, ça marche bien à la batteuse. Et ça fait une manière de bosser bien particulière, en étant six-sept autour de la machine. Tu n'es pas tout·e seul·e dans une grosse machine que tu as payée bien cher. Plus tu as de mécanismes, moins tu as de travail commun.

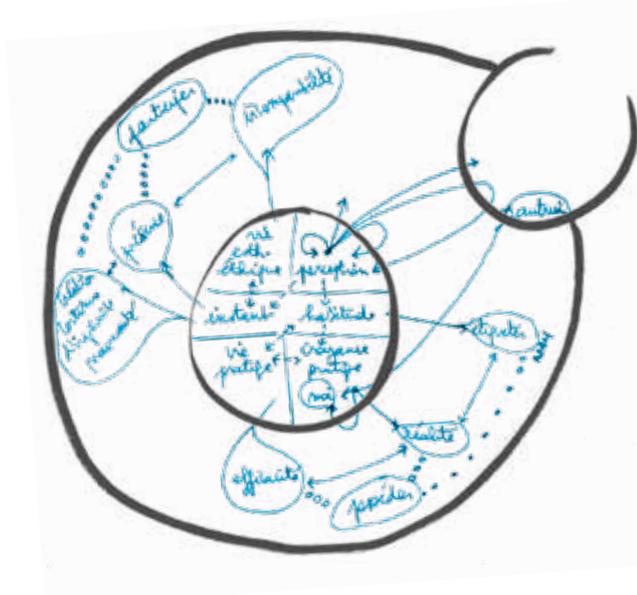


Du coup, on fait souvent ce choix de garder des vieilles machines et ne pas mécaniser tout un tas de trucs.

Nous par exemple, pour les vaches, on pourrait rentrer le foin au tracteur, mais on choisit de faire des petits ballots... C'est super chiant mais ça fait qu'on les rentre à plein. C'est dur par moments hein, c'est lourd, il fait chaud. Mais il y a le plaisir de faire ensemble et c'est souvent comme une fête plutôt que de bosser tout·e seul·e dans son champ.

Les collectivisations de temps de « travail » sont, elles aussi, décidées au sein de chaque projet. Par exemple, dans le projet vaches, on s'est mis·es d'accord sur un engagement très fort. On a une réu chaque semaine où on cause pour se répartir le travail, faire le planning de la semaine pour les chantiers et le planning quotidien par traite. On est cinq, avec différentes implications, à faire la traite et la transfo (beurre, crème, fromage, yaourt, fromage blanc).

Je trouve que le groupe vaches est un groupe assez extraordinaire sur la répartition du travail parce qu'on ne regarde pas trop qui met quel temps à quoi. Il y a plutôt un truc de qui se sent d'y mettre du temps. Parfois, une personne dit en réu qu'elle ne va pas trop bien, qu'elle n'est pas super en forme et généralement, ce sont les autres qui l'envoient en vacances : *T'as qu'à ne pas prendre de traite cette semaine, on les prend*. On commence toujours ces réu par un tour de



ressenti. On parle aussi politique. Il y a beaucoup d'attention. Si quelqu'un-e ne va pas trop bien ou même encore moins bien que ça, et qu'il craque à un moment et se barre, bah ce sont toutes les autres qui vont avoir plus de boulot et vont se trouver dans la merde. Donc on fait en sorte que ça n'arrive pas parce qu'avec les animaux, on ne peut pas se permettre de ne pas être là : on n'a pas le choix, les animaux, il faut juste t'en occuper. Ça nous fout dans une très forte interdépendance entre animaux et humains et donc entre humains, de manière très intense. On ne fait pas trente heures semaine obligatoires par personne, hein. Si tu causes de temps de travail avec les paysans, eux aussi ils s'en foutent, ils ne comptent pas. Il faut faire ce qui doit être fait, c'est comme ça. Ce n'est pas un rythme que tu choisis. Tu choisis si tes vaches vont vèler au printemps ou à l'automne, tu choisis si tu vas cultiver ci ou ça, mais le moment où il faut faire un truc, il faut le faire, c'est tout. Si tu ne le fais pas au bon moment ça foire, alors autant rien faire si c'est pour que ça foire !

Nous on a quatre vaches pour cinq ou six personnes. Avant on était à égalité les humains et les vaches dans le groupe, maintenant on est plus d'humains que de vaches. Ah non, on n'a pas un troupeau de quarante vaches ! Et en vrai, on traite entre deux et quatre vaches. Ça tourne, ce n'est pas toujours les mêmes, ce n'est pas un troupeau, c'est un groupuscule !

Faut pas croire, il y a tout un tas de conflits assez forts, avec des phases où on ne les perçoit pas trop et d'autres où ils ressortent bien fort. Comme ces trucs de base, sur l'agriculture même, le fait de travailler le sol. Ça fait des bonnes confrontations, quoi. Des gens qui pensent que ça saccage le sol et qui sont prêtes à l'empêcher, au moins dans certains endroits. Et même en interne, au sein de Sème ta Zad par exemple, il y a de gros désaccords, notamment sur des manières de s'organiser, le rapport à l'économie, le rapport au conflit. C'est aussi ça qui me plaît sur cette zone. Parce que t'es tout le temps en lien avec d'autres mondes, d'autres gens. Je n'ai pas l'impression de vivre dans un espace de confort, très affinitaire ou je-sais-pas-quoi. Tout un tas de gens, de mondes, on ne se serait jamais croisés sans cette lutte et ça fait de la confrontation et du conflit, et le conflit ce n'est pas la guerre pour moi. Se frotter à des gens, à des mondes, qui n'ont pas les mêmes visions, les mêmes vies, les mêmes activités politiques, les mêmes manières de s'organiser, les mêmes regards sur les choses, et ça grince, ça gratte, mais tu vois, on fait ensemble. On est toujours dans la tentative, on s'acharne à se rencontrer, à tisser des liens et y a souvent des genres d'accidents : des blessures, des ras-le-bol, des sentiments d'arnaque ou de trahison, mais on retisse. C'est très beau cet acharnement, j'trouve ça hyper vivant. En ce moment, par exemple, depuis le mouvement loi travail, il y a de nouvelles rencontres avec des syndicats. Des bouts de la CGT, de Solidaires... et c'est incroyable. On fait connaissance avec des gens qui travaillent à l'aéroport, qui travaillent dans l'aviation. Les syndicalistes, ils sont contre la délocalisation de l'aéroport. Et c'est génial qu'on discute de notre rapport au travail entre occupant-es et syndicalistes, c'est vachement plus intéressant que de seulement en parler entre anarchistes. Et puis la rencontre, elle permet de sortir des

« NOUS, PAR  
EXEMPLE, ON A DES  
VACHES ILLÉGALES »

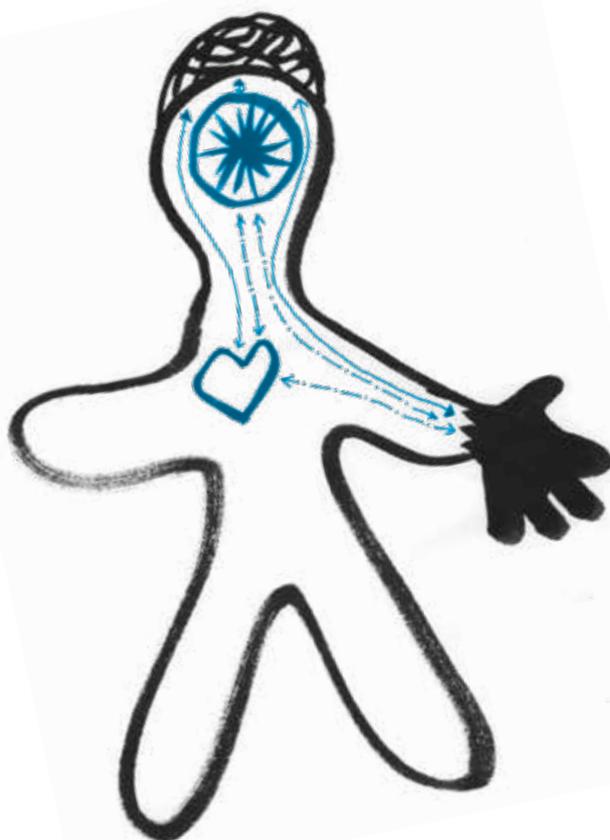
« ET ÇA GRINCE, ÇA  
GRATTE, MAIS TU VOIS,  
ON FAIT ENSEMBLE »

caricatures, parce qu'en rencontrant les gens, on voit la complexité des positions, de nos rapports à tout ça, c'est hyper intéressant... Il y a plein de gens sur la Zad pour qui avoir des rapports avec des syndicalistes représente une trahison. Ce n'est qu'un bout de la Zad qui pousse des liens dans cette direction. D'autres liens se trament avec les luttes des quartiers populaires, sur les questions d'antiracisme politique, de lutte contre les violences policières et tout ça. Ces rencontres entre des mondes qui ne se ressemblent pas mais qui sont en résistance, en lutte, c'est tellement précieux.

Moi je ne pense pas qu'on puisse imaginer une révolution, ni même une transformation sociale un peu forte, sans ce genre de rencontres. Entre des mondes qui sont en lutte mais qui sont habituellement vachement étanches les uns aux autres. Il faut qu'il y ait de la perméabilité, sinon on n'arrivera à rien, on restera chacun·e sur notre nombril, avec nos petites vérités.

C'est pour ça d'ailleurs qu'ici, je me suis retrouvée à faire des trucs agricoles, pour le lien avec les paysans.

Dans les activités agricoles, la communisation d'outils demande vachement d'énergie. Partager ta débroussailleuse entre cinq lieux ou avoir ta propre débroussailleuse?... En vrai, si tu as le pognon pour l'avoir, ou que tu arrives à te débrouiller pour l'avoir, c'est moins chiant de l'avoir tout·e seul·e. En termes de coordination et tout ça. Faut quand même dire qu'au bout d'un moment, pas mal de gens décrochent de ce truc d'organisation collective pour faire leurs projets plus tout·es seul·es. Ça ne veut pas dire qu'ils ne vont pas prendre leurs machines à la *Curcuma* ou



j'sais-pas-quoi, mais iels en ont quand même un peu marre du truc collectif, ou iels n'y croient plus, ou en tout cas, iels n'ont pas trop d'énergie à mettre là dedans... Alors côte-à-côte, il y a des gens qui sont à fond dans la coordination d'outils communs et d'autres qui vont faire plus de leur côté...

Dans cette lutte, il y a des masses d'interdépendances et d'organisations communes entre beaucoup de gens, c'est aussi ce qui fait que c'est très vivant. Quand les conflits ne deviennent pas trop trop durs, ça permet des trucs un peu fous, quoi, toute cette circulation entre les choses, entre les gens, les groupes... Et c'est cette lutte qui nous oblige à faire ensemble. Tant qu'il y a la lutte contre l'aéroport, il y a un ennemi commun face auquel on est uni·es. Et c'est sûr que dans la suite, si l'aéroport est abandonné, je pense que ça pourrait devenir plus difficile... malgré la masse de choses précieuses qu'on a construites et qu'il va falloir se battre pour défendre. Mais on ne peut pas savoir ce qui va se passer, en fait.

# LES 6 POINTS POUR L'AVENIR DE LA ZAD

Parce qu'il n'y aura pas d'aéroport

*Ce texte en six points a pour but de poser les bases communes nécessaires pour se projeter sur la ZAD une fois le projet d'aéroport définitivement enterré.*

*Il a été réfléchi au sein d'une Assemblée régulière ayant pour objet de penser à l'avenir des terres une fois le projet d'aéroport abandonné. Cette assemblée regroupe des personnes issues des différentes composantes du mouvement de lutte. Ce texte a été longuement débattu, à plusieurs reprises, dans de multiples composantes et espaces d'organisation du mouvement.*

**1.** Que les habitants-es, propriétaires ou locataires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation ou d'expulsion puissent rester sur la zone et retrouver leurs droits.

**2.** Que les agriculteurs-ices impacté-es, en lutte, ayant refusé de plier face à AGO-VINCI, puissent continuer de cultiver librement les terres dont ils-elles ont l'usage, recouvrir leurs droits et poursuivre leurs activités dans de bonnes conditions.

**3.** Que les nouveaux habitant-es venu-es occuper la ZAD pour prendre part à la lutte puissent rester sur la zone. Que ce qui s'est construit depuis 2007 dans le mouvement d'occupation en termes d'expérimentations agricoles hors cadres, d'habitat auto-construit ou d'habitat léger (cabanes, caravanes, yourtes, etc.), de formes de vie et de lutte, puisse se maintenir et se poursuivre.

Nous défendons ce territoire et y vivons ensemble de diverses manières dans un riche brassage. Nous comptons y vivre encore longtemps et il nous importe de prendre soin de ce bocage, de ses habitant-es, de sa diversité, de sa flore, de sa faune et de tout ce qui s'y partage. Une fois le projet d'aéroport abandonné, nous voulons :

**4.** Que les terres redistribuées chaque année par la chambre d'agriculture pour le compte d'AGO-VINCI sous la forme de baux précaires soient prises en charge par une entité issue du mouvement de lutte qui rassemblera toutes ses composantes. Que ce soit donc le mouvement anti-aéroport et non les institutions habituelles qui détermine l'usage de ces terres.

**5.** Que ces terres aillent à de nouvelles installations agricoles et non agricoles, officielles ou hors cadre, et non à l'agrandissement.

**6.** Que ces bases deviennent une réalité par notre détermination collective. Et nous porterons ensemble une attention à résoudre les éventuels conflits liés à leur mise en œuvre.

Nous semons et construisons déjà un avenir sans aéroport dans la diversité et la cohésion. C'est à nous tout-e-s, dès aujourd'hui, de le faire fleurir et de le défendre.

mercredi 21 juin 2017



# NOTES BRÈVES

## ET

# LA MUTUELLE LYON

Pourquoi des personnes ont-elles décidé de mettre en commun chaque mois 10% de leurs revenus\* (allocs, salaires, sous de mémé...) ? Comment cet argent est-il redistribué pour assurer un minimum mensuel à chacun-e ? Qu'en est-il de la caisse bison, où chacun-e peut se servir selon ses besoins ? Et surtout surtout : qu'est-ce que ça produit dans leurs vies...

Extraits :

« C'est un impact direct, une solidarité financière directement visible [...] un espace pour parler d'argent, ne plus être seul-e pour faire face à l'arnaque capitaliste [...] Utiliser l'argent pour se solidariser plutôt que s'isoler, que d'avoir un rapport individuel à tout ça : sortir des dons interindividuels, d'un rapport privé à l'argent. [...] Pouvoir compter sur des camarades plutôt que sur des aides sociales, sur la famille, ou sur personne. »

« C'est une solidarité très concrète qui n'a rien à voir avec les exemples habituels qui relèveraient plutôt de la charité. Et ça fait du bien ! »

Cette brochure aussi elle fait du bien !  
À lire sur [infokiosques.net](http://infokiosques.net)

\* Prise en compte des revenus loyer déduit, d'après des modes de calculs non figés, qui ont changé, rechangé, rechangeront...

# LA SOCIALE

FILM DOCUMENTAIRE DE GILLES PERRET, 2016

Ce film raconte une histoire de la Sécurité Sociale. Je dis une histoire, car c'est une certaine version. Et cette version, je la trouve riche mais problématique aussi. Vous allez voir.

C'est un film qui me met en rage car :

- la meuf qui est sur l'affiche n'apparaît jamais à l'écran
- la première personne racisée apparaît très tard dans le film, dans une terrible position de subalterne : patiente, sur une table d'auscultation, muette, le ventre à l'air, pendant que la toubib blanche est interviewée
- la principale femme interviewée l'est pour son rôle de fille d'un grand homme célèbre, et est gravement infantilisée
- le film glorifie une personne, le ministre du travail de l'époque, qui aurait créé la sécu, alors que l'on sait l'importance de l'énergie collective dans les luttes et leurs aboutissements.

C'est un film vraiment précieux car :

- il raconte l'histoire, oubliée, d'un acquis social : la sécurité sociale
- il remet au centre le principe de cotisation : cotiser selon ses moyens, être couvert-e selon ses besoins, en alimentant une caisse dans un esprit de solidarité mutuelle
- il nous rappelle à la nécessité de parler de cotisations et non de charges
- il nous apprend qu'à une certaine époque, les élu-es du Parti Communiste reversaient leurs indemnités au parti, pour garder un revenu d'ouvrier-e et rester dans leur classe sociale
- il montre les diverses attaques auxquelles la sécu a dû faire face depuis sa création en 46.

Aujourd'hui, le gouvernement annonce la suppression des cotisations sociales afin d'augmenter le pouvoir d'achat... quand on sera débarrassé-es de toute protection sociale et que l'accès à la santé sera tellement cher, je doute qu'on aura gagné en pouvoir, quel qu'il soit !

GLOUTONNE  
MOHLO

# BÂTIR AUSSI

FRAGMENTS D'UN MONDE RÉVOLUTIONNÉ  
PAR LES ATELIERS DE L'ANTÉMONDE,

ÉD. CAMBOURAKIS, COLL. SORCIÈRES  
PARUTION MAI 2018

« Détricoter, tirer des fils et ouvrir des possibles, se donner de la force en imaginant concrètement les bouleversements à notre portée, avec ce qui résisterait. Notre parti-pris est d'imaginer un monde où les choses ne seraient pas si simples, où elles nous blesseraient et nous accablent comme on l'éprouve déjà si souvent... mais où nous serions suffisamment ensemble *pour que ça tienne* : en d'autres termes, imaginer une révolution qui durerait toujours dix ou vingt ans plus tard, inventive, contradictoire et belle, à la fois modeste, ambiguë et ambitieuse. »





« Sous l'abri, les vélas sont bien sûr immobiles et silencieuses, mais la profusion des couleurs et des formes leur donne un aspect mouvant, vibrant, comme si elles n'attendaient qu'un unique coup de pédale pour se lancer dans une escapade débridée... Toutes sortes de vélas pour toutes sortes de besoins : des modèles individuels, traditionnels ou en tricycles bien stables pour les plus vieilles et les plus jeunes, des modèles pour transporter d'autres personnes : sidebikes, biplaces, triporteuses. La plupart disposent de remorques, assemblées de fourches de vélas, de

bambou et d'osier, légères et solides.

– Ce sont leurs imperfections, sans peinture chromée pour les cacher, qui rendent nos vélas si belles, décrète fièrement Jeanne.

Imaginez Picasso qui dessine une forêt de vélas et vous avez à peu près le tableau. Ce n'est pas fin, pas chiadé, d'une certaine manière c'est franchement grossier : un assemblage de tubes boulonnés. Mais ça dégage de la force et de la volonté, ça a son charme,

c'est tout. L'époque du tout récup est depuis longtemps révolue. C'était bon pour les premières heures de l'Haraka. Depuis, il a fallu réinventer les pièces, apprendre à travailler le métal à la main : fondre, mouler, forger. Il a fallu expérimenter, réfléchir, essayer, réfléchir encore, améliorer. Et tout ça jusqu'à obtenir des prototypes fonctionnels, adaptables, assemblés avec un minimum de soudures, parce que ça demandait trop d'électricité ou de gaz, la soudure.

– Bricolées mais bien pratiques, non ? commence par flatter Marta.  
– Pratiques et belles ! acquiesce Jeanne.  
– Et imagine dans vingt ou trente ans, Jiji ! Quand la Manuf sera redevenue une usine digne de ce nom ! »

# BLACK LIVES MATTER

## LE RENOUVEAU DE LA RÉVOLTE NOIRE AMÉRICAINE, KEEANGA-YAMAHTTA TAYLOR

ÉD. AGONE, COLL. CONTRE-FEUX, 2017, TRADUIT PAR CÉLIA IZOARD

« Ce livre explore les raisons pour lesquelles le mouvement réuni sous la bannière Black Lives Matter a fait son apparition dans un pays dirigé pour la toute première fois par un président noir. Les violences policières ne

sont pas un phénomène nouveau ; elles existent sous une forme ou une autre depuis l'abolition de l'esclavage. Pourquoi ces abus ont-ils provoqué un basculement précisément à l'ère d'Obama ? Comment resituer cela

dans un contexte historique plus large, marqué par le caractère explosif des luttes noires américaines et par le déni constant de l'oppression des Afro-Américains ? »

# LA SAISON DE L'OMBRE

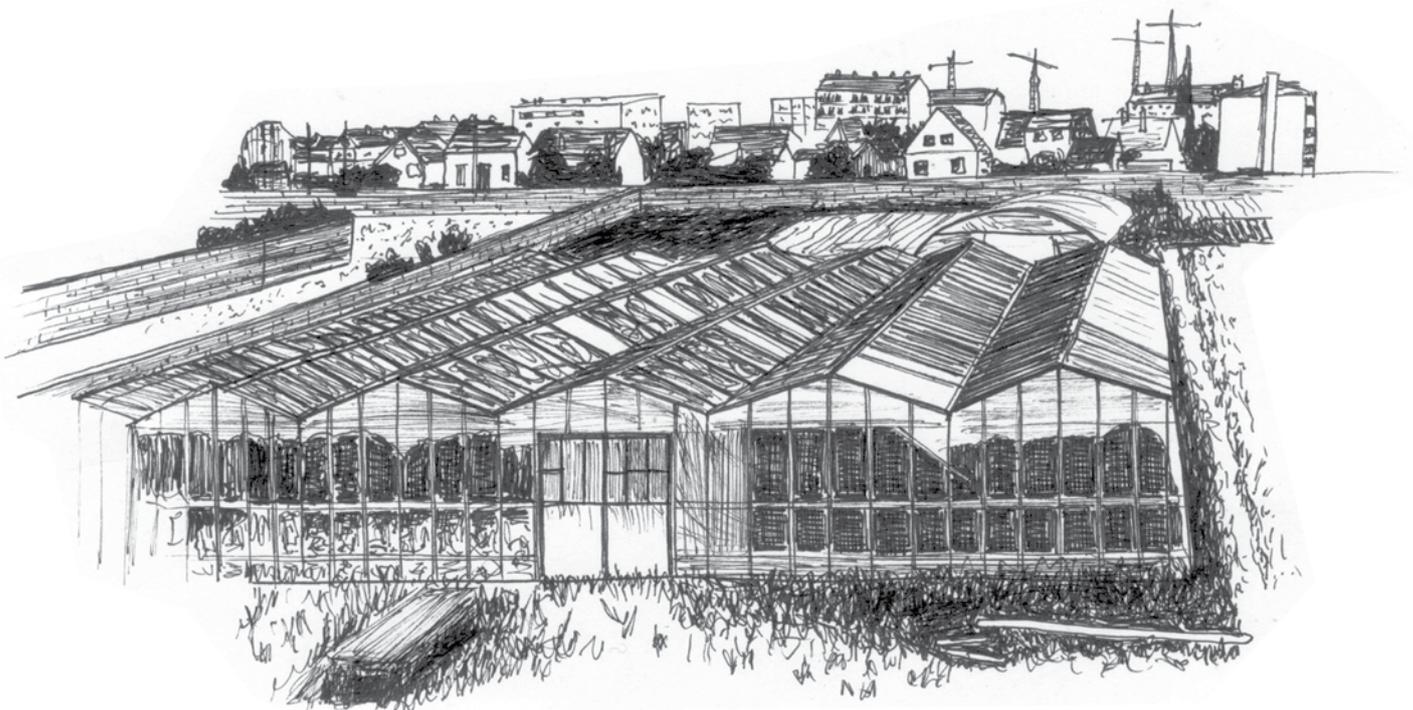
LÉONORA MIANO

ÉD. GRASSET, 2013

« Il est dangereux de répondre à un appel dont on ne sait, avec certitude, de qui il émane. Le mieux est d'aller voir. Aucune n'ira seule. Elles se lèvent doucement, se rassemblent au centre de la pièce, s'interrogent sur la manière de procéder pour qu'aucune ne soit plus exposée que les autres. Eyabé propose : Nous allons fermer les yeux, nous serrer les unes contre les autres, marcher à petits pas pour passer la porte.

Une fois que nous serons toutes sorties, je donnerai le signal. Nous rouvrirons les yeux ensemble. Ainsi, elles affronteront en même temps la personne ou l'esprit qui les sollicite avec tant d'insistance. Les dix femmes s'enlacent. D'abord deux. Une troisième les rejoint. Puis une quatrième. Jusqu'à former une grappe, comme les graines de njabi sur les branches qui les supportent. Elles ferment les yeux, baissent la tête. Cela ne fait pas partie des consignes, mais elles s'exécutent spontanément. Les trois étages de leur coiffure en cascade, multipliés par dix, forment une large corolle, chaque palier évoquant un pétale

recourbé. Depuis que leurs fils n'ont pas été retrouvés, elles ne sont qu'une seule et même personne. Toutes auréolées d'un même mystère. Les anciennes rivalités n'ont plus cours. Auparavant, certaines auraient refusé cet amalgame épidermique. À présent, la seule chose qui leur importe est de ne pas chavirer. Pour cela, il faut suivre le rythme. Être vraiment avec les autres. Épouser leurs mouvements. Les prévoir. Entrer dans le souffle des autres. Partager l'inspiration, l'exhalaison. La sueur. Les secrètes réminiscences de la nuit passée. Elles prennent leur temps. »



# LE ROUGE-GORGE

URSULA GAILLARD ÉD. LUCE WILQUIN, COLL. SMÉRALDINE, 1997

« Des caves malodorantes de l'hôtel communautaire montaient parfois des bruits étranges. Tantôt c'étaient les plaintes d'une scie circulaire installée là par le constructeur de la soucoupe volante où les membres de la communauté et leurs amis s'attablaient le soir, tantôt les grincements d'un vieux meuble, ou encore un râle émis dans la salle de bioénergie, tapissée de vieux matelas. Plusieurs habitants de la maison allaient s'y libérer de leurs blocages corporels par des exercices respiratoires d'inspiration reichienne, souvent bruyants.

Brigitte n'aimait pas fréquenter le sous-sol. Pressée par l'amoncellement du linge sale, elle devait cependant risquer des incursions dans les ténèbres. Là elle sentait l'humidité lui monter le long des jambes comme autant de noirs crapauds sans savoir comment se défendre de leurs coassements.

Il m'est arrivé à moi aussi d'entendre la plainte des vêtements à demi moisissés oubliés par quelque communard dans le tambour de la machine à laver. Complainte bientôt accompagnée d'un frôlement sur le sol, celui d'une souris, ou peut-être d'un rat.

Un matin, après avoir trié son linge et sélectionné le programme de lavage, Brigitte avait décidé d'ouvrir la porte du local de bioénergie aux murs gonflés de cris. Jusque-là, elle s'était toujours refusée à prendre au sérieux la misère des privilégiés qui s'adonnent à des pratiques thérapeutiques, mais l'œil postérieur du diable avait battu en brèche ses ratiocinations.

Les matelas lui avaient alors livré dans le désordre les gémissements stockés en hâte dans le crin, tels des volumes mal agencés dans une bibliothèque, qui menacent à chaque instant de dégringoler pour s'ouvrir sur quelque page sinistre ou cocasse. »

# LA GRANDE VERRIÈRE

HUGUETTE BOUCHARDEAU ÉD. PAYOT, 1991

« Ils discutent longtemps de la participation que chacun doit apporter aux ressources du groupe. Marie-Pascale insiste pour une mise en commun totale, un compte en banque unique et une caisse pour la monnaie où tous verseraient et puiseraient selon leurs besoins. « La confiance, tout de même ! Puisqu'il faut bien encore du fric, le sale, le foutu fric ! » Éric tranche que c'est du communisme primitif, et que l'on risque bien des avatars à s'engager dans cette

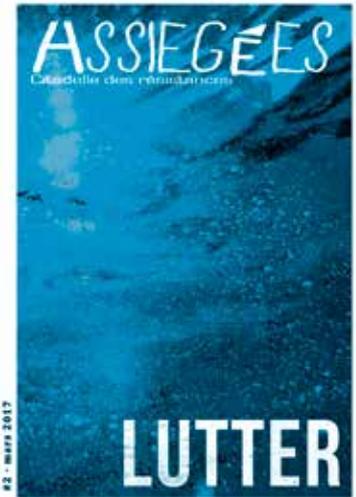
voie. Didier fait visiblement un effort pour s'intéresser à la question. Il dit, et chacun le sait, qu'il déteste perdre son temps en mesquineries quotidiennes. Pour lui, la communauté doit d'abord simplifier la vie, permettre à chacun de dégager des loisirs pour « l'essentiel ». L'engagement syndical, par exemple. Il tente des propositions : au lieu de se demander quelle part mettra chacun dans le budget collectif, pourquoi ne pas tenter d'évaluer les dépenses nécessaires ; on se contenterait alors de diviser. S'ensuit, le samedi après-midi, une longue discussion sur le prix moyen d'un repas pour sept à huit personnes,

le montant probable des factures d'électricité, de gaz, de téléphone. On décide de compter large ; on s'émerveille des promesses d'économies possibles ; on s'entend sur les moyens de se partager les courses dans les coopératives, chez les producteurs, dans les grandes surfaces. On évoque les conserves à faire à la bonne saison, les plats miracles qui coûtent si peu. Éric s'irrite de ces digressions sans fin. La réunion s'étire. Les rayons du soleil couchant lèchent la verrière. »

# ASSIÉGÉES #2 LUTTER, MARS 2017

« AssiégéEs est un projet politique porté par des personnes issues des anciennes colonies européennes. Il est né du ras-le-bol de devoir choisir entre les luttes contre le capitalisme, celles contre le racisme systémique et celles contre le patriarcat. Revue décoloniale, nous poursuivons notre ambition de mettre au centre de la revue les raciséEs sous le joug du patriarcat, tout

en nous inscrivant dans la lutte contre le capitalisme. Après un premier numéro autour de l'étau, la question qui traverse ce second numéro est celle de la lutte. La lutte collective et politique, ses modalités, son agenda, ses contraintes, comment elle se réinvente et nous réinvente, mais surtout est-ce que la victoire est au bout du chemin ? À la fin du numéro, nous n'aurons sûrement pas de réponse définitive à vous donner mais nous aurons des pistes et vous aurez passé un bon moment. »



# HORS-JE(U) #1 OCT. 2016



« Nous sentons bien que si jeu il y a, trop souvent je n'y ai pas ma place, si ce n'est sur le banc de touche. La plupart du temps, nous sommes les spectatrices d'un match auquel nous ne pouvons pas participer, et quand nous le faisons, nous risquons d'être utilisées comme ballon. Cantonnées à des places d'observatrices passives par nos patrons, nos mecs ou nos darons, nous apprenons rapidement à ne pas nous

faire remarquer, à disparaître, jusqu'à en nourrir de la frustration ou de la rage. Le quotidien pèse lourd, nous façonne profondément, et quand nous parvenons à nous en extraire, cela nous fait l'effet d'instantanés rares et volés. Il nous est donc apparu nécessaire de constituer notre propre équipe, de délimiter ou d'inventer nos propres terrains de jeu. De nous rencontrer à plusieurs je dans l'intention de dessiner un nous. De nous mettre hors-jeu sans attendre que l'arbitre nous siffle et nous donne un carton rouge. »

# PANTHÈRE PREMIÈRE #1 SEPT. 2017



« Panthère Première, c'est une revue d'enquêtes, de partage de réflexions, de récits qui explore les intersections entre sphères dites privées ou intimes (famille, enfance, souvenirs, habitat, corps, sexualité...) et phénomènes qui cherchent à faire système (État, industrie, travail, colonialisme, rapports de genre...) – partant du principe que les formes de domination et d'injustice se nourrissent, se pérennisent, se révèlent souvent dans ces plis.

Panthère Première, c'est une revue généraliste taillant la part belle à l'image, friande de formats courts, jouant avec les registres narratifs (bande-dessinée, témoignage, fiction...) et comportant un dossier thématique, différent à chaque numéro.

Panthère Première, c'est aussi un collectif d'édition exclusivement constitué de femmes investies dans des activités de recherche, d'écriture, de création [...]. »

# LES CENDRES DANS NOS OS

(EN L'HONNEUR DE CE QUI VA RENAÎTRE)

Bonjour chères lectrices, lecteurs,

Avant tout, merci d'être là. D'être là, à lire ces mots, et d'être là, sur Terre, tout court. Merci d'être là, à te dévouer jour après jour à notre libération à tout.e.s. Merci tout particulièrement, à toi qui es folle-fou, traumatisé.e, neurodivergent.e, zèbre, génie, créature magique et pas tout à fait de ce monde, ta persistance à exister mérite d'être célébrée. Merci, car on a besoin de toi.

Je dois te parler de quelque chose qui remplit mon ventre de fantômes.

Un peu de contexte : il y a trois ans, j'ai publié dans cette revue un texte appelé *Complètement toqué*, qui parlait de la libération des personnes avec des dons dangereux/ maladies mentales/ détresses psychiques.

À un moment j'écris : *Si on rêvait vraiment il y aurait un grand lieu où on pourrait venir une semaine, un mois, un an, qui serait tenu par des survivant.es et des allié.es, où on pourrait bien manger, participer à des groupes de parole, faire de la co-écoute, du yoga, de la méditation, du yuki, de la magie, de l'autodéfense féministe et tous les autres trucs qui nous aident.*

Je nous souhaite si fort de rester, de devenir vivant.es, de nous re-connecter à nos corps et à l'univers. Je le souhaite aux personnes blanches, je sais que c'est nécessaire pour notre libération à tout.e.s (la suprématie blanche se nourrit de la déconnexion des corps & des esprits, tu sais). Je sens aussi en moi, fille métisse, le tourment de mes ancêtres, de tout ce qui a été détruit et interdit, volé et revendu. Je sens mon propre tourment, l'aridité de ma

tâche pour retrouver mes savoirs et pratiques ancestrales, comme de remettre ensemble les pièces d'un puzzle brûlé.

Ce dont je te parle, chère lectrice/eur, c'est d'appropriation culturelle\*, de destruction culturelle. Je te parle du cyclone colonial et de regarder en face les fantômes dans nos pratiques. Je n'ai pas de réponses, seulement des questions qui peuplent mon cœur, et que je t'invite à prendre dans le tien.

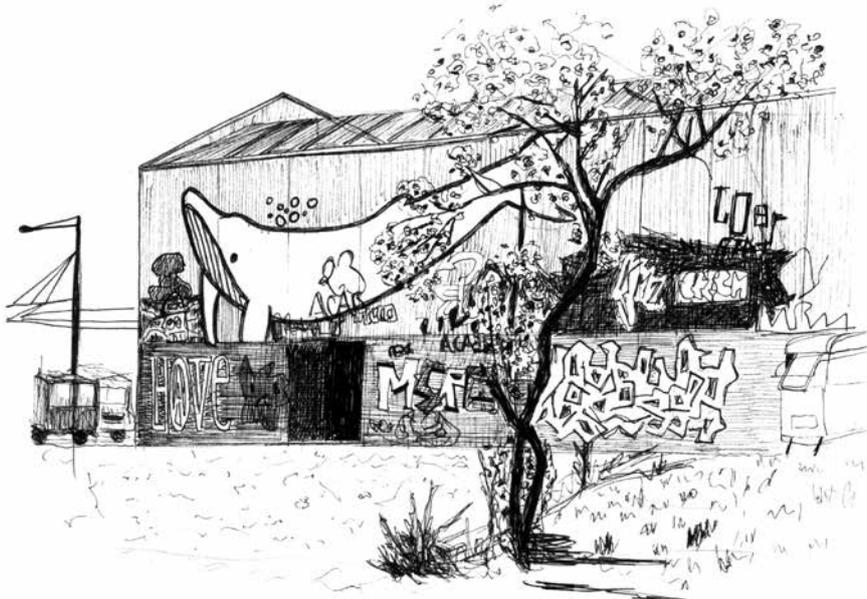
Ashe.

Merci de m'avoir lue,

IFÉ

\*À lire : les petites notes sur l'appropriation culturelle sur le site [equimauves.wordpress.com](http://equimauves.wordpress.com). Il y a aussi le zine 'cultural appropriation in spirituality' vraiment bien mais en anglais : [witchesunionhall.wordpress.com/workshopzine/](http://witchesunionhall.wordpress.com/workshopzine/).

Et en français : vers une pratique féministe du yoga, sur le site [francoisestereo.com](http://francoisestereo.com), et sur le yuki, la voie du ki joyeux, sur [www.yukido.fr](http://www.yukido.fr). Je conseille aussi les livres de Leonora Miano : *La saison de l'ombre* [extrait page précédente] et *Tels des astres éteints*.



Ifé appartient à une lignée et une toile de sorcières, guérisseuses, facilitatrices, médiatrices et visionnaires. Elle se dévoue aux arts de l'intimité et de l'interdépendance, à accompagner la Mort de l'empire, et à l'imagination-manifestation du monde plus beau que notre cœur sait être possible. Elle se forme présentement à la facilitation de transformation de conflit consciente des traumatismes. Plus que tout, elle croit que nous sommes nécessaires, et que nous sommes possibles. Pour la contacter : [recueillir.poirvon.org](http://recueillir.poirvon.org), encart « pour m'écrire » à droite.

# OCCUPATION DE LA FORÊT CONTRE UNE MINE DE CHARBON



*Nous n'échapperons pas à +2 degrés\* en 2100. Nous nous orientons plus probablement vers +4 voire +5,5 degrés. Et à partir de là l'emballlement est tel que plus rien n'est prévisible. La seule solution pour freiner la catastrophe serait d'arrêter immédiatement toute extraction de combustible fossile.*

HAMBACH – COLOGNE  
– ALLEMAGNE

Des champs, des villages, des bosquets – coupés net, pour faire place à un trou béant et noir, 34 km<sup>2</sup>, 293 mètres sous le niveau de la mer.

Il reste un bout de forêt, destiné lui aussi à être avalé par la mine. Pour le protéger, des occupant·es l'habitent depuis 2012. Iels ont construit des cabanes dans les arbres. Iels ont été délogé·es par la police, les

arbres abattus, la mine a avancé. Iels ont reconstruit quelques centaines de mètres plus loin. Chaque année pendant la saison de déforestation c'est le même bras de fer qui recommence. Dormir dans une cabane à 15 mètres du sol, au milieu des cimes dénudées qui se balancent au gré du vent. Les rêves océaniques risquent d'être brutalement interrompus au petit matin. Il faudrait alors s'enchaîner. *Est-ce que je saurais faire ? Est-ce que je veux être à la merci des flics ?* Mais l'aube arrive, ce ne sera pas pour aujourd'hui. Comme chaque matin, on se retrouve à une quinzaine amassé·es autour du poêle, au 2<sup>ème</sup> étage de la cabane collective. On a du mal à toutes se voir entre les tas de blousons suspendus à la corde à linge. Des tasses circulent, on organise les tâches de la journée : aller

chercher de l'eau, faire à manger, construire de nouvelles cabanes. Quelqu'une résume la réunion de la veille sur l'antisexisme, une autre rapporte les discussions avec les habitant·es qui soutiennent la lutte. On prépare la balade mensuelle, occasion de rencontre avec les habitant·es des alentours – ce jour-là, ce seront des centaines de personnes, des vieilles et des tout bébés, malgré le froid et la neige, les bras chargés de chocolat, de bougies, d'écharpes, de piles, de légumes. Un soir, au coin du feu, un occupant tout jeune. Il a lâché ses études. Il tournait en rond des idées noires dans son appartement, ici au moins il a l'impression que sa vie est un peu utile : *Si on perd la lutte concernant le climat, avoir un métier, tout ça, ça ne servira plus à rien.*

SIBYLDINE

\* par rapport à l'ère préindustrielle (1850)

## FABRIQUE TA LANGUE !

La langue française a subi, à partir du 17<sup>e</sup> siècle, une entreprise de masculinisation, aboutissant à la langue sexiste admise et intégrée dès la fin du 19<sup>e</sup>. Les langues sont vivantes et évoluent avec les pratiques de leurs contemporain·es. Leurs usages ne sont jamais neutres et chaque personne qui communique participe à leurs évolutions. À timult, et comme à plein d'autres endroits du monde, nous avons décidé de mettre cela en

lumière, notamment en sortant de la règle absurde\* qui voudrait que *le masculin l'emporte sur le féminin*. Nous préférons parler de démasculinisation que de féminisation ; car, outre l'aspect historique déjà évoqué, nous ne voyons pas une langue *féminine*. Que cela vous ait frappé ou non, au fil de ces pages, il n'y a pas d'homogénéité dans les formes proposées. Nous souhaitons valoriser les multiples façons de faire que nous pouvons

croiser... nous sommes dès lors heureux·ses d'être grand·e·s et petit·e·s à la fois ! Nous avons par contre choisi d'utiliser pour l'espagnol la forme en *piqueterxs*, qui sort de la binarité genrée plutôt que *piqueter@s* qui mixe le masculin en o et le féminin en a. Nous essayons également de sortir d'une langue de l'élite, nous voulons pousser plus loin ces pratiques en donnant la part belle à diverses façons d'écrire, d'appréhender la grammaire et la syntaxe, etc.

\* Cette règle n'est pas simplement absurde, elle témoigne de la volonté d'hommes dominants d'asseoir leur pouvoir sur des minorités, notamment par l'impossibilité de s'identifier selon son genre ressenti, vécu, choisi.

Pour aller plus loin : les deux volets de l'émission de *Fréquence Furies Furieuses*, en ligne sur Radio d'Ici & Radiorangeuses.

1- Ce qui n'est pas nommé n'existe pas

2- Démasculinise ta langue !



As-tu trouvé les 20 chacals dorés ?

## TEXTES

axolotl  
Camille Crabe  
Misette  
L'entrebaillement  
Martine  
N. S.  
camille  
les chacales dorées  
urkulu  
Nadine Gardères  
cnt tds 31  
Camille  
octave & iuri  
Roumbané  
T.  
Ifé  
les louloutres  
Alouza  
gloutonne mollo  
clo  
Sibylidine

## MISE EN PAGE

loulou

## ET AUSSI

IWS  
utopia dystopia  
Ilea  
remuski  
Solveig  
emili  
ursula le guin  
string (see u in sf)  
le rb  
... et le Shaddock qui miaule  
dans la pièce à côté

## IMAGES

alo  
Nestor  
Noal  
alice sillon  
Licieuse  
Cmlle  
marion j  
loulou  
jmc  
méwaydonc  
Cix  
bili et la petite souris

Les premiers numéros de  
timult sont épuisés....  
trouvez-les sur :  
<http://timult.poivron.org>

## AIDE ET SOUTIENS LOGISTIQUES

Lucie  
Nahia  
octave

& toutes les copaines qui  
nous ont accueillies !

## AUTEUR·ES CITÉ·ES

Christiane Rochefort  
les ateliers de l'Antémonde  
Léonora Miano  
Keeanga-Yamahtta Taylor  
Huguette Bouchardeau  
Ursula Gaillard

## DIFFUSION

Nous vous encourageons  
vivement, lectrices ou lecteurs  
enthousiastes, à vous joindre  
à notre travail de fourmi en  
devenant « point de  
diffusion » pour distribuer le  
journal autour de chez vous.  
Si vous habitez loin de tout et  
que vous voulez quand-même  
nous lire, contactez-nous.

Vous pouvez envoyer vos  
chèques (à l'ordre de TIMULT),  
vos réclamations et lettres  
d'amour à : **TIMULT**

**15, rue Jacquet  
38100 Grenoble  
timult@riseup.net**

# Prochain numéro

Le prochain numéro de TIMULT est prévu pour... plus tard. On ne peut pas encore en donner la thématique, alors ayez l'œil ouvert et soyez prêtes à dégainer vos analyses subtiles, illustrations biscornues ou traductions traduites, quand le mystère sera levé. Et quand vous voulez, envoyez-nous vos réponses vénères, vos questions cinglantes et vos doudous préférés à [timult@riseup.net](mailto:timult@riseup.net).



RÉCITS, ANALYSES & CRITIQUES

# TIMULT

mars du mille 18 – dixième numéro